

BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE



RAPPORT ANNUEL

2013

SOMMAIRE

CARTE DES ETATS MEMBRES DE LA CEMAC	7
LE MOT DU GOUVERNEUR	9
L'ANNEE 2013 EN BREF	11
I. EVOLUTIONS ECONOMIQUES, FINANCIERES ET MONETAIRES	15
1. Environnement international	17
1.1. Conjoncture économique internationale	17
1.2. Marchés financiers, des changes et de l'or	21
1.3. Marchés des matières premières	24
2. Situation économique et monétaire de la CEMAC	27
2.1. Croissance économique	27
2.2. Prix et compétitivité	33
2.3. Finances Publiques	35
2.4. Secteur extérieur	40
2.5. Secteur monétaire	42
3. Intégration régionale	53
3.1. Surveillance multilatérale	53
3.2. Questions thématiques : rapatriement des avoirs extérieurs	56
II. POLITIQUE MONETAIRE ET SYSTEME FINANCIER	59
1. Décisions de politique monétaire	61
1.1. Orientations de la politique monétaire	61
1.2. Mesures de politique monétaire	61
2. Marché monétaire	65
2.1. Interventions de la BEAC	65
2.2. Marché interbancaire	65
3. Système bancaire et secteur de la microfinance	67
3.1 Situation du système bancaire	67
3.2 Situation du secteur de la microfinance	71
4. Marché financier de la CEMAC	74
4.1 Marché primaire	74
4.2 Marché secondaire	74
III. AUTRES MISSIONS, GOUVERNANCE ET GESTION	75
1. Autres missions de la BEAC	77
1.1. Emission monétaire	77
1.2. Gestion des réserves de change	78
1.3. Gestion des systèmes et moyens de paiement	80
1.4. Stabilité financière	81

2. Gouvernance .....	.83
2.1. Organes de décision .....	.83
2.2. Organes de contrôle .....	.87
2.3. Conseils Nationaux du Crédit .....	.87
2.4. Comité de Balance des Paiements .....	.88
3. Autres activités et projets de la BEAC .....	.89
3.1. Gestion des ressources humaines .....	.89
3.2. Renforcement des capacités .....	.90
3.3. Audit et Contrôle interne .....	.90
3.4. Informatique et télécommunications .....	.90
3.5. Communication .....	.90
3.6. Affaires juridiques et contrats .....	.91
3.7. Investissements - patrimoine .....	.91
4. Coopération régionale et internationale .....	.93
4.1. Coopération régionale .....	.93
4.2. Coopération Internationale .....	.97
5. Comptes de la BEAC .....	.101
5.1. Bilan .....	.101
5.2. Compte de résultat .....	.105
ANNEXES .....	.109
Sommaire des annexes .....	.110

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Principaux indicateurs des marchés financiers	24
Tableau 2 : Evolution du Produit Intérieur Brut par pays aux prix courants du marché	28
Tableau 3 : Contribution de la demande globale à la croissance réelle	30
Tableau 4 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB réel	32
Tableau 5 : Opérations Financières des Etats de la CEMAC	37
Tableau 6 : Balance des paiements des Etats de la CEMAC	41
Tableau 7 : Situation Monétaire résumée	43
Tableau 8 : Evolution de la masse monétaire	43
Tableau 9 : Evolution des composantes de la masse monétaire	45
Tableau 10 : Evolution des avoirs extérieurs nets du système monétaire	46
Tableau 11 : Evolution des avoirs extérieurs nets de la BEAC	46
Tableau 12 : Evolution des avoirs extérieurs bruts de la BEAC	47
Tableau 13 : Evolution des engagements officiels extérieurs	47
Tableau 14 : Evolution de la position extérieure nette des banques	48
Tableau 15 : Evolution du crédit intérieur	49
Tableau 16 : Evolution des crédits à l'économie par maturité	50
Tableau 17 : Evolution des créances nettes sur les États par composantes	51
Tableau 18 : Evolution des créances nettes sur les Trésors nationaux	52
Tableau 19 : Résultats d'exécution de la surveillance multilatérale dans la CEMAC	55
Tableau 20 : Objectifs monétaires et de crédit au 31 décembre 2013	62
Tableau 21 : Réaménagement de la grille de rémunération des placements publics à la BEAC	63
Tableau 22 : Situation des avances statutaires par pays au 31 décembre 2013	64
Tableau 23 : Comparaison des taux d'intérêts interbancaires en CEMAC et dans la Zone Euro	66
Tableau 24 : Evolution de la situation bilancielle des banques dans la CEMAC	69
Tableau 25 : Situation récapitulative des banques de la CEMAC au regard des ratios prudentiels	71
Tableau 26 : Répartition des EMF agréés dans la CEMAC au 31 décembre 2013	72
Tableau 27 : Indicateurs d'activité au 30 septembre 2013	72
Tableau 28 : Position de change globale	78
Tableau 29 : Part (en %) des réserves de changes gérées par la Salle des Marchés	79
Tableau 30 : Part (en %) des réserves de changes gérées par la Salle des Marchés	81
Tableau 31 : Evolution de la situation du bilan de la Banque Centrale	104
Tableau 32 : Evolution des produits	105
Tableau 33 : Evolution des charges	106
Tableau 34 : Compte de résultat de l'exercice 2013	107

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international	18
Graphique 2 : Indice des cours des matières premières exportées par la CEMAC	25
Graphique 3 : Répartition du PIB de la CEMAC	28
Graphique 4 : Répartition du PIB de la CEMAC - secteurs pétrolier et non pétrolier	29
Graphique 5 : Croissance en termes réels dans les Etats membres de la CEMAC	29
Graphique 6 : Taux d'inflation en moyenne annuelle des pays de la CEMAC	34
Graphique 7 : Indice du Taux de Change Effectif Réel des pays de la CEMAC (Base 100 : 1993)	35
Graphique 8 : Evolution du solde budgétaire, base engagements, hors dons	38
Graphique 9 : Taux d'endettement public extérieur	39
Graphique 10 : Evolution du solde extérieur courant (transferts officiels inclus)	42
Graphique 11 : Répartition par pays des banques en activité dans la CEMAC	67
Graphique 12 : Evolution des éléments de résultat financier de la salle des marchés 2011- 2012	80
Graphique 13 : Evolution des effectifs de la Banque Centrale par pays	89

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Recommandations du Séminaire sur le financement des économies de la CEMAC	57
--	----

LE MOT DU GOUVERNEUR

Président du Comité de Politique Monétaire



Monsieur le Gouverneur de la BEAC

L'année 2013 a été marquée au niveau de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) par un ralentissement prononcé de l'activité économique, sous l'effet, d'une part, de la contraction de la production pétrolière et, d'autre part, de la baisse des investissements publics dans certains pays. Ces performances illustrent, une fois de plus, la fragilité des bases productives des pays de la sous-région. Bien que des efforts aient été fournis au cours des dernières années pour dynamiser les filières agricoles et industrielles, combler le déficit énergétique et développer les infrastructures de transport, le financement des économies reste un frein important au développement des Etats membres. A cet égard, le forum de haut niveau organisé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) à Libreville en juin 2013, sur le thème « financement des économies de la CEMAC » a permis de faire un état des lieux des entraves au financement approprié des activités productives et d'esquisser, avec l'appui des personnalités venues de divers horizons, des pistes de solutions.

En ce qui concerne la Banque Centrale, les recommandations de ce forum ont porté essentiellement sur l'amélioration de la politique monétaire, avec pour corollaire une gestion plus efficace des excédents de trésorerie des Etats, et le renforcement de la

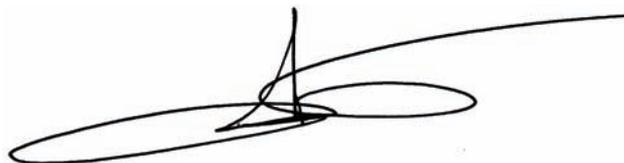
stabilité du système financier. La réforme de la politique monétaire de la BEAC engagée en 2011 et la mise en place progressive de la surveillance macroprudentielle s'inscrivent en droite ligne de ces conclusions.

S'agissant plus particulièrement du développement du système financier, la décision du Comité de Politique Monétaire (CPM) d'octobre 2013 d'accepter les titres publics comme supports aux opérations de refinancement constitue une avancée significative. En élargissant ainsi la gamme du collatéral des opérations de refinancement, la Banque Centrale entend à la fois faciliter l'accès des banques primaires à ses guichets, favoriser le développement du marché interbancaire et promouvoir l'approfondissement du système financier sous-régional. Dans cette perspective, la poursuite des projets structurants tels que le développement de la monnaie électronique et le renforcement de l'information financière sont des jalons indispensables à la marche des Etats de la CEMAC vers l'émergence.

L'accomplissement des nombreuses missions qui sont dévolues à la BEAC ne saurait être efficace sans une organisation répondant aux standards internationaux. C'est dans cette optique que la poursuite du Plan de Réforme et de Modernisation, (PRM) initié en 2011, devrait permettre à l'Institut d'émission de s'aligner progressivement sur les meilleures pratiques qui ont fait leurs preuves dans les plus grandes banques centrales. En particulier, le volet relatif à la modernisation de la gestion des ressources humaines est au cœur de la stratégie de la Banque Centrale car son personnel, de par son dévouement et sa qualité, constitue sa première richesse. C'est donc conscient de cette donne que le Gouvernement de la BEAC n'entend ménager aucun effort pour doter l'Institution de ressources humaines suffisantes et de qualité, comme elle l'a fait en 2013 par le recrutement d'une soixantaine de jeunes cadres supérieurs.

Le présent rapport est un compte rendu des principales réalisations de la Banque Centrale au cours de l'année 2013. En plus des politiques menées en vue de garantir la stabilité monétaire et financière, il témoigne, si besoin est, de l'attachement de la Banque Centrale à une plus grande communication sur ses activités et sur sa contribution au bien-être des populations de la CEMAC.

Lucas ABAGA NCHAMA

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping loop followed by a vertical stroke and a horizontal stroke, all contained within a larger, elongated oval shape.

L'ANNEE 2013 EN BREF

En 2013, l'activité de la BEAC s'est déroulée dans un environnement international marqué par la poursuite, à un rythme modéré, de la reprise amorcée en 2010, en relation avec le raffermissement de la demande dans la plupart des économies avancées, sous l'effet des politiques monétaires accommodantes. Ainsi, la croissance économique mondiale s'est située à 3,3 % en 2013 contre 3,4 % en 2012.

Sur le front des prix, les tensions inflationnistes se sont atténuées, en rapport avec la baisse des prix de l'énergie et des matières premières. Sur le marché du travail, le Bureau International du Travail a constaté que cette reprise ne s'est pas accompagnée de création d'emplois, ce qui a continué de maintenir le taux de chômage mondial à un niveau encore élevé. Dans ce contexte, la plupart des Banques Centrales ont poursuivi les politiques monétaires accommodantes qu'elles ont engagées depuis 2008, en vue de relancer l'activité économique et lutter contre la déflation. Elles ont à cet égard renforcé les mesures exceptionnelles d'assouplissement quantitatif prises au cours des années précédentes.

Au plan sous-régional, la situation économique a été caractérisée par un net ralentissement de la croissance réelle à 1,3 % contre 5,8 % en 2012. Cette évolution a principalement résulté de la contraction des activités du secteur pétrolier.

Sur le front des prix, les pressions inflationnistes se sont atténuées, sous l'effet de i) l'amélioration de l'offre en produits vivriers et céréaliers au Tchad et au Gabon, ii) la baisse sensible des tarifs de communication au Cameroun et au Gabon, et iii) l'affaiblissement de la demande intérieure en Guinée Equatoriale induite par un repli des dépenses publiques d'investissement. L'indice global des prix à la consommation des ménages de la sous-région est revenu à 2,0 % en moyenne annuelle, avec 1,7 % d'inflation sous-jacente, contre 3,8 % en 2012.

En 2013, une dégradation de la compétitivité des pays de la CEMAC a été observée. En effet, le taux de change effectif réel s'est apprécié de 1,1 %, contre un repli de 0,1 % en 2012, en relation notamment avec l'appréciation du FCFA par rapport aux principales devises des concurrents et partenaires commerciaux.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, ils ont enregistré une aggravation importante du déficit des transactions courantes, qui a plus que doublé pour atteindre 6,5 % du PIB. Bien que le compte de capital et d'opérations financières ait affiché un solde excédentaire, la balance des paiements a été déficitaire de 152,7 milliards en 2013, contre un excédent de 760,8 milliards en 2012. Ce déficit a été financé à la fois par une ponction sur les réserves officielles et des allègements de dette.

En liaison avec le contexte extérieur, les finances publiques des Etats membres de la CEMAC se sont dégradées, le déficit, base engagements, hors dons étant passé de 1,2 % du PIB en 2012 à 2,0 % du PIB en 2013.

En cohérence avec toutes ces évolutions, les agrégats monétaires ont dégagé les grandes tendances suivantes :

- les avoirs extérieurs nets du système monétaire se sont repliés, revenant de 8 749,4 à 8 718,7 milliards entre décembre 2012 et décembre 2013, soit une baisse annuelle de 0,4 % après + 9,8 % en 2012 ;
- le crédit intérieur net a progressé de 25,1 %, en relation avec l'accroissement des concours bancaires à l'économie (+ 23,6 %), en dépit de l'amélioration de la position nette créditrice des Etats (+ 22,0 %) ;
- les réserves brutes de change, en mois d'importations de biens et services, se sont repliées de 5,6 mois en 2012 à 5,5 mois en 2013, tandis que le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est détérioré sur la période, revenant de 98,4 % à fin décembre 2012 à 97,9 % à fin décembre 2013 ;
- la masse monétaire a enregistré une croissance de 6,6 % (après 16,8 % en 2012), légèrement supérieure à celle du PIB nominal non pétrolier de l'année 2013 qui était de 6,2 %.

S'agissant du système bancaire de la CEMAC, au 31 décembre 2013, il comptait 50 banques en activité, dont 13 au Cameroun, 4 en République Centrafricaine, 10 au Congo, 10 au Gabon, 5 en Guinée Equatoriale et 8 au Tchad. Leurs activités ont poursuivi une tendance haussière et se sont caractérisées par :

- une progression de 9,8 % du total des bilans, de 2,1 % des dépôts de la clientèle et de 24,2 % des crédits bruts à la clientèle ;
- une exposition élevée des banques et une dégradation de la qualité apparente de leur portefeuille en relation, d'une part, avec l'augmentation de la part des créances en souffrance à 10,9 % des crédits bruts, contre 9,1 % douze mois auparavant et, d'autre part, le repli du taux de couverture des créances en souffrance par les provisions à 54,0 % contre 76,2 % en décembre 2012 ;
- un résultat net des banques de la CEMAC ressorti à 205,4 milliards, contre 123,0 milliards un an plus tôt.

Quant au secteur de la microfinance, la croissance observée au cours des années précédentes s'est globalement confirmée en 2013. Le nombre d'établissements ayant reçu l'avis conforme de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC) est passé de 783 à fin décembre 2012 à 786 à fin décembre 2013. L'activité du secteur a par ailleurs été marquée en 2013 par la poursuite de l'amélioration des principaux indicateurs d'activité. Sur le plan de la supervision, plusieurs actions ont été initiées en vue notamment de l'automatisation complète du dispositif de collecte et de traitement des déclarations périodiques des établissements de microfinance (EMF).

Concernant la conduite de la politique monétaire, en cohérence avec un environnement international marqué par la poursuite de la reprise économique mondiale, et un contexte sous-régional caractérisé par un ralentissement de la croissance, le Comité de Politique Monétaire a adopté en 2013 une approche accommodante. Cette orientation de la politique monétaire a été par ailleurs favorisée par le fait que les risques pesant sur la stabilité monétaire étaient globalement maîtrisés. A cet égard, les principales conditions d'intervention de la BEAC ont été révisées à la baisse par rapport à leur niveau de 2012.

Dans un environnement international en nette reprise, les résultats de la gestion active d'une partie des réserves de change officielles par la Salle des Marchés de la BEAC ont légèrement augmenté en 2013, en relation avec la hausse des rendements. Ainsi, le rendement financier intermédiaire et le rendement comptable des activités de la Salle se sont établis à 1,89 %, contre respectivement 1,54 % et 1,53 % un an plus tôt.

Au plan de sa gestion interne, la BEAC a poursuivi le renforcement de son équilibre financier. Son bénéfice net avant affectation est passé de 17,95 milliards en 2012 à 18,05 milliards en 2013. La Banque a également poursuivi la mise en œuvre de plusieurs projets importants inscrits dans son programme de réformes et de modernisation- horizon 2014.

I. Evolutions Economiques, Financières et Monétaires



1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1.1. Conjuncture économique internationale

Au cours de l'année 2013, l'activité économique mondiale a été marquée par la poursuite, à un rythme modéré, de la reprise amorcée en 2010. Cette situation a principalement résulté du raffermissement de la demande dans la plupart des économies avancées, sous l'effet notamment des politiques monétaires accommodantes.

Ainsi, la croissance économique s'est située à 3,3 % en 2013 contre 3,4 % en 2012. Reflétant l'évolution de la croissance mondiale, le taux de croissance du volume des échanges mondiaux de biens et services est passé de 2,9 % en 2012 à 3,0 % en 2013.

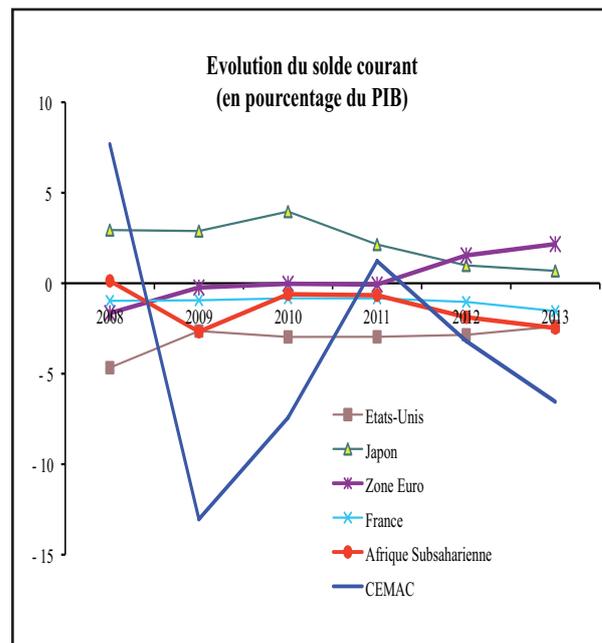
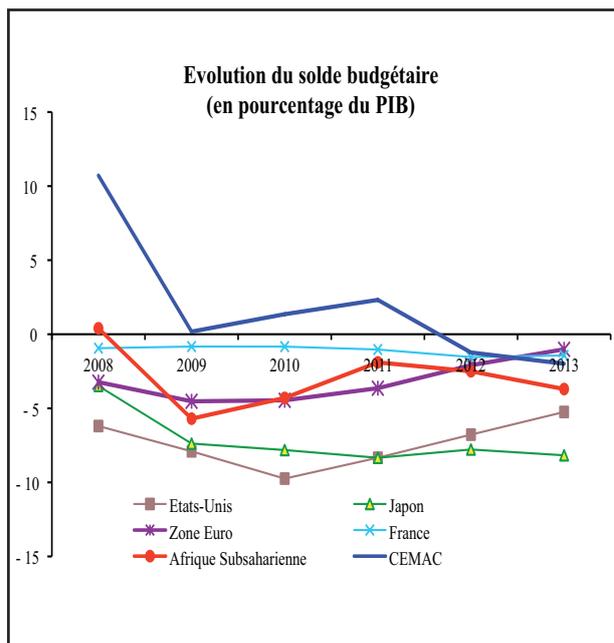
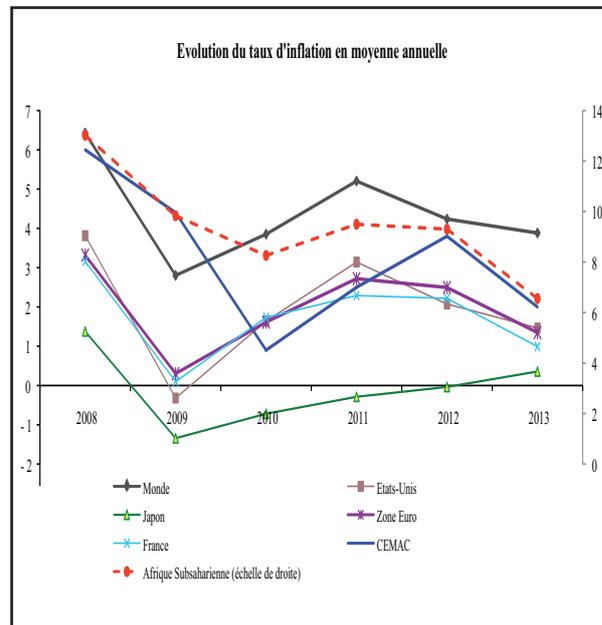
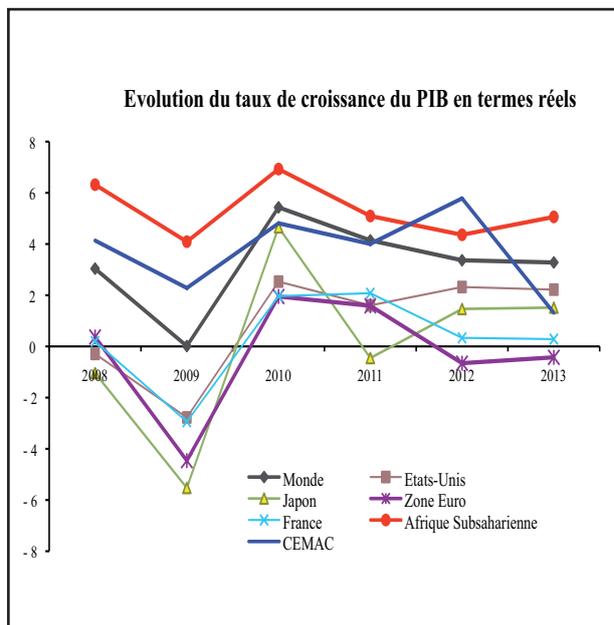
Sur le front des prix, les tensions inflationnistes se sont atténuées, en rapport avec la baisse des prix de l'énergie et des matières premières. Ainsi, le taux d'inflation est revenu de 2,0 % en 2012 à

1,4 % en 2013 pour les pays avancés et de 6,1 % en 2012 à 5,9 % en 2013 pour les pays émergents et en développement.

En ce qui concerne la situation de l'emploi, le Bureau International du Travail (BIT) a constaté que la reprise ne s'est pas accompagnée de création d'emplois. En conséquence, il a prévu que le taux de chômage mondial devrait rester globalement constant à 6,0 % au cours des cinq prochaines années.

Dans ce contexte, la plupart des Banques Centrales ont poursuivi les politiques monétaires accommodantes engagées à partir de l'année 2008, en vue de relancer l'activité économique. Elles ont à cet égard renforcé les mesures exceptionnelles d'assouplissement quantitatif prises au cours des années précédentes.

Graphique 1 : Principaux indicateurs de l'environnement international



Sources: BEAC, Perspectives de l'économie mondiale (FMI)

En 2013, dans la plupart des pays membres de l'**Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE)**, la croissance économique a été soutenue, en raison essentiellement de l'amélioration de l'activité économique aux Etats-Unis et dans la Zone Euro. Pour l'ensemble des pays membres, le taux de croissance du PIB s'est situé à 1,3 % en 2013 contre 1,5 % en 2012, en liaison avec le redressement de la consommation privée et des investissements. Le taux de chômage est resté stable à 7,9 %. Le déficit financier des administrations publiques s'est contracté à 4,6 % du PIB en 2013, contre 5,9 % en 2012, du fait des mesures d'assainissement budgétaire mises en œuvre. Le solde négatif de la balance des opérations courantes est revenu de 0,5 % en 2012 à 0,1 % du PIB en 2013. Le taux d'inflation, mesuré par la variation du déflateur du PIB, a reculé de 2,0 % en 2012 à 1,4 % en 2013.

Aux **Etats-Unis**, la croissance économique s'est accélérée au cours du premier semestre 2013, en rapport principalement avec la vigueur des dépenses de consommation des ménages et des investissements privés. Au second semestre, la croissance s'est ralentie, du fait de la hausse de la fiscalité et de la contraction des dépenses publiques. Au total, la croissance du PIB réel et le taux de chômage sont revenus respectivement de 2,3 % en 2012 à 2,2 % en 2013 et de 8,1 % en 2012 à 7,4 % en 2013. Le déficit financier des administrations publiques s'est réduit à 6,4 % en 2013 contre 9,3 % en 2012. Quant au solde négatif de la balance courante, il s'est légèrement amélioré, revenant de 2,7 % du PIB en 2012 à 2,3 % du PIB en 2013. Les tensions inflationnistes se sont atténuées en 2013, le taux d'inflation s'étant replié à 1,5 % en

2013 contre 2,1 % en 2012, en relation avec la baisse des prix de l'énergie et des produits alimentaires.

Au **Japon**, le taux de croissance est resté stable autour de 1,5 % en 2013, en dépit du rebond des exportations et de la production industrielle. Le taux de chômage est revenu à 4,0 % en 2013, contre 4,3 % en 2012, reflétant une amélioration de la situation de l'emploi. Le déficit financier des administrations publiques s'est aggravé à 9,3 % du PIB en 2013 contre 8,7 % en 2012, en rapport avec l'accroissement des dépenses publiques. Quant à l'excédent de la balance courante, il s'est contracté à 0,7 % du PIB en 2013 contre 1,1 % en 2012. L'accroissement de la consommation privée, sous l'effet de l'assouplissement des conditions monétaires a contribué à sortir l'économie de la déflation, le taux d'inflation ressortant à 0,4 % en 2013 contre 0,0 % en 2012 et - 0,3 % en 2011.

Dans l'**Union Européenne**, l'économie a enregistré une croissance positive de 0,2 % en 2013, après une contraction de l'activité de 0,3 % en 2012. En particulier, la Zone Euro est demeurée dans la récession, avec des taux de croissance du PIB réel de - 0,7 % en 2012 et - 0,4 % en 2013. Cette évolution a résulté de l'amélioration sensible de la consommation privée et de la demande extérieure. Toutefois, le taux de chômage s'est inscrit en légère hausse, se situant à 11,9 % en 2013, après 11,2 % en 2012. Le déficit budgétaire s'est réduit, revenant de 3,7 % du PIB en 2012 à 3,0 % en 2013, sous l'effet de la maîtrise des dépenses publiques dans la plupart des pays de la Zone euro. Le solde excédentaire de la balance courante s'est amélioré, passant de 2,1 % du PIB en 2012 à 2,8 % en 2013. Sur le front des prix, le taux

d'inflation est revenu de 2,5 % en 2012 à 1,3 % en 2013, en raison principalement de la faiblesse de la demande intérieure, induite par le niveau élevé du chômage.

En **Allemagne**, la croissance économique a ralenti tout au long de l'année 2013, sous l'effet de la contraction de l'activité dans les secteurs manufacturier et des services, conjuguée à la détérioration du climat des affaires. Le taux de progression du PIB réel s'est replié, passant de 0,9 % en 2012 à 0,5 % en 2013. L'excédent de la balance courante a légèrement augmenté, passant de 7,5 % du PIB en 2012 à 7,6 % en 2013. Le taux d'inflation s'est inscrit en baisse à 1,6 % en 2013, contre 2,1 % en 2012, en raison notamment de l'affaiblissement de la demande intérieure.

En **France**, le taux de croissance du PIB réel sa progressé de 0,3 % en 2013 comme en 2012, en liaison avec l'accroissement de la consommation privée et publique, ainsi que des exportations. Le taux de chômage a atteint 10,8 % en 2013, contre 10,2 % en 2012, reflétant la détérioration du marché de l'emploi. Le besoin de financement des administrations publiques a reculé de 4,8 % du PIB en 2012 à 4,2 % en 2013, en liaison avec la mise en œuvre des mesures d'assainissement budgétaire. De même, le déficit de la balance courante s'est replié de 2,2 % du PIB en 2012 à 1,6 % en 2013, en relation avec la reprise des exportations. S'agissant du taux d'inflation, il a baissé de 2,2 % à 1,0 % entre 2012 et 2013, en raison de la diminution des prix de l'énergie observée au cours de l'année.

En **Russie**, la croissance économique a ralenti en 2013, en rapport avec l'atonie de la demande extérieure et l'affaiblissement des investissements. Le taux de croissance du PIB réel est revenu de 3,4 % en 2012 à 1,3 % en 2013. Le solde budgétaire des administrations publiques

est revenu d'un excédent de 0,4 % du PIB en 2012 à un déficit de 1,3 % du PIB en 2013, en raison de la contraction des recettes pétrolières. De même, le solde excédentaire du compte des transactions courantes a baissé de 3,6 % du PIB en 2012 à 1,6 % en 2013. Le taux d'inflation a connu une hausse de 5,1 % en 2012 à 6,8 % en 2013, en liaison essentiellement avec l'augmentation de la demande intérieure, soutenue par la progression des salaires et l'assouplissement des conditions de crédit.

En **Chine**, la croissance économique a ralenti au premier semestre 2013, pour ensuite rebondir au second semestre, en liaison avec la vigueur continue de la demande intérieure et le redressement de la demande extérieure. Néanmoins, le taux de croissance annuelle du PIB réel est resté stable à 7,7 % en 2013. Le déficit financier des administrations publiques a reculé de 2,3 % du PIB en 2012 à 1,8 % du PIB en 2013, suite à la baisse des dépenses publiques. L'excédent de la balance courante a baissé de 2,3 % du PIB en 2012 à 2,0 % du PIB en 2013. Le taux d'inflation s'est stabilisé en 2013 autour de 2,5 %, sous l'effet de la baisse des prix des produits alimentaires.

En **Afrique subsaharienne**, la croissance économique s'est établie à 5,1 % en 2013, contre 4,4 % en 2012. Le solde déficitaire des administrations publiques s'est aggravé passant de 2,2 % du PIB en 2012 à 4,2 % en 2013, en rapport avec l'assouplissement de la politique budgétaire. Quant au déficit du compte courant, il s'est creusé de 2,7 % du PIB en 2012 à 3,6 % en 2013. Le taux d'inflation a reculé de 9,3 % en 2012 à 6,6 % en 2013, en raison principalement de la baisse des prix des produits alimentaires.

Dans les **pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**, le taux de croissance du PIB réel est resté soutenu en 2013 à

5,5 %, contre 6,5 % un an plus tôt, en liaison avec l'accroissement de la production agricole et le regain d'activité dans le secteur manufacturier ainsi que dans la branche des bâtiments et travaux publics. Le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, est passé de 5,6 % du PIB en 2012 à 6,4 % en 2013, en rapport avec la hausse des dépenses publiques. Dans le même temps, le déficit des transactions courantes s'est aggravé, passant de 7,5 % du PIB en 2012 à 8,0 % en 2013, consécutivement à la hausse sensible des importations. Le taux d'inflation est revenu à 2,0 % en 2013, contre 3,8 % en 2012, du fait de la baisse des prix de l'alimentation et des hydrocarbures.

Au **Nigeria**, le taux de croissance du PIB réel est revenu de 6,6 % en 2012 à 6,3 % en 2013. Le solde financier des administrations publiques, qui était nul en 2012, est devenu déficitaire en 2013 (- 4,9 % du PIB) suite à la baisse des recettes de l'Etat. De même, le solde positif du compte courant a régressé de 7,7 % du PIB en 2012 à 4,7 % en 2013. Les tensions inflationnistes sont cependant restées fortes, quoiqu'en baisse, le taux d'inflation étant revenu de 12,2 % en 2012 à 8,5 % en 2013.

En **Afrique du Sud**, la croissance s'est repliée de 2,5 % en 2012 à 1,9 % en 2013. Cette évolution a principalement résulté de la détérioration des activités dans le secteur des mines qui a été affecté par un climat social tendu. Le déficit budgétaire des administrations publiques est resté stable autour de 4,3 % du PIB en 2013. Le déficit du compte courant s'est quant à lui aggravé, passant de 5,2 % du PIB en 2012 à 5,8 % en 2013, traduisant la baisse notable des exportations. Le taux d'inflation est passé de 5,7 % en 2012 à 5,8 % en 2013, en rapport avec la dépréciation de la monnaie nationale.

1.2. Marchés financiers, des changes et de l'or

En 2013, la poursuite par la plupart des banques centrales de l'application des politiques monétaires accommodantes a permis de maintenir les taux d'intérêts à des niveaux relativement bas, contribuant ainsi à stabiliser les marchés financiers.

1.2.1. Marchés monétaires

Les marchés monétaires ont été peu dynamiques en 2013, sous l'influence des banques centrales des pays avancés qui ont maintenu des politiques monétaires souples avec des taux d'intérêt très bas. Elles ont également mis en œuvre des programmes de rachats d'actifs qui ont fourni une abondante liquidité aux marchés des capitaux. Les marchés monétaires ont été très sensibles à l'orientation des politiques monétaires des principales banques centrales.

En effet, aux **États-Unis**, la Réserve Fédérale (Fed) a maintenu ses taux directeurs inchangés, notamment le taux des fed funds qui est resté dans la fourchette 0-0,25 % et le taux d'escompte gardé à 0,75 %. Elle a par ailleurs poursuivi la troisième vague de politique d'assouplissement quantitatif en rachetant mensuellement près de 85 milliards de dollars de titres, augmentant considérablement la taille de son bilan. Toutefois, ce programme de rachat devrait connaître un début de réduction à partir de l'année 2014 suivant l'évolution de la conjoncture. La nomination, en octobre 2013, d'une nouvelle présidente de la Fed, en la personne de Mme Janet Yellen, n'a pas entraîné de fortes réactions sur les marchés financiers, cette dernière devant normalement maintenir les mêmes lignes directrices que celles de son prédécesseur. En liaison avec cette politique monétaire, les taux d'intérêt courts sur le marché monétaire

américain ont été particulièrement stables tout au long de l'année 2013, à l'exception de quelques périodes de tensions très ponctuelles liées à la montée des craintes d'un défaut sur la dette américaine.

Dans la **Zone Euro**, la Banque Centrale Européenne (BCE) a abaissé ses taux directeurs à un niveau historiquement bas pour favoriser la reprise économique et faire face au risque de déflation. Dans ce contexte, le taux de refinancement a été ramené de 0,75 % à 0,25 % et le taux de la facilité marginale de 1,50 % à 0,75 %. La BCE a par ailleurs indiqué que ses taux directeurs pourraient rester faibles pendant une longue période et qu'elle continuerait à allouer de la liquidité en tant que de besoin. Malgré la baisse des taux de la BCE, les taux courts sur le marché monétaire ont connu une légère hausse en 2013. Ceux-ci ont en effet évolué au gré des anticipations sur les mouvements du taux interbancaire au jour le jour (EONIA) qui a fortement progressé (+ 38 points de base), sur le niveau de la liquidité dans la zone qui a considérablement baissé (de 630 à 200 milliards d'euros) ainsi que des craintes d'un passage à un niveau négatif du taux de dépôt de la BCE.

1.2.2. Marchés obligataires

Sur les marchés obligataires, les politiques monétaires accommodantes des banques centrales ont permis de maintenir les taux de rendement à des niveaux relativement bas, notamment les taux courts. Toutefois, les différentes anticipations sur une réforme de ces politiques à compter de l'année 2014, ont entraîné une volatilité et une remontée des taux longs. Sur le marché américain, les taux longs ont connu une hausse très marquée dès l'annonce, par la Fed, d'un début de

réduction de son programme de rachats d'actifs. Ainsi, le titre de référence à 10 ans s'est inscrit en hausse de 127 points de base à 3,029 % au 31 décembre 2013. Par ailleurs, l'amélioration des perspectives économiques aux Etats-Unis a également accentué la pression haussière sur les taux longs. En conséquence, l'écart entre le taux à 10 ans américain et le taux allemand de même maturité a quasiment doublé en un an.

Dans la Zone Euro, les taux de rendements obligataires allemands et français à 10 ans, entraînés par la dynamique des taux américains et par de meilleures données macroéconomiques, ont nettement progressé, passant respectivement de 1,314 % à 1,925 % et de 1,988 % à 2,553 %. En revanche, l'atténuation du rythme de la récession dans les pays du sud de l'Europe a eu pour effet de diminuer la perception, par les investisseurs, des risques liés aux dettes souveraines et donc d'en faire baisser les taux de rendement. Les titres à 10 ans espagnols et italiens ont ainsi vu leur taux de rendement revenir de 5 % à 4 % entre janvier et décembre 2013. Les écarts de taux entre l'Allemagne et les autres pays de la Zone Euro se sont donc réduits.

1.2.3. Marchés boursiers

Sur les marchés des actions, l'année 2013 a été très positive pour les indices boursiers. Après une hausse de 13,0 % en 2012, l'indice boursier mondial MSCI World a progressé de 23,0 % en 2013, soit un total de 120 % depuis le point bas de mars 2009. Cet indice a été dopé par les politiques monétaires accommodantes mises en œuvre par les banques centrales et la stabilisation des économies des grands pays industrialisés. Parmi les principaux marchés boursiers, les performances les plus importantes sont

venues des Etats-Unis : les indices S&P 500 et Dow Jones ont respectivement progressé de 29,6 % et 26,5 %, terminant l'année 2013 sur de nouveaux records historiques. En Europe, l'indice Eurostoxx 50 a réalisé une performance annuelle de 18,0 %, le Dax allemand de 25,5 %, tandis que le CAC 40 français a progressé de 18,0 %. Sur l'ensemble de l'année 2013, les meilleures performances sont venues des valeurs financières et industrielles.

1.2.4. Marchés des changes et de l'or

Sur le marché des changes, le dollar n'a pas bénéficié des bonnes perspectives économiques américaines et s'est déprécié face à l'euro et aux principales devises. Contre toute attente, l'euro a enregistré la plus forte progression en termes de taux de change effectif nominal parmi les grandes devises mondiales et ce malgré la baisse des taux de la BCE. La faiblesse de la reprise économique européenne n'a pas non plus pesé sur l'euro. En effet, la monnaie européenne a tiré profit d'une certaine normalisation des marchés financiers liée, d'une part, à la forte demande des investisseurs non-résidents pour les actifs européens et, d'autre part, à de meilleures perspectives économiques et à la mise en place d'une union bancaire. Ainsi, l'euro a terminé l'année à près de 1,3764

dollar contre 1,3204 dollar en 2012. Le yen japonais a été la devise qui a enregistré la plus forte baisse, en rapport avec la politique monétaire ultra accommodante menée par la Banque du Japon. Quant à la livre sterling, alors qu'elle avait débuté l'année en forte baisse, elle s'est redressée au second semestre suite à la nette amélioration de la conjoncture économique britannique.

Concernant le marché de l'or, l'année 2013 a été marquée par la fin d'une décennie de hausse des prix, après que le cours de l'or ait régressé de 28,5 % en 2013 à 1 204,50 dollars l'once. En effet, beaucoup de piliers qui avaient soutenu la hausse du prix de l'or au cours des dernières années ont commencé à s'éroder en 2013. Ainsi, les banques centrales qui avaient fortement acheté de l'or entre 2009 et 2012 ont ralenti leurs achats. S'ajoutant à ce ralentissement, l'annonce par certaines banques centrales de leur intention de vendre leur stock d'or a nourri les anticipations par les investisseurs d'une baisse des cours, tandis que la demande d'or en Inde a considérablement diminué. Toutefois, la plus forte pression sur le cours de l'or a résulté des perspectives de réduction du programme de rachat d'actifs par la Fed, qui a entraîné une hausse des taux à long terme américains, l'or perdant ainsi son attrait de valeur refuge.

Tableau 1 : Principaux indicateurs des marchés financiers

	31/12/2012	31/03/2013	30/06/2013	30/09/2013	31/12/2013	Variations en % déc. 12 - déc. 13	
CHANGE	EUR/USD	1,3204	1,2819	1,3010	1,3500	1,3764	4,24 %
	EUR/GBP	0,8125	0,8435	0,8552	0,8357	0,8341	2,66 %
	EUR/CHF	1,2090	1,2168	1,2291	1,2220	1,2267	1,46 %
	EUR/JPY	114,43	120,76	128,97	132,01	144,51	26,29 %
	1 EUR en FCFA	655,957	655,957	655,957	655,957	655,957	0,00 %
	1 USDen FCFA	496,786	511,7068	504,194	485,894	476,574	- 4,07 %
TAUX (en %)	1 GBP en FCFA	807,282	708,760	766,986	784,844	786,378	- 2,59 %
	1 CHFen FCFA	542,552	539,053	533,663	536,772	534,729	- 1,44 %
	1 JPYen FCFA	5,732	5,432	5,086	4,969	4,539	- 20,82 %
	Taux refinancement (BCE)	0,75	0,75	0,50	0,50	0,25	- 50,00 pb
	Taux prêt marginal (BCE)	1,50	1,50	1,00	1,00	0,75	- 75,00 pb
	Fed Funds	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25	0,00 pb
INDICES	EONIA	0,07	0,11	0,21	0,18	0,45	38,00 pb
	T-Notes 10 ans	1,758	1,849	2,490	2,611	3,029	127,10 pb
	Bund 10 ans	1,314	1,288	1,730	1,778	1,925	61,10 pb
	OAT 10 ans	1,988	2,022	2,350	2,320	2,553	56,50 pb
	DOW JONES	13104,14	14578,54	14909,62	15129,71	16576,78	26,50 %
	NASDAQ COMPOSITE	3019,51	3267,52	3403,25	3771,48	4176,59	38,32 %
	NIKKEI-225	10395,18	12397,91	13677,32	14455,80	16291,31	56,72 %
	CAC-40	3641,07	3731,42	3738,91	4143,44	4295,95	17,99 %
	DJ-EUROSTOXX 50	2635,93	2624,02	2602,59	2893,15	3109,00	17,95 %
	Or (\$/ once)	1685,00	1598,25	1192,00	1326,50	1204,50	- 28,52 %
	Brent (\$/ baril)	111,11	110,02	102,16	108,37	110,80	- 0,28 %

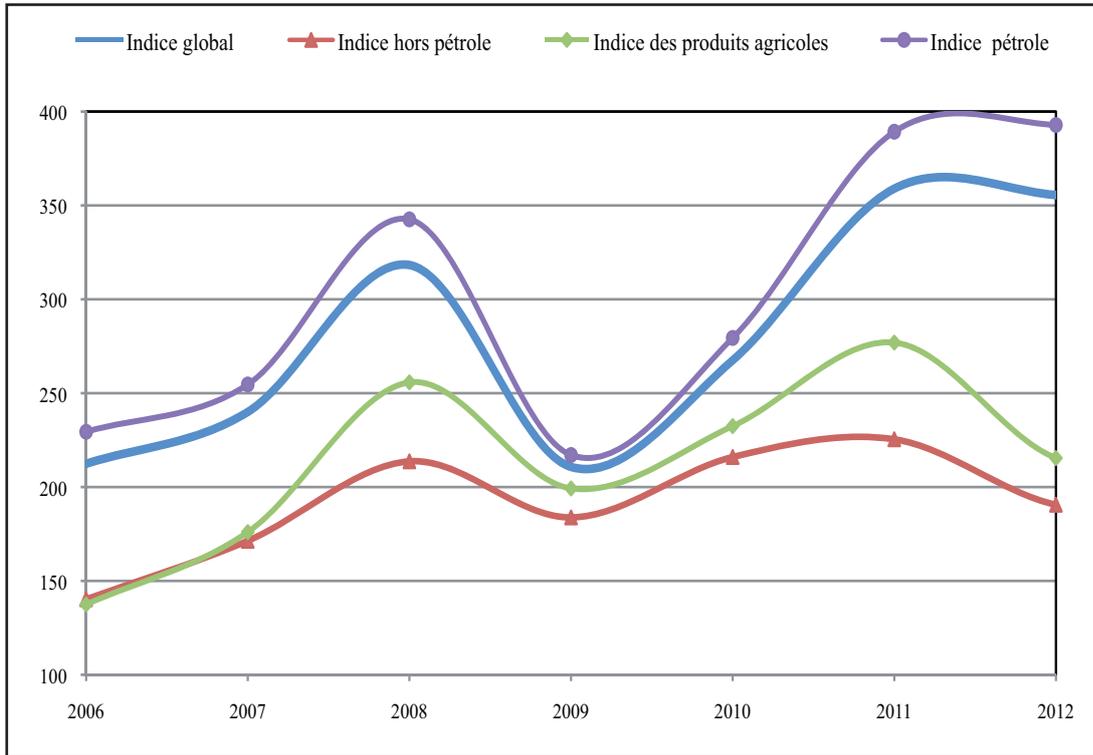
Sources : BEAC, Bloomberg, Reuters

1.3. Marchés des matières premières

En 2013, l'indice composite des cours mondiaux des matières premières exportées par les pays de la CEMAC, exprimés

en dollar américain, a baissé de 2,7 % entre décembre 2012 et décembre 2013, contre une baisse de 0,9 % un an auparavant.

Graphique 2: Indice des cours des matières premières exportées par la CEMAC



Source : BEAC

Sur le marché du **cacao**, les cours mondiaux se sont redressés de 2,0 %, atteignant 2,439 dollars/kg en 2013. L'embellie des prix est attribuable, d'une part, à la hausse de la demande mondiale, tirée par la consommation européenne et, d'autre part, aux mauvaises récoltes en Afrique de l'Ouest, en particulier en Côte d'Ivoire et au Ghana, du fait des conditions météorologiques défavorables.

Les cours du **café robusta** ont connu une forte baisse (- 9,0 %), revenant à 2,076 dollars/kg en 2013, contre 2,267 dollars/kg un an plus tôt. Le repli des cours sur le marché mondial est, selon l'International Coffee Organisation (ICO), attribuable à une offre excédentaire de 2,4 millions de sacs pour la campagne

2012/2013, dont la production totale a culminé à 147 millions de sacs.

Les cours du **sucre** ont chuté, revenant de 0,475 dollar/kg en 2012 à 0,39 dollar/kg en 2013. Cette baisse est la conséquence d'une offre mondiale abondante, en provenance notamment du Brésil qui a enregistré une récolte beaucoup plus importante que prévue.

Sur le marché du **coton**, les cours sont passés de 1,967 dollar/kg en 2012 à 1,993 dollar/kg en 2013. La fermeté des prix sur le marché du coton est la conséquence d'une baisse de la production mondiale, évaluée selon les dernières estimations à 26,9 millions de tonnes pour la campagne 2012/2013, suite au

délaissement de la culture du coton par les producteurs américains, au profit d'autres cultures jugées plus rentables.

Les cours du **caoutchouc naturel** sont revenus de 3,156 dollars/kg en 2012 à 2,773 dollars/kg en 2013. Le marché du caoutchouc naturel a encore été fragilisé par l'excédent de l'offre portée à 3,96 millions de tonnes en 2013 (+ 5,0 %) suite au dynamisme des productions thaïlandaise et indonésienne.

Sur le marché des **bois tropicaux**, les prix du sapelli en sciages se sont inscrits en baisse (- 1,3 %), s'établissant en 2013 à 749,2 dollars/m³, tandis que ceux de l'Okoumé en grumes ont chuté de 28,3 % à 281 dollars/m³. La dégradation du marché des bois tropicaux est la conséquence de l'évolution défavorable de la demande.

Les cours du **pétrole brut** ont reculé en 2013, le baril de Brent s'étant vendu en moyenne à 108,9 dollars en 2013 contre 112,0 dollars en 2012. Selon l'A-

gence Internationale de l'Energie (AIE), la production de l'OPEP est restée quasiment stable, la baisse des productions irakienne et libyenne ayant été compensée par la hausse de celle de l'Arabie Saoudite. Du côté de la consommation, la demande des pays non membres de l'OCDE a continué de croître pour atteindre 45,5 millions de barils par jour, rattrapant quasiment pour la première fois celle des pays de l'OCDE (46,7 millions de barils par jour).

Le marché de l'**aluminium** a été marqué en 2013 par un repli notable des cours. Le prix moyen s'étant établi à 1,847 dollar/kg en 2013, contre 2,023 dollars/kg un an plus tôt.

Selon le groupe ERAMET, le prix spot du minerai de **manganèse** haute teneur a progressé sur le marché chinois de 10,0 % en moyenne entre 2012 et 2013. Pendant la période, le cours est ainsi passé de 4,87 dollars/kg en 2012 à 5,10 dollars/kg en 2013.

2. Situation économique et monétaire de la CEMAC

La situation économique des pays membres de la CEMAC s'est caractérisée en 2013 par :

- un net ralentissement de la croissance réelle à 1,3 % comparée à 5,8 % en 2012 ;
- une baisse des pressions inflationnistes de 3,8 % en 2012 à 2,0 % en 2013 ;
- une augmentation du déficit budgétaire, base engagements, hors dons, passé de 1,2 % du PIB en 2012 à 2,0 % en 2013 ;
- une accentuation du déficit des transactions courantes de 3,2 % du PIB en 2012 à 6,5 % en 2013.

2.1. Croissance économique

En 2013, la situation économique de la CEMAC a été marquée par un ralentissement de l'activité économique, avec une progression du PIB réel de 1,3 %, contre 5,8 % en 2012. De ce fait, le revenu réel par habitant s'est réduit de 1,6 %.

Le recul de la croissance est la conséquence d'une contraction de l'activité du secteur pétrolier de 7,4 %, après une baisse de 1,1 % en 2012, et du ralentissement du secteur non pétrolier dont le taux de croissance est revenu de + 9,1 % en 2012 à +5,2 % en 2013. L'apport du secteur pétrolier à la croissance est resté négatif (- 2,3 points), tandis que celui du secteur non pétrolier s'est situé à + 3,6 points.

En valeur nominale, le PIB de la CEMAC est resté stable (+ 0,1 %). Quant

au PIB de chaque Etat membre de la CEMAC, il a évolué comme suit :

- le PIB du **Cameroun** s'est accru de 7,2 %, pour s'élever à 14 346,8 milliards, représentant 30,2 % du PIB de la Communauté en 2013, contre 28,2 % en 2012 ;
- le PIB de la **République Centrafricaine** a régressé de 38,9 %, pour revenir à 735,7 milliards en 2013, soit 1,5 % du PIB de la CEMAC, après 2,5 % en 2012 ;
- le PIB du **Congo** a reculé de 1,2 %, pour se situer à 6 975,6 milliards, correspondant à 14,7 % du PIB de la Sous-région en 2013, contre 14,9 % en 2012 ;
- le PIB du **Gabon** s'est accru de 3,5 %, pour se chiffrer à 9 410,5 milliards ; équivalant à 19,8 % du PIB de la Communauté en 2013, contre 19,1 % en 2012 ;
- le PIB de la **Guinée Equatoriale** a diminué de 8,7 %, pour s'inscrire à 9 022,8 milliards, représentant 19,0 % du PIB de la CEMAC en 2013, contre 20,8 % en 2012 ;
- le PIB du **Tchad** a progressé de 2,3 %, pour se situer à 7 047,9 milliards, comptant pour 14,8 % du PIB de la Communauté en 2013, contre 14,5 % en 2012.

Enfin, la part relative du secteur pétrolier dans le revenu de la Sous-région a été de 38,7 % en 2013, contre 42,3 % en 2012.

Tableau 2 : Evolution du Produit Intérieur Brut par pays aux prix courants du marché

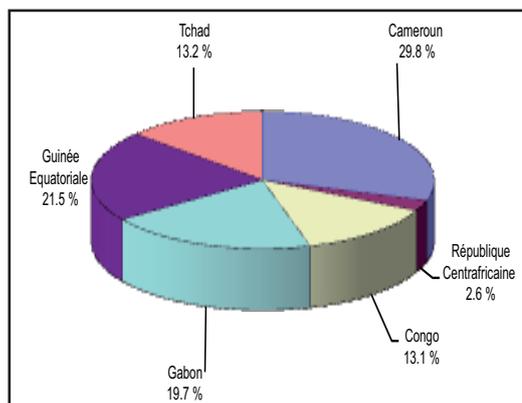
(En milliards de FCFA)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
PIB AUX PRIX COURANTS						
Cameroun	10 443,8	11 040,3	11 699,7	12 545,7	13 389,2	14 346,8
République Centrafricaine	914,0	966,4	1 054,8	1 125,4	1 205,1	735,7
Congo	4 599,0	4 450,6	6 141,0	7 066,4	7 062,0	6 975,6
Gabon	6 909,5	5 515,6	7 370,5	8 866,3	9 094,4	9 410,5
Guinée Equatoriale	7 551,5	5 226,4	6 848,9	9 116,6	9 885,6	9 022,8
Tchad	4 642,8	4 570,8	5 669,3	6 069,1	6 889,4	7 047,9
CEMAC	35 060,6	31 770,1	38 784,1	44 789,4	47 525,8	47 539,4
(Part relative en pourcentage)						
Cameroun	29,8	34,8	30,2	28,0	28,2	30,2
République Centrafricaine	2,6	3,0	2,7	2,5	2,5	1,5
Congo	13,1	14,0	15,8	15,8	14,9	14,7
Gabon	19,7	17,4	19,0	19,8	19,1	19,8
Guinée Equatoriale	21,5	16,5	17,7	20,4	20,8	19,0
Tchad	13,2	14,4	14,6	13,6	14,5	14,8
CEMAC	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

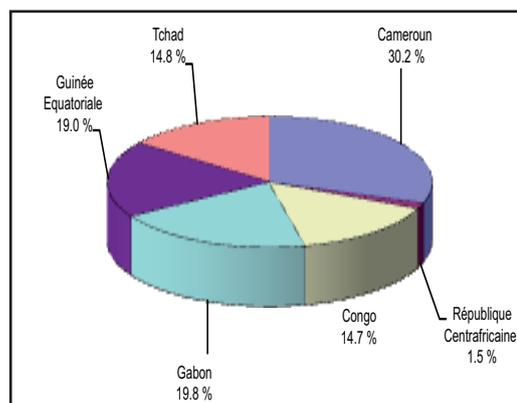
Sources : Administrations nationales et BEAC

Graphique 3 : Répartition du PIB de la CEMAC

Répartition du PIB de la CEMAC en 2008

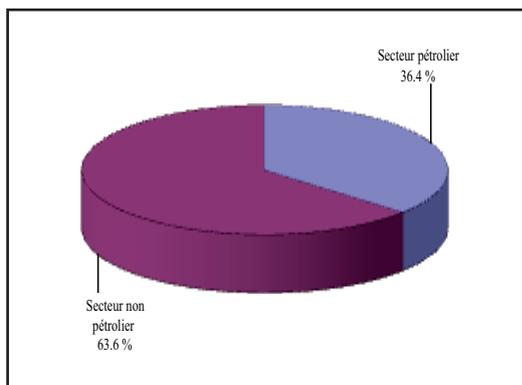


Répartition du PIB de la CEMAC en 2013

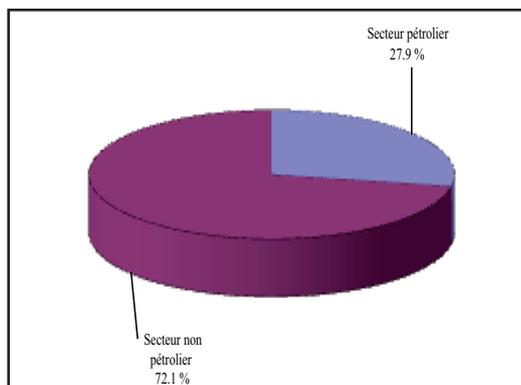


Graphique 4 : Répartition du PIB de la CEMAC : secteurs pétrolier et non pétrolier

Répartition du PIB de la CEMAC : secteur pétrolier et non pétrolier en 2008

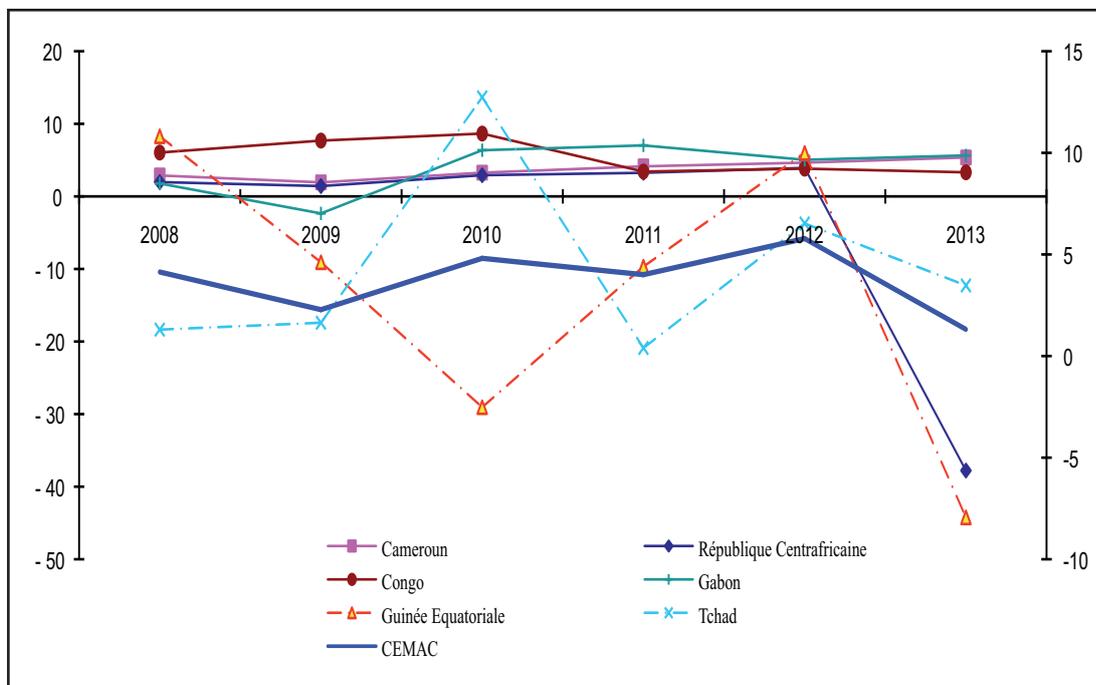


Répartition du PIB de la CEMAC : secteur pétrolier et non pétrolier en 2013



Sources : Administrations nationales et BEAC

Graphique 5 : Croissance en termes réels dans les Etats membres de la CEMAC (Variation annuelle en pourcentage)(*)



Sources : Administrations nationales et BEAC, (*) Echelle de droite pour la RCA

La croissance économique de la CEMAC en 2013 a été principalement assurée par la demande intérieure qui y a contribué à hauteur de 3,4 points, en retrait toutefois par rapport à l'année pré-

cédente où son apport était de 10,9 points. Concernant la contribution de la demande extérieure nette, elle a continué à être négative à hauteur de 2,1 points en 2013 après - 5,2 points en 2012.

Tableau 3 : Contribution de la demande globale à la croissance réelle

	(En pourcentage)					
	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Produit intérieur brut	4,1 %	2,3 %	4,8 %	4,0 %	5,8 %	1,3 %
Demande intérieure	5,3 %	5,2 %	8,9 %	1,5 %	10,9 %	3,4 %
Consommation	2,8 %	3,0 %	6,2 %	0,2 %	8,8 %	3,1 %
Publique (Etat)	0,7 %	0,6 %	0,5 %	0,5 %	1,3 %	1,8 %
Privée	2,1 %	2,3 %	5,7 %	- 0,2 %	7,5 %	1,3 %
Investissements bruts	2,5 %	2,2 %	2,7 %	1,3 %	2,2 %	0,3 %
Formation brute de capital fixe	2,0 %	1,9 %	3,0 %	1,5 %	2,0 %	0,4 %
Publique (Etat et Ad. publiques)	0,6 %	1,1 %	0,4 %	0,8 %	1,4 %	- 1,5 %
Privée (Entreprises et ménages)	1,4 %	0,8 %	2,6 %	0,7 %	0,6 %	2,0 %
Secteur pétrolier	1,1 %	0,3 %	1,9 %	0,5 %	0,0 %	1,2 %
Secteur non pétrolier	0,3 %	0,6 %	0,7 %	0,2 %	0,6 %	0,8 %
Variation des stocks	0,5 %	0,3 %	- 0,4 %	- 0,2 %	0,1 %	- 0,1 %
Demande extérieure nette	- 1,1 %	- 2,9 %	- 4,1 %	2,5 %	- 5,2 %	- 2,1 %
Exportations des biens et services non facteurs	- 0,1 %	0,5 %	0,0 %	0,0 %	- 0,4 %	- 1,3 %
Importations des biens et services non facteurs	- 1,0 %	- 3,4 %	- 4,1 %	2,5 %	- 4,8 %	- 0,8 %

Sources : Administrations nationales et BEAC

2.1.1. Demande intérieure

En 2013, la demande intérieure a été le moteur de la croissance économique dans la CEMAC, en relation principalement avec l'apport de la consommation (+ 3,1 points), celui des investissements bruts ayant été faible (+ 0,3 point).

La **consommation globale** a été stimulée par la composante publique (+1,8 point), du fait de la progression des effectifs de la fonction publique dans la plupart des pays et de la hausse des dépenses

de biens et services. Quant à la consommation privée (1,3 point), elle a pâti du ralentissement des activités économiques.

Au niveau des **investissements bruts**, l'apport des investissements du secteur privé s'est fixé à 2,0 points, tandis que celui des investissements du secteur public a été négatif à 1,5 point. L'apport du secteur privé dans les investissements bruts est principalement le fait des investissements privés non pétroliers à 0,8 point contre 0,6 point en

2012, en relation avec : i) les travaux en cours pour améliorer la couverture et la qualité de la téléphonie mobile au Cameroun, ii) le renforcement des capacités de production des unités industrielles au Congo, iii) la poursuite de la mise en place des zones économiques spéciales de Nkok et Mandji et la construction d'un complexe métallurgique à Moanda par la COMILOG au Gabon et, iv) la construction d'un hôtel de 101 chambres et d'un hôtel Hilton à Ndjamena au Tchad. En République Centrafricaine les investissements privés ont contribué négativement à la croissance, du fait de la situation socio-politique qui s'est traduite notamment par une destruction de l'outil de production. Il en a été de même en Guinée Equatoriale du fait du ralentissement de l'activité économique.

Pour sa part, la contribution des investissements du secteur pétrolier est restée modérée (+ 1,2 point), compte tenu de la fin du développement de plusieurs projets majeurs, dont celui de Moho Bilondo au Congo.

Suite à la baisse des dépenses en capital des Etats, en relation avec leurs efforts de resserrement budgétaire, l'investissement public a globalement connu une contraction sensible en 2013, obérant ainsi la croissance à hauteur de 1,5 point, contre + 1,4 point en 2012. Seuls le Cameroun et le Gabon ont enregistré des contributions positives.

Les dépenses en capital engagées dans la sous-région ont concerné i) les travaux de construction des infrastructures portuaires, énergétiques et routières au Cameroun, ii) l'entretien et de la réhabilitation des infrastructures sociales et routières en République Centrafricaine, iii) les projets relatifs à la municipalisation accélérée du département du Pool et à la poursuite des travaux de construction des infrastructures de base au Congo, iv) les chantiers publics, notamment dans le domaine des infrastructures, de l'énergie, de l'éducation, de la santé, des

communications et de l'agriculture au Gabon et en Guinée Equatoriale et v) la réalisation de plusieurs projets d'envergure au Tchad.

2.1.2. Demande extérieure nette

La **demande extérieure nette** a grevé la croissance à hauteur de 2,1 points, contre - 5,2 points en 2012, traduisant l'impact récessif des exportations des biens et services en raison de la baisse de la production pétrolière. Les importations ont également pesé sur la croissance à hauteur de 0,8 point du fait de la poursuite des projets structurants dans les Etats et de l'expansion de certaines branches dont les BTP et les télécommunications.

2.1.3. Offre

En 2013, l'offre globale dans la CEMAC s'est accrue de 1,3 %. Cette évolution est principalement la conséquence de la bonne orientation du secteur tertiaire (+ 2,4 points) et du secteur secondaire (0,7 point), qui a compensé les contre-performances du secteur primaire.

En effet, le **secteur primaire** a pesé sur la croissance à hauteur de 2,3 points, en rapport avec la morosité des activités dans l'ensemble des branches, en particulier dans les industries extractives (- 2,3 points). Cette situation a résulté de la contraction de la production pétrolière dans la plupart des pays producteurs, à l'exception du Cameroun (+ 8,4 %), sous l'effet du vieillissement des principaux champs pétrolifères. Plus particulièrement, la branche pétrolière au Congo a grevé la croissance suite au déclin des champs majeurs de Nkossa, Moho Bilondo et Mboundi.

S'agissant des activités dans la branche agriculture, élevage et pêche, elles ont contribué positivement à la croissance au Cameroun, au Congo et au Gabon. Au Cameroun, le dynamisme du secteur

primaire est lié à la bonne tenue de l'agriculture vivrière. Au Congo, il est à relier aux effets du Fonds de Soutien à l'Agriculture (FSA) et du projet « Villages agricoles », ainsi qu'à l'amélioration des trafics routier et ferroviaire. Au Gabon, la contribution positive de cette branche s'explique par la poursuite du plan d'urgence de sécurité alimentaire 2009-2013,

axé sur la promotion d'exploitations agropastorales (manioc, banane, riz, volaille, porc, et légumes) et du Programme national de développement de l'élevage (PNDE). Toutefois, la branche agriculture a contribué négativement à la croissance en République Centrafricaine, en raison de l'exacerbation de l'insécurité.

Tableau 4 : Contribution des secteurs à la croissance du PIB réel

(En pourcentage)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Secteur primaire	0,6 %	- 0,9 %	2,0 %	- 1,0 %	0,9 %	- 2,3 %
Agriculture, élevage, chasse et pêche	0,0 %	0,5 %	1,4 %	0,0 %	1,3 %	0,0 %
Sylviculture	- 0,1 %	- 0,1 %	0,1 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Industries extractives	0,7 %	- 1,3 %	0,5 %	- 1,0 %	- 0,4 %	- 2,3 %
Secteur secondaire	2,1 %	2,3 %	0,6 %	1,5 %	1,0 %	0,7 %
Industries manufacturières	0,3 %	0,0 %	0,2 %	0,3 %	0,3 %	0,2 %
Bâtiments et travaux publics	0,4 %	0,3 %	0,7 %	0,6 %	0,6 %	0,3 %
Autres	1,4 %	2,0 %	- 0,3 %	0,6 %	0,2 %	0,2 %
Secteur tertiaire	1,0 %	1,0 %	1,8 %	2,5 %	2,3 %	2,4 %
Services marchands	0,5 %	0,6 %	1,4 %	1,7 %	1,6 %	1,5 %
Services non marchands	0,4 %	0,4 %	0,3 %	0,8 %	0,7 %	0,9 %
PIB aux coûts des facteurs	3,6 %	2,4 %	4,4 %	2,9 %	4,2 %	0,7 %
Droits et taxes à l'importation	0,6 %	- 0,1 %	0,4 %	1,1 %	1,5 %	0,6 %
PIB aux prix constants du marché	4,1 %	2,3 %	4,8 %	4,0 %	5,8 %	1,3 %
PIB du secteur pétrolier	2,1 %	0,7 %	0,0 %	- 0,6 %	- 0,4 %	- 2,3 %
PIB du secteur non pétrolier	2,0 %	1,6 %	4,8 %	4,6 %	6,1 %	3,6 %

Sources : Administrations nationales et BEAC

Le **secteur secondaire** a contribué à l'accroissement de l'offre intérieure à hauteur de 0,7 point, en recul par rapport à 2012 (1,0 point). La participation la plus significative a été celle des industries manufacturières et des bâtiments et travaux publics, principalement au Cameroun (programme d'urgence pour accroître l'offre énergétique, programme de mise à niveau des infrastructures routières urbaines dans les chefs-lieux de la plupart des régions et programme de réhabilitation des pistes cacaoyères), au

Congo (bonne tenue de l'industrie basique et sucrière et travaux de municipalisation du département du Pool) et au Gabon (travaux d'électrification de la périphérie nord de Libreville par la SEEG et de construction du barrage du Grand Poubara, et autres). Toutefois, la croissance de ce secteur a été fortement obérée par la forte baisse de sa contribution en Guinée Equatoriale, plombée par la branche construction du fait de la réduction des dépenses en capital de l'Etat.

La contribution du secteur tertiaire est restée positive avec 2,4 points en 2013, en légère hausse par rapport à 2012 (2,3 points). Ce résultat a découlé des bonnes performances de la branche des services marchands au Cameroun, au Gabon et au Tchad, de la vigueur des activités commerciales et des services de téléphonie mobile au Congo.

2.2. Prix et compétitivité

2.2.1. Prix

A fin 2013, l'indice global des prix à la consommation des ménages de la Sous-région est revenu à 2,0 % en moyenne annuelle¹, dont 1,7 % d'inflation sous-jacente², contre 3,8 % en 2012. En glissement annuel, le taux d'inflation a également ralenti pour revenir à 2,1 % à fin décembre 2013, avec 2,6 % d'inflation sous-jacente, contre 3,1 % un an plus tôt.

L'atténuation des pressions inflationnistes s'explique par : i) l'amélioration de l'offre en produits vivriers et céréaliers au Tchad et au Gabon, ii) la baisse sensible des tarifs de communication au Cameroun et au Gabon, et iii) l'affaiblissement de la demande intérieure en Guinée Equatoriale induite par le repli des

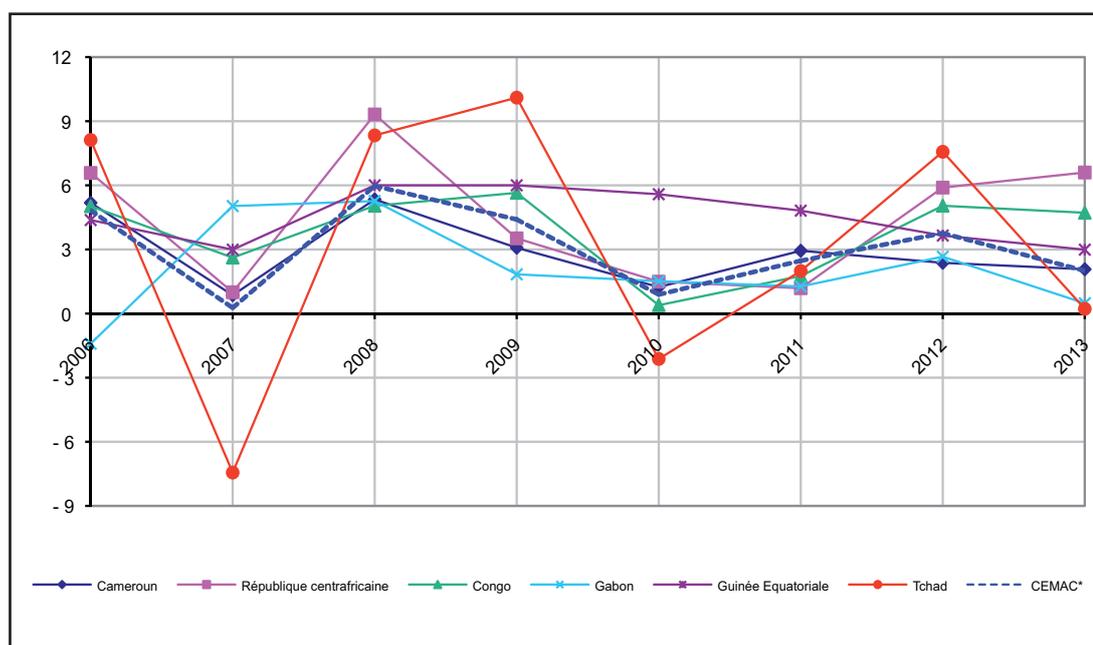
dépenses budgétaires. Toutefois, cette évolution a été contrariée principalement par l'insuffisance de l'offre de produits agricoles au Congo, associée aux difficultés d'approvisionnement en République Centrafricaine suite aux troubles militaires.

En glissement annuel, l'atténuation des pressions inflationnistes dans la CEMAC est la conséquence de l'évolution favorable des composantes « Boissons alcoolisées et tabacs » (- 1,7 %) et « Communications » (- 1,7 %). En revanche, les postes « Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+ 4,6 %), « Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison » (+ 3,3 %), « Restaurants et hôtels » (+ 3,0 %), « Biens et services divers » (+ 2,7 %), « Enseignement » (+ 2,2 %), « Produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+ 1,9 %), « Santé » (+ 1,7 %), « Loisirs et culture » (+ 1,7 %), « Transpo« Loisirs et culture » (+ 1,7 %), « Transports » (+ 1,3 %) et « Articles d'habillement et chaussures » (+ 1,0 %) ont continué d'alimenter la hausse des prix dans la sous-région. rts » (+ 1,3 %) et « Articles d'habillement et chaussures » (+ 1,0 %) ont continué d'alimenter la hausse des prix dans la sous-région.

¹ Le taux d'inflation exprimé en moyenne annuelle permet d'apprécier les performances enregistrées sur une période de douze mois, tout en effectuant un lissage des phénomènes saisonniers. Par contre, la variation en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation est un indicateur de l'évolution de l'inflation à un mois donné, comparativement à la même période de l'année précédente. Dans ce cas, l'inflation est fortement dépendante des fluctuations mensuelles (ou saisonnières) des prix des biens et services.

² Le taux d'inflation sous-jacente est défini par la variation de l'indice de prix à la consommation, hors alimentation et transport. Il est désormais calculé pour la CEMAC grâce à l'harmonisation des méthodologies utilisées par les Instituts Nationaux de la Statistique des six pays de la CEMAC. Ceci a aussi rendu possible le calcul des indices de prix par fonction de consommation pour la CEMAC dans son ensemble.

Graphique 6 : Taux d'inflation en moyenne annuelle des pays de la CEMAC
(variation en % de l'indice des prix à la consommation)



Sources : Administrations nationales et BEAC

2.2.2. Compétitivité extérieure

En 2013, une dégradation de la compétitivité des pays de la CEMAC a été observée. En effet, le Taux de change effectif réel (TCER) s'est apprécié de 1,1 %, contre un repli de 0,1 % en 2012. Cette évolution est la conséquence d'une perte de positions compétitives sur le front des exportations (+ 0,9 %), plus conséquente que le gain de positions compétitives sur le plan des importations (- 2,1 %)³. Elle s'explique principalement par une appréciation du franc CFA par rapport aux principales devises des concurrents et partenaires commerciaux.

La performance sur le volet des importations est la conséquence d'un ralentissement des pressions inflationnistes plus rapide que celui observé chez les princi-

paux fournisseurs. Ainsi, le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est établi à + 2,0 % dans la CEMAC, contre + 2,6 % aux Pays-Bas et en Chine, et + 8,5 % au Nigéria. Toutefois, il est resté au-dessus des niveaux enregistrés en France (+ 1,0 %), en Belgique (+1,2) et aux Etats-Unis (+ 1,5 %).

S'agissant des exportations, la dépréciation du dollar américain par rapport au franc CFA a entraîné une perte de positions concurrentielles, avec un accroissement de 0,9 % de l'indice du TCER des exportations. En effet, la monnaie américaine, s'est dépréciée de 3,2 %, s'échangeant en moyenne à 493,9 FCFA en 2013. Cette dynamique a été la même pour les monnaies de la plupart des principaux concurrents, à l'instar du yuan chinois, du yen japonais, de la livre sterling britannique, du naïra nigérian,

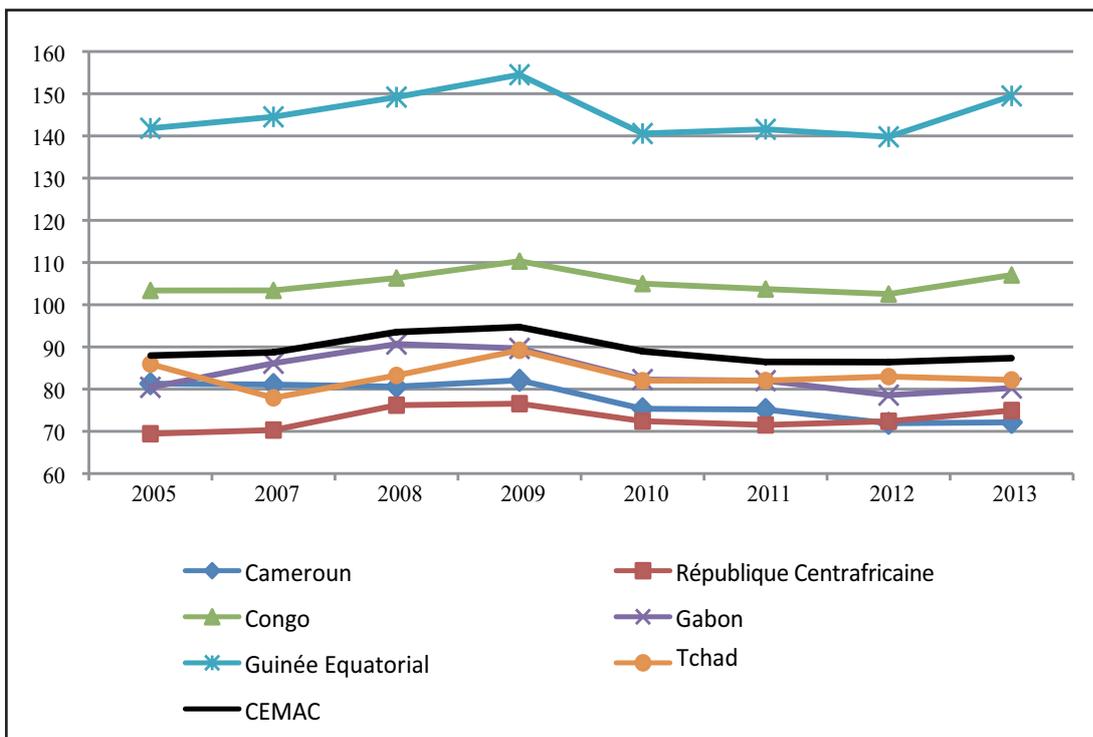
³ La compétitivité extérieure de la CEMAC est évaluée hors secteur pétrolier en raison du poids important du pétrole dans les exportations et du fait que cette activité, à forte intensité capitaliste, est entièrement off-shore (avec des effets de diffusion en grande partie limités uniquement aux ressources publiques qui en sont tirées et des marges de manœuvre faibles pour accroître la compétitivité de ce secteur). L'influence de l'exploitation pétrolière sur l'indicateur de compétitivité extérieure ainsi calculé est implicite et s'apprécie par le biais des évolutions des prix domestiques.

du rand sud-africain et de la roupie indienne, qui se sont respectivement dépréciés de 0,7 %, 20,8 %, 4,5 %, 3,6 %, 17,7 % et 11,9 % par rapport au FCFA.

Au cours de l'année 2013, l'ensemble de la Communauté a connu un gain de compétitivité cumulé de 12,7 % depuis la dévaluation du FCFA, contre 13,8 % en 2012. Le Cameroun, la République Centrafricaine, le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale ont enregistré des pertes de positions concurrentielles respectivement de 0,3 %, 3,5 %, 4,4 %, 2,1 % et

6,9 %. A l'inverse, le Tchad a réalisé des gains de positions concurrentielles de 1 %. Depuis 1994, les marges de compétitivité par pays se présentent de la manière suivante : + 27,9 % pour le Cameroun contre + 45,4 % en 1994, + 25,1 % pour la République Centrafricaine contre + 42,2 % en 1994, - 7,1 % pour le Congo contre + 25,4 % en 1994, + 19,7 % pour le Gabon contre +25,5 % en 1994, - 49,5 % pour la Guinée Equatoriale contre + 22,8 % en 1994, et + 17,8 % pour le Tchad contre + 31,5 % en 1994.

Graphique 7 : Evolution de l'indice du Taux de Change Effectif Réel des pays de la CEMAC (Base 100 : 1993)



Sources : BEAC

2.3. Finances Publiques

2.3.1. Politiques budgétaires

En 2013, l'évolution des finances publiques des Etats membres de la CEMAC a été caractérisée par une aug-

mentation des dépenses budgétaires plus forte que celle des recettes. En conséquence, l'année s'est soldée par un déficit du solde budgétaire, base engagements, hors dons, évoluant de - 1,2 % du PIB (585,9 milliards) en 2012 à - 2,0 % du PIB (946,1 milliards) en 2013.

Les grands postes budgétaires ont évolué comme suit :

- Les **recettes budgétaires** ont baissé de 3,7 % à 12 266,2 milliards, traduisant la forte contraction des recettes pétrolières (- 8,8 % à 7 655,6 milliards) qui a annihilé la bonne orientation des recettes non pétrolières (+ 6,2 % à 4 610,5 milliards).

- Les recettes pétrolières ont baissé de 26,4 % au Tchad, de 14,2 % en Guinée Equatoriale et de 5,1 % au Gabon, en liaison avec le repli de la production de pétrole. Au Cameroun, malgré l'évolution haussière de la production, elles ont également baissé de 3,1 % en relation principalement avec la hausse des coûts de production. Elles ont cependant augmenté de 1,5 % au Congo ;

- Quant aux recettes non pétrolières, elles ont progressé de 11,3 % au Cameroun, de 15,2 % au Congo et de 15,4 % au Gabon. Elles ont cependant baissé au Tchad (-5,9 %), et davantage en République Centrafricaine (- 66,2 %) en raison de la dégradation de la situation sécuritaire du pays. Il en a été de même en Guinée Equatoriale (- 17,9 %). L'accroissement des recettes non pétrolières s'explique par la poursuite des mesures administratives prises pour l'accroissement et la sécurisation des recettes dans les administrations des impôts et de la douane au Cameroun et le renforcement du recouvrement des impôts et taxes au Congo, au Gabon et au Tchad.

- Les **dépenses publiques** se sont situées à 13 212,3 milliards en 2013 (27,8 % du PIB), en baisse de 0,8 % par rapport à l'année précédente. Cette situation est liée à la baisse des dépenses en capital (- 9,2 %), qui ont plus que compensé la progression des dépenses courantes (+ 9,4 %) au cours de la période.

- L'augmentation des dépenses courantes a résulté principalement de l'accroissement des traitements et salaires ainsi que des biens et services au Cameroun, au Congo, au Gabon et au Tchad, en dépit de la baisse des subventions et transferts en République Centrafricaine, au Congo, en Guinée Equatoriale et au Tchad ;

- Les dépenses en capital se sont accrues au Cameroun, en liaison avec le lancement des grands projets structurants dans les domaines des infrastructures, des mines, de l'agriculture, de l'énergie et de l'industrie. Par contre, en République Centrafricaine, au Congo, au Tchad, au Gabon et en Guinée Equatoriale, elles ont enregistré une baisse marquée.

L'augmentation des dépenses courantes a résulté principalement de l'accroissement des traitements et salaires ainsi que des biens et services au Cameroun, au Congo, au Gabon, en Guinée Equatoriale et au Tchad. Dans le même temps, les subventions et transferts se sont accrues au Congo, au Gabon et en Guinée Equatoriale. En République Centrafricaine, les dépenses courantes se sont dans l'ensemble contractées, à l'exemple des transferts et subventions et des dépenses militaires qui ont diminué au Tchad.

Les dépenses en capital se sont accrues de 19,9 % au Cameroun, en liaison avec le lancement des grands projets structurants dans les domaines des infrastructures, des mines, de l'agriculture, de l'énergie et de l'industrie, de 31,5 % en République Centrafricaine, de 39,5 % au Congo, en liaison particulièrement avec les travaux de construction des infrastructures de base réalisés à travers le pays, de 41,5 % en Guinée Equatoriale et de 35,8 % au Tchad. Elles se sont en revanche contractées de 16,3 % au Gabon.

Tableau 5 : Opérations Financières des Etats - CEMAC

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Recettes totales	10 857,0	8 436,4	9 799,9	11 875,5	12 736,4	12 266,2
Recettes pétrolières	7 955,1	4 756,3	6 297,9	7 946,7	8 395,3	7 655,6
Recettes non pétrolières	2 901,9	3 680,2	3 502	3 928,8	4 341,1	4 610,5
Recettes fiscales	2 642,2	3 143,5	3 231,2	3 631,5	3 991,2	4 321,7
Recettes non fiscales	259,7	536,7	270,9	297,2	349,9	288,8
Dépenses totales	7 099,8	8 379,9	9 275,4	10 837	13 322,3	13 212,3
Dépenses courantes	4 218,6	3 956,4	4 552,8	5 080	6 005,7	6 567,9
Salaires et traitements	1 266,0	1 416,8	1 484,8	1 639,7	1 842,8	2 058,8
Biens et services	1 195,7	1 196,4	1 442	1 431,2	1 878,4	2 206,7
Transferts et subventions	1 425,0	1 123,4	1 392	1 804,6	2 067,4	2 002,2
Intérêts	331,9	219,8	234	204,4	217	300,2
Dettes extérieures	272,6	174,1	181,3	150,1	169,1	246,6
Dettes intérieures	59,3	45,7	52,6	54,4	47,8	53,6
Dépenses en capital	2 881,3	4 423,5	4 722,6	5 757	7 316,6	6 644,4
Sur ressources locales	2 605,6	4 017,6	4 070	4 926,3	6 356,2	5 188,8
Sur ressources extérieures	275,6	405,9	652,6	830,6	960,4	1 455,6
Solde primaire	4 364,7	682,3	1 411,1	2 073,6	591,4	809,6
Solde primaire (en pourcentage du PIB)	12,4	2,1	3,6	4,6	1,2	1,7
Solde budgétaire de base	4 032,8	462,4	1 177,1	1 869,2	374,5	509,5
Solde budgétaire de base (en pourcentage du PIB)	11,5	1,5	3	4,2	0,8	1,1
Solde global (base engagements hors dons)	3 757,2	56,5	524,5	1 038,5	- 585,9	- 946,1
Solde global (base engagements dons compris)	3 939,0	534,4	2 068,1	1 292,8	- 274,7	- 739,9
Variations des arriérés (baisse -)	- 1 859,0	- 394,4	- 371,6	- 357,4	- 196,9	- 331,1
Intérieurs (principal et intérêts)	- 382,3	- 292,8	- 301,2	- 334,6	- 143,2	- 337,3
Extérieurs (principal et intérêts)	- 1 476,7	- 101,6	- 70,4	- 22,9	- 53,7	6,1
Solde global (base trésorerie)	1 898,2	- 337,9	152,9	681,1	- 782,8	- 1 277,3
Financement total	- 1 898,2	337,9	- 152,9	- 681,1	782,8	1 277,3
Extérieur	467,4	485,3	530,9	866,9	905,5	1 779,8
Dons	181,8	477,9	1 543,6	254,3	311,2	206,3
Courants	69,1	324,1	1 354,8	52,7	54,8	47,2
Projets	112,7	153,8	188,8	201,7	256,4	159
Tirages	162,9	520,3	581,1	953,8	975,3	2 477,4
Prêts trésorerie et programmes	0,0	268,2	117,3	324,8	271,3	1 180,9
Prêts-projets	162,9	252,1	463,8	629	704	1 296,5
Amortissements de la dette extérieure	- 1 233,5	- 672,1	- 1 712,2	- 345,5	- 416,5	- 950,2
Allégements de la dette extérieure	1 378,4	181,6	143,2	29,2	60,4	71
Autres	- 22,3	- 22,5	- 24,8	- 24,9	- 24,9	- 24,7
Intérieur	- 2 365,6	- 147,4	- 683,8	- 1 547,9	- 122,7	- 502,5
Système bancaire	- 1 175,5	1392,6	566,2	- 803,9	382,6	- 222,5
BEAC, opérations traditionnelles	- 1 291,4	1287,9	462,6	- 270,8	415,1	- 905,9
BEAC, consolidation refinancement	- 0,9	1	2	1,3	1,4	2,6
FMI (net)	- 3,5	70	2,6	1,7	- 1,9	- 12,8
Fonds de Réserve	- 194,1	- 3,4	- 32,2	- 566,4	11,8	528,3
Banques commerciales, hors rachats...	314,5	37,1	131,3	30,2	- 43,8	165,4
Non bancaire	- 1 190,2	- 1540	- 1250	- 744	- 505,3	- 280
Solde global, base engagements, hors dons (en % du PIB)	10,7	0,2	1,4	2,3	- 1,2	- 2

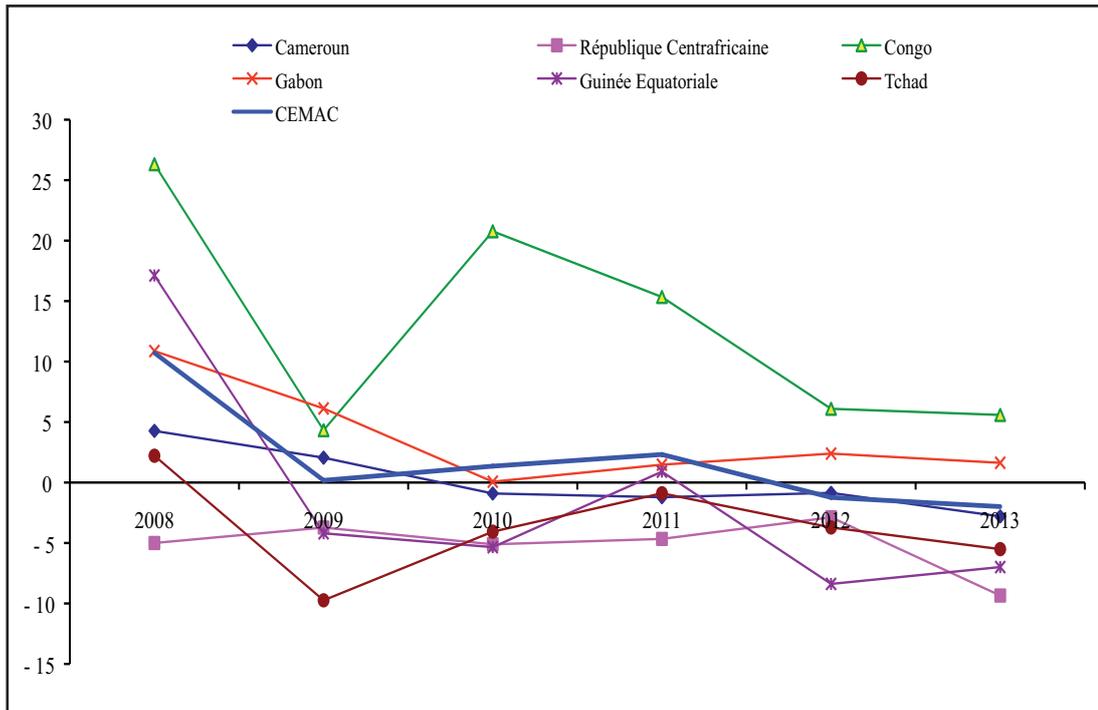
Sources : Administrations nationales et BEAC

Le solde budgétaire, base engagements, hors dons, a été déficitaire au Cameroun (- 2,8 % du PIB), en République Centrafricaine (- 9,3 % du PIB), en

Guinée Equatoriale (- 7,0 % du PIB) et au Tchad (- 5,5 % du PIB). En revanche, il a été excédentaire au Gabon (+ 1,6 % du PIB) et au Congo (+ 5,6 % du PIB).

Graphique 8 : Evolution du solde budgétaire, base engagements, hors dons

(en pourcentage du PIB)



Sources : Administrations nationales et BEAC

Après la prise en compte de l'amortissement de la dette extérieure à hauteur de 950,2 milliards, de l'apurement des arriérés de paiement pour 331,1 milliards, du désengagement net vis-à-vis du système financier intérieur de 502,5 milliards et d'autres engagements extérieurs de 24,7 milliards, le besoin de financement global des Etats est ressorti à 2 754,7 milliards. Il a été comblé par des tirages extérieurs de l'ordre de 2 477,4 milliards (dont 1 180,9 milliards de prêts programme et 1 296,5 milliards de prêts projets), des dons extérieurs de 206,3 milliards et des allègements de dette de 71 milliards.

2.3.2. Dette publique extérieure

En 2013, le stock de la dette publique extérieure des Etats de la CEMAC a enregistré une croissance de 25,3 %, ressortant à 8 003,8 milliards contre 6 388,7 milliards en 2012. Il a représenté 16,8 % du PIB contre 13,4 % du PIB un an auparavant. Cette progression est le principal reflet de la hausse des tirages sur les nouveaux emprunts, soit 2 517,4 milliards en 2013 contre 1 025,3 milliards en 2012.

Au Cameroun, l'encours de la dette publique extérieure a augmenté de 38,9 %, pour s'établir à 1 522,3 milliards (10,6 % du PIB), contre 1 095,8 milliards (8,2 % du PIB) en 2012. Cette hausse est essentiellement due aux tirages réalisés pour un montant de 486,5 milliards.

En République Centrafricaine, le stock de la dette publique extérieure s'est accru de 9,5 %, se fixant à 318,0 milliards contre 290,5 milliards, soit 43,2 % du PIB en 2013 contre 24,1 % du PIB un an plus tôt. Cette évolution s'explique principalement par la forte hausse des tirages sur les nouveaux emprunts, soit 26,1 milliards contre 2,7 milliards un an plus tôt.

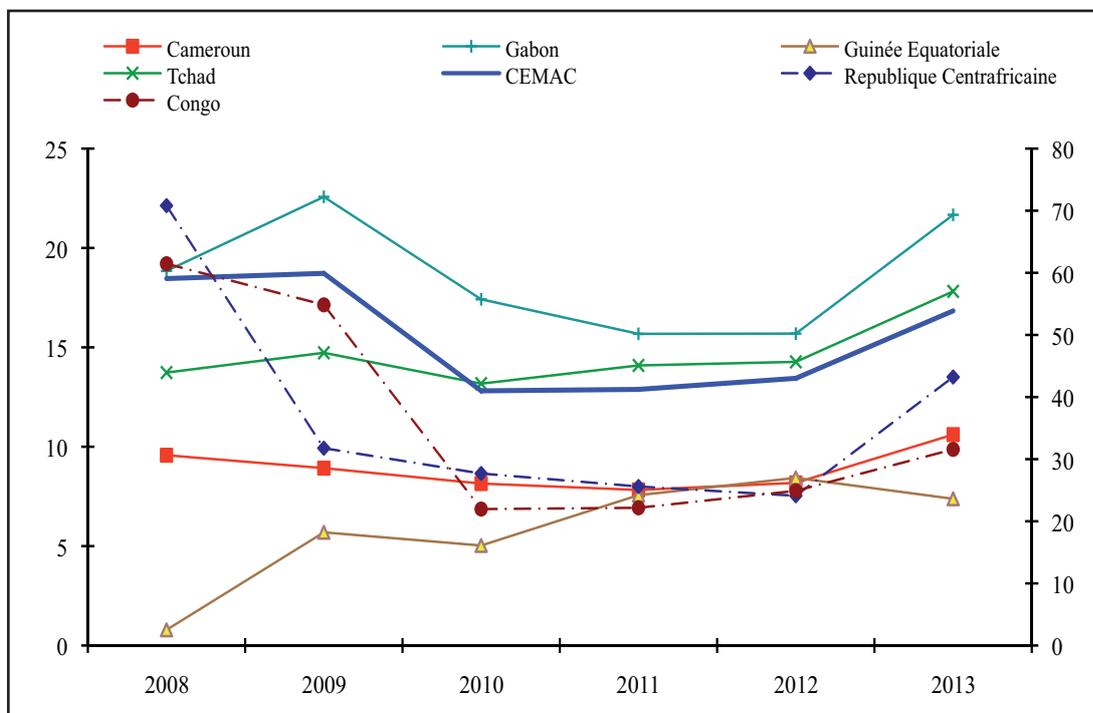
Au Congo, le stock de la dette publique extérieure a augmenté à 2 202,9 milliards s'établissant à 31,6 % du PIB en 2013 contre 24,9 % en 2012.

Au Gabon, l'encours de la dette publique extérieure a progressé par rapport à 2012, s'affichant à 2 039 milliards, soit 21,7 % du PIB contre 15,7 % un an auparavant. Le doublement des tirages extérieurs (994,2 milliards en 2013 contre 456,2 milliards en 2012) explique cette évolution.

En Guinée Equatoriale, l'encours de la dette publique extérieure s'est inscrit à la baisse, revenant de 833,6 milliards en 2012 à 665,9 milliards en 2013. Il a représenté 7,4 % du PIB.

Au Tchad, le stock de la dette publique en fin 2013 s'est fixé à 17,8 % du PIB, se chiffrant à 1 255,7 milliards contre 983,2 milliards en 2012, en relation avec l'augmentation des tirages sur la dette extérieure.

Graphique 9 : Taux d'endettement public extérieur
(en pourcentage du PIB)



Congo et République Centrafricaine : Echelle de droite
Sources : Administrations nationales et BEAC

2.4. Secteur extérieur

En 2013, la balance des paiements de la CEMAC a été marquée par une forte aggravation du déficit des transactions courantes, qui a plus que doublé pour s'établir à - 3 089,6 milliards contre - 1 517 milliards un an auparavant, représentant - 6,5 % du PIB. Cette situation est consécutive à un fort repli de l'excédent du commerce extérieur de 16,2 %, qui s'est chiffré à 9 848,6 milliards contre 11 751,8 milliards à fin 2012, du fait notamment d'une forte contraction des exportations en volume de pétrole brut. Dans le même temps, le déficit des services s'est légèrement creusé, passant de 5 489,1 milliards en 2012 à 5 657,2 milliards en 2013. Quant à celui des revenus, il s'est réduit en revenant à 7 186 milliards en 2013.

Le compte de capital et d'opérations financières a affiché un solde excédentaire en augmentation de 13,8 %, s'établissant à 3 419,7 milliards en 2013 contre 3 006,3 milliards un an auparavant. Cette évolution est principalement le résultat de l'augmentation des investissements directs étrangers qui sont passés de 2 726 milliards en 2012 à 2 940,8 milliards en 2013 et des autres investissements qui sont passés dans la même période de 40,1 milliards à 325 milliards.

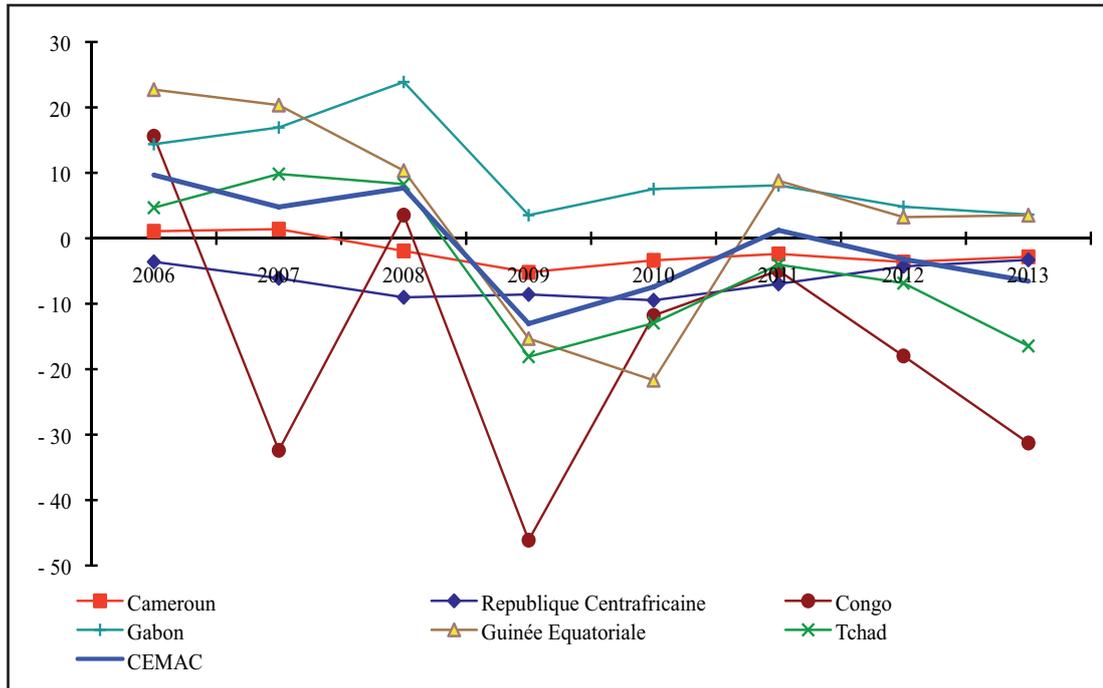
En définitive, la balance des paiements a enregistré un solde global déficitaire de 152,7 milliards en 2013, contre un excédent de 760,8 milliards en 2012. Ce déficit a été financé par des allègements nets de dette de 77 milliards et une ponction sur les réserves officielles de 75,7 milliards.

Tableau n° 6 : Balance des paiements des États de la CEMAC
(en milliards de FCFA)

	Cameroun		Republique Centrafricaine		Congo		Gabon		Guinée Equatoriale		Tchad		TOTAL CEMAC								
	2011	2012	2013(a)	2011	2012	2013(a)	2011	2012	2013(a)	2011	2012	2013(a)	2011	2012	2013(a)						
SOLDE DU COMPTE COURANT	-299,1	-484,9	-401,2	-78,4	-50,1	-25,9	348,4	-2 169,3	-2 161,7	717,3	488,8	341,4	801,5	320	317,3	-244,4	-471,8	-1 159,6	1 245,3	-1 517,3	-3 089,7
Solde du commerce extérieur	-219,6	-136,8	-112,6	-59	-66,7	-56,8	3229,6	2 332,8	1 501,7	3 811,4	3 404,2	2 969,4	5 893,1	5 743	5 605,7	672,8	475,3	-58,7	13 328,3	11 751,8	9 848,7
Exportations	2 778,3	2868	2952,5	99,1	52,9	5592	5 133,2	4 490,7	5 038,9	4 730,2	4 420,1	8 657,4	9 257,8	8 476,8	2244	2 255,1	1 894,1	24 409,7	44 629,3	22 287,1	-12 438,6
Importations	-2 997,8	-2 994,8	-3 065,1	-158,1	-165,8	-109,8	-2 362,4	-2 800,4	-2 989	-1 227,5	-1 326	-1 450,8	-2 764,3	-3 514,8	-2 871,1	-1 571,2	-1 779,8	-1 952,8	-22 128,8	-1 2581,6	-2 464,2
Balance des services	-58,3	-255,5	-254,7	-54,7	-58	-24,5	-1678,9	-1 832,5	-2 040,9	-914,7	-900,6	-969,9	-1 264,8	-1 539,9	-1 340,4	-875,2	-902,5	-1 026,7	-4 846,6	-5 489	-5 657,1
Dont :																					
Fret et assurance	-166	-176,3	-178,3	-39,5	-41,6	-25,3	-424,1	-503	-537,1	-251,1	-271,4	-297,7	-414,4	-527	-430,4	-423,2	-481	-530,8	-1 718,3	-2 000,3	-1 999,6
Services officiels	92	9,7	12,2	21,9	35,2	2,1	2,4	2,9	1,8	2,9	3	-9	-8,8	-8,6	162,6	174,5	115,2	188,6	202,6	159,9	
Voyages et séjours	-56,5	-85,8	-89,4	-19,2	-19,4	-19,4	-256,5	-285,3	-320,2	-156,4	-164,2	-189,5	-84,7	-110,8	-103,3	-215,5	-229,9	-247,1	-788,8	-895,4	-968,9
Autres services privés	191,3	44,4	51,6	-10,4	-11,3	-7,2	-946,3	-985,7	-1 109,9	-414,4	-387,5	-372,2	-726,5	-854,4	-767,1	-211,1	224,3	-259,4	-2 117,4	-1 950,2	-2 464,2
Autres transports et autres assurances	-36,2	-47,5	-50,9	-7,5	-7,7	-54	-61	-76,6	-54	94,5	-100,4	-113,5	-30,1	-39	-31,2	-188	-142,3	-104,6	-221,3	-397,8	-384,5
Balance des revenus	-142,9	-227,1	-172,8	4,7	4,9	1,9	-1798,2	-1 663,3	-1 505	-2 092,4	-1 975,7	-1 560,8	-3 732,4	-3 756,4	-3 796	-176,7	-167,3	-153,4	-7 937,9	-7 784,9	-7 186,1
Rémunération des salariés	11,1	29,7	23,6	6,4	6,5	7	-11,6	-11,6	-11,4	-7,4	-8,3	-9,8	-66,7	-86,2	-80,8	-1,1	-1,2	-1,4	-69,3	-77,1	-72,8
Revenus des investissements	-154	-250,8	-194,4	-1,7	-1,6	-5,1	-1 786,6	-1 651,7	-1 493,6	-2 085	-1 967,7	-1 551	-3 665,6	-3 670,2	-3 715,1	-175,7	-166,1	-152	-7 868,6	-5 937,1	-7 111,2
dont intérêt dette extérieure publique	-30,6	-38	-47	-2,7	-2,4	-2	-10,9	-12,9	-15,7	-65,7	-72,2	-130,4	-26,5	-31,4	-33	-13,7	-12,3	-17,8	-150,1	-169,2	-245,9
dont intérêt dette extérieure privée	-171,1	-278,7	-292,6	0,4	0,1	-3,8	-498,3	-498,3	-472,3	-2 032,2	-1 908,6	-1 433,5	-3 642	-3 636,7	-3 681,8	-165,5	-157,4	-137,7	-6 509,7	-6 484,9	-6 025,6
Solde des transferts courants	121,6	134,4	138,9	30,6	69,8	53,6	-100,9	-106,2	-117,5	-87	-89,1	-97,3	-94,5	-126,7	-151,9	134,8	123	79,2	4,6	5,2	-95
Privé	60	90,6	98,3	7,1	34	18,5	-114,2	-119,5	-125,1	-81,8	-83,9	-86	-98,8	-131	-144,2	86,2	65,3	58,8	-141,5	-144,5	-179,7
Public	61,6	43,8	40,6	23,6	35,9	35,1	13,3	13,3	7,6	-5,3	-5,3	-11,3	4,3	4,3	-7,7	48,5	57,7	20,4	146	149,7	84,7
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES	235,3	617,3	316,3	61,3	62,5	27,7	614,7	736,2	1 606,1	-338,7	29,8	191,8	514,3	856,1	-9,2	557,5	704,4	1 315	1 644,4	3 006,3	3447,7
Compte de capital	61,5	59,8	53,6	26,3	35,2	11	35,1	10	17,1	0	0	0	0	0	0	84,3	136,1	71,7	207,2	241,1	153,4
Publics (nets)	13,7	11,6	6,2	26,3	35,2	11	35,4	10	17,1	0	0	0	0	0	0	84,8	136,1	71,7	160,2	192,9	106
Privés (nets)	47,9	48,2	47,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	47,9	48,2	47,4
Comptes d'opérations financières	173,6	557,6	262,8	35	27,3	16,7	578,8	726,2	1 589	-338,7	26,9	191,8	514,3	856,1	-9,2	472,7	568,3	1 243,2	1 435,7	2 762,4	3 294,3
Investissements directs (nets)	219,7	413,4	372,7	17,4	36,7	0,9	1 028,6	1 098,6	1 439,6	261	215,5	224,2	270,5	492,6	372,1	459,1	470,3	531,2	2 256,3	2 726,1	2 940,7
Investissements de portefeuille (nets)	-26,3	-0,8	0,4	0	0	0	-0,9	-0,9	-0,8	0	0	0,8	0,8	0,8	0	0	0	0	-0,9	0,4	
Autres investissements nets	-19,2	145	-110,3	17,6	-8,3	15,7	-448,9	-371,5	150,2	-599,7	-185,7	-32,4	242,9	362,7	-382,2	13,6	98	71,2	-793,7	40,2	353
ERREURS ET OMISSIONS	-95,4	-88,9	40,9	6,4	-23	7,9	438,2	444,1	252,1	-137,7	-388,6	-281,4	-920,3	-547,6	-327,7	-144,3	-124,7	-202,7	438,2	55,5	-510,9
SOLDE GLOBAL	-159,3	43,9	-43,9	-10,7	-10,6	9,7	-740,1	-89	-303,5	240,9	80	-251,8	395,4	628,4	-19,5	168,8	108,7	-47,3	-105	761,4	-656,3
FINANCEMENT	159,3	-43,9	43,9	10,7	10,6	-9,7	-740,1	89	303,5	-240,9	-80	251,8	-395,4	-628,4	19,5	-168,8	-108,7	47,3	-1 375,2	-761,4	656,3
Variation des réserves officielles (baisse +)	159,3	-43,9	43,9	4,4	2,4	-15,7	0	90,4	289,1	-240,9	-80	251,8	-395,4	-628,4	19,5	-168,8	-108,7	10,7	-641,4	-768,2	75,7
Financements exceptionnels	0	-0,3	2	6,3	8,2	6	-29,2	-1,4	34,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36,6	-22,9	6,4
Variation des arriérés extérieurs (baisse -)	0	0	0	6,3	8,1	6	29,2	-61,8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	35,5	6
Allègements et annulations de dettes	0	0	0	0	0	0	29,2	60,4	34,4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36,6	29,2	71

Sources : BEAC et Administrations nationales ; (a) Estimations BEAC

**Graphique 10 : Evolution du solde extérieur courant
(transferts officiels inclus)**
(en pourcentage du PIB)



Sources : Administrations nationales et BEAC

2.5. Secteur monétaire

L'évolution des agrégats monétaires de la CEMAC au cours de l'année 2013 a été influencée par plusieurs facteurs, notamment :

- le ralentissement d'ensemble de l'activité économique, malgré la bonne tenue du secteur non pétrolier ;
- la détérioration des comptes extérieurs ;
- la bonne tenue de la trésorerie publique dans certains États pétroliers.

Dans ce contexte, le crédit intérieur net a progressé de 25,1 %, en relation avec l'accroissement des concours bancaires à l'économie (+ 23,6 %), en dépit de l'amélioration de la position nette créditrice des États (+ 22,0 %). Pour leur part, les

avoirs extérieurs nets du système monétaire se sont repliés, revenant de 8 749,4 à 8 718,7 milliards entre décembre 2012 et décembre 2013, soit une baisse annuelle de 0,4 %, après + 9,8 % en 2012.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire (M2) a enregistré une croissance de 6,6 %, après + 16,8 % en 2012, légèrement supérieure à celle du PIB nominal non pétrolier de l'année 2013 qui est de 5,3 %.

Quant aux réserves brutes de change en mois d'importations de biens et services (CAF), elles se sont quelque peu repliées à 5,5 mois en 2013, après 5,6 mois en 2012, et le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est détérioré sur la période, revenant de 98,42 % à fin décembre 2012 à 97,87 % à fin décembre 2013.

Tableau 7 : Situation Monétaire résumée

Décembre 2011 - Décembre 2013

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2011	2012	2013	2011-2012	2012-2013
Avoirs extérieurs nets	7 970 926	8 749 383	8 718 690	9,8	- 0,4
Crédit intérieur net	1 575 922	2 618 912	3 277 189	66,2	25,1
Créances nettes sur les Etats	- 3 026 438	- 2 494 828	- 3 044 415	17,6	- 22,0
dont PNG	- 2 714 390	- 2 344 454	- 2 602 389	13,6	- 11,0
Crédits à l'économie	4 602 360	5 113 740	6 321 604	11,1	23,6
Masse monétaire	8 633 453	10 082 877	10 751 144	16,8	6,6
Autres Postes Nets	913 395	1 285 418	1 244 735	40,7	- 3,2
Fonds propres	1 622 377	1 834 366	1 987 300	13,1	8,3
Divers	- 708 982	- 548 948	- 742 565	22,6	- 35,3

De manière spécifique, les agrégats monétaires et de crédit se sont comportés comme suit dans les pays de la CEMAC :

2.5.1. Masse monétaire

L'accélération de l'expansion monétaire observée en 2012 s'est poursuivie

en 2013 à un moindre rythme. En effet, les disponibilités monétaires et quasi-monétaires dans la CEMAC ont connu une augmentation de 6,6 % en 2013, relativement plus faible que celle observée en 2012 (+ 16,8 %). Cette croissance est principalement imputable au développement des activités non pétrolières.

Tableau 8 : Evolution de la masse monétaire

Décembre 2011 - Décembre 2013

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2011	2012	2013	2011-2012	2012-2013
Cameroun	2 897 238	2 940 576	3 279 812	1,5	11,5
République Centrafricaine	206 219	209 573	213 835	1,6	2,0
Congo	1 901 433	2 304 376	2 321 981	21,2	0,8
Gabon	1 822 734	2 107 074	2 243 343	15,6	6,5
Guinée Equatoriale	1 098 314	1 708 871	1 826 931	55,6	6,9
Tchad	676 765	774 908	832 705	14,5	7,5
Ajustements intra-communautaires	30 750	37 499	32 537	21,9	- 13,2
CEMAC	8 633 453	10 082 877	10 751 144	16,8	6,6

Cet agrégat s'est accru dans tous les États de la zone, à des amplitudes variables. Le Cameroun, le Gabon et la Guinée Equatoriale ont enregistré les plus fortes contributions à la progression de M2 (3,4 points, 1,4 point et 1,2 point respectivement), tandis que le Congo et le Tchad ont contribué respectivement à hauteur de 0,2 point et 0,6 point. La contribution de la RCA a été négligeable.

Reflétant ces évolutions, l'analyse de la structure de la masse monétaire met en exergue une stabilité de la part relative de la monnaie scripturale autour de 53,8 %. La part relative de la monnaie fiduciaire a connu une légère hausse en passant de 21,3 % à 21,6 % entre 2012 et 2013. A contrario, celle de la quasi-monnaie s'est quelque peu effritée, revenant de 24,8 % à 24,6 %.

Tableau 9 : Evolution des composantes de la masse monétaire
 Décembre 2011 – Décembre 2013

	Montants (en millions de F CFA)			Structure (en %)	
	2 011	2 012	2 013	2 012	2 013
A - Disponibilités Monétaires	6 538 746	7 577 767	8 111 123	75,2	75,4
dont : Monnaie Fiduciaire	1 987 883	2 150 039	2 324 281	21,3	21,6
Monnaie Scripturale	4 550 863	5 427 728	5 786 842	53,8	53,8
B - Quasi -monnaie	2 094 707	2 505 110	2 640 021	24,8	24,6
Masse monétaire	8 633 453	10 082 877	10 751 144	100,0	100,0

Monnaie fiduciaire par pays

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2 011	2 012	2 013	2011 - 2012	2012 - 2013
Cameroun	525 476	555 866	559 199	5,8	0,6
République Centrafricaine	105 523	104 677	120 046	- 0,8	14,7
Congo	486 948	564 821	624 990	16,0	10,7
Gabon	288 655	293 866	348 059	1,8	18,4
Guinée Equatoriale	225 075	251 107	272 112	11,6	8,4
Tchad	356 206	379 702	399 875	6,6	5,3
CEMAC	1 987 883	2 150 039	2 324 281	8,2	8,1

Monnaie scripturale par pays

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2 011	2 012	2 013	2011 - 2012	2012 - 2013
Cameroun	1 272 143	1 249 517	1 477 019	-1,8	18,2
République Centrafricaine	61 691	63 266	54 791	2,6	- 13,4
Congo	1 205 310	1 486 429	1 368 849	23,3	- 7,9
Gabon	964 773	1 011 929	1 155 607	4,9	14,2
Guinée Equatoriale	756 218	1 252 088	1 338 177	65,6	6,9
Tchad	269 651	337 450	364 035	25,1	7,9
Ajustements intracommunautaires	21 077	27 049	28 364	28,3	4,9
CEMAC	4 550 863	5 427 728	5 786 842	19,3	6,6

Quasi-monnaie par pays

	Montants (en millions de F CFA)			Variations (en %)	
	2 011	2 012	2 013	2011 - 2012	2012 - 2013
Cameroun	1 099 619	1 135 193		3,2	9,5
République Centrafricaine	39 005	41 630	38 998	6,7	-6,3
Congo	209 175	253 126	328 142	21,0	29,6
Gabon	569 306	801 279	739 677	40,7	-7,7
Guinée Equatoriale	117 021	205 676	216 642	75,8	5,3
Tchad	50 908	57 756	68 795	13,5	19,1
Ajustements intracommunautaires	9 673	10 450	4 173	8,0	-60,1
CEMAC	2 094 707	2 505 110	2 640 021	19,6	5,4

2.5.2. Avoirs extérieurs nets du système monétaire

Les sous-composantes des avoirs extérieurs nets du système monétaire ont évolué comme suit :

Tableau 10 : Evolution des avoirs Extérieurs Nets du système monétaire
Décembre 2011 - Décembre 2013

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2011	2012	2013	2011-2012	2012-2013
Cameroun	1 627 286	1 527 796	1 551 173	- 6,1	1,5
République Centrafricaine	13 316	- 11 481	8 565	- 186,2	174,6
Congo	3 056 241	3 097 362	3 000 389	1,3	- 3,1
Gabon	1 046 464	1 100 581	1 420 122	5,2	29,0
Guinée Equatoriale	1 588 307	2 273 412	2 382 216	43,1	4,8
Tchad	455 713	557 867	532 768	22,4	- 4,5
Services Centraux	353 539	342 693	313 914	- 3,1	- 8,4
Ajustements intracommunautaires	- 169 940	- 138 847	- 490 457	18,3	- 253,2
CEMAC	7 970 926	8 749 383	8 718 690	9,8	- 0,4

(1) () Avoirs Extérieurs (-) Engagements Extérieurs

Sources : BEAC

Les avoirs extérieurs nets de la BEAC ont diminué de 1,3 % pour revenir à 8 123,2 milliards à fin décembre 2013. Cette contre-performance est consécutive au

repli des avoirs extérieurs nets de la BEAC dans plusieurs pays de la CEMAC notamment au Cameroun (- 3 %), au Congo (-10,1 %) et au Tchad (- 2 %).

Tableau 11 : Evolution des avoirs extérieurs nets de la BEAC
Décembre 2011 - Décembre 2013

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2011	2012	2013	2011-2012	2012-2013
Cameroun	1 418 192	1 462 080	1 418 188	3,1	- 3,0
République Centrafricaine	- 4 849	- 7 291	8 354	- 50,4	214,6
Congo	2 765 958	2 675 567	2 406 458	- 3,3	- 10,1
Gabon	983 967	1 063 991	1 315 835	8,1	23,7
Guinée Equatoriale	1 523 666	2 152 068	2 132 537	41,2	- 0,9
Tchad	430 514	538 611	527 917	25,1	- 2,0
Services Centraux	353 539	342 693	313 914	- 3,1	- 8,4
CEMAC	7 470 987	8 227 719	8 123 203	10,1	- 1,3

Sources : BEAC

L'évolution des avoirs extérieurs nets de la BEAC a résulté du recul des avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale, associé à une hausse des engagements officiels extérieurs.

Les avoirs extérieurs bruts de la Banque Centrale ont connu un repli de 1,0 % entre 2012 et 2013 passant de 8 870,6 à 8 777,5 milliards. Cette situation est liée à l'évolution négative de plusieurs composantes : (i) le stock d'or non placé par la Salle des Marchés est revenu de

149,3 à 102,4 milliards sur la période ; (ii) les avoirs au Trésor français, composante principale des réserves de change, se sont repliés de 27,0 %, après 11,5 % en 2012 ; (iii) les avoirs en DTS ont baissé de 4,4 % après - 47,0 % en 2012 et la position de réserve au FMI a aussi régressé, revenant de 7 834 à 7 582 milliards. Par contre, les autres avoirs en devises ont progressé de 105,1 %, s'établissant à 3 514,7 milliards, contre 1 713,6 milliards en 2012.

Tableau 12 : Evolution des avoirs extérieurs nets de la BEAC

Décembre 2011 - Décembre 2013

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2011	2012	2013	2011-2012	2012-2013
Encaisse-Or	138 239	149 332	102 406	8,0	- 31,4
Compte d'opérations	6 108 160	6 813 151	4 974 364	11,5	- 27,0
Avoirs en DTS	352 071	186 685	178 399	- 47,0	- 4,4
Position de réserve au FMI	7 883	7 834	7 582	- 0,6	- 3,2
Autres avoirs en devises (1)	1 506 134	1 713 591	3 514 726	13,8	105,1
CEMAC	8 112 487	8 870 593	8 777 477	9,3	- 1,0

(1) Y compris les avoirs extérieurs bruts non répartis des Services Centraux

Sources : BEAC

Quant aux engagements officiels extérieurs, ils sont passés de 642,9 milliards à fin décembre 2012 à 654,3 milliards douze mois plus tard, soit une hausse de 1,8 % après + 0,2 % en 2012. Cette haus-

se est consécutive à l'augmentation des engagements extérieurs de la BEAC (4,9 %) qui a annihilé la baisse des recours aux concours du FMI (- 8,5 %).

Tableau 13 : Evolution des engagements officiels extérieurs

Décembre 2011 - Décembre 2013

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2011	2012	2013	2011-2012	2012-2013
Engagements extérieurs de la BEAC (1)	488 768	492 007	516 205	0,7	4,9
Recours aux crédits du FMI	152 732	150 867	138 069	- 1,2	- 8,5
TOTAL	641 500	642 874	654 274	0,2	1,8

(1) Y compris les engagements non répartis des Services Centraux

Sources : BEAC

La **position extérieure nette des banques** a augmenté de 73,8 milliards pour atteindre 595,5 milliards à fin décembre 2013, soit une variation de + 14,2 %, après 4,3 % en 2012. De l'analyse par pays, il ressort que cette performance générale est imputable à la progression de la position extérieure nette des banques au Gabon (+ 185 % après

- 41,5 % en 2012), en Guinée Equatoriale (+ 105,8 % après + 87,7 % en 2012), en République Centrafricaine (+ 105,0 % après - 123,1 % en 2012), au Cameroun (+ 102,4 % après - 68,6 % un an plutôt), et au Congo (40,8 % après + 45,3 % en 2012). En revanche, cet agrégat s'est replié au Tchad (- 74,8 % après - 23,6 %).

Tableau 14 : Evolution de la position extérieure nette des banques
(Décembre 2011 - Décembre 2013)¹

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2011	2012	2013	2011-2012	2012-2013
Avoirs extérieurs bruts	916 296	981 836	1 098 132	7,2	11,8
Engagements extérieurs (2)	416 357	460 172	502 645	10,5	9,2
CEMAC (Solde net)	499 939	521 664	595 487	4,3	14,2
Cameroun	209 094	65 716	132 985	- 68,6	102,4
République Centrafricaine	18 165	- 4 190	211	- 123,1	105,0
Congo	290 283	421 795	593 931	45,3	40,8
Gabon	62 497	36 590	104 287	- 41,5	185,0
Guinée Equatoriale	64 641	121 344	249 679	87,7	105,8
Tchad	25 199	19 256	4 851	- 23,6	- 74,8
Ajustements intracommunautaires	- 169 940	- 138 847	- 490 457	18,3	- 253,2

(1) Avoirs extérieurs

(-) Engagements extérieurs

(2) Y compris la dette postale

Source : BEAC

2.5.3. Crédit intérieur

Le crédit intérieur a enregistré un accroissement de 25,0 % en 2013, relativement plus faible que celui observé un an plus tôt (+ 66,2 %). Il est ainsi passé de 2 618,9 à 3 277,2 milliards sur la période.

Cette évolution est imputable à l'augmentation des concours bancaires à l'économie, qui a plus que compensé la consolidation de la position nette créditriche des États vis-à-vis du système bancaire

Tableau 15 : Evolution du crédit intérieur
(Décembre 2011 - Décembre 2013)

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2011	2012	2013	2011-2012	2012-2013
Créances nettes sur les Etats	- 3 026 438	- 2 494 828	- 3 044 415	17,6	- 22,0
Crédits à l'économie	4 602 360	5 113 740	6 321 604	11,1	23,6
CEMAC	1 575 922	2 618 912	3 277 189	66,2	25,1
Cameroun	1 440 949	1 700 613	2 001 365	18,0	17,7
République Centrafricaine	225 703	252 439	240 252	11,8	- 4,8
Congo	- 1 213 920	- 670 145	- 540 469	44,8	19,4
Gabon	979 002	1 227 725	1 095 949	25,4	- 10,7
Guinée Equatoriale	- 289 246	- 314 472	- 274 845	- 8,7	12,6
Tchad	280 589	273 792	360 328	- 2,4	31,6
Ajustements intracommunautaires	152 845	148 960	394 609	- 2,5	164,9

Source : BEAC

Les **concours bancaires à l'économie** dans la CEMAC se sont inscrits en hausse, atteignant 6 321,6 milliards en décembre 2013, contre 5 113,7 milliards douze mois plus tôt, soit un accroissement annuel de 23,6 %, reflétant la bonne tenue des activités économiques notamment dans les secteurs des BTP, du com-

merce général et des services. Cette hausse résulte de l'accroissement des concours bancaires à moyen terme (+ 24,7 % après +11,9 % en 2012), des crédits à court terme (+23,8 % après +10,0 % en 2012) et des concours à long terme (+ 5,7 % après +26,5 % un an plutôt).

Tableau 16 : Evolution des crédits à l'économie
(Décembre 2011 - Décembre 2013)

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2011	2012	2013	2011-2012	2012-2013
Crédits à court terme	2 816 139	3 098 178	3 834 790	10,0	23,8
Crédits à moyen terme	1 674 999	1 874 820	2 338 088	11,9	24,7
Crédits à long terme	111 222	140 742	148 726	26,5	5,7
CEMAC	4 602 360	5 113 740	6 321 604	11,1	23,6
Cameroun	1 943 291	1 987 956	2 273 842	2,3	14,4
République Centrafricaine	105 220	135 485	112 074	28,8	- 17,3
Congo	472 829	677 801	789 953	43,4	16,5
Gabon	904 002	1 176 985	1 478 853	30,2	25,6
Guinée Equatoriale	732 964	620 714	829 113	- 15,3	33,6
Tchad	291 197	367 726	463 595	26,3	26,1
Ajustements intracommunautaires	152 857	147 073	374 174	- 3,8	154,4

Crédits à court terme	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2011	2012	2013	2011-2012	2012-2013
Cameroun	1 269 743	1 309 335	1 436 135	3,1	9,7
République Centrafricaine	73 545	87 030	80 540	18,3	- 7,5
Congo	245 737	350 445	390 497	42,6	11,4
Gabon	370 559	550 889	665 502	48,7	20,8
Guinée Equatoriale	615 970	502 955	660 430	- 18,3	31,3
Tchad	197 750	257 339	344 926	30,1	34,0
Ajustements intracommunautaires	42 835	40 185	256 760	- 6,2	538,9
CEMAC	2 816 139	3 098 178	3 834 790	10,0	23,8

Crédits à moyen terme	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2011	2012	2013	2011-2012	2012-2013
Cameroun	635 894	629 015	782 130	- 1,1	24,3
République Centrafricaine	28 997	46 686	27 921	61,0	- 40,2
Congo	210 810	311 225	383 451	47,6	23,2
Gabon	506 394	586 356	779 701	15,8	33,0
Guinée Equatoriale	104 850	99 982	146 120	- 4,6	46,1
Tchad	79 478	95 925	102 161	20,7	6,5
Ajustements intracommunautaires	108 576	105 631	116 604	- 2,7	10,4
CEMAC	1 674 999	1 874 820	2 338 088	11,9	24,7

Crédits à long terme	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2011	2012	2013	2011-2012	2012-2013
Cameroun	37 654	49 606	55 577	31,7	12,0
République Centrafricaine	2 678	1 769	3 613	- 33,9	104,2
Congo	16 282	16 131	16 005	- 0,9	- 0,8
Gabon	27 049	39 740	33 650	46,9	- 15,3
Guinée Equatoriale	12 144	17 777	22 563	46,4	26,9
Tchad	13 969	14 462	16 508	3,5	14,1
Ajustements intracommunautaires	1 446	1 257	810	- 13,1	- 35,6
CEMAC	111 222	140 742	148 726	26,5	5,7

Sources : BEAC

Après une détérioration de 17,6 % en 2012, la position nette créditrice des États vis-à-vis du système monétaire s'est confortée en 2013 (+ 22,0 %) en liaison avec l'augmentation des dépôts publics provenant des produits des tirages extérieurs. Cette amélioration de la position nette créditrice des États de la CEMAC résulte de la hausse des dépôts des États (+ 24,5 % en 2013 après + 7 % en 2012) et des encaisses des trésors nationaux

(+ 13,5 % après - 11,2 % douze mois plus tôt) couplée à la baisse des avances en comptes courants (- 0,5 % en 2013 après + 1,1 % en 2012). En particulier, la Position Nette créditrice des Gouvernements (PNG) s'est sensiblement améliorée évoluant de 2 344,4 milliards au 31 décembre 2012 à 2 602,4 milliards à fin décembre 2013, soit une croissance annuelle de 11,0 % après - 13,6 % en 2012.

Tableau 17 : Evolution des créances nettes sur les États par composantes
(Décembre 2011 - Décembre 2013)

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2011	2012	2013	2011-2012	2012-2013
Créances des Trésors et des Postes	4 300 538	3 968 110	4 600 834	- 7,7	15,9
Encaisse et Institut d'émission	3 473 373	3 083 077	3 498 746	- 11,2	13,5
Dépôts dans les banques	827 165	885 033	1 102 088	7,0	24,5
Dettes des Trésors et des Postes	1 274 100	1 473 282	1 556 419	15,6	5,6
Envers la BEAC	554 500	560 919	561 130	1,2	0,0
Avances en comptes courants	475 194	480 336	477 914	1,1	- 0,5
Créances consolidées sur l'Etat (1)	79 306	80 583	83 216	1,6	3,3
Envers le FMI (2)	152 732	150 867	138 069	- 1,2	- 8,5
Envers les banques	561 924	756 552	852 276	34,6	12,7
Effets publics	197 692	207 850	294 304	5,1	41,6
Autres	364 232	548 702	557 972	50,6	1,7
Contrevaleur dette extérieure des CCP (Dette postale)	4 944	4 944	4 944	0,0	0,0
Position nette	- 3 026 438	- 2 494 828	- 3 044 415	17,6	- 22,0

(1) Créances sur les banques en liquidation consolidées sur l'Etat.

(2) Contrepartie des tirages sur le FMI (Stand-by, Facilité d'Ajustement Structurel, Facilité d'Ajustement Structurel Renforcé, Financement Compensatoire et Fonds Fiduciaire)

Au **Cameroun**, la position nette créditrice de l'Etat vis-à-vis du système monétaire a baissé de 5,2 %, revenant de 287,3 à 272,5 milliards entre décembre 2012 et décembre 2013.

En **République Centrafricaine**, la position nette débitrice de l'État vis-à-vis du système monétaire s'est dégradée de 9,6 %, évoluant de 117,0 à 128,2 milliards. Cette situation est imputable principale-

ment à une hausse des engagements de l'Etat vis-à-vis de la BEAC (+25,9 %) et des banques (+255,3 %).

Au **Congo**, reflétant l'évolution de la trésorerie de l'Etat, la position nette créditrice de l'État vis-à-vis du système monétaire s'est légèrement dégradée (- 1,3 % en 2013), revenant de 1 347,9 milliards à fin décembre 2012 à 1 330,4 milliards au 31 décembre 2013.

Au **Gabon**, la position nette de l'État a évolué d'une position débitrice de 50,7 milliards en 2012 à une position créditrice de 382,9 milliards en 2013, comme conséquence de l'amélioration de la trésorerie publique suite à l'emprunt obligataire sur les marchés internationaux.

En **Guinée Equatoriale**, la position nette créditrice de l'État vis-à-vis du système monétaire a connu une amélioration

en 2013, passant de 935,2 à 1 104,0 milliards, soit un accroissement de 18,0 %. Cette amélioration est à mettre en relation avec un meilleur rapatriement des recettes d'exportation.

Au **Tchad**, la position nette créditrice de l'État vis-à-vis du système monétaire a connu une amélioration de 9,9 %, évoluant de 93,9 à 103,3 milliards.

Tableau 18 : Evolution des créances nettes sur les Trésors nationaux
(Décembre 2011 - Décembre 2013)

	Montants (en millions de FCFA)			Variations (en %)	
	2011	2012	2013	2011-2012	2012-2013
Cameroun	- 502 342	- 287 343	- 272 477	42,8	5,2
République Centrafricaine	120 483	116 954	128 178	- 2,9	9,6
Congo	- 1 686 749	- 1 347 946	- 1 330 422	20,1	1,3
Gabon	75 000	50 740	- 382 904	- 32,3	- 854,6
Guinée Equatoriale	- 1 022 210	- 935 186	- 1 103 958	8,5	- 18,0
Tchad	- 10 608	- 93 934	- 103 267	- 785,5	- 9,9
Ajustements intracommunautaires	- 12	1 887	20 435	15 825,0	982,9
CEMAC	- 3 026 438	- 2 494 828	- 3 044 415	17,6	- 22,0

(1) () Créances sur les Etats
Source : BEAC

(-) Dettes envers les Etats

3. Intégration régionale

3.1. Surveillance multilatérale

L'exercice de la surveillance multilatérale dans la CEMAC s'appuie sur quatre critères de convergence et sur un ensemble d'indicateurs macroéconomiques⁴.

3.1.1. Critères de convergence

Le solde budgétaire de base a dégagé au 31 décembre 2013 un résultat positif de 0,6 % du PIB, supérieur à la norme communautaire. Seuls deux pays de la Sous-région (Cameroun et Congo) ont observé ce critère.

Pour tenir compte de la volatilité des prix du pétrole sur les marchés internationaux, deux critères complémentaires ont été suivis. Le solde budgétaire de base structurel⁵ s'est établi à - 1,5 % du PIB au niveau communautaire, en liaison avec les résultats enregistrés au Cameroun (- 0,7 % du PIB), en République Centrafricaine (- 8,2 %), au Gabon (- 3,3 %), en Guinée Equatoriale (- 7,3 % du PIB) et au Tchad (- 6,4 %). Seul le Congo a réalisé un excédent budgétaire structurel. Quant au solde de base hors pétrole, son déficit reste important au niveau de la Communauté et a atteint 29,2 % du PIB. Ce déficit est structurellement exceptionnel en Guinée-Équatoriale où il s'est élevé à 251,4 % du PIB.

S'agissant de l'inflation, avec un taux de 2,3 % en moyenne annuelle, la Communauté a respecté le plafond fixé pour ce critère. Seuls deux pays membres n'ont pas observé ce critère avec des

niveaux de 4,2 % en République Centrafricaine et 4,6 % au Congo. Les quatre autres pays ont enregistré des taux inférieurs à la norme communautaire.

En ce qui concerne le critère relatif au taux d'endettement public, les données disponibles indiquent un niveau d'endettement de la Communauté de 17,0 % du PIB. S'agissant des États pris individuellement, tous ont respecté ce critère avec des niveaux variant entre 4,9 % du PIB pour la Guinée Equatoriale et 42,6 % du PIB pour la République Centrafricaine.

Enfin, quant au critère relatif à la non-accumulation des arriérés extérieurs et intérieurs sur la gestion courante, il a été observé par le Cameroun et le Gabon.

En définitive, la Communauté a respecté trois critères sur quatre : ceux relatifs au solde budgétaire de base, au taux d'inflation et au taux d'endettement public. Seul le Cameroun a respecté les quatre critères de la surveillance multilatérale. Pour sa part, le Gabon a observé trois critères sur quatre, à l'exception de celui relatif au solde budgétaire de base. De leur côté, le Congo, la Guinée Equatoriale et le Tchad ont observé deux critères sur quatre : ceux relatifs au solde budgétaire de base et au taux d'endettement public au Congo, ceux relatifs au taux d'inflation et au taux d'endettement public en Guinée Equatoriale et au Tchad. Enfin, la République Centrafricaine n'a observé qu'un seul critère sur quatre, celui relatif au taux d'endettement public.

⁴ Les données sur la surveillance multilatérale sont celles de la Commission de la CEMAC.

⁵ La méthode de calcul retenue pour ce critère est de substituer aux recettes pétrolières de l'année une valeur lissée, calculée en appliquant un taux d'imposition tendanciel à la valeur des exportations potentielles. Par manque d'informations, c'est la méthode des moyennes mobiles qui a été utilisée.

3.1.2. Indicateurs de surveillance multilatérale

Au titre des indicateurs de la surveillance multilatérale, l'excédent budgétaire primaire s'est stabilisé à 1,3 % du PIB en 2013 au niveau communautaire. Pour cet indicateur, tous les Etats ont enregistré un solde positif.

Le taux de couverture extérieure de la monnaie à fin décembre 2013 s'est établi à 97,9 % pour la Communauté, bien au-delà de la norme communautaire de 20,0 %. Les pays ont affiché les niveaux suivants : 94,1 % pour le Cameroun, 68,3 % pour la Centrafrique, 101,8 % pour le Congo, 92,3 % pour le Gabon, 101,4 % pour la Guinée Equatoriale et 68,3 % pour le Tchad.

Quant au taux de pression fiscale non pétrolière, le niveau communautaire s'est

situé à 17,2 % du PIB, contre 13,6 % du PIB en 2012. Par pays, il a varié entre 5,3 % du PIB pour la Centrafrique et 29,3 % du PIB pour le Congo, mais demeure faible au regard de celui des autres communautés sous régionales.

S'agissant de l'indicateur relatif au poids de la masse salariale par rapport aux recettes fiscales, la Communauté a enregistré un recul de cet indicateur à 45,9 % en 2013, contre 46,0 % un an plus tôt.

Enfin, s'agissant du compte courant, le solde communautaire est ressorti déficitaire à - 6,2 % du PIB, contre un excédent de + 4,2 % du PIB un an auparavant. Seuls deux pays (le Gabon et la Guinée Equatoriale) ont enregistré un solde du compte courant positif.

Tableau 19 : Résultats d'exécution de la surveillance multilatérale dans la CEMAC

CRITERES DE CONVERGENCE	RESULTATS D'EXECUTION DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE DANS LA CEMAC AU 31 DECEMBRE 2012										Nombre de pays respectant le critère							
	Cameroun		République Centrafricaine		Congo		Gabon		Guinée Equatoriale		Tchad		CEMAC		2013	2012	2011	
1	Solde budgétaire de base sur PIB (norme ≥ 0)	1,3	-8,2	17,8	-0,7	-7,0	-6,2	0,6										
	Solde budgétaire de base structu- rel rapporté au PIB nominal (norme > 0) ⁶	-0,7	-8,2	8,6	-3,3	-7,3	-6,4	-1,5										
	Solde budgétaire de base hors pétrole rapporté au PIB nominal (norme > 0) ¹	-3,4	-8,2	-51,3	-33,4	-256,1	-29,1	-29,2										
	Solde budgétaire primaire hors pétrole (% PIB hors pétrole)	-2,1	-7,5	-50,5	-32,2	-251,4	-27,7	-28,0										
2	Taux d'inflation annuel moyen (Norme < 3 %)	2,5	4,2	4,6	0,5	3,0	0,4	2,3										
	Taux d'inflation sous-jacente) ¹ (Norme < 3 %)																	
3	Encours de la dette publique totale rapporté au PIB nominal (norme ≤ 70 %)	16,3	42,6	26,4	14,8	4,9	27,9	17,0										
	Arriérés de paiement intérieurs	0,0	6,3	ND	0,0	ND	ND	6,3										
4	Arriérés de paiement extérieurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0										
	Nombre de critères respectés par pays	4	1	2	3	2	2	3										
	2013																	
	2012																	
	2011																	

Sources : BEAC, Administrations nationales et Commission de la CEMAC

⁶ Indicateur complémentaire de convergence

3.2. Questions thématiques : financement des économies de la CEMAC

La Banque des Etats de l'Afrique Centrale a organisé, le 13 juin 2013, à Libreville, une conférence internationale sur le « financement des économies de la CEMAC ». Les travaux ont été ouverts par Son Excellence Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République Gabonaise et Président en exercice de la CEMAC.

La conférence a réuni les dirigeants et représentants des institutions de la CEMAC, des administrations nationales, des Banques Centrales partenaires (Banque centrale du Congo, Banque de France, BCEAO), des banques de développement régionales (BDEAC, BOAD), du FMI, de la Banque Mondiale, de l'Union Européenne, de la BAD, de l'Organisation internationale de la francophonie, des bourses des valeurs mobilières, des régulateurs des marchés financiers, des chambres de commerce, des universitaires, des associations professionnelles

des établissements de crédits et des établissements de microfinance, du patronat, etc..

Elle a permis d'examiner les voies possibles d'un meilleur financement du développement des économies d'Afrique Centrale, dans un contexte de surliquidité globale, en présence d'un besoin de financement apparemment élevé des Etats, des entreprises et des porteurs de projets. Les débats ont été articulés autour de deux panels, dont l'un sur l'accès au financement et l'autre sur les réformes institutionnelles, réglementaires et structurelles.

Après avoir constaté que la CEMAC a enregistré au cours des dernières années une croissance soutenue, et qu'elle continue d'enregistrer des besoins d'investissements publics et privés considérables, dans un environnement marqué par un niveau de financement faible contrastant avec une surliquidité bancaire, les participants ont formulé des recommandations présentées dans l'encadré ci-après.

**Encadré n°1 :Recommandations du Séminaire sur le financement
des économies de la CEMAC
(Libreville, Gabon, le 13 juin 2013)**

Les échanges pendant les travaux ont permis de retenir de nombreux enseignements et de formuler les recommandations suivantes à l'endroit des principaux acteurs économiques et financiers de la CEMAC :

1. Recommandations adressées à la BEAC

La BEAC devrait, dans le strict respect de l'équilibre monétaire et de la stabilité financière, veiller à l'efficacité de la fonction d'intermédiation bancaire pour un financement sain et plus approprié des besoins d'investissement publics et privés, en accordant une importance capitale à la bonne transmission des signaux de la politique monétaire et au renforcement de la solidité du système bancaire.

La BEAC a été encouragée à réformer sa politique monétaire pour la rendre plus efficace, à renforcer la stabilité du système financier sous-régional, à améliorer le fonctionnement du marché interbancaire et à poursuivre le développement des systèmes et moyens de paiements.

Il a été également recommandé à la BEAC d'accélérer les actions qu'elle a déjà entreprises pour renforcer la qualité de l'information financière, en centralisant et en publiant de manière plus régulière les informations et les analyses des risques sur les personnes physiques et morales, afin de réduire significativement l'asymétrie d'information. A cet égard, l'institution d'une centrale des bilans, d'un bureau d'informations sur le crédit, ainsi que la publication régulière des enquêtes sur les conditions monétaires et d'une centrale des risques pour les institutions de microfinance seraient

des contributions majeures au renforcement de la qualité et des volumes de financement dans la CEMAC. La BEAC a aussi été invitée à poursuivre les programmes de notations des banques afin de faciliter tant les transactions interbancaires que les transactions des investisseurs privés et publics.

En raison de l'importance de la surliquidité bancaire et de l'accumulation d'excédents budgétaires oisifs, la BEAC a, également, été invitée à identifier les voies et moyens de l'utilisation de ces excédents pour financer les besoins d'investissement en infrastructures des Etats, à travers notamment le marché des titres publics et la BDEAC.

2. Recommandations concernant les Etats

Les Etats membres de la CEMAC ont un rôle capital à jouer dans le renforcement de la gouvernance des affaires économiques publiques et privées, ainsi que dans l'amélioration de l'environnement des affaires. A cet effet, ils devraient s'assurer que les cadres réglementaires et juridiques relatifs à l'activité des institutions financières, à la gestion des finances publiques et au fonctionnement des administrations publiques sont conformes aux meilleures pratiques internationales.

Sur la mise à disposition des financements longs pour les projets structurants, à forte valeur ajoutée ou nécessitant des ressources importantes, l'augmentation substantielle du capital de la BDEAC voire des banques primaires ainsi que le rapatriement des fonds souverains ont été évoqués parmi les pistes à explorer.

Pour dynamiser le secteur financier en développement, les Etats ont été incités à diversifier les maturités et la fréquence de leurs émissions obligataires et de Bons du Trésor, pour favoriser la construction progressive d'une courbe de taux. Ils ont également été invités à recourir plus souvent au marché financier dans le cadre de leurs programmes de privatisation.

3. Recommandations incombant aux établissements de crédit

Les établissements de crédit de la CEMAC ont été encouragés à s'engager dans les mécanismes et les instruments innovants de financement qui ont fait la preuve de leur efficacité et de leur potentiel d'effet de levier sur les marchés financiers modernes. Ils ont été en outre invités à développer des synergies avec les établissements de microfinance afin de favoriser une plus grande inclusion financière.

4. Recommandations aux autres acteurs concernés de la Communauté

La contribution des autres acteurs financiers à l'émergence économique pourrait, entre autres, s'articuler autour des axes ci-après :

- le financement par les banques de développement des infrastructures, dans le domaine des transports, de la production et de la distribution de l'énergie électrique, des infrastructures de télécommunication, de l'eau potable et de l'assainissement, en mutualisant le coût des investissements ;
- la promotion du secteur privé par la facilitation de l'accès à des ser-

vices financiers et non financiers adaptés aux besoins, l'appui à l'industrialisation, en particulier dans l'agro-industrie et les industries extractives ;

- l'émergence d'un marché financier unique dans la zone CEMAC, pour éviter les doublons dans les procédures d'approbation des transactions (CMF et COSUMAF) et les coûts induits (frais de transaction), pour favoriser l'unicité des dispositions réglementaires régissant l'activité boursière et accroître la compétitivité du marché financier.

5. Recommandations aux régulateurs (COBAC, COSUMAF, CMF, OHADA)

Les travaux ont mis en lumière les initiatives engagées sous l'égide de l'OHADA pour créer un climat favorable aux activités de financement et propice au développement du crédit, notamment en fournissant des instruments de garantie plus attractifs, à travers la simplification des formalités de constitution des sûretés et le renforcement de l'efficacité des sûretés pour favoriser, en particulier, l'exécution de la garantie en cas de défaillance du débiteur.

Cependant, plusieurs participants à la conférence ont souhaité que des initiatives soient prises pour assainir et renforcer le secteur de la microfinance, relever le capital minimum des établissements de crédit et rationaliser les normes prudentielles aux enjeux liés à l'accroissement du financement des économies.

II. Politique Monétaire et Système Financier



1. Décisions de politique monétaire

1.1. Orientations de la politique monétaire

La politique monétaire de la BEAC a été conduite en 2013 en tenant compte des facteurs externes liés à l'évolution de l'économie mondiale et aux politiques monétaires des principales Banques centrales, ainsi qu'à des facteurs internes relatifs à la conjoncture sous-régionale.

Au plan externe, compte tenu de la reprise de l'activité économique mondiale à un rythme modéré et du faible niveau d'inflation, la plupart des Banques centrales ont poursuivi leurs politiques monétaires accommodantes engagées depuis la fin de l'année 2008. A cet égard, elles ont renforcé les mesures exceptionnelles d'assouplissement quantitatif prises au cours des années précédentes. Dans la Zone Euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a, par deux fois, abaissé ses taux directeurs les ramenant à des niveaux historiquement bas afin de stimuler la reprise et de faire face au risque de déflation. Ainsi, le taux de refinancement a été ramené de 0,75 % à 0,25 % et le taux de la facilité marginale de 1,50 % à 0,75 %.

Au plan interne, la politique monétaire commune a été menée dans un contexte marqué par (i) un ralentisse-

ment de l'activité économique, (ii) une atténuation des pressions inflationnistes, (iii) une détérioration simultanée des finances publiques et du compte courant, et (iv) une persistance de la surliquidité du système bancaire. Au total, malgré la baisse des avoirs extérieurs, les risques pesant sur la stabilité monétaire ont globalement été maîtrisés.

En conséquence, le Comité de Politique Monétaire (CPM) a adopté une approche accommodante.

1.2. Mesures de politique monétaire

1.2.1. Fixation des objectifs monétaires et de crédit

Dans le cadre de l'exercice de programmation monétaire, la Banque Centrale a déterminé les objectifs monétaires et de crédit pour l'année 2013. Ainsi, les objectifs de refinancement ont été établis à 51,5 milliards aux premier et quatrième trimestres et 56,5 milliards aux deuxième et troisième trimestres.

Les résultats de la programmation monétaire au cours de l'exercice 2013 pour les six Etats de la CEMAC sont présentés dans le tableau ci-après :

**Tableau 20 : Objectifs monétaires et de crédit
au 31 décembre 2013**

AGREGATS	Cameroun	République Centrafricaine	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
Masse monétaire						
Prévisions	7,6 % - 9,6 %	15,5 % - 17,5 %	11,4 % - 13,4 %	19,0 % - 21,0 %	-14,0 % - 12,0 %	13,4 % - 15,4 %
Réalisations	11,6 %	2,0 %	0,8 %	6,5 %	6,9 %	7,6 %
Crédit à l'économie (Variation en %)						
Prévisions	6,4 % - 8,4 %	7,1 % - 9,1 %	10,4 %-12,4 %	10,7 % - 12,7 %	-12,1 % - 10,1 %	11,5 % -13,5 %
Réalisations	14,4 %	-17,3 %	16,5 %	25,7 %	33,6 %	26,1 %
Taux de couverture de la monétaire (en %)						
Prévisions	92,7 % - 94,7 %	73,5 % - 75,5 %	99,8 % - 101,8 %	90,0 % - 92,0 %	100,5 % - 102,5 %	71,1 % - 73,1 %
Réalisations	93,9 %	72,2 %	101,2 %	90,0 %	100,7 %	73,0 %
Objectifs de refinancement (en millions de FCFA)	10 000	8 000	16 000 ⁷	2 000	500	15 000
Pointes d'utilisation de la période¹ (en millions de FCFA)	5 335	Néant	9 964	Néant	Néant	3 139
Taux d'utilisation	53,4 %	0 %	62,3 %	0 %	0 %	20,9 %

Source : BEAC

1.2.2. Taux directeurs

En 2013, le CPM a procédé à deux réaménagements des taux d'intervention de la BEAC, respectivement le 19 juillet et le 31 octobre 2013. Ainsi, le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) est revenu de 4,00 % à 3,50 %, puis à 3,25 %. Le Taux d'Intérêt des Prises en Pension

(TIPP) est quant à lui revenu de 5,75 % à 5,25 %, puis à 5,00 %.

Par ailleurs, le CPM a réaménagé la grille de rémunération des placements publics au cours de ses sessions des 19 juillet et 17 décembre 2013, comme indiqué dans le tableau ci-après :

⁷ Au Congo, ce montant inclut l'encours de l'utilisation de la ligne de refinancement accordée à la BDEAC

Tableau 21 : Réaménagement de la grille de rémunération des placements publics à la BEAC

Taux	Valeur initiale	Réaménagements	
		Session du 19 juillet 2013	Session du 17 décembre 2013
Taux d'intérêt sur placements publics au titre du Fonds de réserve pour les Générations Futures (TISPP ₀)	1,00 %	0,75 %	0,50 %
Taux d'intérêt sur placements publics au titre du Mécanisme de Stabilisation des recettes budgétaires (TISPP ₁)	0,60 %	0,35 %	0,10 %
Taux d'intérêt sur placements publics au titre des Dépôts spéciaux (TISPP ₂)	0,35 %	0,10 %	0,00 %

Source : BEAC

1.2.3. Réserves obligatoires

En 2013, les coefficients des réserves obligatoires sont restés inchangés. En relation avec l'évolution des dépôts de la clientèle des banques, l'encours des réserves obligatoires a progressé de 12,3 % s'établissant à 1 039,4 milliards au 31 décembre 2013.

1.2.4. Concours de la BEAC aux Trésors Nationaux

Au 31 décembre 2013, le plafond global d'avances statutaires par la BEAC a

baissé, s'établissant à 1 790,3 milliards contre 1 978,1 milliards un an plus tôt. Cette évolution découle de l'application des décisions du CPM des 29 juin 2009 et 06 décembre 2011, relatives à la réduction de 1/10ème par année des plafonds d'avances de la BEAC aux Trésors Nationaux, à compter du 1er janvier 2013.

De même, les tirages des Trésors nationaux ont légèrement régressé, se situant à 461,9 milliards au 31 décembre 2013 contre 469,6 milliards un an auparavant.

**Tableau 22 : Situation des avances statutaires par pays
au 31 décembre 2013**
(En milliards de FCFA)

ETATS	AVANCES STATUTAIRES	
	Plafonds	Tirages
CAMEROUN	377 010	0
RCA	16 640	16 640
CONGO	443 046	0
GABON	350 250	257 500
GUINEE EQ.	415 535	0
TCHAD	187 805	187 805
CEMAC	1 790 286	461 945

Source : BEAC

2. Marché monétaire

En 2013, l'activité du marché monétaire a été marquée par l'augmentation du volume moyen des liquidités injectées par l'Institut d'Emission, le gel des placements des banques auprès de la BEAC et l'érosion du volume des transactions sur le compartiment interbancaire.

2.1. Interventions de la BEAC

2.1.1. Injections de liquidités (Guichet A et Guichet B)

A fin décembre 2013, l'encours moyen des avances de la Banque Centrale aux établissements de crédit s'est accru de 25,0 % pour se situer à 13,4 milliards.

Le volume moyen des liquidités injectées à travers le Guichet A s'est stabilisé autour de 5,3 milliards entre 2012 et 2013. La totalité des concours sur ce guichet principal, s'est effectuée selon la procédure des appels d'offres positifs. Seuls les établissements de crédit implantés au Cameroun et au Tchad ont soumis à ces appels d'offres.

L'encours moyen mensuel des prises en pension s'est établi à 27 millions en 2013 contre 18,7 millions en décembre 2012. Toutefois, une pointe de 300 millions a été observée en novembre 2013. Seules les banques camerounaises et tchadiennes ont recouru à cette facilité pour faire l'appoint de leur trésorerie entre deux appels d'offres.

Quant aux interventions ponctuelles, aucun établissement de crédit n'a sollici-

té la BEAC pour ce type de produit en 2013.

Sur le Guichet B, réservé au refinancement des crédits d'investissements productifs, l'encours moyen mensuel des liquidités injectées par la BEAC a progressé, passant de 5,5 milliards en décembre 2012 à 8,0 milliards en décembre 2013. Cette évolution est due aux tirages supplémentaires effectués par la BDEAC.

2.1.2. Ponctions de liquidités

Comme en 2012, la BEAC n'a effectué aucune ponction de liquidités.

2.2. Marché interbancaire

Le compartiment interbancaire a été atone en 2013. Seules trois opérations y ont été effectuées par les établissements de crédit installés au Cameroun et au Tchad. Le volume des transactions est revenu à 5,0 milliards au cours de l'année 2013 contre 103,5 milliards en 2012.

Toutes ces transactions, ont été uniquement à caractère national et pratiquées à des taux d'intérêt oscillant entre 3,25 % et 5,00 %, et pour des durées de 7 et 32 jours.

Au total, le Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP), en moyenne annuelle, s'est tendu, passant de 2,70 % en 2012 à 4,42 % en 2013. Cette évolution reflète la faible intégration des systèmes bancaires nationaux.

Tableau 23 : Comparaison des taux d'intérêts interbancaires en CEMAC et dans la Zone Euro
(En moyenne annuelle)

	2009	2010	2011	2012	2013
TIMP (CEMAC)	3,42	2,62	2,99	2,66	4,42
EONIA ⁸ (au jour le jour)	0,71	0,43	0,62	0,07	0,091
EURIBOR à 3 mois ⁹	1,23	0,81	1,43	0,19	0,221

Sources : BEAC, Bloomberg

Le différentiel de taux entre le TIMP et l'EURIBOR s'est nettement accru passant de 2,47 % en 2012 à 4,20 % en 2013.

⁸ EONIA : Euro Overnight Index Average ou taux au jour le jour des échanges réalisés sur le marché interbancaire de la Zone Euro.

⁹ EURIBOR : Euro Interbank Offered Rate : moyenne arithmétique des taux auxquels les banques sont disposées à prêter de l'argent sur le marché interbancaire pour les échéances de un à douze mois.

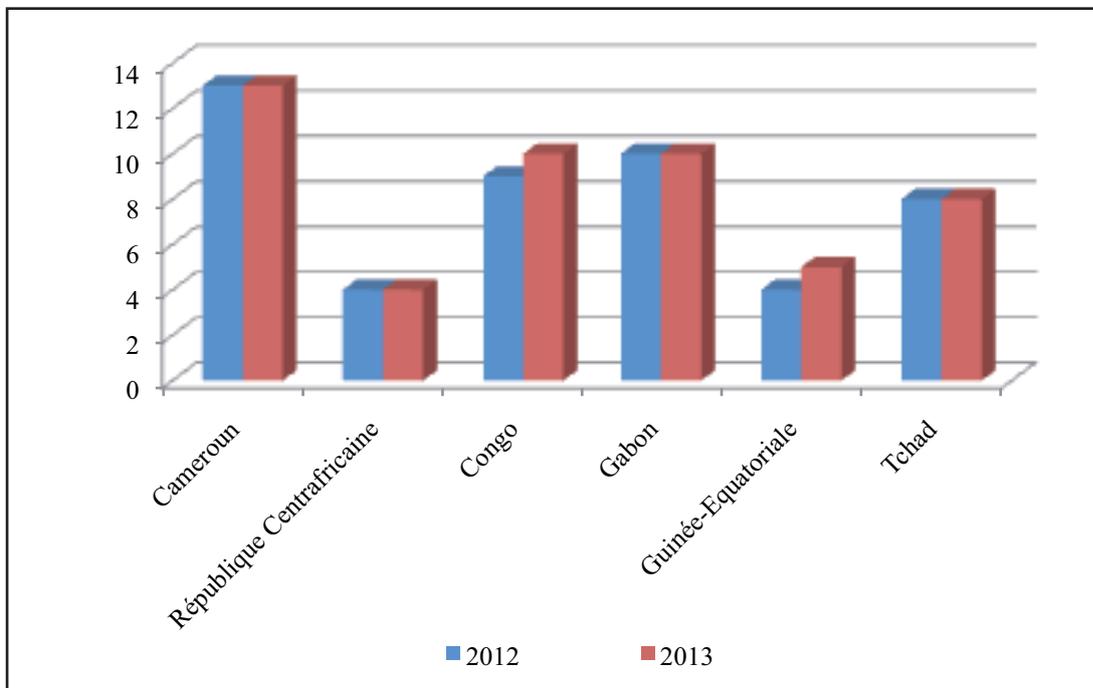
3. Système bancaire et secteur de la microfinance

3.1 Situation du système bancaire

Au 31 décembre 2013, le système bancaire de la CEMAC a compté 50

banques contre 48 banques au 31 décembre 2012. La répartition du nombre de banques par pays s'est présentée comme suit :

Graphique 11: Répartition par pays des banques en activité dans la CEMAC



Sources : COBAC

3.1.1. Situation bilancielle

Le total agrégé des bilans s'est établi à 10 732 milliards. Il a progressé de 9,8 % par rapport au 31 décembre 2012.

Les dépôts collectés se sont élevés à 9 444 milliards (88,0 % du total des bilans). Ils se sont accrus de 2,1 % en variation annuelle.

Les crédits bruts à la clientèle se sont chiffrés à 6 739 milliards, en hausse de 24,2 % en comparaison avec leur niveau de décembre 2012. Les provisions pour dépréciation des comptes clientèles ont augmenté de 4,9 % et se sont établies à 396 milliards. En conséquence, les crédits nets se sont fixés à 6 344 milliards (59,1 % du total des bilans), soit une progression de 25,7 %.

L'exposition des banques est restée élevée. En effet, les créances en souffrance se sont situées à 733 milliards, représentant 10,9 % des crédits bruts contre 9,1 % douze mois auparavant. En conséquence, la qualité apparente du portefeuille s'est dégradée, comparée à la situation qui prévalait en décembre 2012. Quant au taux de couverture des créances en souffrance par les provisions, il s'est situé à 54,0 % contre 76,2 % en décembre 2012. Toutefois, les déclarations des banques et les résultats des dernières vérifications ont fait ressortir un besoin de provisions complémentaires de 67 milliards contre 41 milliards l'année précédente à la même date.

La couverture des crédits par les dépôts s'est établie à 148,9 % (contre 171,9 % en décembre 2012). Ainsi, les opérations avec la clientèle ont permis de dégager un excédent de ressources de 3

101 milliards contre 3 628 milliards en décembre 2012.

Les banques de la CEMAC ont dégagé un excédent des capitaux permanents de 519 milliards par rapport aux valeurs immobilisées contre 413 milliards un an plus tôt. L'excédent de trésorerie s'est contracté de 10 % ressortant à 3 728 milliards (34,7 % du total des bilans).

Le résultat net des banques de la CEMAC est ressorti à 205,4 milliards, contre 123 milliards au 31 décembre 2012, soit une hausse de 66,9 %. Cette performance est alimentée par les banques du Cameroun (96,7 milliards), du Gabon (42 milliards), du Congo (34,6 milliards), de la Guinée Équatoriale (25 milliards), et du Tchad (8,9 milliards). Les banques centrafricaines ont quant à elle ayant réalisé une perte de 1,8 milliard.

Tableau 24 : Evolution de la situation bilantielle des banques dans la CEMAC

(en milliards)

	Cameroun		Republique Centrafricaine		Congo		Gabon		Guinée Equatoriale		Tchad		TOTAL CEMAC	
	DEC-12	DEC-13	DEC-12	DEC-13	DEC-12	DEC-13	DEC-12	DEC-13	DEC-12	DEC-13	DEC-12	DEC-13	DEC-12	DEC-13
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 660 930	3 069 633	119 688	102 716	1 701 689	1 734 851	1 927 681	2 055 190	1 727 364	1 837 151	537 404	644 767	8 674 736	9 444 308
Crédits bruts	1 967 567	2 381 554	156 276	130 330	740 553	1 050 849	1 482 814	1 742 714	668 964	887 625	428 046	546 241	5 424 220	6 739 313
Créances en souffrance	316 141	329 997	17 705	41 360	20 975	23 584	55 536	83 525	47 597	195 220	37 114	59 199	495 068	732 885
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	224 968	196 312	14 478	17 802	12 570	13 831	46 862	52 262	57 096	79 813	21 304	35 703	377 278	395 723
CREDITS NETS	1 742 599	2 185 242	141 798	112 528	727 983	1 037 018	1 415 952	1 680 452	611 868	807 812	406 742	510 538	5 046 942	6 343 590
CAPITAUX PERMANENTS	235 624	324 425	43 250	40 604	149 010	195 862	256 797	279 794	211 761	233 406	102 198	105 305	998 640	1 179 396
VALEURS IMMOBILISEES	298 101	346 097	10 450	8 461	59 458	71 151	116 721	110 798	46 817	65 167	54 057	58 927	585 604	660 601
AUTRES POSTES NETS	31 384	30 053	-2 358	-76	2 924	10 897	45 618	40 942	17 174	21 458	7 318	5 219	102 060	108 493
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	885 171	893 003	8 312	22 255	1 066 182	833 441	697 423	574 676	1 298 321	1 218 986	186 121	185 826	4 141 530	3 728 187
TOTAL DU BILAN	2 927 938	3 424 111	162 918	143 320	1 853 623	1 941 610	2 230 096	2 375 926	1 956 299	2 092 015	646 920	755 291	9 775 436	10 732 197

Source : BEAC

3.1.2. Situation au regard du dispositif prudentiel

Au plan de l'analyse prudentielle, la situation au 31 décembre 2013 des banques en activité met en exergue les faits ci-après :

- 43 banques ont été en conformité avec les dispositions relatives à la représentation du capital minimum comme en 2012 ;
- en matière de solvabilité, 39 banques ont enregistré un ratio de couverture des risques pondérés par les fonds propres nets supérieur ou égal au minimum de 8 %, contre 41 banques l'année précédente ;
- dans le cadre des normes de division des risques, 42 banques ont respecté la limite globale consistant à maintenir en dessous de l'octuple des fonds propres nets la somme des risques pondérés supérieurs à 15 % desdits fonds propres contre 41 banques l'année précédente ;
- 32 banques se sont conformées à la limite individuelle en n'entretenant pas de risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire excédant 45 % des fonds propres nets contre 31 banques l'année précédente ;
- 36 banques ont présenté un ratio de couverture des immobilisations par les ressources permanentes supérieur ou égal au minimum de 100 % contre 40 banques l'année précédente ;
- en ce qui concerne le rapport de liquidité, 42 banques ont enregistré des disponibilités à vue ou à moins d'un mois supérieures ou égales au minimum réglementaire de 100 % des exigibilités de même terme contre 43 banques l'année précédente ;
- 40 banques ont respecté le minimum réglementaire de 50 % du coefficient de transformation à long terme contre 39 banques l'année précédente ;
- 39 banques ont maintenu la somme de leurs engagements sur les actionnaires, administrateurs et dirigeants ainsi que sur le personnel en-dessous du plafond réglementaire de 15 % des fonds propres nets, comme l'année précédente.

Tableau 25 : Situation récapitulative des banques de la CEMAC au regard des ratios prudentiels

Libellés Ratios	Cameroun	RCA	Congo	Gabon	Guinée Equ.	Tchad	CEMAC
Représentation du capital minimum	9	4	10	8	4	8	43
Couverture des risques pondérés par les fonds propres	8	4	8	8	4	7	39
Normes de division des risques - Limite globale	9	4	9	8	4	8	42
Normes de division des risques - Limite individuelle	3	3	9	5	4	8	32
Couverture des immobilisations par les ressources permanentes	8	4	6	7	4	7	36
Rapport de liquidité	11	3	10	7	5	6	42
Coefficient de transformation à long terme	8	4	8	8	4	8	40
Engagements sur les actionnaires, administrateurs, dirigeants et le personnel	8	4	8	8	4	7	39
Nombre total de banques	13	4	10	10	5	8	50

Source : COBAC

3.2. Situation du secteur de la microfinance

3.2.1. Présentation du secteur

La forte croissance du secteur de la microfinance, observée au cours des années précédentes, s'est globalement confirmée en 2013 à l'échelle de la CEMAC.

Matérialisée par une hausse des principaux indicateurs d'activité du secteur (dépôts collectés, crédits octroyés, nombre de comptes ouverts, total du bilan, tré-

soiserie, etc.), cette croissance souligne l'intérêt et le rôle sans cesse grandissant du secteur de la microfinance pour les économies de la CEMAC et confirme le renforcement de l'inclusion financière dans la Zone.

Le nombre d'établissements de microfinance (EMF) ayant reçu l'avis conforme de la COBAC est passé de 783 à fin décembre 2012 à 786 au 31 décembre 2013. Le Cameroun et le Tchad occupent toujours la première et la deuxième place, avec respectivement 65 % et 22 % du total des établissements recensés.

Tableau 26 : Répartition des EMF agréés dans la CEMAC au 31 décembre 2013

CATEGORIES	Cameroun	Congo	Gabon	Tchad	RCA	Guinée Equ.	CEMAC
1ère catégorie	460	53	2	174	21	0	710
<i>Indépendants</i>	191	19	2	11	5	0	228
<i>Réseaux ¹¹</i>	269	34	0	163	16	0	482
2ème catégorie	46	9	7	3	3	1	69
3ème catégorie	4	2	1	0	0	0	7
TOTAL	510	64	10	177	24	1	786

Source : COBAC

Les établissements de première catégorie, notamment ceux organisés en réseau, représentent toujours la grande majorité (90,3 %) de ces structures, suivis des EMF de deuxième catégorie (8,8 %).

Toutefois, plusieurs EMF du Cameroun, du Congo et du Tchad ont vu leur agrément retiré par les autorités monétaires.

Les indicateurs d'activité calculés à partir des données collectées à fin

septembre 2013 sur le secteur de la microfinance sont résumés dans le tableau ci-dessous. Il en ressort que les EMF du Cameroun mobilisent environ 64,0 % des dépôts et 72,0 % des crédits, suivi du Congo (30,0 % des dépôts et 20,0 % des crédits). Les EMF du Gabon, du Tchad et de la République Centrafricaine représentent seulement 6 % du total des dépôts et 8 % du total crédit.

Tableau 27 : Indicateurs d'activité au 30 septembre 2013 (en millions de FCFA)

	Cameroun ¹⁰	RCA ¹¹	Congo	Gabon	Guinée Equ.	Tchad	CEMAC
Dépôts	383 038	5 892	178 525	23 349	-	9 395	600 199
Crédits nets	250 549	1 522	71 006	19 949	-	8 356	351 382
Total du bilan	474 127	7 324	235 582	31 055	-	18 462	766 550

Source : COBAC

¹⁰ Il s'agit des données des 22 établissements les plus importants du pays.

¹¹ Suite à la crise intervenue dans le pays, les données disponibles en République Centrafricaine sont celles de juin 2013.

Les réseaux MUCODEC au Congo et CAMCCUL au Cameroun représentent respectivement 29,0 % et 19,0 % du total du bilan cumulé.

3.2.2. Supervision de l'activité de microfinance

S'agissant de la supervision du secteur, plusieurs actions ont été initiées en 2013.

En matière de contrôle sur place, des missions d'évaluation et de suivi des recommandations ont été diligentées auprès des EMF sous procédure disciplinaire, sous administration provisoire et en liquidation. Par ailleurs, deux missions de contrôle de portée générale ont été effectuées au Cameroun.

S'agissant du contrôle sur pièces, le changement majeur enregistré en 2013 demeure le chantier engagé par la COBAC, en vue de l'automatisation complète du dispositif actuel de collecte et de traitement des déclarations périodiques des EMF dénommé e-SESAME¹². La

mise en œuvre effective de cet important chantier est prévue pour le premier semestre de l'année 2014.

Néanmoins, outre l'instruction des dossiers de demande d'avis conforme et d'autorisation préalable et le suivi des différentes décisions (injonction, mise sous administration provisoire et retrait d'agrément) prononcées par la Commission Bancaire à l'encontre de certains établissements, l'année 2013 s'est également caractérisée par le renforcement du suivi et du traitement du reporting trimestriel SESAME, transmis par les EMF.

3.2.3. Éléments de réforme du secteur de la microfinance

Sur le plan de la réglementation, l'année 2013 s'est inscrite dans le prolongement des actions initiées en 2012, avec la poursuite de la vulgarisation du corpus réglementaire adopté en 2010 ainsi que l'adoption d'une nouvelle instruction relative à la mise en application du SESAME (COBAC I-EMF/2013/01).

¹² *Système d'Évaluation et de Supervision des Activités de la Microfinance*

4. Marché financier de la CEMAC

Au cours de l'année 2013, l'activité du marché des titres publics a été particulièrement intense. Cette évolution est notamment liée à l'arrivée du Gabon sur ce marché, après le Cameroun et la RCA.

4.1 Marché primaire

En 2013, trente-cinq (35) émissions de Bons et Obligations du Trésor Assimilables (BTA et OTA) ont été effectués, dont 16 pour le Cameroun, 15 pour la République Gabonaise et 04 pour la République Centrafricaine.

Les soumissions des Spécialistes des Valeurs du Trésor ont culminé à 695,2 milliards, soit 349,7 milliards pour le Cameroun, 334,1 milliards pour le Gabon et 11,3 milliards pour la RCA. Les Trésors publics ont globalement levé un montant cumulé de 301 milliards, dont 126 milliards pour le Cameroun, 164 milliards pour la République Gabonaise et 11 milliards pour la République Centrafricaine.

Le taux d'intérêt moyen pondéré sur le marché primaire des titres publics à souscription libre a évolué dans une fourchette de 1,1 % et 3,7 % pour le Cameroun, 4,6 % et 5,5 % pour la RCA et 1,3 % et 2,9 % pour le Gabon.

Par ailleurs, le taux de couverture moyen des montants mis en adjudication s'est situé respectivement à 278,2 % pour le Cameroun, 189,4 % pour le Gabon et 89 % pour la République Centrafricaine.

Au cours de la période sous revue, les Trésors publics ont honoré à bonne date l'ensemble de leurs engagements envers les souscripteurs, en procédant au remboursement intégral de 26 émissions pour un montant total de 198,2 milliards, soit 13 émissions du Trésor camerounais, correspondant à 80 milliards, 8 émissions du Gabon pour un montant de 105 milliards et 5 émissions de la République Centrafricaine représentant le remboursement d'un montant total de 13,2 milliards.

Sur les deux places boursières¹³, aucune nouvelle introduction n'a été enregistrée.

4.2 Marché secondaire

Le marché secondaire des titres publics à souscription libre a connu une légère hausse d'activité entre les SVT implantées au Cameroun. Quatre opérations d'achat/vente ont été conclues pour : i) 1 000 BTA d'une valeur de 1 milliard au prix de cession de 984,5 millions ; ii) 5 000 BTA d'une valeur de 5 milliards au prix de cession de 4,9 milliards ; iii) 1 000 BTA d'une valeur de 1 milliard cédés à 979,5 millions ; et iv) 2 000 BTA valant 2 milliards cédés à 1,9 milliard.

Conformément aux textes réglementaires, la Cellule de Règlement et Conservation des Titres (CRCT), après l'appariement des ordres, a procédé au règlement/livraison.

¹³ La CEMAC dispose de deux places boursières : la Bourse des Valeurs Mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC) et la Douala Stock Exchange (DSX), installées respectivement à Libreville et à Douala.

III. Missions, Gouvernance et Gestion



1. Gouvernance

1.1. Emission monétaire

1.1.1. Encaisses et circulation fiduciaire

Le niveau des encaisses (signes monétaires émis et non émis) détenues par la Banque Centrale en 2013, en moyenne mensuelle, s'est établi à 5 799,8 milliards contre 4 819,8 milliards en 2012, soit une hausse de 20,3 %.

Au 31 décembre 2013, le montant des billets et pièces en circulation hors Banque Centrale, tous pays confondus, s'est situé à 2 771,4 milliards contre 2 570,9 milliards au 31 décembre 2012, soit un accroissement de 7,7 %.

La plus forte progression des billets et monnaies en circulation a été observée en République Centrafricaine (12,1 %) et au Tchad (12,1 %), suivis par la Guinée Equatoriale (11,3 %), le Congo (9,8 %), le Gabon (9,8 %) et le Cameroun (0,3 %).

En 2013, le taux de couverture de la circulation fiduciaire par les encaisses est passé à 231,9 % contre 205,1 % en 2012.

Les flux des billets et pièces aux guichets de la Banque (versements et prélèvements) ont enregistré une augmentation de 4,4 % en 2013, pour s'établir à 8 711,1 milliards. Pour la CEMAC, les versements ont augmenté de 1,6 % tandis que les prélèvements ont progressé de 7,2 %.

1.1.2. Activités des salles de tri

Au total, 566 millions de billets, toutes dénominations confondues, ont été triés par Etat et/ou en qualité, contre 600 millions l'année précédente, soit une diminution de 5,7 %.

Le volume des billets triés en qualité est revenu à 498 millions de coupures en 2013 contre 516 millions en 2012 (- 3,5 %). A l'issue du tri en qualité, 346,97 millions de billets valides ont été enregistrés, contre 151,12 millions de billets usés, soit un taux moyen de récupération des billets de 61,3 % en 2013 contre 66,5 % en 2012.

Les opérations de tri par Etat ont généré 68 millions de billets toutes dénominations confondues déplacés en 2013, contre 82,7 millions de coupures en 2012, soit une diminution de 17,8 %.

Au 31 décembre 2013, le stock de billets exportés hors de leur territoire d'émission s'est élevé à 778 milliards en valeur faciale contre 686,8 milliards un an auparavant, soit une hausse de 13,3 %. La répartition de ce stock s'est présentée comme ci-après : Guinée Equatoriale (26,5 %), République Centrafricaine (21,9 %), Gabon (20,5 %), Cameroun (14,4 %), Tchad (8,9 %) et Congo (7,7 %).

L'essentiel des billets exportés a convergé principalement vers le Cameroun (66,9 %), le Tchad (19,2 %), le Congo (4,2 %), la République Centrafricaine (4,1 %), le Gabon (3,2 %) et la Guinée Equatoriale (2,4 %).

1.2. Gestion des réserves de change

La gestion des réserves extérieures placées hors du Compte d'Opérations et du Compte Spécial de Nivellement (CSN) est effectuée par la Salle des Marchés (SDM). En 2013, les résultats de la SDM ont légèrement progressé, en relation avec la hausse des rendements.

1.2.1. Position de change globale

La Salle des Marchés a démarré les activités de l'exercice 2013 avec une

enveloppe de 2 485 millions d'euros (1 630 milliards FCFA), pour se situer à fin décembre à 5 332,5 millions d'euros (3 497,9 milliards FCFA), soit une hausse de 114,6 %.

Cette évolution est principalement liée à l'accroissement du portefeuille d'investissement (+ 2 milliards d'euros) et des transferts reçus en dollars américains pour un montant total de 890,5 millions de dollars, dont 888,9 millions (646 millions d'euros) correspondant en partie au second emprunt obligataire international du Gabon.

Tableau 28 : Position de change globale

	Position Globale de Change en EUR		Position Globale de Change en millions de F CFA	
	2012	2013	2012	2013
Janvier	2 112 125 652,43	2 544 896 663,96	1 385 463,61	1 669 342,78
Février	2 219 760 375,49	2 649 261 556,17	1 456 067,36	1 737 801,66
Mars	2 224 538 247,89	3 140 658 313,22	1 459 201,44	2 060 136,81
Avril	2 226 563 485,81	3 373 849 596,71	1 460 529,90	2 213 100,26
Mai	2 409 390 769,95	4 084 442 150,93	1 580 456,74	2 679 218,42
Juin	2 920 318 447,08	4 398 223 578,80	1 915 603,33	2 885 045,54
Juillet	2 561 081 447,62	4 642 605 786,39	1 679 959,30	3 045 349,76
Août	2 567 186 672,89	5 456 803 180,49	1 683 964,07	3 579 428,24
Septembre	2 577 306 676,81	5 415 958 944,45	1 690 602,36	3 552 636,18
Octobre	2 386 120 323,34	5 278 670 174,10	1 565 192,33	3 462 580,65
Novembre	2 391 749 364,54	5 270 432 355,50	1 568 884,74	3 457 177,00
Décembre	2 484 987 032,25	5 332 488 612,89	1 630 044,64	3 497 883,23

Source : BEAC

Au 31 décembre 2013, les avoirs gérés par la Salle des Marchés ont représenté 33,9 % des avoirs extérieurs nets de la Banque (encaisse or incluse), contre 18,9 % un an auparavant.

Tableau 29 : Part (en %) des réserves de changes gérées par la Salle des Marchés (Exercice 2013 en %)

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moy.
Or exclu	20,1	21,0	25,5	27,8	31,2	32,9	35,1	42,2	43,1	42,9	45,0	40,0	33,9
Or inclus	19,7	20,6	25,1	27,4	30,8	32,5	34,6	41,6	42,5	42,3	44,4	39,5	33,4

Source : BEAC

1.2.2. Résultats de la salle des marchés

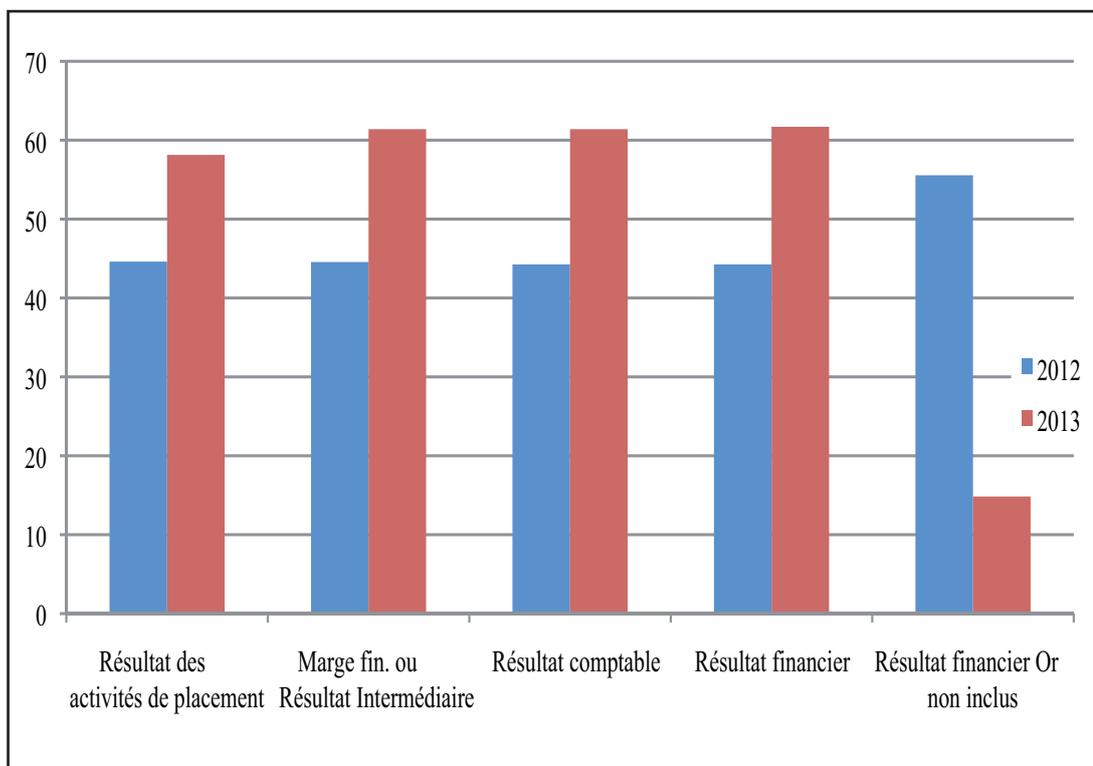
En 2013, le rendement financier intermédiaire¹⁴ et le rendement comptable des activités de la Salle des marchés se sont établis à 1,89 % chacun, contre respectivement 1,54 % et 1,53 % un an plus tôt. Cette hausse s'explique par les performances enregistrées sur le compartiment obligataire et la progression des commissions de change perçues sur les trans-

ferts reçus en dollars. Le résultat net sur les opérations de placement (hors activité sur l'or) a augmenté pour se situer à 58,1 milliards de FCFA, contre 44,6 milliards de FCFA sur l'exercice 2012.

La marge financière et le résultat comptable de l'exercice 2013 se sont établis à 61,4 milliards de FCFA chacun. Le résultat financier s'est situé quant à lui à 61,7 milliards FCFA.

¹⁴ Calculé sur la base de la marge financière rapportée à la position nette de change moyenne.

Graphique 12: Evolution des éléments de résultat financier de la Salle des marchés 2012- 2013 (en milliards de francs CFA)



Sources : COBAC

1.3. Gestion des systèmes et moyens de paiement

En 2013, la place financière de la CEMAC comptait 67 participants au Système de Gros Montant Automatisé (SYGMA) et 66 au Système de Télécompensation en Afrique Centrale (SYSTAC), incluant les six Directions Nationales de la BEAC et cinq Trésors nationaux (Came-

roun, Gabon, Congo, Guinée Equatoriale et Tchad). Les échanges se sont déroulés avec succès sur l'ensemble de la zone d'émission durant la période sous-revue.

L'évolution des opérations en 2013, en volume et en valeur, sur SYGMA et SYSTAC se présente ainsi qu'il suit :

Tableau 30 : Part (en %) des réserves de changes gérées par la Salle des Marchés (Exercice 2013 en %)

	SYGMA		SYSTAC		Total	
	Volume	Valeur (en milliards de F.CFA)	Volume	Valeur (en milliards de F.CFA)	Volume	Valeur (en milliards de F.CFA)
2012	158 269	2 488,254	3 036 277	9 453,595	3 194 546	11 941,849
2013	242 114	2 045,663	3 953 885	8 857,846	4 195 999	10 903,509
Variation (en %)	52,98	- 17,79	30,22	- 6,30	31,35	- 8,69

Source : BEAC

Concernant les opérations effectuées via le système SWIFT au cours de l'année 2013, les Directions Nationales ont émis 10 889 transferts pour un montant de 5 987 421 millions et reçus 2 580 transferts pour une valeur de 4 986 370 millions. Aux Services Centraux, la valeur globale des transactions traitées s'est élevée à 440 millions pour les transferts reçus et 26 645 millions pour les transferts émis.

Dans le domaine de l'émission de la monnaie électronique, au cours de l'année, la BEAC a accordé les autorisations aux filiales UBA du Congo, du Gabon et du Tchad en partenariat avec l'opérateur VISA. A fin 2013, le nombre de banques de la sous-région autorisées à émettre la monnaie électronique a ainsi été porté à 16.

Par ailleurs, la Direction des Systèmes et Moyens de Paiements a engagé et poursuivi de nombreux chantiers dont : i) le lancement des activités administratives du Groupement Interban-

caire Monétaire de l'Afrique Centrale (GIMAC) ; ii) la relance du projet de mise en place d'une Centrale des Incidents de Paiement (CIP) ; iii) l'élaboration d'un projet de dispositif de surveillance des systèmes de paiement en vue d'en garantir la sécurité et l'efficacité ; iv) l'élaboration d'un projet de dispositif réglementaire visant à renforcer l'activité d'émission de la monnaie électronique par l'instauration du «Multibanking» qui permettra aux émetteurs de monnaie électronique, ayant en commun le même gestionnaire technique, de se constituer en réseau interopérable sur une plateforme technique unique ; et v) le raccordement des Trésors Publics du Tchad et de la Guinée-Equatoriale aux systèmes de paiement de la CEMAC.

1.4. Stabilité financière

La Direction des Etudes et de la Stabilité Financière (DESF) a organisé, du 22 au 26 avril 2013 à Yaoundé, un Séminaire-Atelier sur les modalités de mise en

œuvre de la politique macroprudentielle en Afrique Centrale.

Ce séminaire avait pour objectif de préciser les contours de la politique macroprudentielle dans la CEMAC, afin de définir les modalités pratiques de sa mise en œuvre, conformément aux dispositions du Règlement N°4/CEMAC/UMAC/CM du 02 octobre 2012 portant création du Comité de Stabilité Financière en Afrique Centrale (CSF-AC). Toutes les entités de la Banque Centrale dont les activités ont un lien avec la stabilité financière et le Secrétariat Général de la COBAC ont participé aux travaux.

Les travaux se sont déroulés principalement en ateliers ayant permis, d'une

part, d'élaborer les règles appelées à régir l'organisation et le fonctionnement du CSF-AC et, d'autre part, de fixer les modalités de mise en œuvre de la politique macroprudentielle en Afrique centrale.

Concernant l'organisation et le fonctionnement du CSF-AC, les travaux ont porté sur l'élaboration de trois (3) projets de textes, concernant : i) le Règlement Intérieur du CSF-AC ; ii) la Décision fixant les modalités de financement du CSF-AC ; et iii) le Protocole d'Adhésion au CSF-AC des entités ne relevant pas de l'UMAC. Ces projets de textes seront par la suite soumis aux membres du Comité de Stabilité Financière lors de la séance inaugurale de cette instance en 2014.

2. Gouvernance

2.1. Organes de décision

2.1.1. Comité Ministériel

En 2013, le Comité Ministériel s'est réuni à quatre reprises¹⁵. Au cours de ces réunions, les ministres ont examiné les questions relatives à l'environnement économique international et à la conjoncture économique, monétaire et financière des Etats membres de la CEMAC.

Le Comité Ministériel a par ailleurs :

- ratifié les comptes définitifs de l'exercice 2012 qui se sont soldés par un résultat bénéficiaire de 18 milliards de FCFA ;
- donné mandat à la Commission de la CEMAC et à la Banque Centrale de constituer un Groupe d'Experts chargé de lui faire des propositions sur la représentation des Etats au Comité de Développement de la Banque Mondiale et au Comité Monétaire et Financier International du FMI ;
- examiné le Rapport des Experts sur la réforme du Groupe Afrique II au FMI et à la Banque Mondiale et s'est prononcé en faveur de l'application immédiate du principe de rotation entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale et, à l'intérieur de chaque sous-région ;
- recommandé aux Autorités monétaires des Etats membres de la CEMAC d'autoriser le programme d'emprunt obligataire de 500 milliards de francs CFA de la Banque Africaine de Développement (BAD), sur une période de 10 ans, à raison de 50 milliards par an ;
- invité le Gouverneur de la BEAC à engager, en concertation avec son homologue de la BCEAO, une démarche commune en vue d'obtenir la désignation d'un représentant permanent de chacune de leurs Institutions au Conseil d'Administration du FMI, avec le statut d'observateur ;
- pris acte de la situation financière préoccupante de la COSUMAF et a invité les Etats membres à s'acquitter de leurs contributions et à lui soumettre un plan d'apurement des arriérés pour permettre à cette structure de fonctionner de manière satisfaisante ;
- décidé de la création d'un Comité de pilotage chargé de la mise en œuvre de la recommandation des

¹⁵ Le 30 avril 2013 à Malabo (réunion ordinaire) ; le 11 juin 2013 à Libreville (réunion extraordinaire) ; le 26 juin 2013 à Yaoundé (réunion extraordinaire) et le 27 septembre 2013 à Yaoundé (réunion ordinaire).

Chefs d'Etat de la CEMAC visant à mettre fin à la cohabitation des deux marchés financiers existants ;

- procédé à la nomination de Monsieur Marcel ONDELE au poste de Secrétaire Général de la COSUMAF.

Le Comité Ministériel a enregistré les changements suivants :

- En République Centrafricaine, Monsieur Christophe BREMAIDOU, Ministre des Finances et du Budget a succédé à Monsieur Georges Simon BINZA BOZANGA. Monsieur ABDALLA ASSANE KADRE, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale a remplacé Monsieur ABDOU KARIM MECKASSOUA ;
- Au Tchad, Monsieur BEDOUMRA KORDJE, Ministre des Finances et du Budget a succédé à Monsieur ATTEIB HABIB DOUTOUM. Madame Mariam MAHAMAT NOUR, Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale a remplacé Monsieur ISSA ALI TAHER.

2.1.2. Conseil d'Administration

En 2013, le Conseil d'Administration a tenu cinq réunions¹⁶ à l'issue desquelles les décisions suivantes ont été prises :

- approbation des comptes définitifs de la BEAC certifiés par les Commissaires aux Comptes pour l'exercice 2012 ;

- délivrance d'un avis conforme en vue de l'adoption par le Comité Ministériel de l'UMAC du projet de Règlement portant institution d'un régime d'inscription en compte des valeurs mobilières et autres instruments financiers dans la CEMAC ;
- autorisation, au Gouvernement de la Banque Centrale, de céder à l'Etat tchadien les anciens locaux du Bureau de la BEAC à Moundou ;
- approbation du détachement de Monsieur HAMADOU ABDOLAYE auprès de la BEAC pour occuper les fonctions de Directeur Central ;
- nomination de Monsieur Ali CHAÏBOU au poste de Directeur National pour la République centrafricaine ;
- accord concernant la demande de consolidation des engagements de la République du Tchad vis-à-vis de la BEAC formulée par les autorités de ce pays, à l'exception des avances statutaires, et autorisation, au Gouverneur de la Banque Centrale, de signer une nouvelle convention avec celles-ci ;
- approbation du détachement de Monsieur Guy-Serge GAOMBALET auprès de la BEAC dans la perspective d'y occuper un poste de Directeur Central, après une période de stage probatoire ;
- accord concernant la demande de consolidation d'une partie de la

¹⁶ Le 25 février 2013 à Bata (réunion extraordinaire) ; le 29 avril 2013 à Malabo (réunion ordinaire) ; le 26 juin 2013 à Yaoundé (réunion ordinaire) ; le 25 septembre 2013 à Yaoundé (réunion ordinaire) ; le 20 décembre 2013 à Malabo (réunion ordinaire).

- dette de la République Centrafricaine vis-à-vis de la BEAC formulée par les autorités de ce pays, et autorisation au Gouverneur de la BEAC, à signer une nouvelle convention avec celles-ci ;
- accord de principe, à l'unanimité de ses membres, pour le renforcement des fonds propres de la BEAC, sur la base de contributions volontaires non affectées des Etats, dans le respect des statuts et des règles de la Banque Centrale ;
 - délivrance d'un avis conforme pour adoption par le Comité Ministériel de l'UMAC du Règlement relatif au traitement des établissements de crédit en difficulté dans la CEMAC ;
 - approbation du budget de la Banque Centrale pour l'exercice 2014 ;
 - autorisation, au Gouvernement de la Banque Centrale, de céder à l'Etat équato-guinéen les anciens bureaux et logements de la Direction Nationale de Malabo.
- En Guinée Equatoriale, Monsieur Luciano ELA EBANG a remplacé Monsieur Simeon OYONO ESONO en qualité d'Administrateur titulaire ;
 - Au Tchad, Madame Popée NEPIDE DOSSOUM a remplacé Monsieur MAHAMAT AHMAT SALEH en qualité d'Administrateur titulaire, tandis que Messieurs LAGRE ABDELMADJID et MOUSTAPHA MAHAMAT MOUSTAPHA ont été nommés en qualité d'Administrateurs suppléants ;
 - En France, Messieurs Anthony REQUIN et Bruno CABRILLAC ont remplacé respectivement Madame Delphine d'AMARZIT et Monsieur Pierre JAILLET, tandis que Madame Françoise DRUMETZ a remplacé Monsieur Bruno CABRILLAC en qualité d'Administrateur suppléant.

2.1.3. Comité de Politique Monétaire

Au cours de l'année 2013 et conformément à l'article 6 de son règlement intérieur, le Comité de Politique Monétaire (CPM) a tenu quatre séances ordinaires¹⁷. Dans un contexte marqué, au plan international, par la poursuite de la reprise des activités économiques à un rythme modéré et un repli des cours des matières premières et, au plan sous-régional, par un ralentissement de l'activité économique, le CPM a adopté une politique accommodante en vue de soutenir l'activité économique.

Le Conseil d'Administration a enregistré sur l'année en cours les changements suivants :

- En République Centrafricaine, Messieurs Laurent NOMBISSOU et ABDRAMAN NDEKOMISSO ont remplacé respectivement Messieurs Augustin FEÏGOUTO et Félix MOLOUA en qualité d'Administrateurs titulaires ;

¹⁷ Le 22 mars 2013 à Yaoundé ; le 19 juillet 2013 à Yaoundé ; le 31 octobre 2013 à Yaoundé ; et le 17 décembre 2013 à Douala.

Ainsi, au cours de ses séances du 19 juillet et du 31 octobre 2013, le CPM a revu à la baisse le TIAO de respectivement 50 et 25 points de base. De plus, au cours de chacune de ces séances, la grille de rémunération des dépôts publics et les taux de placements des banques ont été révisés à la baisse de 25 points de base. De même, lors de sa séance du 17 décembre 2013, les membres du CPM ont abaissé de 50 points de base, le Taux Créditeur Minimum (TCM).

Le Comité de Politique Monétaire a par ailleurs adopté les objectifs monétaires et de crédit de l'année 2013 des Etats de la CEMAC proposés par les Comités Monétaires et Financiers Nationaux compatibles avec les différents cadrages macro-économiques des pays.

Le CPM a également pris connaissance, à chacune de ses sessions, de la situation des réserves de change de la Communauté et, approuvé la stratégie de gestion de celles-ci mise en œuvre par la Banque Centrale.

Enfin, le CPM a adopté le dispositif réglementaire régissant l'admission des actifs financiers en garantie des concours de la BEAC aux établissements de crédit, rendant ainsi éligibles au refinancement de la Banque Centrale les titres publics émis tant par adjudication que par syndication. De plus, il a fixé la limite des créances de la Banque Centrale adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par les Trésors et Comptables publics des Etats de la CEMAC.



Vue de la Salle de Conseil de la BEAC-Services Centraux pendant les travaux du Comité de Politique Monétaire

2.1.4. Comités Monétaires et Financiers Nationaux

En 2013, les Comités Monétaires et Financiers Nationaux (CMFN) ont tenu chacun les trois réunions annuelles. Dans leurs pays respectifs, ils ont autorisé les mobilisations de crédit relevant de leur compétence et ont approuvé les dossiers à soumettre au Conseil d'Administration et au Comité de Politique Monétaire. Ils ont également entériné les décisions prises par le Gouverneur et les Directeurs Nationaux dans le cadre de leur délégation et subdélégation de pouvoirs respectifs et conformément à leurs attributions définies par l'article 60 des Statuts de la BEAC. Enfin, les CMFN ont, entre autres pris connaissance des résultats de l'exercice de surveillance multilatérale.

2.2. Organes de contrôle

2.2.1. Collège des Censeurs

Le Collège des Censeurs s'est réuni trois fois¹⁸ au cours de l'exercice 2013 et a examiné les points suivants : i) respect des dispositions de la Convention du Compte d'Opérations relatives à la quotité de centralisation des avoirs extérieurs sur le Compte d'Opérations ; ii) contrôle de l'exécution du budget 2012 et ; iii) examen de la proposition du renforcement des fonds propres de la BEAC formulée par l'Etat du Congo en vue de soutenir son programme immobilier.

2.2.2. Comité d'Audit

En 2013, le Comité d'Audit a tenu quatre réunions¹⁹ au cours desquelles il a examiné les principaux points suivants :

- arrêté des comptes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 ;

- rapport annuel de l'audit interne pour 2012 ;
- suivi du Plan de Réforme et de Modernisation (PRM) révisé adopté par le Conseil d'Administration en date du 25 février 2013 ;
- état d'avancement de SYSCO-BEAC dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations de l'audit de Price Waterhouse Cooper.

2.2.3. Commissariat aux comptes

Au cours de l'exercice 2013, les cabinets KPMG Afrique centrale et Ernst & Young Congo ont examiné les comptes de la Banque clos au 31 décembre 2012 en tant que co-commissaires aux comptes de la BEAC, conformément à l'article 69 de ses Statuts. Ils ont déclaré les comptes de la Banque Centrale réguliers et sincères, reflétant une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice²⁰. A cette occasion, les Commissaires aux comptes ont rencontré le Comité d'Audit de la Banque Centrale. Leur opinion, ainsi que les rapports sur le Compte d'Opérations et sur la salle des marchés au titre de l'exercice 2012 ont été présentés au Conseil d'Administration, selon les dispositions de l'article 35 des Statuts.

Au cours de la même année, les Commissaires aux comptes ont procédé à une revue intérimaire des comptes de la Banque Centrale au titre de l'exercice 2013. L'objectif de la revue intérimaire est d'alléger et d'orienter d'une manière efficiente, l'examen des comptes de la Banque Centrale en fin d'exercice.

2.3. Conseils Nationaux du Crédit

Au cours de l'année 2013, les Conseils Nationaux du Crédit (CNC) des pays de la zone (à l'exception de celui de la Guinée Equatoriale) ont tenu des réunions.

¹⁸ Le 07 mars 2013, du 30 octobre au 1er novembre 2013 et 13 au 15 novembre 2013.

¹⁹ Du 12 au 15 mars, du 09 au 12 juillet, du 10 au 13 septembre et du 03 au 06 décembre en réunions ordinaires.

²⁰ L'opinion du collège des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2012 est présentée à la fin du chapitre 3.

Au **Cameroun**, les membres du CNC ont, au cours de leurs sessions des 08 janvier, 07 mars et 28 août 2013, formulé des recommandations sur (i) la situation des établissements de microfinance, (ii) le renforcement des capacités en matière de ressources humaines, (iii) l'arrêt portant institution du service Bancaire Minimum Garanti et (iv) le Taux Effectif global (TEG) et le Taux d'usure. Le CNC a également pris acte de l'état d'avancement des travaux de mise en place de la plateforme informatique intégré du CNC (Fichier Bancaire National des Entreprises - Centrale des incidents de paiement-Cadre d'analyse et de suivi des établissements de microfinance), et d'un mécanisme transitoire de financement des PME par allocation de fonds publics.

En outre, le CNC a pris note (i) des projets de décision modifiant la décision n°00000010 du 23 janvier 2013, portant création, organisation et fonctionnement du Fichier Bancaire National des Entreprises (FIBANE), (ii) de la décision relative aux sanctions applicables aux établissements de microfinance (EMF), (iii) des évaluations du secteur de la microfinance, (iv) des modes de financement alternatifs basés sur les exportations, et (v) de la réglementation des produits financiers innovants des établissements de crédits.

En **République Centrafricaine**, le CNC a, au cours de ses sessions des 06 mars, 02 juillet et 04 novembre 2013 approuvé l'exécution de son budget au 31 décembre 2012, au 30 septembre 2013 et adopté le projet de budget de l'exercice 2014. En outre, il a pris acte des projets de textes portant réorganisation de son fonctionnement et de son règlement intérieur.

Au **Congo**, le CNC a essentiellement pris connaissance, lors de sa session du 17 juillet 2013, des recommandations du

séminaire atelier sur la mise en œuvre des volets «secteur bancaire» et «microfinance» de la stratégie de développement du secteur financier, ainsi que celles de la Commission technique chargée du suivi-évaluation.

Au **Gabon**, le CNC a (i) marqué son accord pour les demandes d'agrément de sept dirigeants d'établissements de crédit, de deux dirigeants d'établissements de micro-finance, (ii) procédé au retrait d'agrément de trois dirigeants d'établissement de crédit, de quatre dirigeants d'établissements de micro-finance, et (iii) émis un avis favorable pour l'ouverture de huit agences bancaires et de trois agences de micro-finance.

Au **Tchad**, le CNC a examiné et adopté, les 05 mars et 06 novembre 2013, les rapports d'activité du CNC des années 2009 et 2010 et de l'APEC des années 2010 et 2011. Il a aussi approuvé les projets de budget des exercices 2013 et 2014. En outre, il a pris acte de son projet de règlement intérieur et du projet de texte portant organisation et fonctionnement du CNC. Enfin, il a donné son accord aux demandes d'ouverture d'agences bancaires dans plusieurs villes de province.

2.4. Comité de Balance des Paiements

Au cours de l'exercice 2013, seul le Comité National de la Balance des Paiements du Cameroun s'est réuni le 9 octobre 2013 à Yaoundé. Au cours de cette séance, les données du secteur extérieur pour l'année 2012 ont été validées.

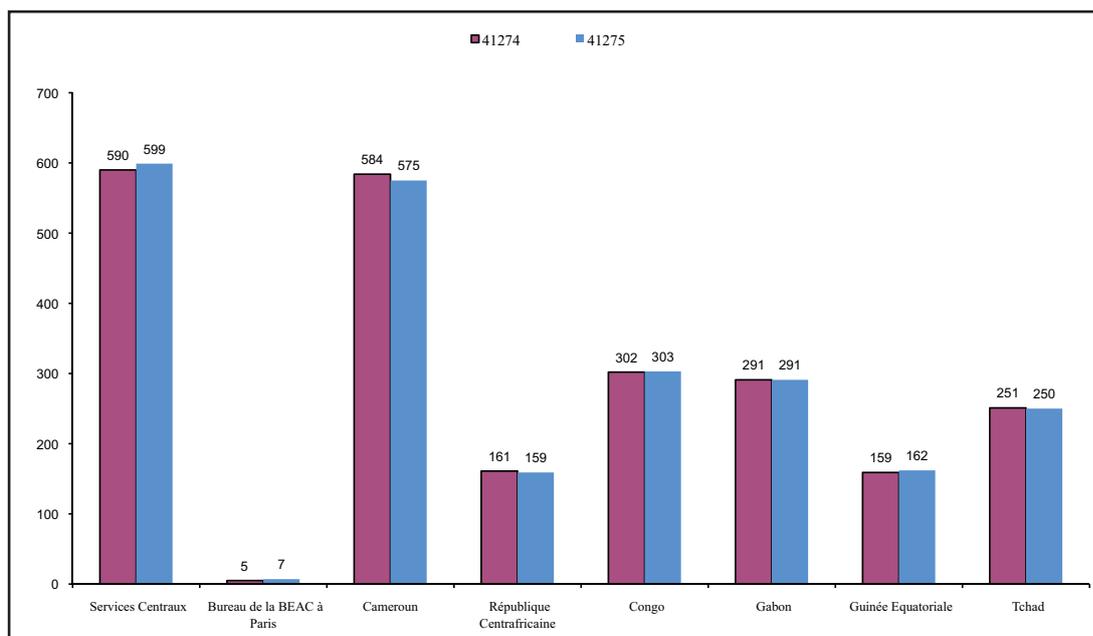
3. Autres activités et projets de la BEAC

3.1. Gestion des ressources humaines

Au 31 décembre 2013, l'effectif total du personnel de la BEAC a été de 2 346 agents contre 2 343 au 31 décembre 2012. Cette évolution s'explique entre autres par le recrutement des agents d'encadrement supérieur (68 agents dont 06 anciens agents d'encadrement moyen) et par les départs pour divers motifs (41

agents ayant fait valoir leurs droits à la retraite, 12 décédés, 01 agent arrivé en fin de contrat, 07 agents mis en détachement/disponibilité et 01 agent démissionnaire). La répartition des effectifs entre les différentes catégories de personnel est de 311 Agents d'Encadrement Supérieur (AES) et 2 035 Agents des Clauses et Conditions Générales (ACCG), représentant respectivement 13,3 % et 86,7 % de l'ensemble du personnel.

Graphique 13 : Evolution des effectifs de la Banque Centrale par pays



Sources : BEAC

A fin 2013, les principales statistiques de la Caisse de Retraite de la Banque Centrale (CRBC) se sont présentées comme suit :

- les agents cotisants en activité ont représenté 2 354 salariés à fin 2013 contre 2 414 salariés en 2012 ;
- l'effectif des agents retraités est passé de 442 personnes en 2012 à 472 personnes en 2013 ;
- et le nombre de bénéficiaires indirects de rentes est passé à 630 rentiers (veuves et enfants confondus), contre 581 en 2012.

3.2. Renforcement des capacités

En 2013, l'activité principale de la Direction de la Formation a été la formation initiale donnée à la 19ème promotion des agents d'encadrement supérieur de la Banque Centrale pendant neuf mois. Par ailleurs, elle a poursuivi, conformément à ses missions, la formation des agents de la Banque Centrale et des étudiants, à travers des activités de formation interne et externe. Enfin, dans le cadre de la coopération internationale avec les autres institutions, la mise en place du Programme BCEAO/BEAC/BCC de renforcement des capacités dans la Zone Franc s'est poursuivie.

3.3. Audit et Contrôle interne

Au cours de l'année 2013, 9 audits ont été effectués contre 10 en 2012. Le nombre d'enquêtes spéciales conduites est resté identique en 2013 et en 2012, soit quatre missions.

Le manuel de procédures relatif à la conduite des missions d'audit interne a été adopté. Ce document harmonise les méthodes d'évaluation des risques et des processus pour toutes les entités opérationnelles de la Banque Centrale.

Concernant la prévention des risques, le projet SIRISBEAC a été poursuivi, avec l'élaboration de la cartographie des risques, édition 2013, sur le périmètre des Services Centraux et de la Direction Nationale de Yaoundé. Les travaux réalisés ont également permis d'aboutir à l'alignement de la méthodologie DEMARIS aux standards internationaux et à l'élaboration des projets de texte sur l'organisation de la filière de gestion des risques et l'optimisation de l'application SIRISBEAC.

3.4. Informatique et télécommunications

En 2013, l'exploitation et la maintenance de l'infrastructure ont permis d'assurer le fonctionnement courant des applications métiers. Aussi, la Direction de l'Informatique et des télécommunications a assuré la maîtrise d'œuvre pour la réalisation de divers projets tant en développement interne que de suivi de travaux externalisés. Les principales évolutions enregistrées ont concerné les applications « SAACR » (Système Administratif et Actuariel de la Caisse de Retraite), « AGIS+ » (Application de Gestion Intégrée de la Salle des Marchés), « MMTPSL » (Marché Monétaire, Titres Publics à Souscription Libres) et « CIP » (Centrale des Incidents de Paiements).

3.5. Communication

La politique de communication de la Banque Centrale comporte un volet interne en direction du personnel, et un volet communication externe destiné au grand public.

S'agissant du volet interne, le personnel et les retraités de la BEAC ont été destinataires du journal d'entreprise, BEAC -Contacts, notamment le numéro spécial sur le 40ème anniversaire et le numéro 65 de septembre 2012.

En ce qui concerne le volet externe, outre les réunions ordinaires des organes de décision, les événements phares de la BEAC qui ont connu une grande couverture médiatique en 2013 ont été :

- la pose de la première pierre du futur centre de la BEAC à Oyo au Congo le 15 mars 2013 ;

- l'inauguration du nouvel immeuble de la Direction Nationale de Libreville le 12 juin 2013;
- la conférence internationale sur le financement des économies dans la CEMAC le 13 juin 2013 à Libreville au Gabon ;
- la participation du Gouverneur de la BEAC au New York forum for Africa et la Conférence des Chefs d'Etat de la CEMAC le 14 juin 2013 à Libreville en République Gabonaise.

3.6. Affaires juridiques et contrats

Dans le cadre de son rôle d'appui et de conseil à l'ensemble des entités de la BEAC, le Département des Affaires Juridiques et des Contrats a enregistré 1 909 saisines en 2013 des différentes Directions et Centres de la Banque, contre 2 018 un an plus tôt.

Les avis et observations ont porté essentiellement sur les contrats et

conventions, les procédures de passation des marchés, les dossiers du personnel, les saisies-attributions et voies d'exécution et le suivi des contentieux et réclamations.

3.7. Investissements - patrimoine

Plusieurs projets immobiliers ont été exécutés et bouclés en 2013. C'est le cas de l'immeuble de la Direction Nationale pour le Gabon à Libreville qui a été inauguré en 2013 et celui de la Direction Nationale de Malabo en Guinée Equatoriale dont les travaux ont été réceptionnés en avril 2013. Parmi les projets immobiliers en cours, seul celui de la construction du nouveau Centre de la Banque Centrale à Abéché au Tchad s'est poursuivi normalement en 2013. Enfin, la pose de la première pierre du projet de construction du futur Centre d'Oyo en République du Congo, a été réalisée et les recrutements des cabinets d'architectes pour les projets d'Ebibeyin en Guinée Equatoriale et Ebolowa au Cameroun, ont été lancés en 2013.

4. Coopération régionale et internationale

4.1. Coopération régionale

4.1.1. Conférence des Chefs d'Etat

La Conférence des Chefs d'Etat de la CEMAC s'est réunie en session extraordinaire le 14 juin 2013 à Libreville, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Ali BONGO ONDIMBA, Président de la République Gabonaise, Président en exercice de la CEMAC.

Au cours de cette session, un accent particulier a été porté sur la situation en République Centrafricaine, notamment son impact sur le fonctionnement de la Commission de la CEMAC et des institutions communautaires basées à Bangui. A cet effet, il a été souligné la nécessité pour la CEMAC de continuer à apporter son aide à la République Centrafricaine et à ses nouvelles Autorités dans leurs efforts de restauration et de renforcement de la stabilité intérieure. Pour leur part, les Chefs d'Etat se sont engagés à renforcer la sécurité à Bangui, et ont décidé d'un soutien financier de la CEMAC à la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) à hauteur de 20 milliards de francs CFA au titre des opérations de maintien de la paix en RCA et de 5 milliards pour l'assistance budgétaire à l'Etat centrafricain. Soucieuse de la reprise des activités des institutions communautaires concernées, la Conférence a également décidé du principe du retour à Bangui de l'ensemble de ces institutions, notamment de la Com-

mission de la CEMAC. Enfin, saisissant l'opportunité de cette rencontre, les Chefs d'Etat de la CEMAC ont lancé un appel solennel à la Communauté Internationale pour qu'elle soutienne le processus de transition démocratique dans ce pays.

Abordant la question de la libre circulation des personnes dans l'espace CEMAC, la Conférence a décidé de généraliser l'application de cette mesure dans tous les Etats membres de la CEMAC à compter du 1er janvier 2014, sur la base des documents de voyage sécurisés (Carte nationale d'identité et Passeport). Concernant la mise en place de la compagnie communautaire Air CEMAC, les Chefs d'Etat ont examiné le rapport d'étape du processus de négociation avec le partenaire stratégique pressenti. A cet effet, les pairs ont recommandé la convocation d'une session ad hoc des Ministres en charge de l'Aviation Civile, afin d'examiner ledit rapport d'étape et de trouver des solutions appropriées pour la finalisation, dans les meilleurs délais, d'un accord de partenariat.

Au plan institutionnel, la Conférence a adopté plusieurs actes relatifs à l'harmonisation des politiques pharmaceutiques nationales en zone CEMAC, et à la création des Agences d'Exécution de la Communauté.

Abordant les questions économiques, financières et monétaires de la Communauté, le Gouverneur de la BEAC a pré-

senté les conclusions de la conférence internationale sur le financement des économies de la CEMAC. La Conférence a exhorté la communauté financière sous régionale à mettre en place des produits innovants en matière de financement des PME et des infrastructures.

Au titre des mesures individuelles, la Conférence a nommé Monsieur ABOUBAKAR SALAO en qualité de Directeur Général à la BEAC, en remplacement de Monsieur Yvon Bertrand SONGUET.

4.1.2. Zone Franc

Les Ministres de l'Economie et des Finances, les Gouverneurs des Banques Centrales et les Présidents des institutions régionales des Etats membres de la Zone Franc se sont réunis le 08 avril 2013 à Dakar et le 03 octobre 2013 à Paris, respectivement sous la présidence de Monsieur Amadou KANE, Ministre de l'Economie et des Finances de la République du Sénégal, et de Monsieur Pierre MOSCOVICI, Ministre de l'Economie et des Finances de la République Française.

Au cours de ces sessions, les Ministres ont pris acte de l'état de la convergence des politiques macroéconomiques en 2012 et ont convenu de renforcer leurs efforts dans ce domaine.

Concernant l'intégration régionale, l'attention des Ministres, des Gouverneurs des Banques Centrales et des Présidents des Institutions Régionales des Etats membres de la Zone Franc s'est focalisée sur la mise en œuvre des recommandations du rapport de la Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Dévelop-

pement International (FERDI). Il s'est notamment agi d'approfondir la réflexion sur les voies et moyens pouvant permettre de réaliser le potentiel de croissance des pays de la Zone Franc par l'adoption de politiques appropriées dans les domaines de i) l'intégration des politiques sectorielles, ii) l'intégration commerciale et fiscale et, iii) l'intégration financière et bancaire. A cet effet, les Ministres, les Gouverneurs des Banques Centrales et les Présidents des institutions régionales ont adopté une feuille de route méthodologique ainsi qu'un chronogramme indicatif de travail couvrant la période 2013-2015 pour l'examen et les orientations pertinentes concernant les thèmes de réflexion suivants :

- intégration monétaire, financière et bancaire ;
- intégration commerciale et harmonisation fiscale ;
- intégration des marchés agricoles ;
- intégration de l'enseignement et de la recherche ;
- intégration des politiques de santé ;
- intégration des politiques productives (politique minière, industrielle, etc.).

A cet égard, la question de la politique régionale sectorielle dans le domaine des infrastructures a été examinée en 2013. Aussi, les Ministres ont-ils relevé l'importance des infrastructures dans le domaine des transports, de l'énergie et des télécommunications pour la compétitivité et la croissance en Zone franc. En

outre, ils ont souligné le rôle essentiel que doivent jouer les unions régionales pour définir les priorités, réaliser les interconnexions des réseaux nationaux et mettre en place un cadre de régulation et de gestion des services infrastructurels.

Enfin, d'autres thèmes d'intérêt commun ont fait l'objet d'examen par les Ministres, notamment la question de la gestion des participations publiques ainsi que celle des dispositifs d'achat public dans les pays de la Zone franc.

4.1.3. Rencontres BCEAO/BEAC

La rencontre annuelle BCEAO/BEAC prévue en novembre 2013 a été reporté au mois de février 2014.

Toutefois les actions de coopération entre les deux banques centrales se sont poursuivies, notamment en matière de renforcement du dispositif de contrôle interne, conformément au chronogramme des actions arrêté lors de la dernière concertation qui s'est tenu les 17 et 18 septembre 2012 à N'djaména. En outre, du 21 au 23 mai 2013, une mission de la BEAC a séjourné à la Direction des Opérations de Marchés de la BCEAO pour prendre de connaissance du cadre de gouvernance et de gestion des réserves de change, de sa politique d'investissement, de ses pratiques en matière de gestion délégué et de son programme d'assistance technique à la gestion des réserves de change.

4.1.4. Rencontres Banque Al Maghrib / BEAC

Les Gouverneurs de la Bank al Maghreb (BAM) et de la BEAC se sont retrouvés le 29 mai 2013 à Marrakech, dans le cadre de la troisième concertation

annuelle entre les deux institutions. Les deux gouverneurs ont convenu d'axer la coopération entre leurs deux institutions sur deux domaines à savoir, la surveillance macroprudentielle et la coopération entre les superviseurs bancaires. Au titre de la supervision macroprudentielle, ils ont convenu de l'envoi d'une mission de la BAM auprès de la BEAC au cours du dernier trimestre de l'année 2013 dans la perspective de la définition du cadre analytique et de la construction des indicateurs globaux de suivi de la stabilité financière.

Au titre de la supervision bancaire, les deux Gouverneurs ont décidé qu'une mission d'information du Secrétariat Général de la Commission Bancaire d'Afrique Centrale se rende avant la fin de l'année auprès de la BAM pour s'inspirer de l'expérience marocaine en matière de gestion et de traitement des apparentés. Ils ont également retenu le principe d'une rencontre annuelle des deux superviseurs pour faire le point sur les groupes transnationaux.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme de coopération, une mission de la BAM s'est rendue à Yaoundé du 29 au 31 octobre 2013 pour effectuer un diagnostic de l'activité de la Salle des Marchés de la BEAC, conformément aux conclusions de la rencontre bilatérale qui s'est tenue le 29 mai 2013 à Marrakech entre les deux Gouverneurs.

4.1.5. Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

Le Gouverneur Lucas ABAGA NCHAMA a pris part à la sixième Conférence des Ministres Africains de l'Economie et des Finances de l'Union Africaine qui

s'est tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 25 au 28 mars 2013.

Le Gouverneur de la BEAC a pris part à la table ronde sur le thème « Financement de l'industrialisation en Afrique ». Son intervention à ce panel a été axée sur l'expérience des pays de la CEMAC.

Au titre de l'état des lieux, il ressort que le secteur manufacturier dans la CEMAC, comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne est dominé par des PME sous équipées, exerçant souvent dans le secteur informel. En dépit de la forte liquidité bancaire de cette sous-région, les demandes de financement peinent à être satisfaites. Ainsi, la contribution du secteur bancaire au financement des économies de la CEMAC reste faible. Cette contribution, mesurée par le rapport entre les crédits à l'économie et le PIB, bien qu'en nette progression par rapport au début des années 2000, se situe au tour de 22 % ces cinq dernières années, contre le double au Nigeria, un ratio autour de 85 % au Maroc et plus de 100 % en Afrique du Sud.

Ce faible niveau du financement dans la CEMAC est lié notamment à : (i) la faiblesse des garanties liées et la difficulté à réaliser les suretés ; (ii) la faible diversification des instruments financiers qui ne sont pas toujours adaptés pour certaines activités notamment le secteur agricole ; (iii) le manque de financements longs qui constituent autant de freins à l'accès au financement.

En guise de piste de solutions, les pays de la CEMAC essaient d'apporter trois formes de réponses aux nombreux défis soulevés plus haut, à savoir : (i) le Programme Economique Régional, qui

est un programme développé par la Commission de la CEMAC dans l'optique d'amener ses pays membres à rejoindre le club des pays à économie émergente à l'horizon 2025 ; (ii) l'approfondissement du Secteur Financier avec le renforcement juridique de la réalisation des suretés qui sont souvent présentées en garanties de prêts, la conduite de nombreux projets pour améliorer l'information financière (centrale des incidents de paiements et la centrale des bilans) et la création de marché régional de titres publics et ; (iii) l'amélioration du Climat des Affaires par des actions précises visant notamment la simplification des formalités de création des entreprises et la sécurisation du cadre juridique et judiciaire à travers la mise en place d'un observatoire régional de suivi du climat des affaires.

4.1.6. Association des Banques Centrales Africaines (ABCA)

La 37ème Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) s'est tenue à Balaclava à Maurice le 23 août 2013. Trente-deux Banques Centrales ainsi que la Commission de l'Union Africaine (CUA) et des Institutions africaines et internationales ont pris part à la réunion.

Comme à l'accoutumée, la réunion du Conseil des Gouverneurs a été précédée par un Symposium qui s'est tenu le 22 août 2013 sur le thème: "Inclusion financière en Afrique : défis que posent les innovations financières à la politique monétaire et à la stabilité du système financier". Ce Symposium a été officiellement ouvert par l'Honorable Dr. Navinchandra Ramgoolam, Premier Ministre de la République de Maurice.

Avant l'examen des points à son ordre du jour, le Conseil a entendu une communication du Président de la Banque Africaine de Développement (BAD) sur « Africa50 Fonds pour les infrastructures en Afrique ». Les Gouverneurs ont salué l'initiative de la BAD. Par ailleurs, il a été convenu que la BAD poursuivra les discussions bilatérales avec les Banques Centrales sur la question.

A l'issue de ses délibérations, le Conseil des Gouverneurs a notamment :

- i) pris acte des conclusions du CC et souligné l'importance d'une approche graduelle, ii) décidé de surseoir pour une période de deux ans, au passage à la phase IV du PCMA, iii) pris acte de la création de la Communauté des Superviseurs Bancaires Africains (CSBA), iv) décidé que pour l'année 2014, le thème du Symposium des Gouverneurs soit « Indépendance des banques Centrales : mythe ou réalité », v) entériné l'initiative de la South African Reserve Bank (SARB) consistant à réitérer la requête de longue date relative à l'octroi d'un troisième siège pour représenter l'Afrique sub-saharienne au Conseil d'Administration du FMI, vi) décidé, que la 38ème Réunion Ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA et le Symposium des Gouverneurs soit abritée par la Banque des Etats d'Afrique Centrale (BEAC) et, vii) élu Monsieur RHUNDEERSING BHE-NEECK, Gouverneur de la Bank of Mauritius et Monsieur Lucas ABAGA NCHAMA, Gouverneur de la BEAC, en qualité de Président et de Vice-Président de l'ABCA pour l'exercice 2013-2014.

4.2. Coopération Internationale

4.2.1. Fonds Monétaire International et Banque Mondiale

L'évolution par pays des relations avec le Fonds Monétaire International pour l'année 2013, se présente comme suit :

Au niveau régional, les services du FMI ont procédé à deux missions à savoir, l'évaluation des institutions régionales au titre de l'article IV qui s'est déroulée du 10 au 23 juillet 2013, ainsi que de l'évaluation quadriennale des sauvegardes qui fut également organisée à Yaoundé, du 20 au 29 mars 2013.

Les discussions dans le cadre de la consultation régionale avec la CEMAC ont porté sur quatre grands enjeux : a) adapter le cadre de surveillance budgétaire afin d'assurer la viabilité extérieure ; b) rationaliser la mise en œuvre de la politique monétaire ; c) assurer la stabilité et le développement du secteur financier ; et d) améliorer le potentiel de croissance. Le renforcement des institutions régionales nécessaire pour contribuer à relever ces défis a également été abordé.

S'agissant du cadre de surveillance budgétaire, le dispositif actuel n'assure pas nécessairement la viabilité des politiques budgétaires. A ce titre, le FMI recommande une réforme des règles budgétaires suivies afin de remédier aux faiblesses actuelles. Dans cette perspective, la Commission de la CEMAC qui travaille à la mise en place d'une réforme efficace des critères de convergence devrait s'attacher à tenir compte des différences structurelles importantes existant entre les économies de la sous-région.

Au titre de la Politique Monétaire, il a été reconnu que la forte croissance des réserves disponibles, combinée à l'absence d'opérations efficaces de reprises de liquidités, reflètent l'inadéquation du cadre opérationnel actuel de politique monétaire. Pour y remédier, un cadre analytique de suivi et de prévision des réserves du secteur bancaire devrait être mis en place. Il permettrait la collecte d'informations sur le volume des liquidités devant être reprises ou injectées afin d'optimiser la gestion des liquidités au quotidien.

De même, le cadre opérationnel pour la mise en œuvre de la politique monétaire doit être révisé et orienté vers les instruments de marché.

Pour ce qui est du secteur financier, malgré une augmentation importante des actifs du secteur financier en 2012, ce secteur reste relativement peu développé et peu profond. Le secteur bancaire apparaît exposer aux risques de crédit et opérationnel. Ainsi, la COBAC doit renforcer le cadre réglementaire et prudentiel, et renforcer significativement ses ressources humaines pour mener à bien ses missions de contrôle bancaire.

Dans le cadre de l'évaluation des sauvegardes, les services du FMI ont reconnu que la BEAC a accompli des progrès depuis 2009 en ce qui concerne le renforcement de son dispositif de sauvegardes. Le FMI souligne néanmoins que des risques élevés demeurent et des mesures supplémentaires sont nécessaires pour rétablir une gouvernance et un contrôle de qualité de l'Institut d'émission. Ainsi, il est essentiel de mettre en œuvre les recommandations du FMI, et en particulier de procéder à une nouvelle révision des Statuts de la BEAC pour combler les déficits de gouvernance existants et rendre plus effectif l'engagement des pays membres à mettre en commun leurs réserves de change à la BEAC. Le FMI a reconnu les progrès en cours dans l'implémentation du plan de réforme de la BEAC et a appelé les instances de décisions de l'Institution à redoubler d'efforts pour mettre en application l'intégralité du plan de réforme d'ici la fin de 2014. Dans l'immédiat, les efforts devraient se concentrer sur le renforcement des sauvegardes sur le plan de la comptabilité, des systèmes informatiques et des opérations de change.

4.2.2. Groupe de la Banque Africaine de Développement

Les travaux de la 48ème Assemblée Annuelle de la Banque Africaine de Développement (BAD) se sont tenus du 27-31 mai 2013 à Marrakech (Maroc).

Après cinq jours d'intenses discussions, les participants se sont mis d'accord sur des engagements forts parmi lesquels la création d'un Fonds Africain de Développement, l'élection des nouveaux membres du bureau du Conseil des Gouverneurs et l'adoption d'une feuille de route statuant définitivement sur le retour de la Banque en Côte d'Ivoire.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement, les Ministres et Experts se sont penchés sur les grands défis auxquels fait face l'Afrique, autant que sur les atouts du continent confirmés par une croissance de 6,6 %, et un intérêt croissant des investisseurs. Le Conseil d'Administration de la BAD a exprimé «la nécessité et l'urgence de mener à bien la transformation structurelle de l'Afrique», thème de la rencontre, et encouragé les Etats africains à s'engager sur le long terme dans cette optique. Le Conseil a salué la Stratégie décennale de la Banque qui se concentre sur le développement d'une croissance inclusive et verte pour le continent autour de plusieurs priorités : les infrastructures, l'intégration économique régionale, le développement du secteur privé, la bonne gouvernance et la transparence, le développement de l'éducation et des technologies.

Les délibérations ont porté sur cinq enjeux majeurs :

- la mise en œuvre de la nouvelle stratégie décennale, les voies et

moyens de poursuivre et augmenter les gains ;

- les progrès enregistrés par les pays africains ces dernières années, le financement des infrastructures, le 13^{ème} réapprovisionnement du Fonds Africain de Développement (FAD) et le retour du siège de la BAD à Abidjan ;
- le Conseil d'Administration a souhaité que le projet de « Fonds 50 Afrique » soit approfondi, notamment dans son mécanisme de financement. Les assises 2013 du Groupe de la BAD ont décidé de lancer un « Fonds 50 Afrique », qui doit constituer une capacité spécifique complémentaire de la Banque visant à attirer de nouveaux capitaux, et permettre la mise en place de capacités de structuration des projets de développement des infrastructures pour qu'ils puissent bénéficier notamment des nouveaux fonds souverains et fonds internationaux ;
- le bilan annuel du Groupe de la Banque pour l'année 2012 a été adopté, de même que l'audit des comptes et les programmes d'opérations, par les Gouverneurs de la BAD, en général des Ministres des Finances ou des Gouverneurs de Banque Centrale représentant 77 pays membres qui ont aussi adopté un certain nombre de résolutions. Les membres du Conseil d'Administration ont enfin exprimé leur satisfaction quant aux performances financières et opérationnelles de la Banque. Ils ont ensuite salué son travail dans les Etats membres, notamment dans les

Etats fragiles ou en proie aux conflits comme le Mali et la Somalie ;

- Le nouveau Président du Conseil des Gouverneurs est désormais, M. Claver GATETE du Rwanda qui remplace à ce poste M. Mohammed MAHROUG. Par cette nomination, les Assemblées Annuelles de 2014 se tiendront à Kigali au Rwanda du 19 mai au 23 mai 2013. L'Assemblée a aussi décidé que les assemblées annuelles 2015 et 2016 se dérouleront respectivement à Abidjan en Côte d'Ivoire du 25 mai au 29 mai 2015 et à Lusaka en Zambie du 23 mai au 27 mai 2016.

4.2.3. Banque des Règlements Internationaux (BRI)

Le Gouverneur de la BEAC a pris part le 11 mai 2013 à la table ronde des Gouverneurs africains organisée par la Banque des Règlements Internationaux. Le thème examiné cette année portait sur « les défis à relever dans la mise en œuvre de la surveillance macroprudentielle en union monétaire ». Le Gouverneur de la BEAC a délivré une communication relative à l'expérience des pays de la CEMAC.

Le Gouverneur Lucas ABAGA NCHAMA a souligné que la mise en œuvre de la surveillance macroprudentielle dans les pays de la CEMAC est encore au stade conceptuel, bien que des avancées significatives aient été marquées au niveau institutionnel. Toutefois, les pays de la CEMAC ont très tôt perçu la nécessité d'une harmonisation des réglementations et des mécanismes de contrôle, ce qui s'est traduit par l'instauration

d'un superviseur unique pour le système bancaire ainsi que l'harmonisation de la réglementation y relative. De plus, les différents projets visant à approfondir le système financier sous-régional ont été conduits suivant une démarche commune et dans le respect des sensibilités nationales. Ainsi, la Sous-région dispose d'un atout non négligeable résultant de l'existence au niveau microprudentiel de cadres de coopération entre Etats, avec la Banque Centrale commune comme acteur de premier plan. Cependant, face à cet atout, la zone CEMAC présente de nombreux handicaps liés notamment à la faiblesse de son dispositif statistique et à la faible coordination des politiques budgétaires.

Au titre des défis à relever par la Banque Centrale, le Gouverneur ABAGA NCHAMA a souligné la nécessité de défi-

nir un cadre analytique pour appréhender d'une part, les interactions entre stabilité monétaire et stabilité financière et, d'autre part, les mécanismes par lesquels les perturbations au niveau du système financier se répercutent dans la sphère réelle et vice versa. Le projet de « Mise en place d'un cadre d'analyse et de suivi des risques systémiques dans la CEMAC », appuyé par la Banque Mondiale depuis 2012, devrait permettre de résoudre en partie cette problématique, à travers notamment l'identification des facteurs de risque systémique et la détermination des principaux indicateurs.

Le Gouverneur de la BEAC a en outre relevé l'utilité de renforcer la surveillance des politiques budgétaires par une révision des règles et des principes qui régissent ce dispositif.

5. Comptes de la BEAC

Au 31 décembre 2013, le total du bilan de la Banque Centrale s'est établi à 9 908 769 425 656 FCFA contre 9 995 673 818 276 FCFA au 31 décembre 2012, soit une baisse de 0,9 %.

Le bénéfice net avant affectation s'est chiffré à 18 048 214 735 FCFA contre 17 950 874 583 FCFA réalisés au cours de l'exercice antérieur, soit une légère hausse de 0,5 %.

5.1. Bilan

5.1.1. Actif

- *Avoirs extérieurs à vue*

Les avoires extérieurs à vue sont constitués des avoires en Compte d'Opérations (y compris le Compte Spécial de Nivellement) ouvert auprès du Trésor français, des soldes des comptes ouverts auprès des correspondants et de l'encaisse des billets étrangers (essentiellement des billets Euro). Au 31 décembre 2013, ils se sont fixés à 4 975 004 505 998 FCFA contre 6 825 544 676 845 FCFA un an plus tôt, soit une diminution de 27,1 %.

L'encaisse des billets étrangers détenus par la Banque Centrale s'est inscrite à la baisse à 9 869 978 500 FCFA au 31 décembre 2013, contre 11 742 642 117 FCFA un an plus tôt.

Le solde du poste correspondant Hors Zone d'Emission s'est dégradé de 7 468 343 FCFA pour se situer à - 9 227 189 657 FCFA au 31 décembre 2013.

Le Compte d'Opérations (y compris le Compte Spécial de Nivellement), principale composante des disponibilités extérieures à vue, s'est établi à 4 974 361 717 155 FCFA contre 6 813 151 777 542 FCFA un an auparavant, soit un recul de 1 838 790 060 389 FCFA essentiellement due aux virements vers la salle des marchés.

- *Autres avoires extérieurs*

Les autres avoires extérieurs comprennent « les comptes chez les correspondants étrangers » et « les opérations sur le marché financier ». Au 31 décembre 2013, le solde de cette rubrique a reflété uniquement les comptes courants chez les correspondants étrangers et s'est situé à 3 503 785 661 773 FCFA contre 1 693 389 184 731 FCFA un an plus tôt, soit une hausse de 106,9 %.

- *Encaisse-Or*

Au 31 décembre 2013, le stock d'or de la Banque Centrale exprimé en quantité, est resté inchangé à 178 395,441 onces. En revanche, la valeur de ce stock est revenue à 102 405 010 036 FCFA contre 149 332 196 679 FCFA en relation avec la forte dépréciation du dollar et du cours de l'once d'or.

- *Fonds monétaire international*

Ce poste comprend la position de réserve (souscription de la quote-part en devises par les Etats) et les avoires en DTS dont les montants se sont élevés respectivement à 95 837 580 203 FCFA et 178 398 940 323 FCFA au 31 décembre 2013.

bre 2013, contre 99 998 990 715 FCFA et 186 686 701 253 FCFA au 31 décembre 2012. La variation à la baisse de 4,3 % observée sur ce poste, est liée aux ajustements de valeurs effectués mensuellement en 2013.

- Créances

Les créances sur les banques ont augmenté de 47,1 %, passant de 10 794 000 000 FCFA à fin 2012 à 15 880 225 694 FCFA un an plus tard. En outre, les créances sur les Trésors nationaux se sont stabilisées autour de 561 130 847 237 FCFA au 31 décembre 2013.

5.1.2. Passif

- Billets et monnaies en circulation

Ce poste représente essentiellement les engagements de la BEAC à l'égard du public et, de façon marginale, vis-à-vis des établissements de crédit pour la partie de la monnaie fiduciaire qu'ils détiennent sous forme d'encaisses. Il est ressorti à 2 771 358 687 763 FCFA au 31 décembre 2013 contre 2 570 870 713 383 FCFA au 31 décembre 2012, soit une hausse de 7,8 % en relation essentiellement avec l'évolution des activités économiques.

- Trésors et comptes publics nationaux

Les dépôts des Trésors et comptes publics correspondent à deux types de comptes :

- les comptes courants, non rémunérés à partir desquels les différents Trésors et comptes publics effectuent leurs opérations ;
- les comptes de dépôt qui sont des placements rémunérés. Ils se déclinent en trois produits : les dépôts spéciaux dont la maturité est d'un

mois, les fonds de stabilisation des recettes budgétaires, avec une maturité de six mois et les fonds de réserves pour les générations futures d'une maturité de cinq ans et dont les intérêts sont capitalisés.

Les comptes courants se sont situés à 1 265 039 441 241 FCFA au 31 décembre 2013 contre 550 376 590 457 FCFA au 31 décembre 2012.

Le fonds de stabilisation des recettes budgétaires a baissé de 31,6 %, revenant à 372 629 327 800 FCFA au 31 décembre 2013 contre 544 438 141 632 FCFA un an auparavant, sous l'effet de la diminution du solde du compte du Congo.

Le fonds de réserve pour les générations futures a augmenté de 1,0 %, passant de 1 299 942 617 855 FCFA au 31 décembre 2012 à 1 311 715 781 625 FCFA au 31 décembre 2013.

Les dépôts spéciaux se sont établis à 415 247 503 795 FCFA au 31 décembre 2013 contre 581 153 707 269 FCFA au 31 décembre 2012.

- Comptes des banques et institutions financières

Cette rubrique regroupe les dépôts des institutions financières étrangères (FMI, BIRD, Paierie de France, etc.) auprès de la BEAC, les dépôts des établissements de crédits de la Zone et leurs placements à la Banque Centrale. Le solde de ces comptes s'est établi à 2 792 560 988 425 FCFA au 31 décembre 2013, contre 3 462 505 037 150 FCFA au 31 décembre 2012, soit une diminution de 19,4 %.

- Autres Comptes courants

Les autres comptes courants regroupent des comptes ouverts au nom de certains organismes ou sociétés d'intérêt

public qui, en raison de leur activité, ne peuvent être classés dans l'une des rubriques précédentes. La valeur de ce poste est ressortie à 109 415 987 314 FCFA au 31 décembre 2013 contre 79 124 673 228 FCFA au 31 décembre 2012.

- FMI - Allocations de DTS

Le montant des allocations de DTS est revenu de 414 453 199 925 FCFA au 31 décembre 2012 à 397 205 926 819 FCFA au 31 décembre 2013, soit un recul de 4,2 % en relation avec les ajustements de valeur du DTS.

- Emprunts et dettes à long et moyen terme

Sont enregistrés dans ce poste, les emprunts contractés auprès de la Banque Mondiale (IDA) pour le financement du projet de réforme des systèmes de paiement et de règlement de la Zone CEMAC et du projet de renforcement des capacités des organismes sous régionaux (UGRIF). L'encours de ce poste s'est élevé à 10 617 181 492 FCFA au 31 décembre 2013.

- Provisions

Ce poste regroupe les provisions pour risques et charges, les provisions pour indemnités de départ, les provisions pour

pertes de change. Son montant est revenu à 10 982 910 573 FCFA au 31 décembre 2013 contre 14 837 514 150 FCFA au 31 décembre 2012, soit un fléchissement de 26 %.

- Réserves

Cette rubrique est constituée des réserves statutaires, des réserves des Etats membres, des réserves de garantie de change sur les avoirs en Compte d'Opérations, des réserves pour investissements immobiliers, des réserves de dévaluation/réévaluation et des réserves de variation des avoirs gérés par la salle des marchés. Le solde de ce poste s'est établi à 296 700 913 436 FCFA au 31 décembre 2013 contre 331 178 185 747 FCFA au 31 décembre 2012.

- Capital, primes et fonds de dotation

Le capital, souscrit en indivision entre les Etats membres, est resté stable à 88 000 000 000 FCFA au 31 décembre 2013.

Les fonds de dotation, qui s'élèvent à 3 507 313 350 FCFA, correspondent à la valeur des terrains reçus des Etats membres à titre gracieux pour la construction d'édifices devant abriter les représentations de la BEAC.

Tableau 31 : Evolution de la situation du bilan de la Banque Centrale (en FCFA)

ACTIF	31/12/2012	31/12/2013
Disponibilités Extérieures	8 518 933 861 576	8 478 790 167 771
Avoirs extérieurs à vue	6 825 544 676 845	4 975 004 505 998
Billets Etrangers	21 612 620 617	9 869 978 500
Correspondants Hors Zone d'Emission	- 9 219 721 314	- 9 227 189 657
Trésor français	6 813 151 777 542	4 974 361 717 155
<i>Compte d'Opérations</i>	5 446 996 693 212	4 794 930 674 728
<i>Compte Spécial de Nivellement</i>	1 366 155 084 330	179 431 042 427
Autres avoirs extérieurs (SDM)	1 693 389 184 731	3 503 785 661 773
Comptes Courants Chez correspondants étrangers	1 693 389 184 731	3 503 785 661 773
Opérations sur le Marché Financier	0	0
Encaisses-or	149 332 196 679	102 405 010 036
Fonds Monétaire International	286 685 691 968	274 236 520 526
Quote-part en devises	99 998 990 715	95 837 580 203
Avoirs en D.T.S.	186 686 701 253	178 398 940 323
Créances sur les banques	10 794 000 000	15 880 225 694
Concours du Marché Monétaire	5 280 000 000	7 885 000 000
Guichet A : Appels d'Offres et pensions	5 280 000 000	7 885 000 000
Guichet B : Avances à Moyen Terme	5 514 000 000	7 995 225 694
Créances sur les Trésors nationaux	560 919 398 789	561 130 847 237
Avances en comptes courants	475 319 683 587	473 054 582 747
Avances exceptionnelles	5 016 620 602	4 859 483 806
Crédits à économie consolidés sur l'Etat	80 583 094 600	83 216 780 684
Contrepartie des Allocations de DTS versées aux Etats	168 598 155 576	161 582 023 395
Valeurs Immobilisées	239 422 719 148	250 747 029 955
Immobilisations Financières	49 732 319 049	55 907 308 047
Créances sur le Personnel	26 730 279 931	29 392 517 062
Créances sur les autres Banques Centrales	0	0
Participations	20 626 480 673	24 141 810 673
Autres Immobilisations Financières	2 375 558 445	2 372 980 312
Immobilisations Incorporelles	10 665 825 219	10 579 936 610
Immobilisations Corporelles	179 024 574 880	182 210 235 891
Autres Immobilisations	0	2 049 549 407
Autres Actifs	37 584 670 013	42 271 007 534
Débiteurs Divers	23 403 124 527	21 726 593 508
Avances diverses au personnel	3 611 510 126	3 986 784 458
Autres Débiteurs Divers	403 119 480	167 288 600
Comptes de régularisations – Actif	19 388 494 921	17 572 520 450
TOTAL DE L'ACTIF	9 995 673 818 276	9 908 769 425 656
PASSIF		
Billets et monnaies en circulation	2 570 870 713 383	2 771 358 687 763
Trésors et comptables publics Nationaux	2 975 911 057 213	3 364 632 054 461
Compte courants	550 376 590 457	1 265 039 441 241
Compte de Stabilisation des Recettes Budg.	544 438 141 632	372 629 327 800
Fonds de Réserves pour Générations Futures	1 299 942 617 855	1 311 715 781 625
Dépôts spéciaux	581 153 707 269	415 247 503 795
Banques et Institutions financières	3 462 505 037 150	2 792 560 988 425
Banques et institutions étrangères	96 547 006 120	91 684 046 016
Banques et Institutions Financières de la Zone	3 365 958 031 030	2 700 876 942 409
Comptes courants	2 422 017 765 073	1 661 413 520 781
Dépôts et placement sur le Marché Monétaire	55 265 957	55 421 628
Comptes de Réserves obligatoires	943 885 000 000	1 039 408 000 000
Autres comptes courants	79 124 673 228	109 415 987 314
FMI – Allocations DTS	414 453 199 925	397 205 926 819
Emprunts et Dettes à long et moyen terme	10 512 689 265	10 617 181 492
Autres passifs	0	0
Provisions	14 837 514 150	10 982 910 573
Report à nouveau	0	0
Réserves	331 178 185 747	296 700 913 436
Capital, Primes d'Augmentation	91 507 313 350	91 507 313 350
Créditeurs Divers	16 690 382 329	41 538 018 911
Transferts Non Dénoués	55 620 379	62 332 006
Comptes de Régularisations – Passif	10 076 557 574	4 138 896 371
Compte de Résultat	17 950 874 583	18 048 214 735
TOTAL PASSIF	9 995 673 818 276	9 908 769 425 656

5.2. Compte de résultat

5.2.1. Produits

- Produits sur avoirs extérieurs

Les produits sur les avoirs extérieurs se sont établis à 138 860 798 827 FCFA au 31 décembre 2013, dont 52 013 284 468 FCFA pour le Compte d'Opérations (y compris le Compte Spécial de Nivellement) contre 139 576 967 367 FCFA pour l'exercice clos au 31 décembre 2012, soit une baisse de 0,5 %.

- Produits sur opérations avec la clientèle

Les produits sur opérations avec la clientèle regroupent les intérêts sur les concours aux Trésors et les intérêts sur les concours aux établissements de crédit. Ils

sont revenus à 18 432 992 899 FCFA au 31 décembre 2013, contre 21 058 292 115 FCFA un an plus tôt, soit une baisse de 12,5 %.

- Produits sur opérations avec les institutions financières

Ce poste regroupe les intérêts et commissions reçus du FMI et des institutions financières. Ils ont fortement chuté, revenant à 1 236 961 FCFA au 31 décembre 2013, contre 5 180 858 FCFA au 31 décembre 2012.

- Autres produits d'exploitation et produits exceptionnels

Ce poste regroupe les produits et intérêts divers qui se sont élevés à 12 650 650 624 FCFA au 31 décembre 2013, contre 15 184 433 935 FCFA au 31 décembre 2012.

Tableau 32 : Evolution des Produits (en FCFA)

	31 décembre 2012	31 décembre 2013	Variation en %
Produits sur avoirs extérieurs	139 576 967 367	138 860 798 827	0,5
Produits sur opérations clients	21 058 292 115	18 432 992 899	- 12,5
Produits sur opérations avec les Institutions Financières	5 180 858	1 236 961	- 76,1
Reprises des provisions	6 321 215 749	6 263 907 015	- 0,9
Autres produits	15 184 433 935	12 650 650 624	- 16,7
Autres produits financiers	0	330 602	100
Autres produits d'exploitation	10 660 700 995	11 539 344 596	8,2
Produits exceptionnels	4 523 732 940	1 110 975 426	- 75,4
TOTAL	182 146 090 024	176 209 586 326	- 3,3

Source : BEAC

5.2.2. Charges

- Charges sur avoirs extérieurs

Les charges sur avoirs extérieurs se sont établies à 29 078 242 007 FCFA au 31 décembre 2013, soit une augmentation de 47,3 % par rapport à l'année précédente, correspondant aux primes payées lors de l'acquisition des titres de créances par la salle des marchés.

- Charges sur opérations avec la clientèle

Les charges sur opérations avec la clientèle se sont établies à 15 407 629 861

FCFA au 31 décembre 2013, contre 22 926 512 021 FCFA au 31 décembre 2012 (- 32,8 %), en rapport avec la baisse des taux appliqués par la BEAC.

- Charges sur opérations avec les institutions financières

Elles se sont élevées à 45 224 307 FCFA au 31 décembre 2013, contre 62 877 752 FCFA un an auparavant, soit une baisse de 28,1 %.

Tableau 33 : Evolution des Charges (en FCFA)

	31 décembre 2012	31 décembre 2013	Variation (en %)
Charges financières	42 731 069 982	44 531 096 175	4,2
<i>Charges sur avoirs extérieurs</i>	19 741 680 209	29 078 242 007	47,3
<i>Charges sur opérations clients</i>	22 926 512 021	15 407 629 861	- 32,8
<i>Charges sur opérations avec les Institutions financières</i>	62 877 752	45 224 307	- 28,1
Frais Généraux	96 077 786 475	97 516 705 942	1,5
Charges exceptionnelles	1 840 380 354	1 394 129 261	- 24,3
Total charges	140 649 236 811	143 441 931 378	2
Amortissements et provisions	23 545 978 630	14 719 440 213	- 37,49
<i>Amortissements</i>	18 058 848 725	12 260 851 113	- 32,1
<i>Provisions</i>	5 487 129 905	2 458 589 100	- 55,2
TOTAL	164 195 215 441	158 161 371 591	- 3,7

Source : BEAC

• Résultat net

Le bénéfice net de la Banque avant affectation constaté à la fin de l'année

2013 est revenu à 18 048 214 735 FCFA contre 17 950 874 583 FCFA pour l'exercice précédent.

**Tableau 34: Compte de résultat
Exercice 2013 (en FCFA)**

Charges		Produits	
Charges financières	44 531 096 175	Produits sur avoirs extérieurs	138 860 798 827
Charges sur avoirs extérieurs	29 078 242 007	Produits sur opérations clients	29 18 432 992 899
Charges sur opérations clients	15 407 629 861	Produits sur opérations avec	
Charges sur opérations avec les		les Institutions Financières	1 236 961
Institutions financières	45 224 307	Reprises des provisions	6 263 907 015
Frais Généraux	97 516 705 942	Autres produits	15 184 433 935
Charges exceptionnelles	1 394 129 261	Autres produits financiers	330 602
Total charges	143 441 931 378	Autres produits d'exploitation	11 539 344 596
Amortissements et provisions	14 719 440 213	Produits exceptionnels	1 110 975 426
Amortissements	12 260 851 113		
Provisions	2 458 589 100		
Total charges	158 161 371 591		
Bénéfice à affecter	18 048 214 735		
TOTAL GENERAL	176 209 586 326	TOTAL GENERAL	176 209 586 326

Source : BEAC

Annexes



SOMMAIRE DES ANNEXES

A1. Composition des organes Statutaires de Décision et de contrôle au 31 décembre 2013	111
• Le Comité Ministériel	111
• Le Conseil d'Administration	113
• Le Comité de Politique Monétaire	116
• Le Collège des Censeurs	118
• Le Comité d'Audit	119
A2. Organigramme de la BEAC au 31 décembre 2013	121
A3. Rapport des commissaires aux comptes	122
A4. Contacts de la BEAC	124
A5-A11. Principaux indicateurs économiques et monétaires des Etats de la CEMAC	126
A12. Taux de croissance réelle des principaux partenaires commerciaux	133
A13.a Taux d'inflation en moyenne annuelle des pays de la CEMAC	134
A13.b Taux d'inflation en glissement annuel des pays de la CEMAC	134
A14. Taux d'inflation en moyenne annuelle des principaux partenaires	135
A15. Tableau des opérations financières des Etats de la CEMAC	136
A16-A22. Principales exportations (FOB) des pays de la CEMAC	137
A23. Solde extérieur courant (transferts officiels inclus)	144
A24. Dette publique extérieure consolidée des Etats de la CEMAC	145
A25. Taux d'endettement public extérieur (dette publique extérieure/PIB)	146
A26. Variations du taux de change du F CFA par rapport aux principales devises (Cotation à l'incertain)	147
A27.a. Indice composite du TCER des Etats de la CEMAC	148
A27.b. Variations de l'indice composite du TCER	148
A27.c. Variations de l'indice composite du TCER des exportations des Etats de la CEMAC	148
A27.d. Variations de l'indice composite du TCER des importations des Etats de la CEMAC	148
A28. Cours mondiaux des principales matières premières exportées par la CEMAC	149
A29. Production pétrolière et minière	150
A30. Production agricole vivrière et d'élevage	151
A31. Production d'élevage	152
A32. Production agricole d'exportation	153
A33. Production et exportation de bois tropicaux	154
A34. Plafonds des avances aux Trésors Nationaux, Objectifs de refinancement et utilisations	155
A35. Evolution du taux de couverture extérieure de la monnaie	156
A36.a Evolution des concours de la BEAC aux établissements de crédit et des placements des banques et CCP sur le marché monétaire	157
A36.b. Evolution des concours de la BEAC aux établissements de crédit et des placements des banques et CCP sur le marché monétaire (suite)	
A37. Evolution des taux d'intérêt de la BEAC et des conditions de banque	159
A38. Evolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires	160
A39. Versements et prélèvements des banques et des comptables publics	161
A40. Circulation fiduciaire des Etats de la Zone par mois	162
A41. Encaisses des Etats de la CEMAC par mois	163
A42. Billets de la zone d'émission exportés hors de leur territoire d'émission	164
A43. Evolution des encaisses et de la circulation fiduciaire moyennes	165
A44. Stock des billets et pièces détruits	166
A45. Récapitulatif des destructions de billets usés	167
A46. Evolution des effectifs de la BEAC par pays ou centre	168
A47. Décomposition des résultats de la Salle des marchés de la BEAC	169
A48. Résultats financiers de la Salle des marchés de la BEAC	170
A49 a. Situation comptable de la BEAC	171
A49 b. Situation comptable de la BEAC (suite)	172

A1. ORGANES STATUTAIRES, DE DECISION ET DE CONTROLE

1 - LE COMITE MINISTERIEL

(au 31 décembre 2013)

PRESIDENT

- M. **Marcelino OWONO EDU**
Ministre des Finances et du Budget - Guinée Equatoriale

MEMBRES

Ministres représentant la République du Cameroun

- M. **ALAMINE OUSMANE MEY**
Ministre des Finances
- M. **Emmanuel NGANOU DJOUMESSI**
Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

Ministres représentant la République Centrafricaine

- M. **Christophe BREMAIDOU**
Ministre des Finances et du Budget
- M. **Abdalla ASSANE KADRE**
Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale

Ministres représentant la République du Congo

- M. **Gilbert ONDONGO**
Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration
- M. **Raphaël MOKOKO**
Ministre Délégué auprès du Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration

Ministres représentant la République gabonaise

- M. **Luc OYOUBI**
Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Développement Durable
- Mme **Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA**
Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique

Ministres représentant la République de Guinée Equatoriale

- M. **Marcelino OWONO EDU**
Ministre des Finances et du Budget
- M. **Baltasar ENGONGA EDJO'O**
Ministre d'Etat, Conseiller à la Présidence, Chargé de l'Intégration Régionale

Ministres représentant la République du Tchad

- M. **Kordje BEDOUMRA**
Ministre des Finances et du Budget
- Mme **Mariam MAHAMAT NOUR**
Ministre de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale.

OBSERVATEURS

(au 31 décembre 2013)

- M. **Pierre MOUSSA**
Président de la Commission de la CEMAC - BANGUI
- M. **ABBAS MAHAMAT TOLLI**
Secrétaire Général de la COBAC - YAOUNDE
- M. **Rafael TUNG NSUE**
Président de la Commission du Marché Financier de l'Afrique Centrale - LBV
- M. **Désiré Geoffroy MBOCK**
Secrétaire Permanent du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale - BANGUI

RAPPORTEUR DU COMITE MINISTERIEL

(au 31 décembre 2013)

- M. **Lucas ABAGA NCHAMA**
Gouverneur de la BEAC

Suppléant :

- M. **TAHIR HAMID NGUILIN**
Vice-Gouverneur de la BEAC

2 - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

(au 31 décembre 2013)

Président : M. **Marcelino OWONO EDU**, Ministre des Finances et du Budget
Guinée Equatoriale

Rapporteur : M. **Lucas ABAGA NCHAMA**, Gouverneur de la BEAC

Administrateurs représentant la République du Cameroun

Titulaires : M. **Jean TCHOFFO**,
Secrétaire Général du Ministère des Marchés Publics,
Président du Comité Technique du suivi des programmes
économiques

M. **Sylvester MOH TAGONGHO**,
Directeur Général du Trésor et de la Coopération Financière
et Monétaire par intérim - Ministère des Finances

Suppléants : M. **Henri NONO**
Directeur des Affaires Générales – Ministère des Travaux
Publics

M.

Administrateurs représentant la République Centrafricaine

Titulaires : M. **Laurent NOMBISSOU**,
Chargé de mission en matière de trésorerie, banques,
institutions financières internationales et partenaires
techniques financiers

M. **Abdraman NDEKOMISSO**,
Directeur Général de la Programmation Economique

Suppléants : M.

M. **Alexis NGOMBA**,
Chargé de mission en matière de politique budgétaire au
Ministère des Finances et du Budget

Administrateurs représentant la République du Congo

Titulaires : M. **Jean Raymond DIRAT**,
Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie, des
Finances, du Plan, du Portefeuille Public et de l'Intégration

M. **Albert NGONDO**,
Directeur Général du Trésor

- Suppléants : M. **Jean-Claude NGAMBOU**,
Conseiller aux Institutions financières du Ministre d'Etat,
Ministre des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et
de l'Intégration
- M. **Félix BOUENO**,
Economiste, Coordonnateur du Plan gouvernemental sur
les réformes de la gestion des Finances publiques

Administrateurs représentant la République gabonaise

- Titulaires : M. **René Hilaire ADIAHENO**,
Inspecteur Principal du Trésor
- M. **Jean-Baptiste NGOLO ALLINI**,
Directeur Général de l'Economie
- Suppléants : M. **Richard MBOUMBA**,
Secrétaire Général Adjoint au Ministère de la Culture
- M. **MEYE BEKOUROU**,
Inspecteur Général des Finances

Administrateurs représentant la République de Guinée Equatoriale

- Titulaires : M. **Ambrosio ESONO ANGUE**,
Directeur Général de la Comptabilité Publique de l'Etat
- M. **Luciano ELA EBANG**,
Receveur Général Adjoint de la Caisse Autonome
d'Amortissement de la Dette Publique
- Suppléants : M. **Marcelo BETA ECHUACA**,
Secrétaire Général du Ministère des Finances et du Budget
- M.

Administrateurs représentant la République du Tchad

- Titulaires : Mme **Popée NEPIDE DOSSOUM**,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique
- M. **TAHIR SOULEYMANE HAGGAR**,
Secrétaire Général du Ministère des Finances et du Budget

Suppléants : M. **LAGRE ABDELMADJID**,
Directeur de la Comptabilité Publique

M. **MOUSTAPHA MAHAMAT MOUSTAPHA**,
Directeur de la dette

Administrateurs représentant la République Française

Titulaires : M. **Anthony REQUIN**,
Chef du Service des Affaires Multilatérales et du
Développement au sein de la Direction Générale du
Trésor– Ministère de l’Economie et des Finances

M. **Bruno CABRILLAC**,
Directeur Général des Etudes et des Relations
Internationales et Européennes – Banque de France

Suppléants : M. **Frédéric CHOBLET**,
Chef du Bureau « Afrique Subsaharienne et Agence
Française de Développement » au sein du Service Affaires
Multilatérales et du Développement – Direction Générale du
Trésor, Ministère de l’Economie et des Finances

M. **Françoise DRUMETZ**,
Directrice de la Coopération Extérieure à la Banque
de France

SECRÉTARIAT DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

M. **Nicaise NGUEMA OBIANG**,
Responsable du Secrétariat des Conseils,
Chef de Département de l’Organisation, des Affaires
Administratives, de la Réglementation et de la Cellule de
Gestion Administrative des Marchés

M. **Pierre Emmanuel NKOA AYISSI**,
Chef de Cabinet du Gouverneur, BEAC

3 - LE COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

(au 31 décembre 2013)

- Président : M. **Lucas ABAGA NCHAMA**, Gouverneur de la BEAC
- Suppléant : M. **TAHIR HAMID NGUILIN**, Vice-Gouverneur de la BEAC
- Rapporteur : M. **Joachim LEMA OKILI**, Directeur Général des Etudes, Finances et Relations Internationales de la BEAC

MEMBRES DELIBERANTS

République du Cameroun

- M. **Jean Marie Benoît MANI**,
Directeur National de la BEAC
- M. **Lazare BELA**,
Directeur des Affaires Economiques – Ministère des Finances

République Centrafricaine

- M. **Dieudonné NKASSA EMANE**,
Directeur National de la BEAC
- M. **Gervais-Magloire DOUNGOUPOU**,
Coordonnateur de la Cellule de Suivi des Réformes
Economiques et Financières (CS REF) au Ministère des
Finances et du Budget

République du Congo

- M. **Cédric Jovial ONDAYE EBAUH**,
Directeur National de la BEAC
- M. **Roger GOSSAKI**,
Directeur Général de la Monnaie et du Crédit – Ministère de
l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et
de l'Intégration

République Gabonaise

- M. **Denis MEPOREWA**,
Directeur National de la BEAC
- M. **Bernard BOROBO**,
Professeur d'Economie – Université Omar BONGO
ONDIMBA de Libreville

République de Guinée Equatoriale

M. **EBE MOLINA Ivan Bacale**,
Directeur National de la BEAC

République du Tchad

M. **ALLAMINE BOURMA TREYE**
Directeur National de la BEAC

Mme. **ASSADYA MAHAMAT NOUR**,
Directrice de l'Economie et de la Promotion du Secteur
Privé – Ministère du Plan et de la Coopération Internationale

République Française

M. **Anselme IMBERT**,
Conseiller Financier pour l'Afrique- Direction Générale
du Trésor – Ministère de l'Economie et des Finances - France

M. **Emmanuel ROCHER**,
Chef de Service de la Zone Franc, Secrétaire du Comité
Monétaire de la Zone Franc – Banque de France

4 - LE COLLEGE DES CENSEURS

(au 31 décembre 2013)

- Titulaires :
- M. , Cameroun
 - M. **Louis ALEKA-RYBERT**,
Conseiller du Ministre de l'Economie – Gabon
 - M. **Anselme IMBERT**
Conseiller Financier pour l'Afrique - Direction Générale du
Trésor– Ministère de l'Economie et des Finances - France
- Suppléants :
- M. **Salomon Francis MEKE**,
Agent Comptable Central du Trésor – Ministère des Finances
Cameroun
 - Mme **Natacha OYOUOMI**,
Agent Comptable à Gabon Télévision
 - M. **Pascal MACCIONI**,
Chef du Service Economique Régional pour les Pays
d'Afrique Centrale – Ambassade de France au Cameroun

5 - LE COMITE D'AUDIT

(au 31 décembre 2013)

PRÉSIDENT

M. **Jean Raymond DIRAT**,
Directeur de Cabinet du Ministre des Finances, du Budget et
du Portefeuille Public et de l'Intégration – CONGO

MEMBRES

Représentant la République Centrafricaine

Titulaire : M. **Augustin FEÏGOUTO**,
Chargé de Mission Banque et Institutions Financières
Internationales

Suppléant : M. **Félix MOLOUA**
Directeur de Cabinet du Ministre de l'Economie, du Plan et de
la Coopération Internationale

Représentant la République du Congo

Titulaire : M. **Jean Raymond DIRAT**,
Directeur de Cabinet du Ministre d'Etat, Ministre de
l'Economie, des Finances, du Plan, du Portefeuille Public et
de l'Intégration

Suppléant : M. **Jean-Claude NGAMBOU**,
Conseiller aux Institutions Financières du Ministre d'Etat,
Ministre de l'Economie, des Finances, du Plan, du
Portefeuille Public et de l'Intégration

Représentant la République de Guinée Equatoriale

Titulaire : M. **Ambrosio ESONO ANGUE**,
Directeur Général de la Comptabilité Publique de l'Etat

Suppléants : M. **Marcelo BETA ECHUACA**,
Secrétaire Général du Ministère des Finances et du Budget

Représentant la République du Tchad

Titulaire : M. **TAHIR SOULEYMANE HAGGAR**,
Secrétaire Général du ministère des Finances et du
Budget – N'DJAMENA

Suppléant : Mme **Popée NEPIDE DOSSOUM**,
Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique

MEMBRES INDEPENDANTS

Titulaire : M. **Philippe AGOUTIN**,
Inspecteur à la Banque de France

Suppléant : M. **Jérôme SCHMIDT**,
Inspecteur à la Banque de France

OBSERVATEURS

Titulaire :

Suppléant : M. **Salomon Francis MEKE**,
Agent Comptable Central du Trésor – Ministère des Finances
YAOUNDE

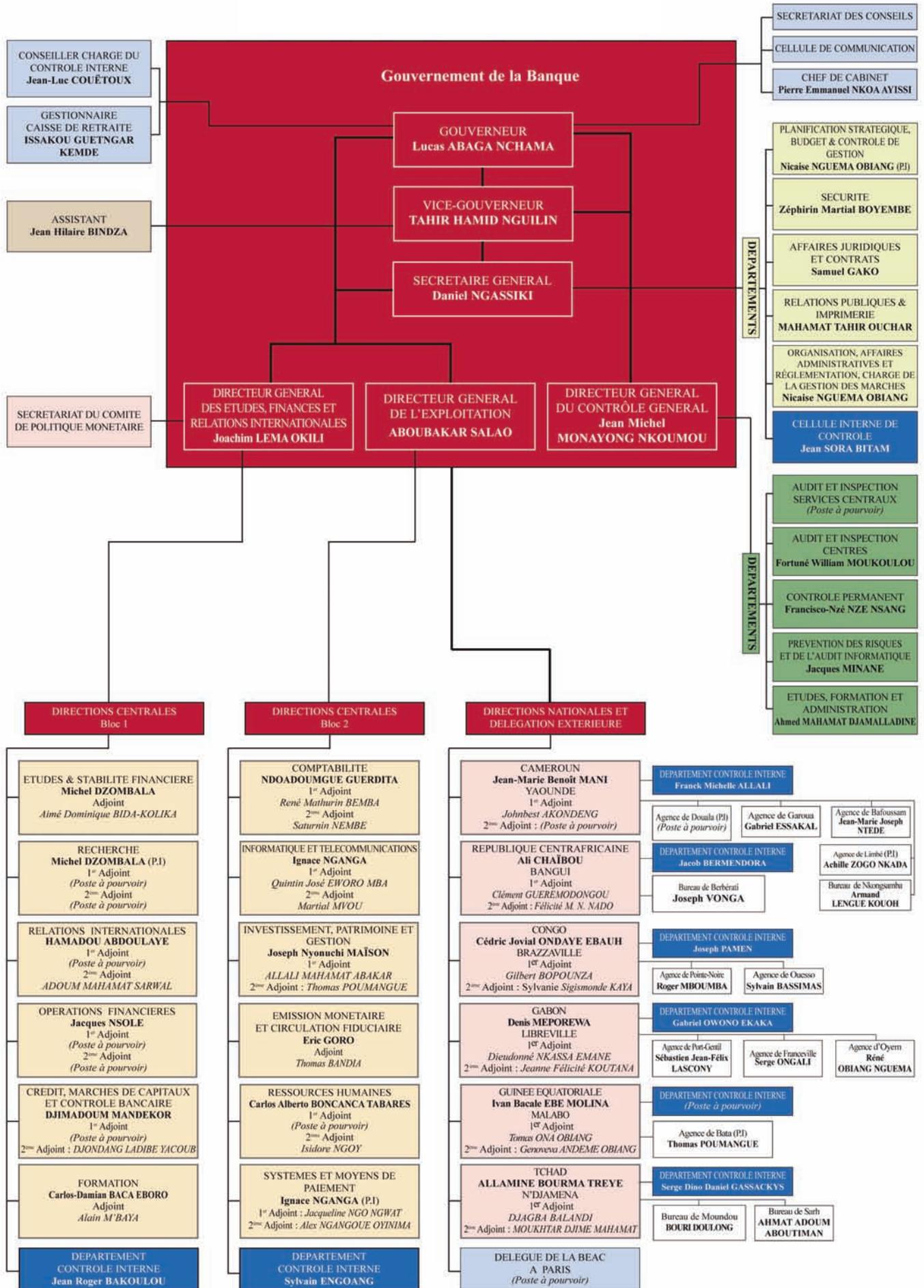
Titulaire : M **Louis ALEKA-RYBERT**,
Conseiller du Ministre de l'Economie - LIBREVILLE

Suppléant : M **Natacha OYOUOMI**,
Agent Comptable à Gabon Télévision - LIBREVILLE

Titulaire : M. **Anselme IMBERT**,
Conseiller Financier pour l'Afrique - Direction Générale
du Trésor– Ministère de l'Economie et des Finances - PARIS

Suppléant : M. **Pascal MACCIONI**,
Chef du Service Economique Régional pour les Pays
d'Afrique Centrale - Ambassade de France au Cameroun

A2. ORGANIGRAMME DE LA BEAC AU 31 DECEMBRE 2013



A3. Rapport des Commissaires aux comptes

Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013 Au Conseil d'Administration

Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC)

Mesdames, Messieurs

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013 et conformément à notre lettre de mission, nous vous présentons notre rapport sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la BEAC, tels qu'annexés au présent rapport et faisant ressortir un total Bilan de FCFA 9 995 674 millions et un résultat net bénéficiaire de FCFA 17 951 millions ;
- Les vérifications et informations contenues dans le rapport annuel, établi conformément à l'article 47 des statuts de la Banque et portant sur la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013.

Les comptes annuels de l'exercice ont été préparés et arrêtés sous la responsabilité du Gouvernement de la Banque et doivent être approuvés par le Conseil d'Administration conformément à l'article 35 des Statuts. Ces comptes sont ensuite ratifiés par le Comité Ministériel de l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale. Notre responsabilité est d'exprimer, sur la base de notre audit, une opinion sur ces comptes.

A3.1 OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons procédé au contrôle des comptes annuels de votre Banque en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires dans le cadre des normes internationales d'audit (ISA) édictées par la Fédération Internationale des Experts Comptables (IFAC). Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes de la période ne comportent pas d'anomalies significatives.

Une mission d'audit consiste à examiner, sur la base de sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes de la période. Elle consiste également à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes de la période et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que le contrôle auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels de la BEAC au 31 décembre 2013, sont réguliers et sincères, et établis conformément aux règles, principes et usages bancaires décrits dans les notes aux comptes annuels ci-après, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que, de la situation financière et du patrimoine de la BEAC à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement d'estimation de la dette provisionnée des indemnités de départ à la retraite décrit dans la note 22 des comptes annuels.

A3.2 VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons procédé, aux vérifications spécifiques prévues par les dispositions réglementaires et nous signalons les faits suivants :

- L'article 47 des Statuts dispose que « le Gouverneur établit le Rapport annuel de la Banque, qu'il soumet au Conseil d'Administration ainsi qu'à l'Union, conformément aux dispositions de l'article 30 de la Convention régissant l'UMAC ». Nous n'avons pas obtenu ce rapport. Par conséquent, nous n'avons pas procédé aux vérifications spécifiques prévues en la matière.
- Nous avons également rapproché le résultat dégagé par la Salle des Marchés et celui retracé dans la comptabilité générale. Il ressort que, le résultat de FCFA 38 613 millions mis en évidence dans la comptabilité auxiliaire de la Salle des Marchés est concordant avec celui reporté dans les états financiers au 31 décembre 2013. A cet effet, nous avons produit un rapport de contrôle de la Salle des Marchés.

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Afrique Centrale
Agréé CEMAC n° SEC 33
René LIBONG
Associé

ERNST & YOUNG Congo
Agréé CEMAC n° SEC 09
Ludovic NGATSE
Associé

A4. CONTACTS DE LA BEAC

SIEGE SOCIAL ET SERVICES CENTRAUX

B.P. 1917 - Yaoundé - Cameroun

Indicatif international 237

Téléphone : 22 23 40 30 ; 22 23 40 60 ; 22 23 35 73

Télex : 88343 KN - 88505 KN ; Télécopie : 22 23 33 29 ; 22 23 33 50

www.beac.int

E-mail : beac@beac.int

CAMEROUN

Indicatif international 237

Yaoundé (Direction Nationale)

B.P. 83 - Tél. 22 23 39 39 ; 22 23 05 11 ;
22 23 33 90

Télécopie : 22 23 33 80

Télex : 88204 KN et 88556 KN

E-mail : beacyde@beac.int

Douala

B.P. 1747 - Tél. 33 42 33 24 ; 33 42 36 55 ;
33 42 31 65

Télécopie : 33 42 36 47

Télex : 55257 KN ; 55003 KN

E-mail : beacdla@beac.int

Garoua

B.P. 105 - Tél. 22 27 13 45 ; 22 27 14 99

Télécopie : 22 27 30 72

Télex : 70602 KN et 70786

E-mail : beacgou@beac.int

Bafoussam

B.P. 971 - Tél. 33 44 17 57 ; 33 44 14 32

Télécopie : 33 44 29 84 ; 33 44 36 62

Télex : 40044 KN ; 40045 KN

E-mail : beacbaf@beac.int

Limbé

B.P. 50 - Tél. 33 33 22 30 ; 33 33 24 88

Télécopie : 33 33 25 93

Télex : 30243 KN et 30302

E-mail : beaclim@beac.int

Nkongsamba

B.P. 242 - Tél. 33 49 13 98 ; 33 49 34 68

Télécopie : 33 49 40 72

Télex : 62285 KN et 62406 KN

E-mail : beacnkg@beac.int

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Indicatif international 236

Bangui (Direction Nationale)

B.P. 851 - Tél. 21 61 24 00 ; 21 61 24 05 ;
21 61 24 10

Télécopie : 21 61 19 95 ; 21 61 58 53

Télex : 5236 RC

E-mail : beacbgf@beac.int

Berberati

B.P. 190 - Tél. 22 21 93 33

Télécopie : 22 21 93 45

E-mail : beacbti@beac.int

CONGO

Indicatif international 242

Brazzaville (Direction Nationale)

B.P. 126 - Tél. 222 81 36 84 ; 222 81 10 73 ;
81 10 93 ; 044 55 65 55 ; 069 65 65 16

Télécopie : 222 81 10 94

Télex : 5313 KG

E-mail : beacbzv@beac.int

Pointe-Noire

B.P. 751 - Tél. 222 94 07 68 ; 222 94 13 68 ;
222 94 30 18

Télécopie : 222 94 11 76

Télex : 8444 KG et 8212 KG

E-mail : beacpnr@beac.int

Ouesso

B.P. 05 – Tél. 066 00 0909 ; 055 47 0091
055 47 00 92
Télécopie : 7098 (VSAT BEAC)
Télex : 7098 (VSAT BEAC)
E-mail : beacouesso@beac.int

GABON

Indicatif international 241

Libreville (Direction Nationale)

B.P. 112 - Tél. 76 13 52 ; 76 02 06 ;
76 11 05
Télécopie : 74 45 63 ; 77 54 06
Télex : 5215 GO
E-mail : beaclbv@beac.int

Port-Gentil

B.P. 540 - Tél. 55 00 74 ; 55 00 73
Télécopie : 55 59 67
Télex : 8215 GO
E-mail : beacpog@beac.int

Franceville

B.P. 129 - Tél. 67 70 40
Télécopie : 67 74 57
Télex : 6704 GO
E-mail : beacfcv@beac.int

Oyem

B.P. 489 - Tél. 98 65 45 ; 98 65 46
Télécopie : 98 65 47
Télex : 7705 GO
E-mail : beacoye@beac.int

GUINEE EQUATORIALE

Indicatif international 240

Malabo (Direction Nationale)

B.P. 501 – Tél. 333 09 20 10 ; 333 09 20 11 ;
Télécopie : 333 09 20 06
Télex : 5407 EG
E-mail : beacmal@beac.int

Bata

B.P. 21 – Tél. 333 08 24 75 ; 333 08 26 52
Télécopie : 333 08 23 60
Télex : 5202 EG
E-mail : beachat@beac.int

TCHAD

Indicatif international 235

N'Djamena (Direction Nationale)

B.P. 50 - Tél. 52 41 76 ; 52 33 97 ;
52 26 71
Télécopie : 52 44 87
Télex : 5220 KD ; 5353 KD
E-mail : beacndj@beac.int

Moundou

B.P. 149 - Tél. 69 14 16
Télécopie : 69 13 98
Télex : 6205 KD
E-mail : beacmdo@beac.int

Sarh

B.P. 241 - Tél. 68 14 01
Télex : 7204 KD
Télécopie : 68 11 22
E-mail : beacsrh@beac.int

FRANCE

Indicatif international 33

Paris (Bureau Extérieur)

48, avenue Raymond POINCARE
Tél. (1) 56 59 65 96 ; (1) 56 59 65 93
Télécopie : (1) 42 25 63 95
Télex (0420) 641 541 BACENAC
E-mail : beacbep@beac.int

A5. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux de la CEMAC

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
								Estim.
PIB, prix et population	(Variation annuelle en %, sauf indications contraires)							
Taux de croissance (PIB réel)	1.8	7.1	4.1	2.3	4.8	4.0	5.8	1.3
dont secteur pétrolier	-1.7	1.7	5.9	2.0	0.0	-1.8	-1.1	-7.4
secteur non pétrolier	4.1	10.3	3.1	2.5	7.5	7.1	9.1	5.2
Contribution du secteur pétrolier à la croissance réelle	-0.7	0.6	2.1	0.7	0.0	-0.6	-0.4	-2.3
Contribution du secteur non pétrolier à la croissance réelle	2.5	6.4	2.0	1.6	4.8	4.6	6.1	3.6
Taux de croissance démographique	2.9	2.9	2.9	2.9	2.9	2.8	2.8	2.9
Inflation (prix à la consommation, moyenne annuelle)	4.8	0.3	6.0	4.4	0.9	2.5	3.8	2.0
Finances publiques								
Recettes totales	31.8	4.2	31.1	-22.3	16.2	21.2	7.2	-3.7
dont recettes pétrolières	43.3	0.1	43.4	-40.2	32.4	26.2	5.6	-8.8
recettes non pétrolières	11.1	13.6	6.2	26.8	-4.8	12.2	10.5	6.2
Depenses totales	28.8	14.9	18.4	18.0	10.7	16.8	22.9	-0.8
dont dépenses courantes	17.9	9.0	15.2	-6.2	15.1	11.6	18.2	9.4
dépenses en capital	54.6	25.7	23.3	53.5	6.8	21.9	27.1	-9.2
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	59.8	30.6	22.0	-12.8	-1.4	19.5	9.8	-0.4
Crédits à l'économie	9.3	14.9	26.6	5.8	19.4	26.4	11.1	23.6
Créances nettes sur l'Etat	-181.4	-53.1	-39.5	33.7	20.1	-38.4	17.6	-22.0
Masse monétaire (M2)	19.2	12.4	19.3	6.2	24.7	18.2	16.8	6.6
Taux de couverture extérieure (fin de période, en %)	94.65	96.59	101.66	102.04	100.25	98.72	98.42	97.87
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	4.0	3.8	3.6	3.6	3.2	2.9	2.7	2.7
Secteur extérieur								
Exportations, fob	11.7	10.8	22.3	-29.3	41.8	28.0	-0.3	-8.4
Importations, fob	29.3	38.9	15.2	-3.2	26.3	2.8	14.5	-0.5
Termes de l'échange	16.8	2.7	25.2	-32.6	33.9	18.2	1.6	0.5
Taux de change effectif réel	2.9	0.9	5.4	1.3	-6.1	-2.8	-0.1	1.1
Taux de change effectif réel des importations	8.1	2.5	5.3	0.5	1.9	-4.9	2.0	-2.1
Taux de change effectif réel des exportations	-2.4	0.5	5.9	-0.5	-11.6	-1.0	-1.0	0.9
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	12.0	11.3	6.5	5.3	11.0	13.5	13.6	12.7
	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)							
Avoirs extérieurs nets	53.2	36.7	30.5	-24.3	-2.1	17.8	8.7	-0.1
Avoirs intérieurs nets	-34.0	-24.3	-11.2	30.5	26.8	0.4	8.4	7.1
Crédit intérieur net	-31.5	-18.0	-12.4	28.4	19.5	1.5	12.5	7.2
Créances nettes sur l'Etat	-36.4	-25.1	-25.5	25.4	9.5	-11.6	6.4	-4.8
Crédits à l'économie	4.9	7.2	13.1	3.0	10.1	13.1	6.1	12.0
Masse monétaire (M2)	19.2	12.4	19.3	6.2	24.7	18.2	16.8	6.6
	(Contribution à la croissance réelle, en %)							
Comptes nationaux								
Produit intérieur brut	1.8	7.1	4.1	2.3	4.8	4.0	5.8	1.3
Demande intérieure brute	10.1	14.3	7.1	4.7	11.9	1.3	14.8	3.4
Consommation	7.7	12.8	3.7	0.0	10.1	-0.1	10.4	3.1
Publique	0.5	0.9	0.8	0.7	0.6	0.5	1.8	1.8
Privée	7.2	12.0	2.9	-0.8	9.5	-0.6	8.6	1.3
Investissements bruts	2.4	1.4	3.4	4.7	1.8	1.4	4.4	0.3
Publique	1.0	0.8	1.4	2.8	-0.2	1.3	3.3	-1.5
Privée (Entreprises et ménages)	0.8	2.3	1.1	0.9	3.0	0.7	0.8	2.0
Exportations nettes	-8.2	-7.2	-3.0	-2.4	-7.1	2.7	-9.0	-2.1
Exportations de biens et services non facteurs	-1.9	3.7	-0.4	1.5	-0.6	-0.2	-1.3	-1.3
Importations de biens et services non facteurs	-6.3	-10.9	-2.6	-3.9	-6.4	2.8	-7.7	-0.8
	(En % du PIB, sauf indications contraires)							
Comptes nationaux								
Investissements	21.3	24.1	22.8	30.8	28.4	28.6	31.1	30.9
Épargne intérieure	39.4	37.8	41.3	32.2	37.4	47.5	44.3	39.7
Épargne nationale	30.4	27.5	29.4	17.2	20.7	29.8	27.9	24.6
Finances publiques								
Recettes totales	28.1	28.1	31.0	26.6	25.3	26.5	26.8	25.8
Recettes pétrolières	19.6	18.8	22.7	15.0	16.2	17.7	17.7	16.1
Recettes non pétrolières	8.5	9.3	8.3	11.6	9.0	8.8	9.1	9.7
Depenses totales	18.5	20.3	20.3	26.4	23.9	24.2	28.0	27.8
Dépenses courantes	11.9	12.4	12.0	12.5	11.7	11.3	12.6	13.8
Dépenses en capital	6.6	7.9	8.2	13.9	12.2	12.9	15.4	14.0
Solde budgétaire primaire (deficit -)	12.2	9.8	12.4	2.1	3.6	4.6	1.2	1.7
Solde budgétaire de base (deficit -)	10.6	8.8	11.5	1.5	3.0	4.2	0.8	1.1
Solde budgétaire, base engagements hors dons (deficit -)	9.7	7.7	10.7	0.2	1.4	2.3	-1.2	-2.0
Solde budgétaire, base engagements dons compris (deficit -)	18.1	8.5	11.2	1.7	5.3	2.9	-0.6	-1.6
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs	51.4	54.7	55.9	44.9	50.9	56.4	53.0	49.0
Importations de biens et services non facteurs	-33.3	-41.0	-37.4	-43.5	-41.9	-37.4	-39.8	-40.2
Solde du compte courant (dons off.incl., def.-)	9.7	4.8	7.7	-13.0	-7.4	1.2	-3.2	-6.5
Solde du compte courant (dons off.excl., def.-)	9.2	4.3	7.1	-13.6	-7.8	0.9	-3.5	-6.7
Encours de la dette extérieure/PIB	27.5	28.7	18.5	18.7	12.8	12.9	13.4	16.8
Ratio du service de la dette publique/Recettes budgétaires	40.2	10.5	13.9	10.0	19.3	4.2	4.6	9.8
Ratio du service de la dette publique/XBSNF	22.0	5.4	7.7	5.9	9.6	2.0	2.3	5.1
Réserves extérieures (y/c Sces Cx)	4479.1	5426.0	7373.8	6556.1	6748.2	8112.5	8870.6	8777.5
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens caf)	8.9	7.6	9.1	8.4	6.8	7.9	7.5	7.5
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et snf caf)	5.7	5.4	6.7	5.7	5.0	5.8	5.6	5.5
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	28,264.5	29,507.3	35,060.6	31,770.1	38,784.1	44,789.4	47,525.8	47,539.4
Population (en millions d'habitants)	40.9	42.1	43.3	44.6	45.8	47.1	48.4	49.8
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	1,323.9	1,463.3	1,817.1	1,587.1	1,704.8	1,909.8	1,973.9	1,931.4

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

A6. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux du Cameroun

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Estim.							
	(Variation annuelle en %, sauf indications contraires)							
PIB, prix et population								
Taux de croissance (PIB réel)	3.5	4.2	2.9	1.9	3.3	4.1	4.6	5.4
Secteur pétrolier	7.7	- 8.1	- 1.8	- 13.6	- 12.6	- 7.3	4.9	8.4
Secteur non pétrolier	3.2	5.0	3.2	2.9	4.1	4.6	4.6	5.2
Taux de croissance démographique (moyen)	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6
Inflation (déflateur du PIB non pétrolier)	1.9	- 0.1	4.4	4.5	2.6	1.4	2.1	1.8
Inflation (prix à la consommation - moyenne annuelle)	5.1	1.1	5.3	3.0	1.3	2.9	2.4	2.1
Finances publiques								
Recettes totales	16.5	5.8	13.5	- 1.0	- 5.2	7.8	9.2	7.2
Recettes pétrolières	37.4	2.1	27.2	- 37.3	- 1.3	22.8	12.7	- 3.1
Recettes non pétrolières	7.9	7.7	6.7	20.6	- 6.3	3.0	7.9	11.3
Dépenses totales	15.3	13.8	14.2	11.3	11.3	9.6	7.1	18.1
Dépenses courantes	12.4	4.0	16.6	- 3.1	22.0	9.5	2.6	8.3
Dépenses en capital	32.4	62.2	6.7	61.0	- 11.0	9.8	19.9	42.1
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	107.4	46.6	15.5	8.5	- 2.7	- 11.8	- 6.1	1.5
Crédits à l'économie	2.3	8.4	18.4	7.5	15.6	21.9	2.3	14.4
Créances nettes sur l'Etat	- 166.7	- 191.8	- 41.4	3.3	- 11.4	19.6	42.8	5.2
Masse monétaire (M2)	9.1	15.2	13.9	7.0	14.2	9.7	1.5	11.5
Concours de la BEAC aux banques	55.0	- 11.5	15.5	86.9	- 13.2	- 16.3	962.4	2.0
Taux de couverture extérieure (fin de période, en %)	77.5	88.5	92.2	100.1	95.3	94.1	94.0	93.9
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	5.15	4.69	4.43	4.46	4.17	4.03	4.22	4.05
Taux directeur BEAC - (TIAO fin de période)	5.25	5.25	4.75	4.25	4.00	4.00	4.00	3.25
Secteur extérieur								
Exportations, fob	16.8	18.0	11.0	- 28.0	18.0	24.0	2.9	3.1
Importations, fob	9.0	21.7	20.1	- 12.4	10.1	28.0	- 0.1	2.3
Termes de l'échange	19.4	- 3.1	18.6	- 28.2	18.2	9.1	4.7	- 5.4
Variation des prix à l'exportation	20.9	- 1.5	20.8	- 30.9	26.0	20.6	1.8	- 7.6
Variation des prix à l'importation	1.3	1.6	1.9	- 3.8	6.6	10.5	- 2.7	- 2.3
Taux de change effectif réel	- 0.5	- 0.3	- 0.6	1.9	- 8.2	- 0.2	- 4.3	0.3
Taux de change effectif réel des importations	0.9	- 0.6	- 2.1	2.7	- 6.7	- 0.1	- 4.6	0.9
Taux de change effectif réel des exportations	- 2.5	0.6	2.7	0.9	- 11.6	- 0.2	- 3.2	- 1.0
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	18.7	18.9	19.4	17.9	24.7	24.8	28.1	27.9
Monnaie et crédit								
	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)							
Avoirs extérieurs nets	35.6	29.4	12.4	1.9	- 2.6	- 8.4	- 3.4	1.0
Avoirs intérieurs nets	- 26.6	- 14.2	1.5	5.1	16.8	18.2	5.4	10.6
Crédit intérieur net	- 22.6	- 11.9	1.3	5.4	6.5	18.1	9.5	12.5
Créances nettes sur l'Etat	- 24.1	- 17.0	- 9.3	0.9	- 2.9	4.8	8.0	2.8
Crédits à l'économie	1.5	5.1	10.6	4.5	9.3	13.3	1.5	9.8
Autres postes nets	- 3.9	- 2.3	0.2	- 0.3	10.3	0.0	- 4.2	- 2.0
Masse monétaire (M2)	9.1	15.2	13.9	7.0	14.2	9.7	1.5	11.5
Comptes nationaux								
	(Contribution à la croissance réelle, en %)							
Produit intérieur brut	3.5	4.2	2.9	1.9	3.3	4.1	4.6	5.4
dont secteur pétrolier	0.5	- 0.5	- 0.1	- 0.8	- 0.6	- 0.3	0.2	0.3
secteur non pétrolier	3.0	4.7	3.0	2.7	3.9	4.4	4.5	5.1
Demande intérieure brute	4.0	5.0	7.0	- 0.1	4.3	5.6	5.8	5.9
Consommation	3.5	4.0	5.4	- 1.3	3.2	3.2	5.4	2.3
Publique	0.3	0.9	0.6	0.5	0.9	0.6	0.6	1.1
Privée	3.3	3.1	4.8	- 1.8	2.3	2.6	4.8	1.2
Investissements bruts	0.5	1.1	1.6	1.2	1.2	2.4	0.4	3.6
Publics	0.1	0.1	0.2	- 0.1	0.1	0.3	0.2	2.2
Privés (Entreprises et ménages)	0.0	2.0	0.7	0.8	2.0	2.3	0.2	1.5
Variation des stocks	0.4	- 1.0	0.7	0.5	- 1.0	- 0.2	0.1	- 0.1
Exportations nettes	- 0.5	- 0.9	- 4.2	2.0	- 1.1	- 1.5	- 1.2	- 0.5
Exportations de biens et services non facteurs	0.1	1.0	- 0.7	0.1	- 0.8	0.1	- 0.2	0.2
Importations de biens et services non facteurs	- 0.6	- 1.9	- 3.5	2.0	- 0.2	- 1.6	- 1.0	- 0.8
Comptes nationaux								
	(En % du PIB, sauf indications contraires)							
Investissements	16.8	17.3	18.2	18.5	19.0	20.6	20.5	22.0
Epargne intérieure	18.0	19.0	15.1	14.2	15.9	18.4	17.6	19.4
Epargne nationale	16.1	16.5	13.7	12.1	14.7	17.2	15.9	18.2
Finances publiques								
Recettes totales	19.5	19.8	21.1	19.7	17.7	17.8	18.2	18.2
Recettes pétrolières	6.7	6.6	7.8	4.6	4.3	5.0	5.2	4.7
Recettes non pétrolières	12.8	13.2	13.2	15.1	13.3	12.8	12.9	13.5
Dépenses totales	14.4	15.7	16.8	17.7	18.6	19.0	19.0	21.0
Dépenses courantes	12.0	11.9	13.0	12.0	13.8	14.0	13.5	13.6
Dépenses en capital	2.4	3.8	3.8	5.7	4.8	4.9	5.5	7.3
Solde budgétaire primaire (déficit -)	6.9	5.8	5.0	3.6	0.4	- 0.1	0.9	1.0
Solde budgétaire de base (déficit -)	5.6	5.3	4.7	3.4	0.1	- 0.4	0.6	0.6
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	5.1	4.1	4.3	2.1	- 0.9	- 1.2	- 0.9	- 2.8
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	28.8	5.4	4.8	2.8	- 0.2	- 0.7	- 0.4	- 2.5
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	27.1	31.0	31.6	22.5	24.3	29.1	27.6	26.7
Importations de biens et services non facteurs, fob	25.9	29.3	34.7	26.9	27.5	31.3	30.5	29.3
Solde du compte courant (dons off.incl., def.-)	1.1	1.4	- 1.9	- 5.2	- 3.4	- 2.4	- 3.6	- 2.8
Solde du compte courant (dons off.excl., def.-)	0.4	0.8	- 2.5	- 5.8	- 3.8	- 2.9	- 3.9	- 3.1
Encours de la dette extérieure/PIB	11.3	10.6	9.6	8.9	8.1	7.8	8.2	10.6
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	124.9	5.2	5.0	7.2	7.2	4.0	4.2	4.1
Ratio du service de la dette/XBSNF	89.9	3.3	3.3	6.3	5.2	2.4	2.7	2.8
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	5.6	6.8	6.4	8.5	8.2	5.8	6.0	5.8
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et services caf)	4.3	5.5	4.8	6.8	6.7	5.0	5.0	4.8
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	9,387.5	9,792.3	10,443.8	11,040.3	11,699.7	12,545.7	13,389.2	14,346.8
PIB nominal non pétrolier (en milliards de FCFA)	8,432.9	8,850.2	9,533.4	10,251.1	10,942.6	11,605.0	12,393.5	13,284.9
Population (en millions d'habitants)	20.3	20.9	21.4	21.9	22.5	23.1	23.7	24.3
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	884.2	979.6	1,095.4	1,119.5	1,046.9	1,090.9	1,136.1	1,194.4

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

A7. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux de la République Centrafricaine

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Estim.
(Variation annuelle en %, sauf indications contraires)									
PIB, prix et population									
Taux de croissance (PIB réel)	4.8	3.8	2.0	1.4	2.9	3.3	3.9	-37.8	
Taux de croissance démographique (moyen)	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5
Inflation (prix à la consommation - moyenne annuelle)	6.6	1.0	9.3	3.5	1.5	1.2	5.9	6.6	
Finances publiques									
Recettes totales	25.1	14.1	10.7	9.0	13.3	-2.1	14.3	-66.2	
Dépenses totales	-10.5	-0.3	26.1	-1.0	22.9	-2.3	-1.1	-31.1	
Dépenses courantes	-13.2	9.4	22.3	-1.5	15.8	10.2	-11.9	-8.6	
Dépenses en capital	-4.5	-19.6	36.4	0.2	39.8	-27.0	31.5	-76.4	
Monnaie et crédit									
Avoirs extérieurs nets	-26.2	-30.6	-1.6	42.3	-71.3	32.8	-186.2	174.6	
Crédits à l'économie	4.3	4.7	8.6	-1.5	40.3	18.6	28.8	-17.3	
Créances nettes sur l'Etat	4.6	7.0	12.7	-17.0	24.0	22.4	-2.9	9.6	
Masse monétaire (M2)	-4.2	-3.7	16.5	13.1	14.8	15.1	1.6	2.0	
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de couverture extérieure (fin de période, en %)	0.7	0.6	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	0.7	
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	6.54	7.10	6.62	6.19	5.89	5.46	5.75	3.44	
Taux directeur de la BEAC (TIAO fin de période)	5.25	5.25	4.8	4.3	4.0	4.00	4.00	3.25	
Secteur extérieur									
Exportations, fob	25.9	-1.3	-15.7	-13.8	20.2	29.2	-1.7	-45.7	
Importations, fob	15.5	22.1	12.9	-3.8	19.5	-3.3	4.9	-34.8	
Termes de l'échange	4.5	2.5	-27.1	27.4	-5.6	4.3	-13.7	21.7	
Variation des prix à l'exportation	12.0	4.5	-23.2	21.3	1.3	17.9	-21.3	18.8	
Variation des prix à l'importation	7.2	2.0	5.4	-4.8	7.3	13.1	-8.8	-2.4	
Taux de change effectif réel	6.1	1.3	8.4	0.5	-5.4	-1.2	1.2	3.5	
Taux de change effectif réel des importations	8.5	1.3	7.1	1.5	-1.1	-0.4	1.8	0.7	
Taux de change effectif réel des exportations	3.2	1.7	11.2	-0.4	-13.7	-0.9	0.0	7.2	
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	30.6	29.7	23.8	23.4	27.6	28.5	27.6	25.1	
Monnaie et crédit									
(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)									
Avoirs extérieurs nets	-9.6	-8.6	-0.5	-15.2	-17.6	1.3	-11.7	10.4	
Avoirs intérieurs nets	5.4	5.0	17.1	28.2	32.3	13.8	13.3	-8.4	
Crédit intérieur net	4.5	6.7	13.4	-12.4	28.5	21.5	12.7	-5.6	
Créances nettes sur l'Etat	2.7	4.5	9.1	-11.8	12.2	12.3	-1.9	5.6	
Crédits à l'économie	1.8	2.1	4.3	-0.7	16.3	9.2	14.7	-11.2	
Autres postes nets	0.9	-1.7	3.7	40.7	3.8	-7.7	0.6	-2.8	
Masse monétaire (M2)	-4.2	-3.7	16.5	13.1	14.8	15.1	1.6	2.0	
Comptes nationaux									
(Contribution à la croissance réelle, en %)									
Produit intérieur brut	4.8	3.8	2.0	1.4	2.9	3.3	3.9	-37.8	
Demande intérieure brute	6.8	5.5	1.0	1.8	4.1	0.5	5.7	-41.2	
Consommation	6.0	4.6	-0.2	1.7	3.1	0.1	5.5	-33.5	
Publique	-0.5	-0.2	-0.4	0.6	0.0	-1.2	1.1	-0.4	
Privée	6.5	4.9	0.3	1.2	3.2	1.3	4.4	-33.0	
Investissements bruts	0.8	0.8	1.1	0.1	0.9	0.3	0.2	-7.7	
Publics	0.2	0.1	0.4	0.0	0.8	0.2	0.1	-2.6	
Privés (Entreprises et ménages)	0.6	0.8	0.7	0.1	0.2	0.1	0.1	-3.7	
Variation des stocks	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	-1.4	
Exportations nettes	-2.1	-1.6	1.0	-0.4	-1.2	2.8	-1.8	3.4	
Exportations de biens et services non facteurs	0.7	-0.1	0.4	-1.1	0.5	0.5	1.2	-2.0	
Importations de biens et services non facteurs	-2.7	-1.5	0.6	0.7	-1.6	2.3	-3.0	5.4	
Comptes nationaux									
(En % du PIB, sauf indications contraires)									
Investissements	11.7	12.3	11.3	10.9	13.2	13.8	13.6	2.1	
Épargne intérieure	3.4	2.6	-1.0	-1.2	-0.6	3.7	3.1	-8.7	
Épargne nationale	2.8	2.6	-1.3	-1.5	-0.1	4.1	3.5	-8.5	
Finances publiques									
Recettes totales	9.1	9.9	10.1	10.4	10.8	9.9	10.6	5.9	
Dépenses totales	13.7	13.0	15.1	14.2	15.9	14.6	13.5	15.2	
Dépenses courantes	9.1	9.5	10.7	10.0	10.6	11.0	9.0	13.5	
Dépenses en capital	4.6	3.5	4.4	4.2	5.3	3.6	4.5	1.7	
Solde budgétaire primaire (déficit -)	0.2	0.7	0.1	1.4	-0.3	-1.2	0.8	-7.0	
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	-4.6	-3.1	-5.0	-3.7	-5.1	-4.7	-2.9	-9.3	
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	6.9	0.9	-0.4	26.3	0.1	-2.3	1.0	-6.5	
Solde budgétaire de base (déficit -)	-1.1	-0.7	-1.7	-0.3	-0.9	-2.0	0.3	-7.7	
Secteur extérieur									
Exportations de biens et services non facteurs, fob	15.3	14.8	11.9	10.3	11.0	12.4	11.5	14.7	
Importations de biens et services non facteurs, fob	23.5	24.5	24.2	22.4	24.7	22.5	22.0	25.5	
Solde du compte courant (transf.incl., déficit -)	-3.6	-6.1	-9.0	-8.6	-9.5	-7.0	-4.3	-3.3	
Solde du compte courant (transf.excl., déficit -)	-8.0	-9.6	-12.4	-12.1	-12.9	-9.1	-7.3	-8.1	
Encours de la dette extérieure/PIB	80.5	76.2	70.8	31.8	27.7	25.6	24.1	43.2	
Ratio du service de la dette/XBSNF	63.1	34.3	47.1	257.3	17.0	12.1	7.8	7.0	
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	105.8	51.1	55.4	253.3	17.3	15.1	8.4	17.5	
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	5.7	3.0	3.8	6.6	5.2	5.1	4.9	8.5	
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et services caf)	4.2	2.4	3.1	5.3	4.2	4.1	4.0	6.3	
Pour mémoire									
PIB nominal (en milliards de FCFA)	803.9	841.1	914.0	966.4	1054.8	1125.4	1205.1	735.7	
Population (en millions d'habitants)	4.2	4.3	4.4	4.5	4.6	4.7	4.9	5.0	
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	367.0	408.2	465.5	476.3	459.3	476.6	498.5	298.9	

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

A8. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux du Congo

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
								Estim.
PIB, prix et population	(Variation annuelle en %, sauf indications contraires)							
Taux de croissance (PIB réel)	6.3	-2.1	6.0	7.7	8.7	3.4	3.8	3.3
dont secteur pétrolier	6.8	-18.3	7.8	16.6	13.5	-4.6	-9.4	-9.5
secteur non pétrolier	6.0	6.6	5.3	3.9	6.4	7.5	9.7	8.0
Taux de croissance démographique	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6
Inflation (prix à la consommation - moyenne annuelle)	4.7	2.5	5.3	3.9	0.4	2.2	5.0	4.7
Finances publiques								
Recettes totales	41.4	-12.7	56.5	-45.9	98.6	8.7	3.8	4.6
dont recettes pétrolières	46.1	-16.1	64.9	-55.9	134.1	4.4	0.3	1.5
recettes non pétrolières	18.6	7.2	18.2	17.8	13.5	30.3	17.2	15.2
Dépenses totales	51.1	11.4	-0.2	-8.6	19.6	31.1	42.9	7.0
dont dépenses courantes	30.7	9.3	-3.3	-17.6	8.1	-1.0	48.1	10.2
dépenses en capital	116.3	17.4	5.7	6.8	35.3	65.2	39.5	4.9
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	125.9	6.5	69.6	-2.1	27.0	31.4	1.3	-3.1
Crédits à l'économie	12.0	18.1	66.3	24.2	45.9	37.6	43.4	16.5
Créances nettes sur l'Etat	-664.5	-4.9	-126.4	8.4	-32.7	-28.1	20.1	1.3
Masse monétaire (M2)	48.4	7.1	36.7	5.3	33.3	38.7	21.2	0.8
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de couverture extérieure (fin de période, en %)	87.9	85.9	98.5	100.4	100.2	101.2	101.2	101.1
Vitesse de circulation de la monnaie (PIBNP/M2)	1.99	1.98	1.61	1.67	1.38	1.13	1.04	1.20
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	5.25	5.25	4.75	4.25	4.00	4.00	4.00	3.25
Secteur extérieur								
Exportations, fob	25.3	-13.0	33.5	-27.6	70.6	24.6	-8.2	-12.5
Importations, fob	8.9	110.2	-23.1	17.1	14.1	23.8	18.5	7.4
Termes de l'échange	20.2	0.2	26.3	-33.8	35.7	16.9	5.6	-2.1
Variation des prix à l'exportation	21.8	1.7	28.6	-36.4	44.7	29.1	2.8	-4.3
Variation des prix à l'importation	1.3	1.6	1.9	-3.8	6.6	10.5	-2.7	-2.3
Taux de change effectif réel	3.8	0.0	2.8	3.7	-4.8	-1.2	-1.1	4.4
Taux de change effectif réel des importations	5.4	0.0	2.4	3.9	-3.9	-1.0	-1.3	4.0
Taux de change effectif réel des exportations	-2.9	1.7	2.7	6.8	-13.7	-3.2	-1.1	9.7
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	-3.4	-3.4	-6.3	-10.3	-5.0	-3.7	-2.5	-7.1
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)							
Avoirs extérieurs nets	128.4	10.2	107.4	-9.1	47.7	53.2	2.2	-4.1
Avoirs intérieurs nets	-80.0	-3.1	-70.7	14.4	-14.4	-14.5	19.0	4.9
Crédit intérieur net	-85.9	-0.7	-74.0	14.0	-21.1	-17.6	28.6	5.6
Créances nettes sur l'Etat	-88.2	-3.3	-84.6	9.3	-31.6	-27.0	17.8	0.8
Crédits à l'économie	2.3	2.6	10.6	4.7	10.5	9.4	10.8	4.9
Autres postes nets	5.9	-2.4	3.3	0.4	6.7	3.0	-9.6	-0.8
Masse monétaire (M2)	48.4	7.1	36.7	5.3	33.3	38.7	21.2	0.8
Comptes nationaux	(Contribution à la croissance réelle, en %)							
Produit intérieur brut	6.3	-2.1	6.0	7.7	8.7	3.4	3.8	3.3
dont secteur pétrolier	2.4	-6.4	2.3	4.9	4.3	-1.5	-2.9	-2.6
secteur non pétrolier	3.9	4.3	3.8	2.8	4.3	5.0	6.7	5.9
Demande intérieure brute	15.7	70.4	-21.5	44.7	-0.5	10.6	31.6	24.5
Consommation	7.6	63.6	-23.4	41.1	-11.7	4.3	17.2	12.4
Publique	1.2	-0.2	1.4	1.1	0.7	0.7	3.8	11.0
Privée	6.4	63.9	-24.8	40.1	-12.4	3.7	13.4	1.4
Investissements bruts	8.1	6.7	1.9	3.6	11.2	6.3	14.4	12.1
Publics	2.1	-0.3	2.8	0.4	5.1	5.6	11.3	0.1
Privés (Entreprises et ménages)	6.2	7.0	-0.9	1.6	7.9	0.7	3.1	12.0
dont secteur pétrolier	7.2	6.9	-1.6	1.7	5.1	0.2	2.0	9.9
secteur non pétrolier	-1.1	0.1	0.7	-0.1	2.8	0.4	1.1	2.1
Variation des stocks	-0.2	0.0	0.0	1.6	-1.8	0.0	0.0	0.0
Exportations nettes	-9.4	-72.5	27.5	-37.1	9.1	-7.2	-27.8	-21.2
Exportations de biens et services non facteurs	2.5	-9.0	5.4	0.4	6.7	-1.6	-5.0	-3.6
Importations de biens et services non facteurs	-11.9	-63.4	22.1	-37.5	2.4	-5.6	-22.8	-17.6
Comptes nationaux	(En % du PIB, sauf indications contraires)							
Investissements	28.3	47.7	35.7	41.8	29.4	34.1	42.7	51.7
dont secteur pétrolier	19.8	35.8	24.4	29.0	18.2	18.7	19.7	26.2
Épargne intérieure	59.8	34.1	55.4	25.5	45.2	56.0	49.7	43.7
Épargne nationale	44.1	15.2	41.5	-2.0	19.2	30.6	26.2	22.1
Finances publiques								
Recettes totales	43.7	43.6	53.2	29.7	42.8	40.5	42.0	44.5
dont recettes pétrolières	37.3	35.8	46.0	21.0	35.6	32.3	32.4	33.3
recettes non pétrolières	6.4	7.8	7.2	8.8	7.2	8.1	9.6	11.1
Dépenses totales	27.1	34.6	26.9	25.4	22.0	25.1	35.9	38.9
dont dépenses courantes	18.1	22.6	17.0	14.5	11.4	9.8	14.5	16.2
dépenses en capital	8.9	12.0	9.9	10.9	10.7	15.3	21.4	22.7
Solde budgétaire primaire (déficit -)	21.2	13.2	31.0	6.3	24.1	18.6	10.6	13.4
Solde budgétaire de base (déficit -)	16.9	10.4	27.7	4.7	23.1	18.4	10.4	13.2
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	16.6	9.0	26.3	4.3	20.8	15.3	6.1	5.6
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	16.7	9.5	26.7	4.7	42.1	15.8	6.2	6.0
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	78.8	80.0	82.9	63.5	76.6	82.6	76.5	68.8
Importations de biens et services non facteurs, fob	47.3	93.5	63.2	79.9	60.8	60.6	69.4	76.8
Solde du compte courant (dons off.incl., déf.-)	15.6	-32.4	3.5	-46.1	-11.8	-4.9	-18.0	-31.3
Solde du compte courant (dons off.excl., déf.-)	15.3	-32.8	3.3	-46.4	-12.0	-5.1	-18.2	-31.4
Encours de la dette extérieure/PIB	83.2	109.4	61.5	54.8	22.0	22.2	24.9	31.6
Ratio du service de la dette / XBNSF	14.0	11.2	8.2	6.1	29.9	1.7	1.6	2.7
Ratio du service de la dette / Recettes budgétaires	25.3	20.6	12.7	13.1	53.5	3.4	2.9	4.1
Réserves extérieures (en mois d'importation caf)	10.8	5.3	12.7	10.6	11.7	12.4	10.1	8.5
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et services caf)	5.7	3.5	7.5	5.9	7.1	8.1	6.8	5.6
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	4103.2	3584.8	4599.0	4450.6	6141.0	7066.4	7062.0	6975.6
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	1269.1	1391.6	1529.9	1672.2	1839.1	2072.3	2301.9	2727.1
Population (en millions d'habitants)	3.47	3.56	3.65	3.75	3.85	3.95	4.05	4.15
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	2263.0	2099.8	2824.3	2642.5	3217.6	3597.9	3508.6	3400.4

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

A9. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux du Gabon

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Estim.							
PIB, prix et population	(Variation annuelle en %, sauf indications contraires)							
Taux de croissance (PIB réel)	- 1.8	6.3	1.8	- 2.3	6.4	7.0	5.0	5.6
dont secteur pétrolier	- 9.2	1.9	- 1.3	- 2.5	5.2	- 2.4	- 4.2	- 5.3
secteur non pétrolier	2.8	8.8	3.4	- 2.3	7.0	11.7	9.0	9.8
Taux de croissance démographique	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4	3.4
Inflation (prix consommation - moyenne annuelle)	4.0	4.8	5.3	1.9	1.5	1.2	2.6	0.5
Finances publiques								
Recettes totales	10.5	3.4	27.0	- 18.9	9.1	35.7	5.7	3.5
Recettes pétrolières	11.7	- 5.4	42.0	- 38.5	18.4	39.9	10.5	- 5.1
Recettes non pétrolières	8.5	19.0	5.7	18.3	0.0	30.9	- 0.3	15.4
Dépenses totales	11.9	3.9	13.8	1.5	36.1	29.0	2.4	6.5
Dépenses courantes	4.8	4.0	11.9	- 11.0	7.0	29.5	18.5	9.3
Dépenses en capital	49.3	3.4	20.9	44.8	97.7	28.4	- 16.3	1.8
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	32.2	58.2	- 11.7	0.3	- 7.6	16.5	5.2	29.0
Crédits à l'économie	19.5	14.4	5.9	- 6.4	2.7	39.6	30.2	25.6
Créances nettes sur l'Etat	- 619.7	- 478.1	54.2	19.3	131.6	23.4	- 32.3	- 854.6
Masse monétaire (M2)	17.2	6.9	9.0	2.9	19.5	30.0	15.6	6.5
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de couverture extérieure (fin de période)	90.7	84.7	99.5	99.1	85.4	89.0	89.5	90.0
Vitesse de circulation de la monnaie (PIBNP/M2)	2.80	2.98	3.31	2.99	2.90	2.42	2.27	2.35
Taux directeur BEAC - (TIAO fin de période)	5.25	5.25	4.75	4.25	4.00	4.00	4.00	3.25
Secteur extérieur								
Exportations, fob	5.1	13.7	26.3	- 40.1	46.1	32.3	- 6.1	- 6.6
Importations, fob	30.9	0.2	6.7	- 6.0	22.1	6.7	8.0	9.4
Termes de l'échange	12.8	5.3	19.2	- 30.0	23.3	16.4	6.2	- 6.7
Variation des prix à l'exportation	14.2	7.0	21.4	- 32.6	31.5	28.6	3.3	- 8.9
Variation des prix à l'importation	1.3	1.6	1.9	- 3.8	6.6	10.5	- 2.7	- 2.3
Taux de change effectif réel	- 4.3	7.1	5.3	- 1.1	- 8.2	- 0.3	- 4.2	2.1
Taux de change effectif réel des importations	0.2	12.9	4.5	- 1.1	- 2.6	0.4	- 3.4	0.5
Taux de change effectif réel des exportations	- 7.3	3.5	6.8	- 2.8	- 11.6	- 1.5	- 3.4	3.1
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	19.6	13.9	9.3	10.3	17.7	18.0	21.4	19.7
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)							
Avoirs extérieurs nets	19.8	41.8	- 12.3	- 8.1	- 6.9	10.4	3.1	15.4
Avoirs intérieurs nets	- 2.6	- 34.9	21.3	10.9	26.5	19.7	12.5	- 7.2
Crédit intérieur net	- 2.0	- 35.7	30.5	0.3	23.0	19.3	14.0	- 6.2
Créances nettes sur l'Etat	- 12.8	- 43.9	26.9	4.0	21.5	1.0	- 1.3	- 20.6
Crédits à l'économie	10.9	8.2	3.6	- 3.8	1.4	18.3	15.3	14.4
Autres postes nets	- 0.6	0.8	- 9.3	10.7	3.5	0.4	- 1.4	- 1.0
Masse monétaire (M2)	17.2	6.9	9.0	2.9	19.5	30.0	15.6	6.5
Comptes nationaux	(Contribution à la croissance réelle, en %)							
Produit intérieur brut	- 1.8	6.3	1.8	- 2.3	6.4	7.0	5.0	5.6
dont secteur pétrolier	- 3.6	0.7	- 0.4	- 0.8	1.7	- 0.8	- 1.3	- 1.5
secteur non pétrolier	1.7	5.7	2.2	- 1.5	4.6	7.8	6.3	7.1
Demande intérieure brute	2.2	6.2	0.5	- 0.4	7.0	5.9	7.6	6.1
Consommation	2.5	5.0	- 1.5	- 1.0	3.3	2.7	5.1	6.5
Publique	0.8	2.0	1.0	0.9	0.7	1.6	1.9	1.6
Privée	1.7	3.0	- 2.5	- 1.9	2.6	1.1	3.2	4.9
Investissements bruts	- 0.3	1.2	2.0	0.6	3.7	3.2	2.5	- 0.5
Publics	1.1	0.3	0.2	- 0.4	5.6	2.7	0.5	- 1.5
Privés (Entreprises et ménages)	- 1.4	2.2	1.5	- 0.4	- 1.8	1.6	1.6	1.0
dont secteur pétrolier	0.5	0.7	0.9	- 1.0	0.5	0.9	0.7	- 0.5
secteur non pétrolier	- 1.9	1.5	0.6	0.6	- 2.3	0.8	0.9	1.5
Variation des stocks	0.0	- 1.3	0.3	1.4	- 0.1	- 1.1	0.4	0.0
Exportations nettes	- 4.1	0.1	1.3	- 2.0	- 0.6	1.2	- 2.5	- 0.4
Exportations de biens et services non facteurs	- 1.4	0.8	0.7	- 2.0	1.7	0.5	- 1.4	0.3
Importations de biens et services non facteurs	- 2.7	- 0.7	0.5	0.0	- 2.3	0.7	- 1.1	- 0.7
Comptes nationaux	(En % du PIB, sauf indications contraires)							
Investissements	20.7	19.7	17.8	23.7	27.1	26.6	23.5	23.4
dont secteur pétrolier	7.0	7.3	6.3	7.1	6.3	5.5	5.8	5.2
Epargne intérieure	50.0	52.1	56.9	43.8	52.1	59.3	51.1	44.6
Epargne nationale	36.8	38.2	43.2	28.4	35.5	35.7	29.3	28.0
Finances publiques								
Recettes totales	29.3	27.9	30.1	30.5	24.9	28.2	29.0	29.0
Recettes pétrolières	18.8	16.3	19.7	15.2	13.4	15.6	16.8	15.4
Recettes non pétrolières	10.6	11.6	10.4	15.4	11.5	12.5	12.2	13.6
Dépenses totales	20.8	19.9	19.2	24.4	24.9	26.7	26.6	27.4
Dépenses courantes	16.4	15.7	14.9	16.6	13.3	14.3	16.5	17.5
Dépenses en capital	4.4	4.2	4.3	7.8	11.6	12.4	10.1	9.9
Solde budgétaire primaire (déficit -)	11.6	10.9	13.3	9.4	4.4	5.2	5.4	6.1
Solde budgétaire de base (déficit -)	9.4	8.8	11.7	7.9	3.1	4.3	4.4	4.5
Solde budgétaire, base ordonnancements hors dons (déficit -)	8.5	8.0	10.9	6.1	0.1	1.5	2.4	1.6
Solde budgétaire, base ordonnancements dons compris (déficit -)	8.5	8.0	10.9	6.1	0.1	1.5	2.4	1.6
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	57.5	60.2	64.5	48.8	53.0	58.0	53.2	48.2
Importations de biens et services non facteurs, fob	28.3	27.8	25.4	28.8	28.0	25.3	25.7	27.0
Solde du compte courant (dons off.incl., déf. -)	14.4	16.9	23.9	3.5	7.5	8.1	4.8	3.6
Solde du compte courant (dons off.excl., déf. -)	14.5	17.0	24.0	3.6	7.6	8.1	4.9	3.7
Encours de la dette extérieure/PIB	35.2	36.5	18.8	22.6	17.4	15.7	15.7	21.7
Ratio du service de la dette / XBSNF	10.5	9.8	21.7	8.2	6.5	4.1	5.3	13.5
Ratio du service de la dette / recettes budgétaires	20.6	21.1	46.6	13.1	13.8	8.4	9.8	22.5
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	6.4	5.8	8.9	9.5	7.4	8.9	8.8	9.8
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et services caf)	4.4	4.1	6.2	6.9	5.0	5.9	6.1	6.8
Pour mémoire								
PIB nominal (milliards de FCFA)	5,392.6	5,863.5	6,909.5	5,515.6	7,370.5	8,866.3	9,094.4	9,410.5
PIB non pétrolier (milliards de FCFA)	2,738.1	3,117.5	3,770.7	3,505.5	4,071.8	4,408.3	4,779.1	5,352.4
Population (millions d'habitants)	1.57	1.62	1.68	1.73	1.79	1.85	1.92	1.98
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	6,584.9	7,545.7	9,250.0	7,083.7	8,289.0	9,614.5	9,548.4	9,619.1

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

A10. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux de la Guinée Equatoriale

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Estim.							
PIB, prix et population								
(Variation annuelle en %, sauf indications contraires)								
Taux de croissance (PIB global en termes réels)	1.7	13.6	10.8	4.6	-2.5	4.4	10.0	-7.9
dont secteur pétrolier	-1.5	12.3	10.1	2.0	-8.0	1.8	4.8	-7.7
secteur non pétrolier	31.4	22.6	15.1	20.4	25.2	14.2	27.3	-8.7
Taux de croissance démographique	4.9	4.6	4.3	3.8	3.6	3.6	3.6	3.6
Inflation (prix à la consommation - en moyenne annuelle)	5.0	5.5	6.0	6.0	5.6	4.8	3.6	3.0
Finances publiques								
Recettes totales	49.2	9.7	32.2	-14.5	-17.5	32.5	12.1	-15.7
dont recettes pétrolières	50.1	6.9	37.4	-24.0	-11.4	36.2	8.1	-14.2
recettes non pétrolières	37.4	49.8	-19.3	146.3	-49.4	-1.3	44.1	-17.9
Dépenses totales	55.6	29.1	42.3	60.7	-11.0	9.9	45.4	-17.4
dont dépenses courantes	16.6	10.1	68.9	-6.1	31.5	10.3	62.9	6.4
dépenses en capital	70.4	34.1	36.6	78.4	-16.9	9.9	41.5	-23.4
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	26.8	14.4	24.3	-30.2	-25.9	37.3	43.1	4.8
Crédits à l'économie	38.0	41.9	109.2	10.9	36.4	26.1	-15.3	33.6
Créances nettes sur l'Etat	-31.8	-12.6	-36.0	45.5	56.0	-105.7	8.5	-18.0
Masse monétaire (M2)	14.1	41.3	30.1	18.8	48.9	6.1	55.6	6.9
Concours de la BEAC aux banques	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de couverture extérieure (fin de période)	100.2	97.7	97.9	99.8	122.4	101.8	100.9	100.7
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB NP/M2)	1.2	1.0	0.9	1.1	0.9	1.0	0.8	0.7
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	5.3	5.3	4.8	4.3	4.0	4.0	4.0	3.3
Secteur extérieur								
Exportations, fob	6.7	28.9	24.6	-23.1	33.1	31.0	6.9	-8.4
Importations, fob	82.0	45.8	59.3	-25.0	56.7	-19.4	27.1	-18.3
Termes de l'échange	18.0	1.1	26.6	-34.5	34.3	20.9	3.7	0.7
Variation des prix à l'exportation	19.5	2.7	28.9	-37.0	43.2	33.6	0.9	-1.6
Variation des prix à l'importation	1.3	1.6	1.9	-3.8	6.6	10.5	-2.7	-2.3
Taux de change effectif réel	-3.9	1.9	3.2	3.6	-9.0	0.7	-1.3	6.9
Taux de change effectif réel des importations	-8.0	1.5	1.3	4.9	1.1	2.4	-0.3	1.6
Taux de change effectif réel des exportations	-4.0	1.8	3.0	3.5	-9.0	0.7	-1.3	7.0
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	-41.8	-44.5	-49.2	-54.5	-40.6	-41.6	-39.8	-49.5
Monnaie et crédit								
(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)								
Avoirs extérieurs nets	119.4	71.2	97.2	-118.7	-58.4	41.6	62.4	6.4
Avoirs intérieurs nets	-105.3	-30.0	-67.1	137.5	107.2	-35.5	-6.8	0.5
Crédit intérieur net	-104.3	-36.4	-77.3	168.1	113.4	-36.1	-2.3	2.3
Créances nettes sur l'Etat	-117.0	-53.4	-121.9	161.0	91.1	-50.7	7.9	-9.9
Crédits à l'économie (crédits actifs)	12.8	17.0	44.6	7.1	22.3	14.7	-10.2	12.2
Autres postes nets	-1.0	6.4	10.2	-30.6	-6.2	0.6	-4.5	-1.8
Masse monétaire (M2)	14.1	41.3	30.1	18.8	48.9	6.1	55.6	6.9
Comptes nationaux								
(Contribution à la croissance réelle, en %)								
Produit intérieur brut	1.7	13.6	10.8	4.6	-2.5	4.4	10.0	-7.9
dont secteur pétrolier	-1.4	10.7	8.7	1.7	-6.7	1.4	3.7	-5.6
secteur non pétrolier	3.1	2.9	2.1	2.9	4.1	3.0	6.3	-2.3
Demande intérieure brute	22.8	30.4	25.7	1.4	26.6	-14.6	33.2	-19.4
Consommation	14.1	17.3	8.7	-12.2	24.2	-21.6	22.6	-8.2
Publique	0.1	0.0	0.6	0.2	0.3	0.1	2.0	0.4
Privée	14.0	17.3	8.1	-12.4	23.9	-21.7	20.6	-8.5
Investissements bruts	8.7	13.1	17.0	13.5	2.4	7.1	10.6	-11.3
Publics	5.8	3.8	4.5	13.1	-7.8	0.5	8.0	-8.2
Privés (Entreprises et ménages)	3.0	9.3	12.5	0.4	10.2	6.6	2.7	-3.0
dont secteur pétrolier	2.0	8.4	11.8	-1.6	8.8	6.0	-0.1	-2.9
secteur non pétrolier	0.9	0.9	0.7	2.0	1.4	0.6	2.7	-0.1
Variation des stocks	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Exportations nettes	-21.1	-16.8	-14.9	3.3	-29.1	19.0	-23.2	11.5
Exportations de biens et services non facteurs	-2.5	4.9	-0.9	3.0	-2.1	-0.5	1.1	-1.2
Importations de biens et services non facteurs	-18.6	-21.8	-13.9	0.3	-27.0	19.5	-24.4	12.7
Comptes nationaux								
(En % du PIB, sauf indications contraires)								
Investissements	25.7	29.5	28.6	62.7	45.2	39.3	47.6	42.5
dont Secteur pétrolier	6.6	7.6	7.6	10.3	10.4	10.4	10.3	10.3
Épargne intérieure	72.7	73.4	68.5	94.1	73.3	90.1	90.1	89.8
Épargne nationale	48.7	50.1	38.2	48.1	24.7	49.2	52.1	47.7
Finances publiques								
Recettes totales	44.9	42.7	40.4	49.9	31.4	31.3	32.3	29.9
Recettes pétrolières	41.9	38.8	38.2	41.9	28.3	29.0	28.9	27.1
Recettes non pétrolières	3.0	3.9	2.3	8.0	3.1	2.3	3.5	2.7
Dépenses totales	20.5	22.9	23.3	54.1	36.7	30.4	40.7	36.9
Dépenses courantes	4.2	4.0	4.9	6.6	6.6	5.5	8.2	9.6
Dépenses en capital	16.2	18.9	18.4	47.5	30.1	24.9	32.5	27.2
Solde budgétaire primaire (déficit -)	24.6	19.9	17.1	-4.1	-5.1	1.2	-8.1	-6.6
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	24.5	19.8	17.1	-4.2	-5.3	0.9	-8.4	-7.0
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	24.5	19.8	17.1	-4.2	-5.3	0.9	-8.4	-7.1
Solde budgétaire de base (déficit -)	24.5	19.8	17.1	-4.2	-5.3	0.9	-8.4	-7.0
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	87.8	96.6	86.2	95.4	97.0	95.4	94.1	94.4
Importations de biens et services non facteurs, fob	40.8	52.7	46.2	64.0	68.9	44.6	51.6	47.1
Solde du compte courant (dons off.incl., déf.-)	22.7	20.4	10.3	-15.3	-21.7	8.8	3.2	3.5
Solde du compte courant (dons off.excl., déf.-)	22.7	20.2	9.3	-15.5	-21.8	8.7	3.2	3.6
Encours de la dette extérieure/PIB	1.5	1.2	0.8	5.7	5.0	7.6	8.4	7.4
Ratio du service de la dette/Export bsnf	0.7	0.3	0.1	0.0	0.4	0.4	0.9	2.5
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	1.4	0.6	0.1	0.1	1.2	1.2	2.6	7.7
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	12.4	9.4	7.6	7.1	3.6	5.8	6.5	7.9
Réserves extérieures (en mois d'importations de biens et services caf)	9.6	7.2	7.2	5.3	2.9	4.6	5.1	6.1
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	4,680.2	5,401.1	7,551.5	5,226.4	6,848.9	9,116.6	9,885.6	9,022.8
PIB non pétrolier (en milliards de FCFA)	383.6	468.4	548.9	731.0	921.5	1,058.2	1,366.4	1,281.7
Population (en milliers d'habitants)	1,383.0	1,446.0	1,508.0	1,566.0	1,622.0	1,622.0	1,622.0	1,680.4
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	6,477.6	7,791.0	11,235.4	7,427.7	8,508.9	11,292.3	12,258.8	10,872.2

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

A11. Principaux indicateurs économiques, financiers et sociaux du Tchad

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
	Estim.							
PIB, prix et population	(Variation annuelle en %, sauf indications contraires)							
Taux de croissance (PIB réel)	- 1.6	17.8	1.3	1.6	12.7	0.4	6.5	3.5
dont Secteur pétrolier	- 10.1	19.7	7.7	- 6.3	2.5	- 5.8	- 1.9	- 15.8
Secteur non pétrolier	0.9	17.2	- 0.4	4.0	15.5	1.9	8.4	7.3
Taux de croissance démographique	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6
Inflation (prix à la consommation-moyenne annuelle)	8.1	- 7.4	8.3	10.0	- 2.1	2.0	7.5	0.2
Finances publiques								
Recettes totales	94.2	33.2	31.6	- 45.3	85.3	33.1	3.3	- 21.1
Dépenses totales	39.9	25.1	24.7	11.5	24.9	12.6	17.7	- 9.7
Dépenses courantes	81.9	36.6	24.4	9.5	10.4	5.0	1.7	16.6
Dépenses en capital	3.6	7.8	25.2	15.2	51.2	22.7	35.8	- 31.9
Monnaie et crédit								
Avoirs extérieurs nets	262.3	59.0	49.6	- 56.6	13.2	50.7	22.4	- 4.5
Crédits à l'économie	5.3	- 10.9	46.4	14.6	19.5	19.4	- 26.3	26.1
Créances nettes sur l'Etat	- 73.0	- 588.4	- 122.9	124.5	62.4	- 110.5	- 785.5	- 9.9
Masse monétaire (M2)	51.8	2.5	28.4	- 3.9	26.7	12.0	14.5	7.5
Concours de la BEAC aux banques	- 42.7	- 63.8	92.7	- 16.7	- 100.0	...	...	...
Taux de couverture extérieure (fin de période)	90.9	90.2	92.7	63.7	58.5	69.6	72.2	73.0
Vitesse de circulation de la monnaie (PIB/M2)	7.79	7.80	6.91	7.89	7.44	6.78	6.96	6.89
Taux directeur BEAC - TIAO (fin de période)	5.25	5.25	4.75	4.25	4.00	4.00	4.00	3.25
Secteur extérieur								
Exportations, fob	7.8	- 0.8	7.4	- 31.1	43.9	21.2	0.5	- 16.0
Importations, fob	38.2	15.5	5.8	48.5	26.1	- 4.5	13.3	9.7
Termes de l'échange	19.2	3.2	18.5	- 23.5	33.6	18.9	4.9	5.1
Variation des prix à l'exportation	20.7	4.8	20.7	- 26.4	42.5	31.5	2.1	2.7
Variation des prix à l'importation	1.3	1.6	1.9	- 3.8	6.6	10.5	- 2.7	- 2.3
Taux de change effectif réel	4.5	- 9.3	6.8	7.2	- 8.1	0.0	1.1	- 1.0
Taux de change effectif réel des importations	4.8	- 8.8	4.6	9.6	- 6.2	- 0.4	3.5	- 1.1
Taux de change effectif réel des exportations	5.8	- 6.1	11.7	10.1	- 14.9	- 1.4	- 1.3	0.1
Marge de compétitivité cumulée depuis 1994	14.1	22.1	16.7	10.8	18.0	18.0	17.0	17.8
Monnaie et crédit	(Contribution à la croissance de la masse monétaire, en %)							
Avoirs extérieurs nets	75.5	40.5	52.8	- 76.5	6.9	25.2	15.2	- 3.0
Avoirs intérieurs nets	- 23.7	- 38.1	- 24.4	72.6	19.9	- 13.2	- 0.7	10.7
Crédit intérieur net	- 22.5	- 40.2	- 21.5	68.8	16.5	- 10.6	- 1.0	11.2
Créances nettes sur l'Etat	- 25.3	- 36.3	- 36.1	63.5	8.1	- 18.4	- 12.3	- 1.2
Crédits à l'économie	2.8	- 4.0	14.6	5.3	8.3	7.8	11.3	12.4
Autres postes nets	- 1.2	2.1	- 2.9	3.8	3.4	- 2.6	0.3	- 0.5
Masse monétaire (M2)	51.8	2.5	28.4	- 3.9	26.7	12.0	14.5	7.5
Comptes nationaux	(Contribution à la croissance réelle, en %)							
Produit intérieur brut	- 1.6	17.8	1.3	1.6	12.7	0.4	6.5	3.5
dont Secteur pétrolier	- 2.3	4.2	1.6	- 1.4	0.5	- 1.1	- 0.3	- 2.6
Secteur non pétrolier	0.7	13.6	- 0.3	3.1	12.2	1.5	6.9	6.1
Demande intérieure brute	7.7	22.3	0.8	15.7	23.0	- 8.2	12.4	8.7
Consommation	0.3	25.0	- 1.1	10.8	11.3	- 2.3	9.6	9.9
Publique	1.4	2.0	1.7	1.9	0.5	0.3	3.0	3.1
Privée	- 1.1	23.0	- 2.8	8.8	10.8	- 2.6	6.7	6.8
Investissements bruts	7.4	- 2.7	1.9	4.9	11.7	- 5.8	2.8	- 1.2
Publics	0.5	0.0	0.8	0.8	2.5	0.7	2.6	- 3.7
Privés (Entreprises et ménages)	5.8	- 1.0	- 0.2	4.8	9.2	- 6.5	- 0.1	2.8
dont secteur pétrolier	5.5	- 1.6	- 0.1	4.4	9.0	- 6.5	- 0.4	1.6
dont secteur non pétrolier	0.4	0.6	- 0.1	0.4	0.2	0.0	0.3	1.1
Variation des stocks	1.1	- 1.7	1.2	- 0.7	0.0	0.0	0.2	- 0.2
Exportations nettes	- 9.3	- 4.5	0.5	- 14.0	- 10.2	8.5	- 5.9	- 5.3
Exportations de biens et services non facteurs	- 0.1	0.4	- 0.6	3.2	- 0.6	- 0.1	0.0	- 0.8
Importations de biens et services non facteurs	- 9.2	- 4.9	1.1	- 17.2	- 9.6	8.6	- 5.9	- 4.5
Comptes nationaux	(En % du PIB, sauf indications contraires)							
Investissements	22.6	21.5	20.5	26.2	30.9	28.4	29.1	27.0
Epargne intérieure	22.6	26.0	26.7	4.5	18.1	25.0	22.8	11.6
Epargne nationale	25.5	24.2	24.1	3.1	14.7	22.1	20.4	9.4
Finances publiques								
Recettes totales	14.4	18.6	21.2	11.8	17.6	21.9	20.0	15.4
Recettes pétrolières	10.3	14.0	16.7	6.2	11.9	16.8	14.8	10.7
Recettes non pétrolières	4.1	4.6	4.5	5.6	5.7	5.2	5.2	4.7
Dépenses totales	14.5	17.6	19.0	21.5	21.7	22.8	23.7	20.9
Dépenses courantes	8.7	11.6	12.5	13.9	12.3	12.1	10.9	12.4
Dépenses en capital	5.8	6.0	6.6	7.7	9.4	10.7	12.8	8.5
Solde budgétaire primaire, (déficit -)	3.7	3.6	4.3	- 6.9	- 1.5	3.5	0.2	- 2.9
Solde budgétaire de base, (déficit -)	3.4	3.2	4.0	- 7.4	- 1.8	3.0	- 0.2	- 3.4
Solde budgétaire, base engagements hors dons (déficit -)	- 0.1	1.0	2.2	- 9.7	- 4.1	- 0.9	- 3.7	- 5.5
Solde budgétaire, base engagements dons compris (déficit -)	1.9	2.6	3.6	- 7.9	- 2.5	1.2	- 0.8	- 4.0
Secteur extérieur								
Exportations de biens et services non facteurs, fob	47.0	45.8	42.6	34.5	37.3	41.4	36.9	30.7
Importations de biens et services non facteurs, fob	46.9	41.2	36.4	56.2	50.1	44.8	43.1	46.1
Solde du compte courant (dons off.incl., déf.-)	4.7	9.8	8.3	- 18.1	- 12.9	- 4.0	- 6.8	- 16.5
Solde du compte courant (dons off.excl., déf.-)	3.9	9.0	7.5	- 19.5	- 13.9	- 4.8	- 7.7	- 16.7
Encours de la dette extérieure/PIB	17.1	16.8	13.7	14.7	13.2	14.1	14.3	17.8
Ratio du service de la dette/PIB	0.6	1.2	1.4	0.8	0.7	0.8	0.7	1.9
Ratio du service de la dette/XBSNF	1.2	2.6	3.2	2.4	1.8	2.0	1.9	6.1
Ratio du service de la dette/Recettes budgétaires	4.0	6.3	6.4	7.1	3.9	3.8	3.4	12.2
Réserves extérieures (en mois d'importations caf)	4.0	4.9	6.7	2.2	1.8	2.9	3.1	2.7
Pour mémoire								
PIB nominal (en milliards de FCFA)	3,897.2	4,024.6	4,642.8	4,570.8	5,669.3	6,069.1	6,889.4	7,047.9
PIB nominal non pétrolier (en milliards de FCFA)	2,937.8	3,013.2	3,427.9	3,762.3	4,491.6	4,585.7	5,390.5	5,743.3
Population (en millions d'habitants)	9.93	10.29	10.66	11.04	11.44	11.85	12.28	12.72
PIB par tête d'habitant (en \$ E.U.)	751.3	816.1	977.5	921.5	998.9	1029.1	1128.9	1192.1

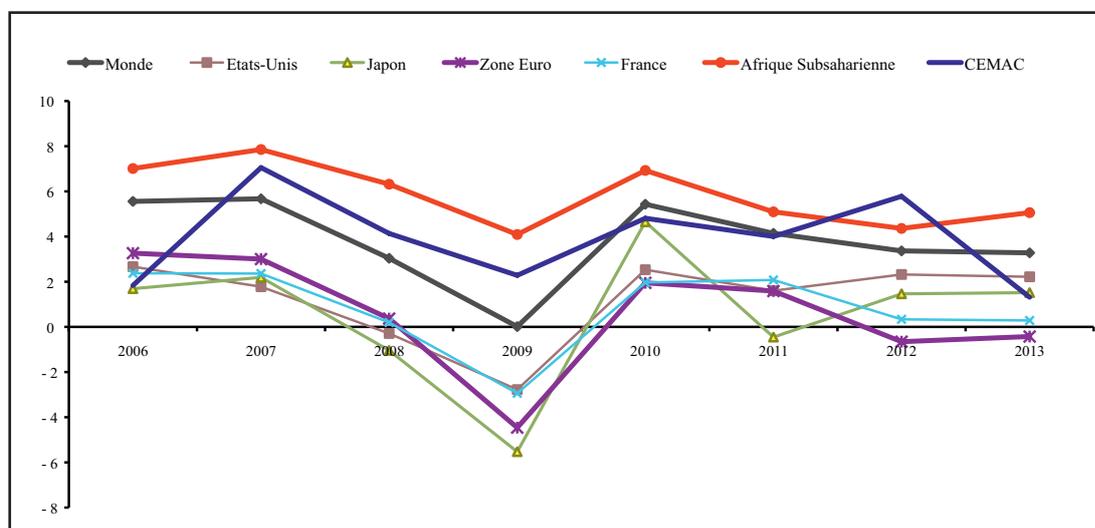
Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

A12. Taux de croissance réelle des principaux partenaires commerciaux

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Monde	5.6	5.7	3.0	0.0	5.4	4.1	3.4	3.3
Etats-Unis	2.7	1.8	-0.3	-2.8	2.5	1.6	2.3	2.2
Japon	1.7	2.2	-1.0	-5.5	4.7	-0.5	1.5	1.5
Zone Euro	3.3	3.0	0.4	-4.5	2.0	1.6	-0.7	-0.4
France	2.4	2.4	0.2	-2.9	2.0	2.1	0.3	0.3
Afrique Subsaharienne	7.0	7.9	6.3	4.1	6.9	5.1	4.4	5.1
CEMAC	1.8	7.1	4.1	2.3	4.8	4.0	5.8	1.3

Sources : Administrations nationales, BEAC et FMI.

Taux de croissance réelle des principaux partenaires commerciaux



A13a. Taux d'inflation en moyenne annuelle des pays de la CEMAC

(Variation en moyenne annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cameroun	5.2	0.9	5.3	3.1	1.2	2.9	2.4	2.1
République centrafricaine	6.6	1.0	9.3	3.5	1.5	1.2	5.9	6.6
Congo	5.0	2.6	5.0	5.6	0.4	1.8	5.0	4.7
Gabon	-1.4	5.0	5.3	1.8	1.5	1.3	2.7	0.5
Guinée Equatoriale	4.4	3.0	6.0	6.0	5.6	4.8	3.6	3.0
Tchad	8.1	-7.4	8.3	10.1	-2.1	2.0	7.6	0.2
CEMAC*	4.8	0.3	6.0	4.4	0.9	2.5	3.8	2.0

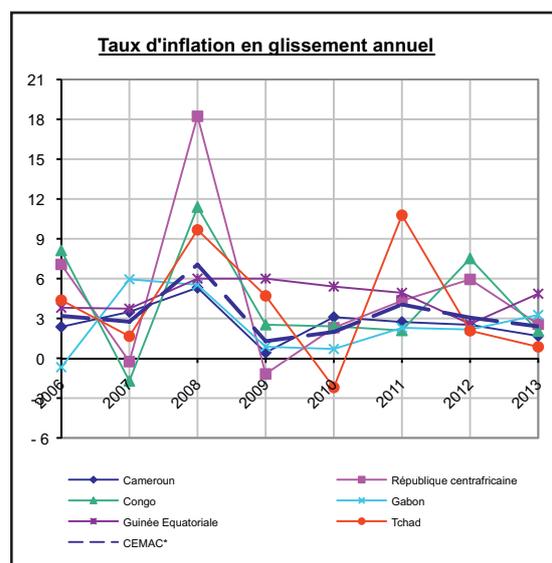
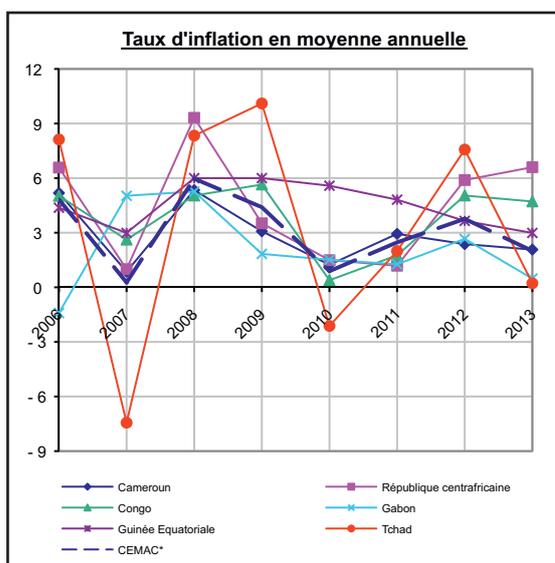
*Obtenu par pondération des taux nationaux par les PIB

A13b. Taux d'inflation en glissement annuel des pays de la CEMAC

(Variation en glissement annuel de l'Indice des Prix à la Consommation)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cameroun	2.4	3.5	5.3	0.4	3.1	2.7	2.5	1.7
République centrafricaine	7.1	-0.3	18.2	-1.2	2.3	4.3	5.9	2.6
Congo	8.1	-1.7	11.4	2.5	2.4	2.1	7.5	2.0
Gabon	-0.7	5.9	5.5	0.9	0.7	2.3	2.2	3.3
Guinée Equatoriale	3.8	3.7	6.0	6.0	5.4	4.9	2.6	4.9
Tchad	4.4	1.7	9.7	4.7	-2.2	10.8	2.1	0.9
CEMAC*	3.2	2.8	7.1	1.3	2.0	4.0	3.1	2.4

*Obtenu par pondération des taux nationaux par les consommations privées

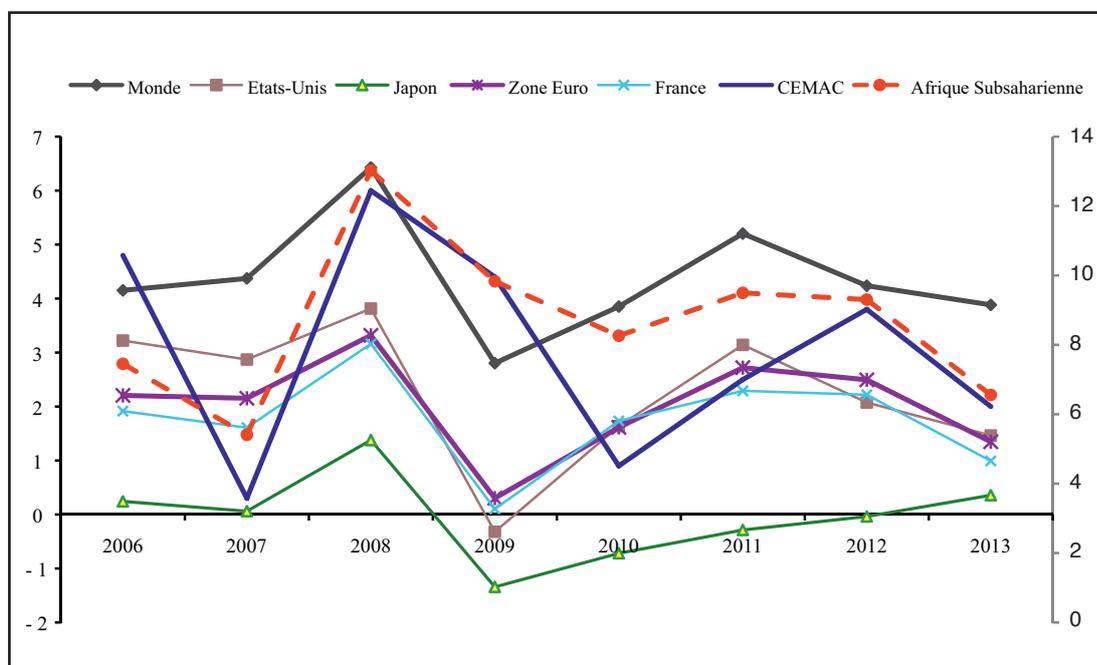


A14. Taux d'inflation en moyenne annuelle des principaux partenaires

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Monde	4.2	4.4	6.4	2.8	3.9	5.2	4.2	3.9
Etats-Unis	3.2	2.9	3.8	-0.3	1.6	3.1	2.1	1.5
Japon	0.2	0.1	1.4	-1.3	-0.7	-0.3	0.0	0.4
Zone Euro	2.2	2.2	3.3	0.3	1.6	2.7	2.5	1.3
France	1.9	1.6	3.2	0.1	1.7	2.3	2.2	1.0
Afrique Subsaharienne	7.5	5.4	13.0	9.8	8.3	9.5	9.3	6.6
CEMAC	4.8	0.3	6.0	4.4	0.9	2.5	3.8	2.0

Sources : Administrations nationales, BEAC et FMI.

Taux d'inflation en moyenne annuelle des principaux partenaires



Afrique Subsaharienne (echelle de droite)

A15. Tableau des Opérations Financières des Etats de la CEMAC

(en milliards de francs CFA)

	Cameroun			Republique Centrafricaine			Congo			Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad		
	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013	2011	2012	2013
Recettes totales	2,228.6	2,434.6	2,609.1	111.8	127.8	43.2	2,558.6	2,955.8	3,103.3	2,495.9	2,638.1	2,730.6	2,849.0	3,194.7	2,694.5	1,331.5	1,375.4	1,085.5
Recettes pétrolières	621.6	700.8	679.3	87.1	111.1	39.8	2,282.8	2,290.7	2,325.7	1,385.7	1,531.3	1,452.9	2,639.4	2,852.5	2,446.6	1,017.2	1,020.0	751.2
Recettes non pétrolières	1,607.0	1,733.8	1,929.8	24.7	16.7	3.4	575.8	675.1	777.6	1,110.2	1,106.8	1,277.7	209.6	342.2	247.9	314.3	355.4	334.3
Dépenses totales	2,380.6	2,549.2	3,010.8	164.3	162.5	111.9	1,774.6	2,535.3	2,713.5	2,364.9	2,420.6	2,577.2	2,767.0	4,023.5	3,325.2	1,385.5	1,631.3	1,473.6
Dépenses courantes	1,762.5	1,808.2	1,958.3	123.3	108.6	99.2	690.7	1,023.1	1,127.8	1,268.0	1,502.7	1,642.7	500.6	815.4	888.0	734.9	747.6	871.9
Salaires et traitements	681.6	706.1	790.0	46.0	49.0	53.7	206.7	248.4	274.7	450.1	514.6	552.8	79.8	99.8	109.5	175.6	224.9	278.1
Biens et services	542.5	574.9	656.9	36.1	29.0	23.1	182.0	277.7	434.6	298.7	365.5	361.3	210.6	432.8	487.7	57.4	107.7	152.7
Intérêts	44.1	51.2	57.6	8.7	6.0	4.9	10.9	12.9	15.9	79.0	87.1	152.1	27.8	31.8	33.9	34.0	27.9	35.8
Dette extérieure	30.6	38.0	47.0	2.7	2.4	2.5	10.9	12.9	15.9	65.7	72.2	130.4	26.5	31.4	33.0	13.7	12.3	17.8
Dette intérieure	13.5	13.3	10.6	6.0	3.6	2.4	0.0	0.0	0.0	13.3	14.9	21.7	1.3	0.4	0.9	20.3	15.7	18.0
Transferts et subventions	494.4	476.0	453.8	32.5	24.6	17.5	291.1	484.1	402.6	440.2	535.5	576.5	182.4	251.0	236.9	364.0	296.3	314.9
Dépenses militaires																103.9	90.9	90.4
Dépenses en capital	584.0	679.4	982.8	41.0	53.9	12.7	1,083.9	1,512.2	1,585.7	1,096.9	995.4	925.1	2,266.4	3,208.1	2,457.2	650.6	883.6	601.8
Sur ressources nationales	483.8	490.4	500.1	10.7	16.0	0.6	867.9	1,207.1	1,054.0	847.1	810.5	655.4	2,266.4	3,208.1	2,457.2	416.3	640.2	452.4
Sur ressources extérieures	100.2	189.1	482.7	30.3	37.9	12.1	216.0	305.1	531.7	249.8	184.9	269.7	0.0	0.0	0.0	234.3	243.4	149.3
Solde primaire	- 7.7	125.7	148.6	- 13.5	9.2	- 51.7	1,310.9	746.5	937.3	459.8	489.5	575.2	2,376.2	2,411.1	1,860.4	214.3	15.5	- 203.0
Solde budgétaire de base	- 51.8	74.5	91.0	- 22.1	3.2	- 56.6	1,300.0	735.6	921.5	380.8	402.4	423.1	82.0	- 828.8	- 630.7	180.3	- 12.5	- 238.8
Solde global (base engagements hors dons)	- 152.0	- 114.6	- 401.7	- 52.4	- 34.7	- 66.7	1,084.0	430.5	389.8	131.0	217.5	153.4	82.0	- 828.8	- 630.7	- 54.0	- 255.9	- 388.1
Solde global (base engagements dont compris)	- 85.7	- 59.6	- 355.4	- 26.1	11.9	- 48.0	1,119.4	440.5	417.9	131.0	217.5	147.4	82.0	- 828.8	- 636.7	72.3	- 56.2	- 285.0
Variations des arrières (baisse -)	- 96.2	- 60.0	- 26.1	8.7	10.3	9.3	- 120.8	- 125.7	- 180.5	- 116.2	- 21.5	- 133.8	0.0	0.0	0.0	- 33.0	0.0	0.0
Intérieurs (principal et intérêts)	- 96.2	- 60.0	- 26.1	2.4	2.2	2.8	- 91.6	- 63.9	- 180.2	- 116.2	- 21.5	- 133.8	0.0	0.0	0.0	- 33.0	0.0	0.0
Extérieurs (principal et intérêts)	0.0	0.0	0.0	6.3	8.1	6.5	- 29.2	- 61.8	- 0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global (base trésorerie)	- 248.2	- 174.6	- 427.8	- 43.7	- 24.3	- 56.5	963.2	304.8	209.2	14.8	196.0	19.6	82.0	- 828.8	- 630.7	- 87.0	- 255.9	- 388.1
Financement total	248.2	174.6	427.8	43.7	24.3	56.5	- 963.2	- 304.8	- 209.2	- 14.8	- 196.0	- 19.6	- 82.0	828.8	630.7	87.0	255.9	388.1
Extérieur	94.9	169.1	472.8	16.1	40.9	41.8	159.3	243.7	423.5	81.5	244.6	480.6	280.5	- 51.2	- 36.7	234.6	258.5	377.8
Dons	66.3	55.0	46.3	26.3	46.6	20.7	35.4	10.0	28.1	0.0	0.0	- 6.0	0.0	0.0	- 6.0	126.3	199.7	103.1
Tirages	86.6	177.5	486.5	4.0	2.7	26.1	180.6	295.1	497.6	249.8	456.2	994.2	287.4	0.0	160.1	145.4	93.8	353.0
Amortissements (principal)	- 58.0	- 63.4	- 60.0	- 14.2	- 8.4	- 5.1	- 85.8	- 71.9	- 111.5	- 143.4	- 166.7	- 482.9	- 6.9	- 51.2	- 175.8	- 37.1	- 34.9	- 114.9
Allègement	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	29.2	60.4	34.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	36.6
Autres	...	...	...	...	...	...	...	- 500	- 25.0	- 24.9	- 24.9	- 24.7	...	...	- 15.0	...	...	...
Intérieur	153.3	5.5	- 45.0	27.7	- 16.5	17.7	- 1,122.6	- 548.4	- 632.8	- 96.3	- 440.6	- 500.1	- 362.5	880.0	667.4	- 147.6	- 2.6	10.3
Système bancaire	165.8	117.6	124.3	32.3	- 11.2	7.9	- 367.6	332.3	27.5	22.2	- 24.5	- 333.7	- 531.8	43.2	- 93.9	- 124.8	- 74.8	45.4
Non bancaire 2/	- 12.4	- 112.1	- 169.3	- 4.6	- 5.3	9.7	- 755.0	- 880.7	- 660.2	- 118.5	- 416.1	- 166.4	169.3	836.8	761.3	- 22.7	72.2	- 35.1
Solde global, base engagements, hors dons (en % PIB)	- 1.2	- 0.9	- 2.8	- 4.7	- 2.9	- 9.3	15.3	6.1	5.6	1.5	2.4	1.6	0.9	- 8.4	- 7.0	- 0.9	- 3.7	- 5.5

A16. Principales exportations (FOB) de la CEMAC

(en milliards de FCFA)

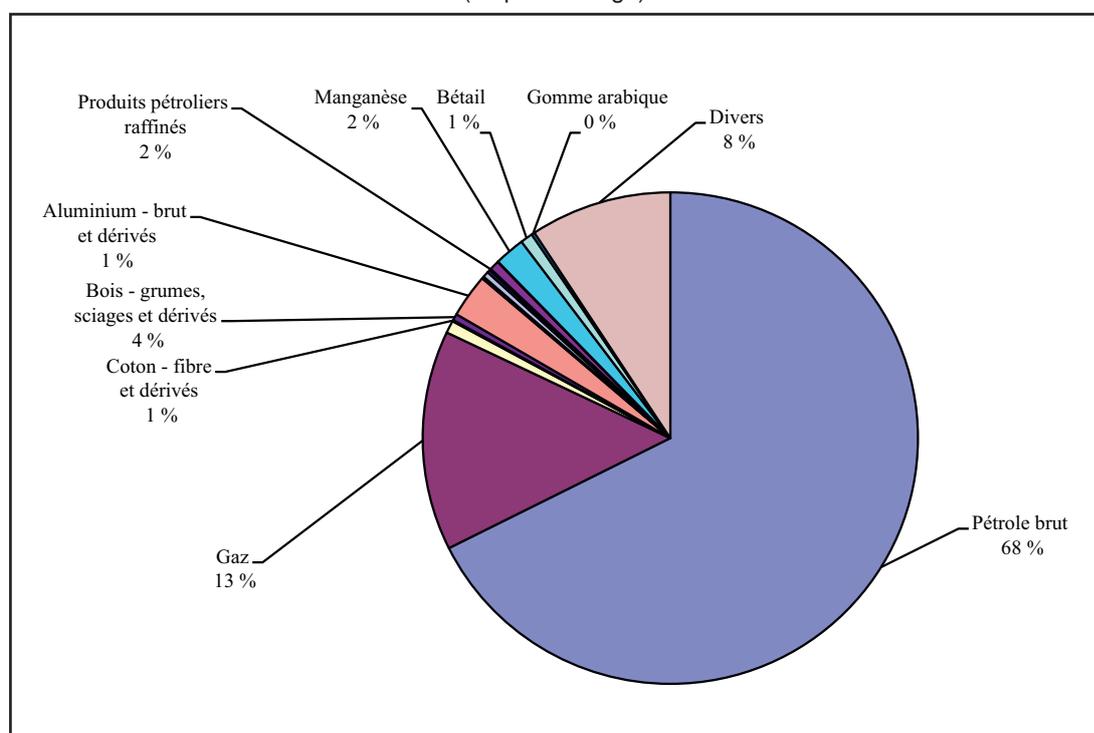
	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pétrole brut	11,925.9	11,921.6	15,040.0	9,357.6	13,543.9	17,208.6	17,145.1	15,067.4
Gaz	419.1	808.6	1,711.5	1,670.8	2,186.6	3,199.2	3,249.2	3,223.1
Cacao	137.9	112.0	149.0	168.9	207.8	228.7	161.4	182.5
Café	35.3	38.1	39.2	27.0	33.2	66.7	42.1	19.1
Coton - fibre et dérivés	99.1	100.4	69.8	52.3	85.6	141.1	87.6	95.8
Bois - grumes, sciages et dérivés	728.5	836.1	832.5	588.0	588.9	774.5	744.3	637.0
Aluminium - brut et dérivés	87.3	92.9	89.3	61.9	90.7	53.1	29.8	32.2
Caoutchouc naturel	45.0	38.1	46.5	34.7	71.7	125.8	82.1	85.2
Banane	33.7	29.3	34.3	35.1	41.0	41.5	39.7	43.9
Diamants - brut et taillés	32.7	29.8	22.2	23.3	25.9	29.7	33.2	10.5
Or	0.1	0.1	0.2	0.5	0.7	1.3	6.7	11.9
Tabac	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Produits pétroliers	43.0	67.7	52.0	43.6	78.0	95.1	126.0	140.7
Rondins d'eucalyptus	3.0	5.3	3.8	8.0	12.5	9.8	5.5	6.1
Sucre	12.3	8.4	12.7	12.8	11.3	2.5	0.0	0.5
Cuivre	0.0	0.0	0.0	38.3	24.3	0.0	0.0	0.0
Manganèse	142.2	255.9	632.6	150.3	458.8	566.7	314.1	442.4
Bétail	119.0	135.6	121.9	123.8	173.9	178.9	263.1	179.8
Gomme arabique	15.7	12.0	9.4	11.1	21.7	28.4	37.9	46.4
Divers	153.5	1,059.2	156.9	1,042.9	1,415.3	1,658.2	1,963.8	2,060.8
TOTAL	14,033.4	15,551.2	19,023.9	13,451.0	19,072.1	24,409.8	24,331.7	22,285.5

Sources : Données de la Programmation Monétaire et du Commerce extérieur

Annexes

Principales exportations FOB de la CEMAC en 2013

(en pourcentage)



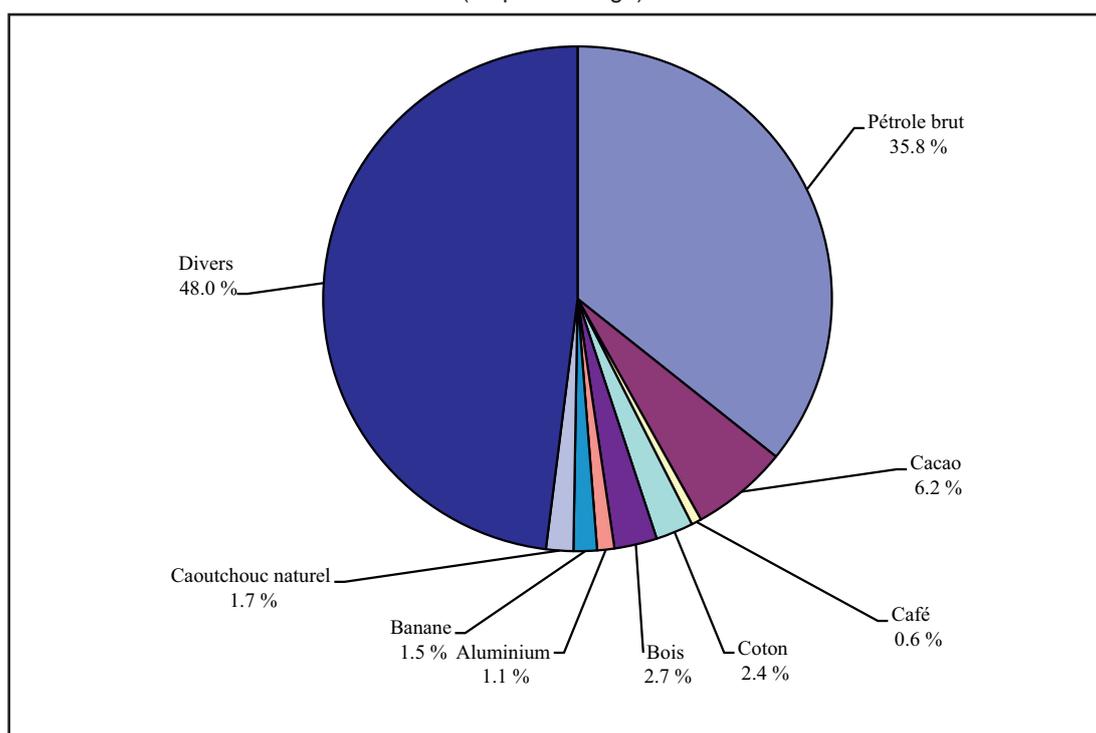
** La légende des produits dont les parts relatives sont inférieures à 1% a été expressément masquée sur le graphique ci-dessus.

A17. Principales exportations (FOB) du Cameroun
(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pétrole brut	981.3	1,001.5	1,204.3	714.1	795.1	974.6	1,036.5	1,053.8
Cacao	137.0	111.6	148.7	168.7	207.5	228.5	161.3	182.4
Café	34.5	37.6	37.9	25.0	30.5	62.9	40.5	18.9
Coton	54.2	68.9	45.6	38.4	70.6	106.8	58.1	70.2
Bois	31.6	60.5	55.2	49.2	54.5	71.7	79.9	80.1
Aluminium	87.3	92.9	89.3	61.9	90.7	53.1	29.8	32.2
Banane	33.7	29.3	34.3	35.1	41.0	41.5	39.7	43.9
Caoutchouc naturel	34.0	28.5	30.8	23.2	50.2	86.3	49.2	51.0
Divers	618.8	944.5	991.6	783.5	900.3	1,152.9	1,363.1	1,415.1
TOTAL	2,012.4	2,375.3	2,637.6	1,899.0	2,240.6	2,778.3	2,858.0	2,947.7

Source : INS

Principales exportations FOB du Cameroun en 2013
(en pourcentage)

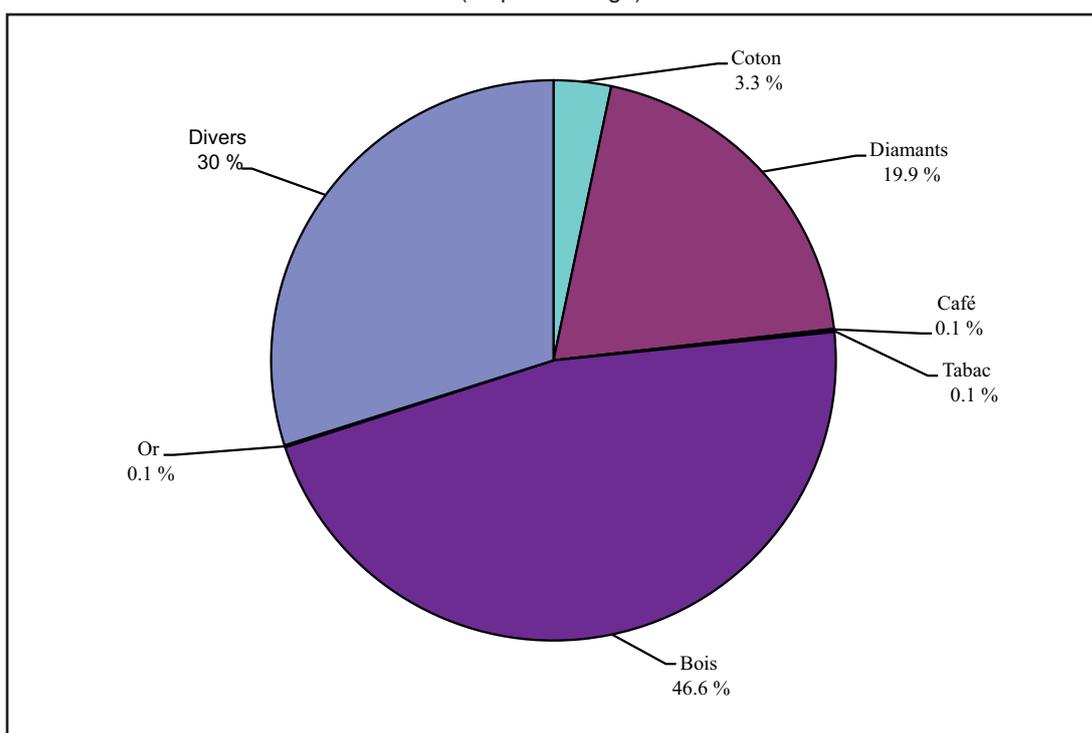


A18. Principales exportations (FOB) de la République Centrafricaine
(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Coton	0.7	0.4	0.9	0.6	2.8	7.0	7.0	1.7
Diamants	32.7	29.8	22.2	23.3	25.9	29.7	33.2	10.5
Café	0.7	0.4	1.1	2.0	2.6	3.6	1.4	0.0
Tabac	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Bois	39.3	41.9	35.2	23.7	30.6	42.9	39.7	24.7
Or	0.1	0.1	0.2	0.5	0.7	1.3	0.7	0.1
Divers	15.5	15.2	14.2	13.7	14.0	14.6	15.2	15.8
TOTAL	89.1	87.9	74.1	63.9	76.7	99.1	97.4	52.9

Source : Données de la programmation Monétaire

Principales exportations FOB de la République Centrafricaine en 2013
(en pourcentage)

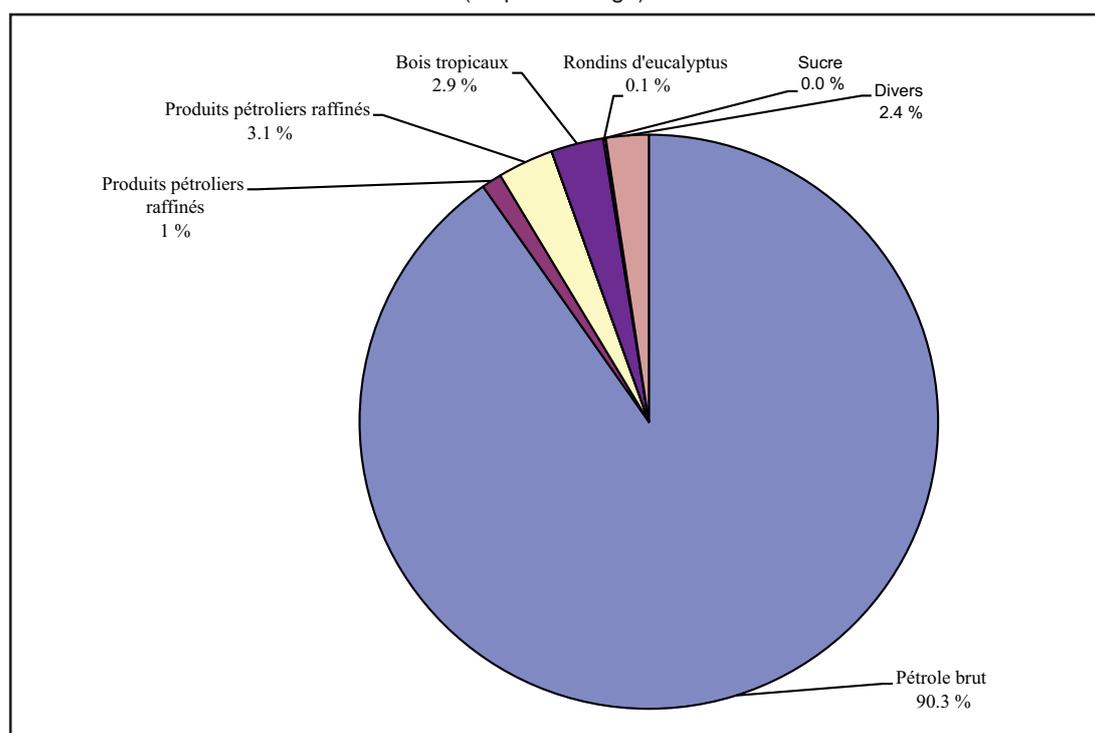


A19. Principales exportations (FOB) du Congo (en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pétrole brut	2,840.0	2,399.2	3,365.8	2,433.3	4,098.8	5,142.4	4,654.7	4,057.2
Gaz (propane et butane)	60.6	21.2	42.1	40.9	58.4	83.9	90.1	50.9
Produits pétroliers raffinés	43.0	67.7	52.0	43.6	78.0	95.1	126.0	140.7
Cuivre	...	...	...	38.3	24.3	...	...	...
Bois tropicaux	127.9	123.5	222.0	80.6	119.2	170.9	167.4	131.4
Rondins d'eucalyptus	3.0	5.3	3.8	8.0	12.5	9.8	5.5	6.1
Sucre	12.3	8.4	12.7	12.8	11.3	2.5	0.0	0.5
Divers	41.4	97.5	- 63.6	- 26.5	85.4	87.5	89.6	107.0
TOTAL	3,128.1	2,722.9	3,634.8	2,631.0	4,487.9	5,592.1	5,133.2	4,493.8

Source : Données de la programmation Monétaire

Principales exportations FOB du Congo en 2013 (en pourcentage)

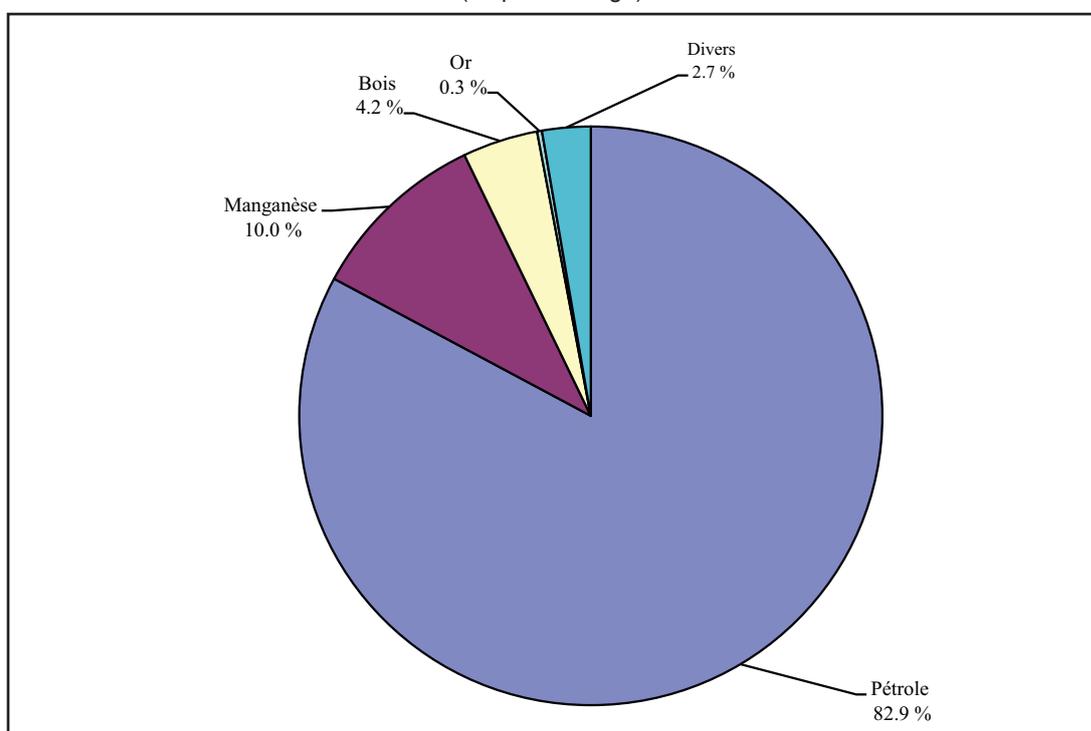


A20. Principales exportations (FOB) du Gabon (en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pétrole	2,595.8	2,801.1	3,379.2	2,162.8	3,136.4	4,165.7	4,077.8	3,662.4
Manganèse	142.2	255.9	632.6	150.3	458.8	566.7	314.1	442.4
Bois	264.4	310.8	260.0	227.7	121.6	197.4	218.8	184.8
Or	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	6.0	11.8
Divers	42.8	91.2	97.9	74.6	90.9	109.2	113.4	118.7
TOTAL	3,045.2	3,459.0	4,369.8	2,615.4	3,807.7	5,038.9	4,730.2	4,420.1

Source : Données de la programmation Monétaire

Principales exportations FOB du Gabon en 2013 (en pourcentage)

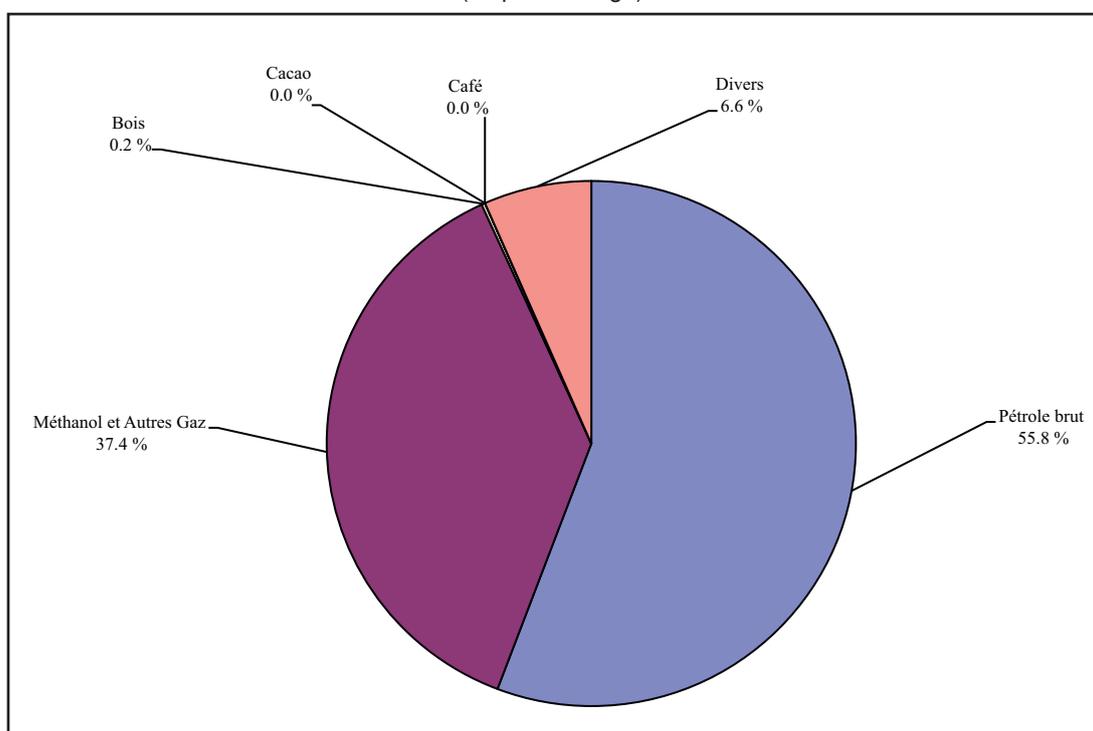


A21. Principales exportations (FOB) de la Guinée Equatoriale
(en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pétrole brut	3,956.3	4,184.9	5,417.1	2,947.1	3,905.9	4,966.7	5,518.5	4,727.9
Méthanol et Autres Gaz	358.5	787.4	1,669.4	1,630.0	2,128.2	3,115.3	3,159.1	3,172.2
Bois	29.2	34.0	12.5	3.4	16.8	18.3	22.5	18.1
Cacao	0.9	0.4	0.3	0.2	0.3	0.2	0.1	0.1
Café	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2
Divers	- 324.1	174.4	- 641.5	384.2	555.9	556.7	557.5	558.3
Autres			- 628.6	387.9	573.1	575.3	580.3	576.7
TOTAL	4,020.8	5,181.2	6,457.9	4,964.9	6,607.2	8,657.4	9,257.8	8,476.8

Source : Données de la programmation Monétaire

Principales exportations FOB de la Guinée Equatoriale en 2013
(en pourcentage)

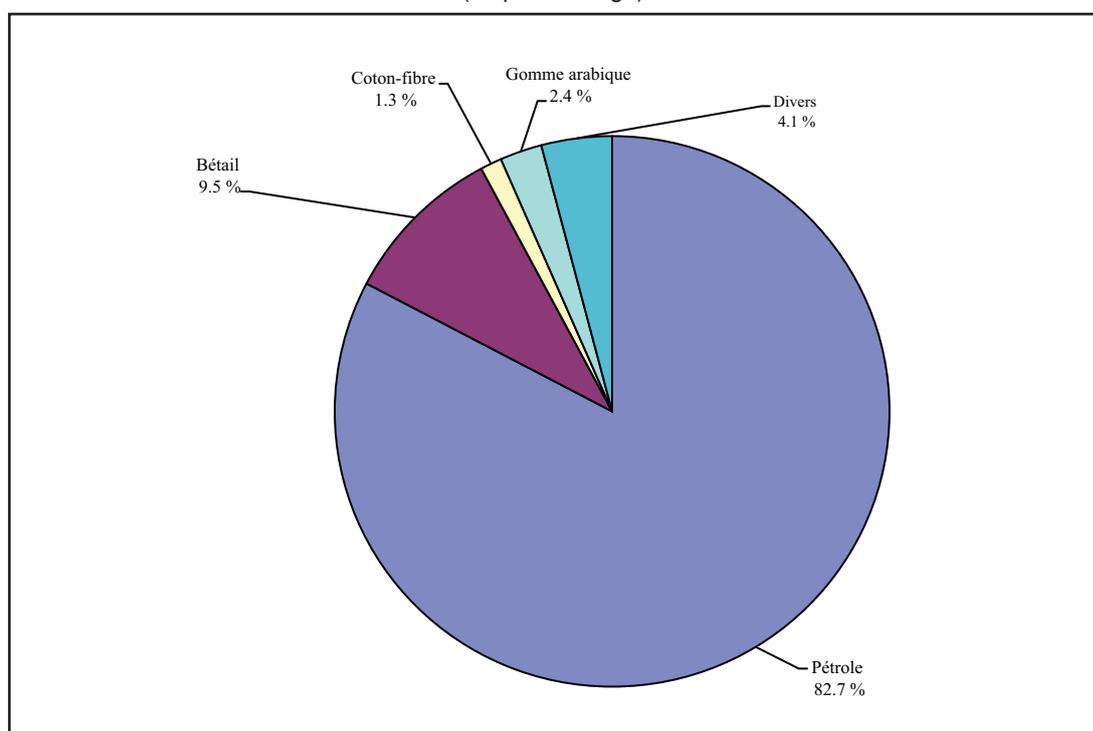


A22. Principales exportations (FOB) du Tchad (en milliards de FCFA)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pétrole	1,552.6	1,534.9	1,673.5	1,100.4	1,607.8	1,959.3	1,857.6	1,566.2
Bétail	119.0	135.6	121.9	123.8	173.9	178.9	263.1	179.8
Coton-fibre	44.1	31.0	23.3	13.4	12.2	27.3	22.5	23.8
Gomme arabique	15.7	12.0	9.4	11.1	21.7	28.4	37.9	46.4
Divers	21.2	24.8	38.9	38.0	36.4	50.2	74.1	77.9
TOTAL	1,752.7	1,738.4	1,867.1	1,286.7	1,852.0	2,244.0	2,255.1	1,894.1

Source : Données de la programmation Monétaire

Principales exportations FOB du Tchad en 2013 (en pourcentage)



A23. Solde extérieur courant (transferts officiels inclus)

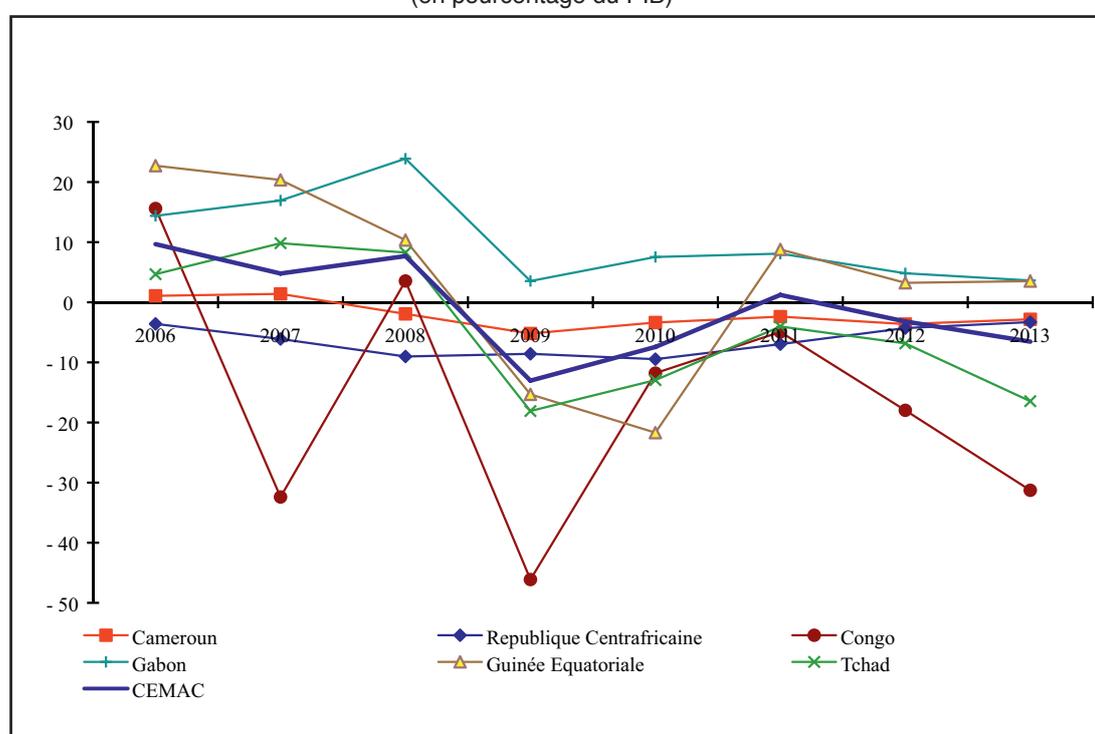
(en pourcentage du PIB)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cameroun	1.1	1.4	- 1.9	- 5.2	- 3.4	- 2.4	- 3.6	- 2.8
Republique Centrafricaine	- 3.6	- 6.1	- 9.0	- 8.6	- 9.5	- 7.0	- 4.3	- 3.3
Congo	15.6	- 32.4	3.5	- 46.1	- 11.8	- 4.9	- 18.0	- 31.3
Gabon	14.4	16.9	23.9	3.5	7.5	8.1	4.8	3.6
Guinée Equatoriale	22.7	20.4	10.3	- 15.3	- 21.7	8.8	3.2	3.5
Tchad	4.7	9.8	8.3	- 18.1	- 12.9	- 4.0	- 6.8	- 16.5
CEMAC	9.7	4.8	7.7	- 13.0	- 7.4	1.2	- 3.2	- 6.5

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Solde extérieur courant (transferts officiels inclus)

(en pourcentage du PIB)



Congo, Guinée Equatoriale et Tchad : échelle de droite

A24. Dette publique extérieure consolidée des Etats de la CEMAC
(en milliards de francs CFA courants)

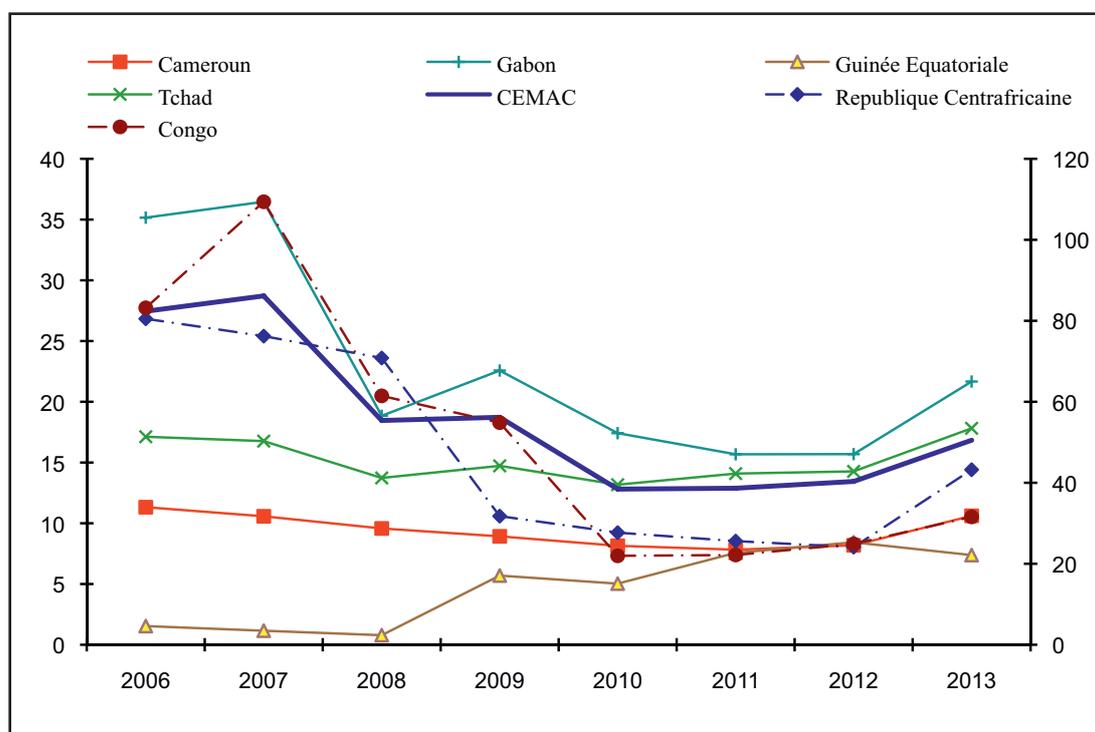
	Cameroun			Republique Centrafricaine			Congo			Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad			CEMAC			
	2011	2012	2013 (a)	2011	2012	2013 (a)	2011	2012	2013 (a)	2011	2012	2013 (a)	2011	2012	2013 (a)	2011	2012	2013 (a)	2011	2012	2013 (a)	
	2011	2012	2013 (a)	2011	2012	2013 (a)	2011	2012	2013 (a)	2011	2012	2013 (a)	2011	2012	2013 (a)	2011	2012	2013 (a)	2011	2012	2013 (a)	
STOCK DE DEBUT DE PERIODE	953.2	981.7	1095.8	292.0	288.1	290.5	1,348.7	1,566.4	1,758.5	1,283.8	1,390.2	1,427.1	344.5	689.6	833.6	746.9	855.2	983.2	4969.1	5771.1	6388.7	
Tirages	86.6	177.5	486.5	4.0	2.7	26.1	180.6	295.1	497.6	249.8	456.2	994.2	287.4	0.0	160.1	145.4	93.8	353.0	953.8	1025.3	2517.4	
Service dû	88.6	101.4	107.0	16.9	10.8	7.6	96.7	84.7	127.4	209.1	259.9	613.3	33.4	82.6	208.8	50.8	47.2	132.7	495.6	585.7	1196.7	
Service réaménagé	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	34.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	36.6	0.0	0.0	71.0	
Service rééchelonné	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	34.5	0.0	0.0	34.5	
Remise de service	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	34.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.1	0.0	0.0	36.5	
Service payé	88.6	101.4	107.0	10.6	2.7	1.1	96.7	84.7	93.0	209.1	259.9	613.3	33.4	82.6	208.8	50.8	47.2	96.1	489.3	577.5	1119.3	
Ajustements statistiques							283.2	-66.4	54.9		-232.6	100.7					69.2	...	283.2	-229.8	155.5	
STOCK DE FIN DE PERIODE	981.7	1095.8	1522.3	288.1	290.5	318.0	1,566.4	1,788.5	2,202.9	1,390.2	1,427.1	2,039.0	689.6	833.6	665.9	855.2	983.2	1255.7	5771.1	6886.7	8003.8	
Dont arriérés sur intérêts et principal	0.0	0.0	0.0	106.9	115.0	121.5	362.6	361.9	365.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	21.5	21.5	21.5	491.0	498.4	508.3	
Indicateurs (en pourcentage)																						
Services dette / exportations	2.4	2.7	2.8	12.1	7.8	7.0	1.7	1.6	2.7	4.1	5.3	13.5	0.4	0.9	2.5	2.0	1.9	6.1	2.0	2.3	5.1	
Service dette / recettes budgétaires	4.0	4.2	4.1	15.1	8.4	17.5	3.4	2.9	4.1	8.4	9.8	22.5	1.2	2.6	7.7	3.8	3.4	12.2	4.2	4.6	9.8	
Stock dette / PIB	7.8	8.2	10.6	25.6	24.1	43.2	22.2	24.9	31.6	15.7	15.7	21.7	7.6	8.4	7.4	14.1	14.3	17.8	12.9	13.4	16.8	

A25. Taux d'endettement public extérieur (dette publique extérieure/PIB)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cameroun	11.3	10.6	9.6	8.9	8.1	7.8	8.2	10.6
Republique Centrafricaine	80.5	76.2	70.8	31.8	27.7	25.6	24.1	43.2
Congo	83.2	109.4	61.5	54.8	22.0	22.2	24.9	31.6
Gabon	35.2	36.5	18.8	22.6	17.4	15.7	15.7	21.7
Guinée Equatoriale	1.5	1.2	0.8	5.7	5.0	7.6	8.4	7.4
Tchad	17.1	16.8	13.7	14.7	13.2	14.1	14.3	17.8
CEMAC	27.5	28.7	18.5	18.7	12.8	12.9	13.4	16.8

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

Taux d'endettement public extérieur (dette publique extérieure/PIB)



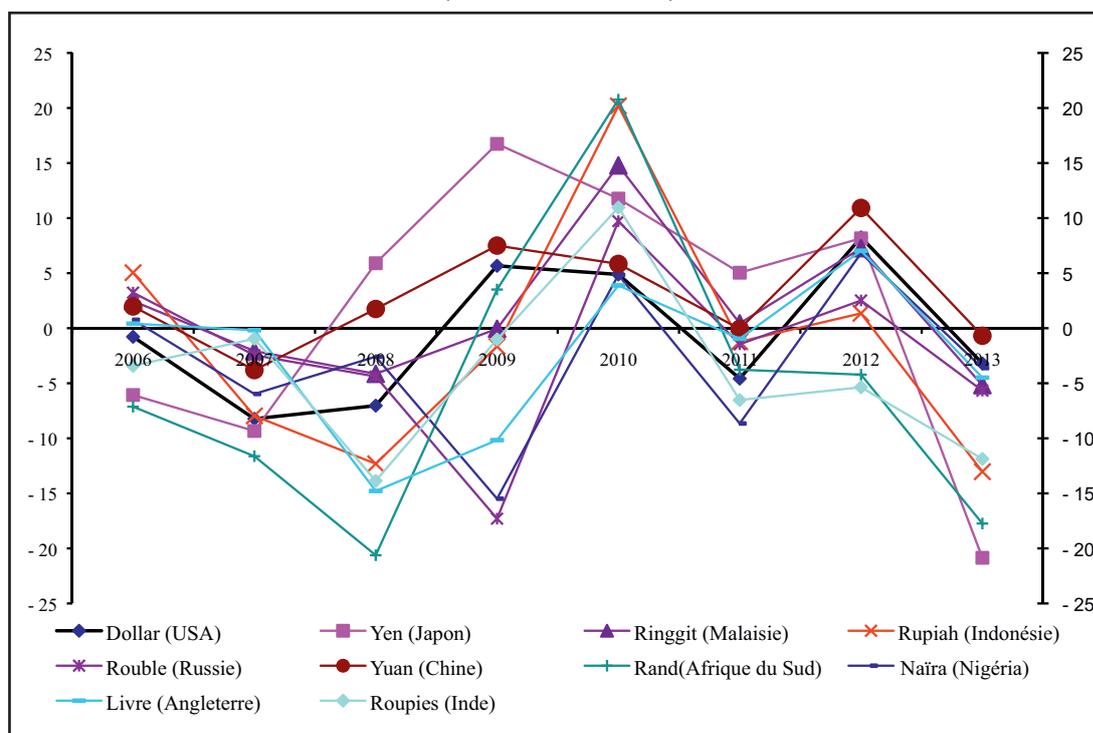
Congo, Guinée Equatoriale et Tchad : échelle de droite

A26. Variations du taux de change du F CFA par rapport aux principales devises (Cotation à l'incertain)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Dollar (USA)	-0.2	-0.8	-8.2	-7.0	5.7	4.9	-4.6	8.3
Yen (Japon)	-2.0	-6.1	-9.3	5.9	16.7	11.8	5.0	8.2
Ringgit (Malaisie)	0.1	2.5	-2.1	-4.1	-0.1	14.8	0.4	7.3
Rupiah (Indonésie)	-8.1	5.0	-8.0	-12.3	-1.7	20.2	-1.2	1.3
Rouble (Russie)	1.7	3.2	-2.5	-4.4	-17.3	9.7	-1.5	2.5
Yuan (Chine)	0.8	2.0	-3.8	1.7	7.5	5.8	-0.1	10.9
Rand(Afrique du Sud)	1.4	-7.1	-11.6	-20.6	3.5	20.8	-3.8	-4.2
Naïra (Nigéria)	1.9	0.8	-6.0	-2.6	-15.5	4.8	-8.7	6.8
Livre (Angleterre)	-0.9	0.4	-0.2	-14.8	-10.2	3.9	-1.0	7.0
Roupiés (Inde)	2.6	-3.4	-1.0	-13.9	-1.0	11.0	-6.5	-5.4

Sources : Données de la Programmation Monétaire et du Commerce extérieur

Variations du taux de change du F CFA par rapport aux principales devises (Cotation à l'incertain)



Dollar : échelle de droite

A27a. Indice composite du TCER des Etats de la CEMAC

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cameroun	81.3	81.1	80.6	82.1	75.3	75.2	71.9	72.1
République Centrafricaine	69.4	70.3	76.2	76.6	72.4	71.5	72.4	74.9
Congo	103.4	103.4	106.3	110.3	105.0	103.7	102.5	107.1
Gabon	80.4	86.1	90.7	89.7	82.3	82.0	78.6	80.3
Guinée Equatoriale	141.8	144.5	149.2	154.5	140.6	141.6	139.8	149.5
Tchad	85.9	77.9	83.3	89.2	82.0	82.0	83.0	82.2
CEMAC	88.0	88.7	93.5	94.7	89.0	86.5	86.4	87.3

Source : BEAC

A27b. Variation de l'indice composite du TCER des Etats de la CEMAC

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cameroun	- 0.5	- 0.3	- 0.6	1.9	- 8.2	- 0.2	- 4.3	0.3
République Centrafricaine	6.1	1.3	8.4	0.5	- 5.4	- 1.2	1.2	3.5
Congo	3.8	0.0	2.8	3.7	- 4.8	- 1.2	- 1.1	4.4
Gabon	- 4.3	7.1	5.3	- 1.1	- 8.2	- 0.3	- 4.2	2.1
Guinée Equatoriale	- 3.9	1.9	3.2	3.6	- 9.0	0.7	- 1.3	6.9
Tchad	4.5	- 9.3	6.8	7.2	- 8.1	0.0	1.1	- 1.0
CEMAC	2.9	0.9	5.4	1.3	- 6.1	- 2.8	- 0.1	1.1

Source : BEAC

A27c. Variation de l'indice composite du TCER des exportations des Etats de la CEMAC

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cameroun	- 2.5	0.6	2.7	0.9	- 11.6	- 0.2	- 3.2	- 1.0
République Centrafricaine	3.2	1.7	11.2	- 0.4	- 13.7	- 0.9	0.0	7.2
Congo	- 2.9	1.7	2.7	6.8	- 13.7	- 3.2	- 1.1	9.7
Gabon	- 7.3	3.5	6.8	- 2.8	- 11.6	- 1.5	- 3.4	3.1
Guinée Equatoriale	- 4.0	1.8	3.0	3.5	- 9.0	0.7	- 1.3	7.0
Tchad	5.8	- 6.1	11.7	10.1	- 14.9	- 1.4	- 1.3	0.1
CEMAC	- 2.4	0.5	5.9	- 0.5	- 11.6	- 1.0	- 1.0	0.9

Source : BEAC

A27d. Variation de l'indice composite du TCER des importations des Etats de la CEMAC

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Cameroun	0.9	- 0.6	- 2.1	2.7	- 6.7	- 0.1	- 4.6	0.9
République Centrafricaine	8.5	1.3	7.1	1.5	- 1.1	- 0.4	1.8	0.7
Congo	5.4	0.0	2.4	3.9	- 3.9	- 1.0	- 1.3	4.0
Gabon	0.2	12.9	4.5	- 1.1	- 2.6	0.4	- 3.4	0.5
Guinée Equatoriale	- 8.0	1.5	1.3	4.9	1.1	2.4	- 0.3	1.6
Tchad	4.8	- 8.8	4.6	9.6	- 6.2	- 0.4	3.5	- 1.1
CEMAC	8.1	2.5	5.3	0.5	1.9	- 4.9	2.0	- 2.1

Source : BEAC

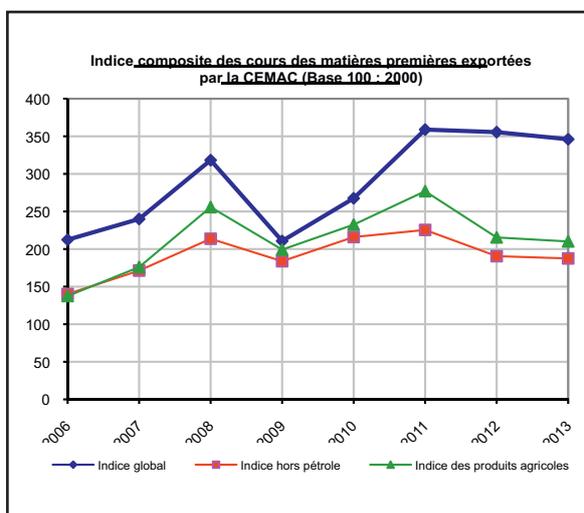
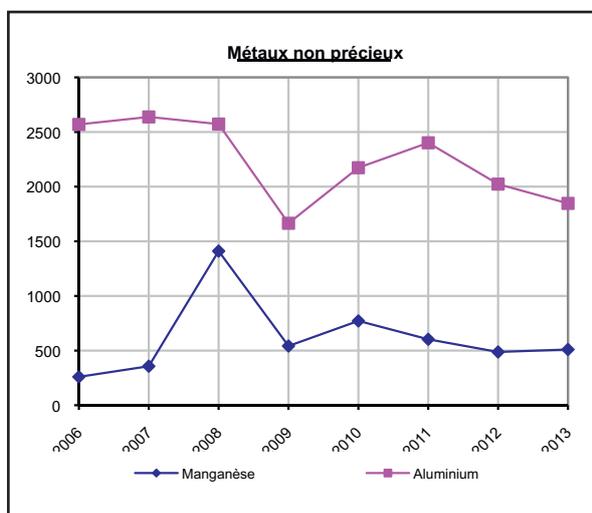
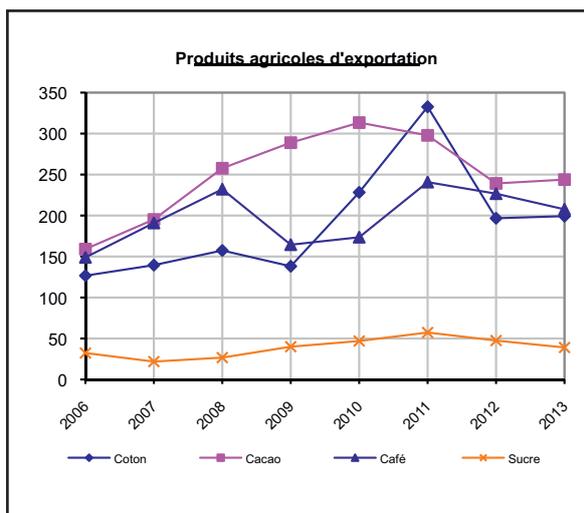
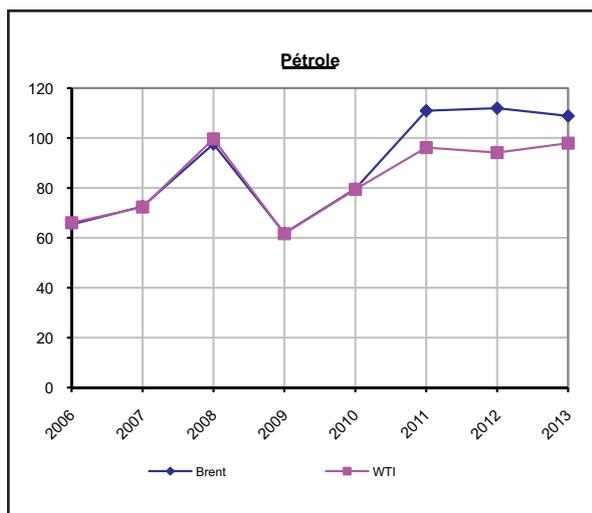
A28. Cours mondiaux des principales matières premières exportées par la CEMAC

Produit	Unité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Pétrole									
Brent	Dollars / baril	65.4	72.6	97.6	61.9	79.6	110.9	112.0	108.9
WTI	Dollars / baril	66.1	72.3	99.7	61.7	79.4	96.2	94.2	97.9
Bois									
Sappeli, sciages, FOB	Dollars/m3	622.9	759.8	927.6	748.9	812.7	825.7	759.3	749.2
Okoumé, grumes, FOB	Dollars/m3	300.0	326.8	249.2	226.9	291.6	345.3	391.7	281.0
Coton	US cents/kg	126.7	139.5	157.4	138.1	228.3	332.7	196.7	199.3
Cacao	US cents/kg	159.1	195.2	257.7	288.9	313.4	297.9	239.2	243.9
Café	US cents/kg	148.9	190.9	232.1	164.4	173.5	240.8	226.7	207.6
Sucre	US cents/kg	32.3	21.8	26.7	40.0	46.9	57.3	47.5	39.0
Caoutchouc	US cents/kg	335.1	344.9	368.0	192.3	365.5	481.9	315.6	277.3
Manganèse	\$/tonne	259.8	356.9	1410.5	542.1	771.6	603.3	487.3	510.0
Aluminium	\$/tonne	2 569.4	2 637.8	2 572.6	1 664.8	2 173.1	2 401.3	2 023.2	1 846.7
Gaz naturel et méthanol									
Etats Unis	\$/mmbtu	6.7	7.0	8.9	8.7	8.5	10.5	11.5	11.8
Europe	\$/mmbtu	8.5	8.6	13.4	4.0	4.4	4.0	2.8	3.7

Indice composite (cours exprimés en dollars) - Base 100 : année 2000 -

Indice global	212.4	240.0	318.3	210.7	267.5	359.0	355.5	346.1
Indice hors pétrole	140.2	171.4	213.7	183.8	216.0	225.4	190.6	187.5
Indice des produits agricoles	137.5	176.0	255.8	199.3	232.5	277.0	215.4	210.1

Sources : Banque Mondiale, INSEE, CNUCED, FMI, BEAC



A29. Production pétrolière et minière

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	Variations en % (2)/(1)
CAMEROUN							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	4,263.3	4,027.8	3,199.3	2,964.8	3,111.1	3,371.2	8.4
- Exportations.....	3,990.8	3,755.3	2,926.8	2,692.3	2,838.6	2,932.3	3.3
Aluminium (en milliers de tonnes)							
- Exportations.....	74,787.1	79,423.9	81,012.4	42,749.0	28,528.4	34,038.3	19.3
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE							
Diamants (en milliers de carats)							
- Production.....	377.2	310.5	301.6	323.6	365.9	118.9	- 67.5
- Exportations.....	377.2	310.5	301.6	323.6	365.9	118.9	- 67.5
Or (en kg)							
- Production.....	42.0	61.3	56.5	72.8	39.5	11.1	- 71.9
- Exportations.....	42.0	61.3	56.5	72.8	39.5	11.1	- 71.9
CONGO							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	11,567.9	13,391.7	15,262.4	14,679.0	13,338.0	12,179.4	- 8.7
- Exportations.....	10,971.4	12,683.3	14,619.9	14,081.0	12,528.0	11,369.4	- 9.2
GABON							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	11,818.4	11,876.0	12,442.0	12,143.2	11,630.0	11,014.0	- 5.3
- Exportations.....	10,894.7	11,276.0	11,226.6	11,229.0	11,180.0	10,111.9	- 9.6
Manganèse (en milliers de tonnes)							
- Production.....	3,247.8	1,975.0	3,200.6	3,562.3	3,036.8	4,102.9	35.1
- Exportations.....	3,200.0	1,900.0	3,200.6	3,800.0	3,038.3	4,003.0	31.8
GUINEE EQUATORIALE							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	17,824.9	15,406.0	14,250.4	13,927.0	14,940.5	13,006.1	- 12.9
- Exportations.....	17,824.9	15,406.0	14,250.4	13,565.3	14,940.5	13,006.1	- 12.9
Méthanol (en milliers de tonnes)							
- Exportations.....	5,493.2	8,520.8	7,764.7	8,508.6	8,552.7	8,726.6	2.0
TCHAD							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	6,465.2	6,059.0	6,209.0	5,850.0	5,739.0	4,833.3	- 15.8
- Exportations.....	6,465.2	5,986.4	6,153.5	5,609.0	5,163.0	4,211.9	- 18.4
ENSEMBLE CEMAC							
Pétrole brut (en milliers de tonnes)							
- Production.....	51,939.7	50,760.5	51,363.2	49,564.0	48,758.7	44,404.0	- 8.9
- Exportations.....	50,147.0	49,107.0	49,177.2	47,176.5	46,650.1	41,631.7	- 10.8
Manganèse (en milliers de tonnes)							
- Production.....	3,247.8	1,975.0	3,200.6	3,562.3	3,036.8	4,102.9	35.1
- Exportations.....	3,200.0	1,900.0	3,200.6	3,800.0	3,038.3	4,003.0	31.8
Aluminium (en milliers de tonnes)							
- Exportations.....	74,787.1	79,423.9	81,012.4	42,749.0	28,528.4	34,038.3	19.3
Diamants (en milliers de carats)							
- Production.....	377.2	310.5	301.6	323.6	365.9	118.9	- 67.5
- Exportations.....	377.2	310.5	301.6	323.6	365.9	118.9	- 67.5
Or (en kg)							
- Production.....	42.0	61.3	56.5	72.8	39.5	11.1	- 71.9
- Exportations.....	42.0	61.3	56.5	72.8	39.5	11.1	- 71.9
Méthanol (en milliers de tonnes)							
- Exportations.....	5,493.2	8,520.8	7,764.7	8,508.6	8,552.7	8,726.6	2.0

Sources : Administrations nationales et BEAC

A30. Production agricole vivrière

(en milliers de tonnes)

	2007	2008	2009	2010	2011 (1)	2012 (1)	Variations en % (2)/(1)
Cameroun							
Plantain	1,593.3	1,688.9	1,773.4	1,826.6	2,045.8	2,180.8	6.6
Manioc	2,553.1	2,693.5	2,855.1	2,912.2	3,261.7	3,476.9	6.6
Macabo/Taro	1,302.8	1,341.9	1,400.7	1,428.7	1,600.2	1,673.8	4.6
Maïs	1,174.1	1,227.0	1,276.0	1,314.3	1,432.6	1,498.5	4.6
Riz paddy	60.0	63.6	70.9	74.5	83.4	95.6	14.6
Canne à sucre	159.4	167.4	175.8	175.8	191.6	204.3	6.6
Huile de palme	125.1	134.5	135.0	139.1	151.6	161.6	6.6
Pommes de terre	168.0	178.1	184.8	186.7	203.5	216.9	6.6
Mil et sorgho	600.2	624.2	700.0	728.0	793.5	845.9	6.6
République Centrafricaine							
Arachides	164.1	170.2	173.1	176.7	180.5	124.1	-31.2
Manioc	601.8	619.7	632.9	646.2	659.8	495.9	-24.8
Mil et sorgho	59.8	61.2	62.4	63.8	65.1	92.3	41.9
Maïs	146.7	150.9	153.9	157.1	160.4	130.0	-19.0
Riz Paddy	39.1	40.0	40.9	41.7	42.6	30.4	-28.7
Sésame	48.5	49.8	50.9	51.9	53.0	36.1	-31.8
Courges	31.9	32.7	33.4	34.1	34.8	27.2	-21.9
Congo							
Tubercule de manioc	955.1	1,020.7	1,084.3	1,158.5	1,232.2	1,329.4	1,433.1
Feuille de manioc	57.2	61.1	64.9	69.3	73.7	79.6	85.8
Arachides	26.5	28.3	30.1	32.1	34.2	36.9	39.7
Banane plantain	95.5	102.0	108.4	115.8	123.2	132.9	143.3
Banane douce	75.8	81.0	86.1	92.0	97.8	105.6	113.8
Mangues	33.7	36.0	38.2	40.9	43.5	46.9	50.5
Canne à sucre	636.7	537.3	643.9	669.4	666.2	573.9	442.1
Tchad							
Pénicillaire	471.6	319.0	710.5	328.9	720.0	555.6	- 22.8
Sorgho	590.2	601.0	951.6	647.9	995.9	799.2	- 19.7
Berbéré	313.2	315.4	997.0	206.4	425.1	469.6	10.5
Maïs	221.7	209.0	201.8	299.5	387.6	418.0	7.8
Riz paddy	174.0	130.7	174.0	172.7	97.8	378.2	286.9
Niébé	62.0	48.5	85.6	80.4	129.5	121.1	- 6.5
Arachides	548.3	517.5	1,031.6	569.9	964.0	965.2	0.1
Manioc	161.2	191.5	282.8	323.8	189.5	224.0	18.2
Canne à sucre	340.8	351.4	291.8	312.2	310.8	310.5	- 0.1
Sésame	40.5	61.4	117.8	72.6	104.7	125.9	20.3
ENSEMBLE CEMAC							
Mil et Sorgho	1,250.2	1,286.5	1,714.0	1,439.7	1,854.5	1,737.5	- 6.3
Maïs	1,542.5	1,586.8	1,631.7	1,770.9	1,980.6	2,046.5	3.3
Riz Paddy	273.1	234.3	285.8	288.9	223.8	504.2	125.3
Pomme de terre	168.0	178.1	184.8	186.7	203.5	216.9	6.6
Manioc	3,703.2	3,830.7	4,519.6	4,128.3	4,885.4	5,605.8	14.7
Macabo/Taro/Igname	1,302.8	1,341.9	1,400.7	1,428.7	1,600.2	1,673.8	4.6
Plantain	1,593.3	1,688.9	1,773.4	1,826.6	2,045.8	2,419.3	18.3
Arachides	325.3	361.7	455.9	500.5	369.9	1,126.1	204.4
Berbéré	313.2	315.4	997.0	206.4	425.1	469.6	10.5
Canne à sucre	500.2	518.8	467.6	488.0	502.4	1,088.6	116.7
Sésame	89.0	111.2	168.7	124.5	157.7	162.0	2.7
Huile de palme	125.1	134.5	135.0	139.1	151.6	161.6	6.6
Courges	31.9	32.7	33.4	34.1	34.8	27.2	- 21.9
Niébé	62.0	48.5	85.6	80.4	129.5	121.1	- 6.5
Pénicillaire	471.6	319.0	710.5	328.9	720.0	555.6	- 22.8
Mangues	33.7	36.0	38.2	40.9	43.5	46.9	7.9
Production vivrière totale	11,751.6	11,989.1	14,563.9	12,971.8	15,284.8	17,915.7	17.2

ources : Administrations Nationales et BEACS

Les données du Gabon et de la Guinée Equatoriale sont indisponibles

L'agrégation au niveau de la CEMAC ne tient pas compte des données non déclarées

A31. Production d'élevage

	2008	2009	2010	2011	2012 (1)	2013 (1)	Variations en % (2)/(1)
Cameroun							
Bétail (cheptel, en milliers de têtes)							
Bovins	4,013	4,175	4,300	4,343	4,517	4,544	0.6
Ovins	2,758	2,855	2,932	2,961	3,050	3,068	0.6
Caprins	3,105	3,192	3,278	3,278	3,311	3,331	0.6
Porcins	628	660	693	696	710	715	0.6
Volailles (en milliers d'unités)	11,167	11,726	12,025	12,331	12,646	12,968	2.6
République Centrafricaine							
Bétail (cheptel, en milliers de têtes)							
Bovins	3,844	3,910	4,083	4,182	4,231	1,904	- 55.0
Ovins	323	330	369	386	393	177	- 55.0
Caprins	3,933	4,051	5,555	5,744	5,833	2,625	- 55.0
Porcins	932	960	996	1,032	1,068	481	- 55.0
Volailles (en milliers d'unités)	5,510	5,675	6,118	6,335	6,507	2,928	- 55.0
Tchad							
Bovins	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Ovins + Caprins	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Porcins	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Equins	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Camelins	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Asins	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
ENSEMBLE CEMAC							
Bovins	7,857	8,085	8,383	8,525	8,748	6,448	- 26.3
Ovins + Caprins	10,119	10,427	12,134	12,369	12,587	9,200	- 26.9
Porcins	1,561	1,620	1,689	1,728	1,778	1,195	- 32.8
Equins	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Camelins	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Asins	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Volailles (en milliers d'unités)	16,677	17,401	18,143	18,666	19,153	15,896	- 17.0

Sources : Administrations Nationales.

A32. Production agricole d'exportation

(en milliers de tonnes)

	2008	2009	2010	2011	2012 (1)	2013 (1)	Variations en % (2)/(1)
Cameroun							
- Cacao	190.0	190.0	194.1	220.0	240.0	249.0	3.8
- Café	60.1	57.7	62.5	63.8	65.0	20.0	- 69.2
- Coton graine	161.5	153.4	120.6	136.0	194.9	265.7	36.3
- Banane	235.2	237.6	241.8	244.3	231.8	279.8	20.7
- Caoutchouc	57.2	58.2	60.0	62.4	50.8	64.1	26.2
République Centrafricaine							
- Coton graine	5.6	8.4	11.5	12.0	22.2	6.2	- 72.2
- Café	1.9	3.9	5.2	5.3	5.4	4.6	- 13.6
- Tabac	146.4	146.6	153.8	153.9	166.0	83.0	- 50.0
Congo							
- Cacao	1084.3	1158.5	1232.2	1329.4	1433.1	1526.3	6.5
- Café	1.4	1.5	1.6	1.7	1.9	2.0	2.2
- Sucre	66.6	56.2	67.4	70.0	69.7	60.0	46.3
Gabon							
- Cacao	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	8.3
- Café	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	12.9
- Caoutchouc	37.3	33.6	39.0	40.6	47.0	46.5	- 1.1
Guinée Equatoriale							
- Cacao	1.4	1.0	1.1	0.9	0.5	0.6	15.9
- Café	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2	0.2	6.0
Tchad							
- Coton graine	71.0	35.1	52.6	78.9	87.9	84.0	- 4.4
- Gomme arabique	14.9	15.2	14.6	19.0	25.4	31.3	23.1
Ensemble CEMAC							
- Cacao	1 276.2	1 350.0	1 427.9	1 550.7	1 674.2	1 776.4	6.1
- Café	63.8	63.4	69.7	71.1	72.6	27.0	- 62.8
- Coton graine	238.1	196.9	184.7	226.8	305.0	355.9	16.7
- Banane	235.2	237.6	241.8	244.3	231.8	279.8	20.7
- Caoutchouc	272.5	271.2	280.8	284.8	231.8	326.3	40.8
- Sucre	66.6	56.2	67.4	70.0	69.7	60.0	- 13.9
- Tabac	146.4	146.6	153.8	153.9	166.0	83.0	- 50.0
- Gomme arabique	14.9	15.2	14.6	19.0	25.4	31.3	23.1

Sources : Administrations nationales et BEAC

A33. Production et exportation de bois tropicaux

	2008	2009	2010	2011	2012 (1)	2013 (1)	Variations en % (2)/(1)
CAMEROUN							
BOIS DIVERS							
Production de grumes (en milliers de m3)	2,594.1	2,464.3	2,538.3	2,464.1	2,444.4	2,476.2	1.3
Exportations (en milliers de tonnes)	493.5	444.2	459.7	429.2	518.7	617.8	19.1
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE							
BOIS DIVERS (en milliers de m3)							
Production	630.6	408.7	366.0	478.6	474.0	380.0	- 19.8
Grumes	554.7	348.8	324.3	424.4	418.0	340.2	- 18.6
Sciages	76.0	59.9	41.7	54.2	56.1	39.7	- 29.1
Exportations	224.6	157.1	190.0	199.5	200.0	143.2	- 28.4
Grumes	163.0	115.0	152.7	157.8	160.0	115.2	- 28.0
Sciages	61.6	42.1	37.3	41.7	40.0	28.1	- 29.8
CONGO							
BOIS tropicaux et semis ?uvrés							
Production (en milliers de m3)	1,622.6	1,679.4	1,343.5	671.8	1,207.5	1,614.2	1808.1
Grumes	1,354.3	1,354.9	1,212.1	606.1	1,023.2	1,341.7	1528.8
Sciages	268.4	324.5	131.4	65.7	184.3	272.4	47.8
Exportations (en milliers de m3)	821.0	748.2	1,081.4	643.4	951.1	1,026.2	1006.9
Grumes	632.7	522.5	258.7	483.3	799.0	846.6	738.1
Sciages	188.3	225.7	822.7	160.1	152.2	179.6	18.0
EUCALYPTUS							
Production (en milliers de tonnes)	163.2	248.6	263.0	219.0	279.4	240.0	115.7
Exportations (en milliers de tonnes)	135.3	263.7	216.1	175.2	279.4	195.3	109.8
GABON							
OKOUME et bois divers							
Production (en milliers de m3)	2,239.9	1,989.0	1,506.7	1,484.1	1,855.1	1,821.9	- 1.8
Grumes	2,000.0	1,776.0	1,200.0	1,320.0	1,584.0	1,555.6	- 1.8
Bois débités	239.9	213.1	306.7	164.1	271.1	266.2	- 1.8
Exportations (en milliers de m3)	2,291.0	2,042.1	1,001.5	1,182.8	1,419.4	1,394.0	- 1.8
Grumes	1,645.0	1,460.7	558.9	0.0	0.0	0.0	
Sciages	646.0	581.4	442.7	1,182.8	1,419.4	1,394.0	- 1.8
GUINEE EQUATORIALE							
OKOUME et bois divers							
Production (en milliers de m3)	191.0	53.8	380.4	262.3	322.0	310.6	- 3.5
Grumes	169.2	40.7	325.0	250.9	301.3	291.0	- 3.4
Bois débités	21.8	13.0	55.4	11.4	20.7	19.6	- 5.1
Exportations (en milliers de m3)	152.2	36.7	292.5	225.8	301.3	288.4	- 4.3

Sources : Administrations nationales et BEAC

A34. Plafonds des avances aux Trésors nationaux, objectifs de refinancement et utilisations

(situation de fin de période, en millions de FCFA)

PAYS	2013										Taux d'utilisation au 31/12/13 (b) / (a) en %		
	2012		Mars		Juin		Septembre		Décembre				
	Plafonds et Objectifs de Refinancement au 31/12/12	Utilisations au 31/12/11	Plafonds et Objectifs de Refinancement au 31/03/2013	Utilisations au 31/03/13	Plafonds et Objectifs de Refinancement au 30/06/2013	Utilisations au 30/06/13	Plafonds et Objectifs de Refinancement au 30/09/13	Utilisations au 30/09/13	Plafonds et Objectifs de Refinancement au 31/12/13 (a)	Utilisations au 31/12/13 (b)			
A - CAMEROUN													
1 - Trésor	418,900	0	377,010	0	377,010	0	377,010	0	377,010	0	377,010	0	0.00 %
2 - Banques	15,000	5,272	10,000	428	10,000	2,439	10,000	5,399	10,000	5,385	10,000	5,385	53.85 %
B - REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE													
1 - Trésor	18,489	18,489	16,640	16,640	16,640	16,640	16,640	16,640	16,640	16,640	16,640	16,640	100.00 %
2 - Banques	8,000	0	8,000	0	8,000	0	8,000	0	8,000	0	8,000	0	0.00 %
C - CONGO													
1 - Trésor	492,273	0	492,273	0	443,046	0	443,046	0	443,046	0	443,046	0	0.00 %
2 - Banques	16,000	5,514	16,000	5,514	16,000	9,250	16,000	5,588	16,000	5,514	16,000	5,514	34.46 %
D - GABON													
1 - Trésor	378,055	242,500	340,250	244,500	340,250	242,500	340,250	242,500	340,250	257,500	340,250	257,500	75.68 %
2 - Banques	2,000	0	2,000	0	2,000	0	2,000	0	2,000	0	2,000	0	0.00 %
E - GUINEE EQUATORIALE													
1 - Trésor	461,705	0	415,535	0	461,705	0	461,705	0	415,535	0	415,535	0	0.00 %
2 - Banques	500	0	500	0	500	0	500	0	500	0	500	0	0.00 %
F - TCHAD													
1 - Trésor	208,672	208,601	187,805	187,805	208,672	208,601	208,672	208,601	187,805	187,805	187,805	187,805	100.00 %
2 - Banques	20,000	0	20,000	0	20,000	1,900	20,000	2,000	20,000	1,500	20,000	1,500	7.50 %
ENSEMBLE CEMAC													
1 - Trésor	1,978,094	469,590	1,829,513	448,945	1,847,323	467,741	1,847,323	467,741	1,780,286	461,945	1,780,286	461,945	25.95 %
2 - Banques	61,500	10,786	56,500	5,942	56,500	13,589	56,500	12,987	56,500	12,399	56,500	12,399	21.95 %

A35. Evolution du taux de couverture extérieure de la monnaie

	Cameroon	République Centrafricaine	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC
2008	92.16	66.55	98.47	98.90	97.91	92.65	101.66
2009	100.14	74.68	100.43	99.05	99.80	63.68	102.04
2010	95.32	71.14	100.23	85.41	122.43	58.46	100.25
2011							
Mars	95.06	72.06	101.99	86.19	104.74	62.07	97.70
Juin	94.58	73.34	101.94	88.84	101.11	64.04	97.87
Septembre	94.08	71.14	101.82	89.16	101.35	65.95	98.41
Décembre	94.07	70.05	101.18	88.96	101.83	69.60	98.72
2012							
Mars	93.94	72.68	101.73	88.38	101.02	65.68	98.54
Juin	94.05	70.60	101.48	89.84	101.64	67.11	98.60
Septembre	93.74	72.05	101.62	89.95	100.89	68.78	98.78
Décembre	93.97	70.22	101.23	89.51	100.88	72.17	98.42
2013							
Janvier	96.45	71.65	100.41	91.91	103.73	78.78	100.55
Février	94.28	72.05	101.47	88.83	100.96	64.51	98.20
Mars	94.50	72.84	101.49	88.42	101.13	69.50	98.32
Avril	94.31	71.26	101.30	89.19	101.04	67.22	98.23
Mai	94.40	70.85	101.57	89.30	100.73	65.03	98.33
Juin	94.48	70.57	101.33	89.21	100.71	69.37	98.13
Juillet	94.28	71.67	101.26	89.84	100.73	67.30	98.23
Août	94.29	72.23	101.28	89.87	100.77	64.40	98.23
Septembre	94.10	70.83	101.23	89.53	100.84	71.84	98.04
Octobre	94.01	73.09	101.51	88.84	100.85	68.03	98.10
Novembre	93.73	68.68	101.19	88.15	103.56	68.58	98.41
Décembre	93.90	72.19	101.10	90.02	100.69	72.95	97.87

A36 a. EVOLUTION DES CONCOURS DE LA BEAC AUX ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES PLACEMENTS DES BANQUES ET CCP SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(Moyennes mensuelles en millions de FCFA)

PAYS	INTERVENTIONS EN FAVEUR DES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT (Marché Monétaire - Niveau 2)						Volume des transactions interbancaires (montants effectifs des transactions)
	GUICHET "A"			GUICHET "B"	Crédits à M.T. irrévocables	TOTAL GENERAL DES INTERVENTIONS	
	Appels d'offres de 7 jours	Pensions de 2 à 7 jours	Avances au taux de pénalité	TOTAL			
1- CAMEROUN							
DEC. 12	5,288	2	0	5,290	0	5,290	0
JANV. 13	5,304	2	0	5,306	0	5,306	0
FEV. 13	5,335	0	0	5,335	0	5,335	0
MARS 13	2,713	0	0	2,713	0	557	0
AVRIL 13	973	8	0	981	0	981	2,000
MAI 13	2,455	5	0	2,460	0	2,460	0
JUIN 13	2,456	7	0	2,463	0	2,463	0
JUILLET 13	1,850	5	0	1,855	0	1,855	0
AOUT 13	1,785	0	0	1,785	0	1,785	0
SEPT. 13	3,231	0	115	3,346	0	3,346	0
OCT. 13	4,015	0	0	4,015	0	4,015	0
NOV. 13	488	0	0	488	0	488	0
DEC. 13	3,656	0	0	3,656	0	3,656	0
2- REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE							
DEC. 12	0	0	0	0	0	0	0
JANV. 13	0	0	0	0	0	0	0
FEV. 13	0	0	0	0	0	0	0
MARS 13	0	0	0	0	0	0	0
AVRIL 13	0	0	0	0	0	0	0
MAI 13	0	0	0	0	0	0	0
JUIN 13	0	0	0	0	0	0	0
JUILLET 13	0	0	0	0	0	0	0
AOUT 13	0	0	0	0	0	0	0
SEPT. 13	0	0	0	0	0	0	0
OCT. 13	0	0	0	0	0	0	0
NOV. 13	0	0	0	0	0	0	0
DEC. 13	0	0	0	0	0	0	0
3- CONGO							
DEC. 12	0	0	0	0	5,514	5,514	0
JANV. 13	0	0	0	0	5,514	5,514	0
FEV. 13	0	0	0	0	5,514	5,514	0
MARS 13	0	0	0	0	5,514	7,640	0
AVRIL 13	0	0	0	0	6,849	6,849	0
MAI 13	0	0	0	0	9,964	9,964	0
JUIN 13	0	0	0	0	9,250	9,250	0
JUILLET 13	0	0	0	0	9,250	9,250	0
AOUT 13	0	0	0	0	9,250	9,250	0
SEPT. 13	0	0	0	0	9,250	9,250	0
OCT. 13	0	0	0	0	9,250	9,250	0
NOV. 13	0	0	0	0	9,250	9,250	0
DEC. 13	0	0	0	0	8,036	8,036	0

A36 b. EVOLUTION DES CONCOURS DE LA BEAC AUX ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET DES PLACEMENTS DES BANQUES ET CCP SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE (SUITE)

(Moyennes mensuelles en millions de FCFA)

PAYS	INTERVENTIONS EN FAVEUR DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (Marché Monétaire - Niveau 2)					TOTAL GENERAL DES INTERVEN- TIONS	Volume des trans- actions interban- c. (montants effectifs des transactions)	Placements des Banques & CCP auprès de la BEAC <small>(Appels d'offres négatifs)</small>
	GUICHET "A"		TOTAL	GUICHET "B"				
	Appels d'offres de 7 jours	Pensions de 2 à 7 jours		Crédits à M.T. irrévocables				
4- GABON								
DEC. 12	0	0	0	0	0	0	0	
JANV. 13	0	0	0	0	0	0	0	
FEV. 13	0	0	0	0	0	0	0	
MARS 13	0	0	0	0	0	0	0	
AVRIL 13	0	0	0	0	0	0	0	
MAI 13	0	0	0	0	0	0	0	
JUIN 13	0	0	0	0	0	0	0	
JUILLET 13	0	0	0	0	0	0	0	
AOUT 13	0	0	0	0	0	0	0	
SEPT. 13	0	0	0	0	0	0	0	
OCT. 13	0	0	0	0	0	0	0	
NOV. 13	0	0	0	0	0	0	0	
DEC. 13	0	0	0	0	0	0	0	
5- GUINEE EQUATORIALE								
DEC. 12	0	0	0	0	0	0	0	
JANV. 13	0	0	0	0	0	0	0	
FEV. 13	0	0	0	0	0	0	0	
MARS 13	0	0	0	0	0	0	0	
AVRIL 13	0	0	0	0	0	0	0	
MAI 13	0	0	0	0	0	0	0	
JUIN 13	0	0	0	0	0	0	0	
JUILLET 13	0	0	0	0	0	0	0	
AOUT 13	0	0	0	0	0	0	0	
SEPT. 13	0	0	0	0	0	0	0	
OCT. 13	0	0	0	0	0	0	0	
NOV. 13	0	0	0	0	0	0	0	
DEC. 13	0	0	0	0	0	0	0	
6- TCHAD								
DEC. 12	0	0	0	0	0	0	0	
JANV. 13	0	0	0	0	0	0	0	
FEV. 13	0	0	0	0	0	0	0	
MARS 13	0	0	0	0	4,129	0	0	
AVRIL 13	0	0	0	0	0	0	0	
MAI 13	832	0	832	0	832	1,000	0	
JUIN 13	2,135	0	2,135	0	2,135	0	0	
JUILLET 13	3,074	0	3,074	0	3,074	2,000	0	
AOUT 13	3,139	0	3,139	0	3,139	0	0	
SEPT. 13	2,387	0	2,387	0	2,387	0	0	
OCT. 13	2,129	0	2,129	0	2,129	0	0	
NOV. 13	1,980	300	2,280	0	2,280	0	0	
DEC. 13	1,694	0	1,694	0	1,694	0	0	
7- CEMAC								
DEC. 12	5,288	2	5,290	5,514	10,804	0	0	
JANV. 13	5,304	2	5,306	5,514	10,820	0	0	
FEV. 13	5,335	0	5,335	5,514	10,849	0	0	
MARS 13	2,713	0	2,713	5,514	12,326	0	0	
AVRIL 13	973	8	981	6,849	7,830	2,000	0	
MAI 13	3,287	5	3,292	9,964	13,256	1,000	0	
JUIN 13	4,591	7	4,598	9,250	13,848	0	0	
JUILLET 13	4,924	5	4,929	9,250	14,179	2,000	0	
AOUT 13	4,924	0	4,924	9,250	14,174	0	0	
SEPT. 13	5,618	0	5,733	9,250	14,983	0	0	
OCT. 13	6,144	0	6,144	9,250	15,394	0	0	
NOV. 13	2,468	300	2,768	9,250	12,018	0	0	
DEC. 13	5,349	0	5,349	8,036	13,385	0	0	

A37. Evolution des taux d'intérêt de la BEAC et des conditions de banque

(en pourcentage)

	10.10.06	11.12.06	13.03.07	14.06.07	03.07.08	23.10.08	18.12.08	26.03.09	02.07.09	29.07.10	01.11.11	19.12.11	30.07.12	22.07.13	01.11.13	18.12.13
	10.12.06	12.03.07	13.06.07	02.07.08	22.10.08	17.12.08	25.03.09	01.07.09	28.07.10	31.10.11	18.12.11	29.07.12	21.07.13	31.10.13	17.12.13	AU ...
RUBRIQUES																
OPERATIONS DES TRESORS																
(Hors Marché)																
Taux des avances aux Trésors	5.25	5.25	5.25	5.25	5.50	5.50	4.75	4.50	4.25	4.00	4.00	4.00	4.00	3.50	3.25	3.25
Taux de pénalité aux Trésors	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00
Taux d'intérêt sur Placements Publics (TISP)																
* Taux d'intérêt sur Placement Public au titre du Fonds de réserves sur les Générations Futures (TISPPo)	3.05	3.15	3.30	3.45	3.65	3.35	2.20	1.90	1.25	1.25	1.50	1.25	1.00	0.75	0.75	0.50
* Taux d'intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1)	2.85	2.95	3.10	3.25	3.45	3.15	2.00	1.70	1.05	0.85	1.10	0.85	0.60	0.35	0.35	0.10
* Taux d'intérêt sur Placement Public au titre des dépôts spéciaux (TISPP2)	2.55	2.65	2.80	2.95	3.15	2.85	1.40	1.10	0.85	0.60	0.85	0.60	0.35	0.10	0.10	0.00
* Taux d'intérêt sur Placement Public lorsque l'Etat concerné recourt aux avances de la BEAC	0.50	0.50	0.50	0.65	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé
II - MARCHE MONETAIRE																
A-Injections de liquidités																
1- Guichet "A"																
. Taux des appels d'offres (TIAO)	5.25	5.25	5.25	5.25	5.50	5.50	4.75	4.50	4.25	4.00	4.00	4.00	4.00	3.50	3.25	3.25
. Taux des prises en pension (TIPP)	7.00	7.00	7.00	7.00	7.25	7.25	6.50	6.25	6.00	5.75	5.75	5.75	5.75	5.25	5.00	5.00
. Taux des Interventions Ponctuelles (TISP)	7.00-12	7.00-12	7.00-12	7.00-12	7.25-12	7.25-12	6.5-12	6.25-12	6.0-10.0	5.75-10.0	5.75-10.0	5.75-10.0	5.75-10.0	5.25-10.0	5.00-10.0	5.00-10.0
. Taux des Avocept's/Cert.de Plac.(TACP)*	5.25	5.25	5.25	5.25	5.50	5.50	4.75	4.50	4.25	4.00	4.00	4.00	4.00	3.50	3.25	3.25
. Taux de pénalité aux banques (TPB)	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	12.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00	10.00
2- Guichet "B"																
. Taux s/nouveaux crédits d'invest/productifs **	5.75	5.25	5.25	5.25	5.25	5.25	5.25	5.25	4.25	4.25	4.00	4.00	4.00	4.00	4.00	4.00
B-Fonctions de liquidités																
(Appels d'offres négatifs)																
. Taux d'intérêt sur placement à 7 jours "TISP"	1.5500	1.6500	1.7000	1.9500	2.2000	2.2000	1.3000	1.0000	0.8500	0.6000	0.6000	0.6000	0.3500	0.1000	0.1000	0.0000
. Taux d'intérêt sur placement à 28 jours "TISP"	1.6125	1.7125	1.7625	2.0125	2.2625	2.2625	1.3825	1.0625	0.9125	0.6625	0.6625	0.6625	0.4125	0.1625	0.1625	0.0625
. Taux d'intérêt sur placement à 84 jours "TISP"	1.6750	1.7750	1.8250	2.0750	2.3250	2.3250	1.4250	1.1250	0.9750	0.7250	0.7250	0.7250	0.4750	0.2250	0.2250	0.1250
- Libres, avec 2 bornes :																
1. Taux Débitur Maximum (TDM)	15.00	15.00	15.00	15.00	15.00	15.00	15.00	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé	Supprimé
2. Taux Crédeur Minimum (TCM)	4.25	4.25	4.25	4.25	4.25	4.25	4.25	4.25	3.25	3.25	3.25	3.25	3.25	3.25	3.25	3.25

* Le taux des avances exceptionnelles garanties par la remise des Certificats de Placement est égal au TIAO.

** Le taux applicable sur les nouveaux crédits est le TIAO en vigueur lors de la mise en place du crédit (TIAO initial). Il peut être revu à la baisse, ainsi qu'à la hausse (TIAO Pondéré) sans pouvoir dépasser le TIAO initial.

Le TIAO pondéré du deuxième trimestre 2013 est de 4,00 %.

A38. Evolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires

(en pourcentage)

RUBRIQUES	01.09.01	31.12.01	01.08.02	12.12.02	11.03.03	01.07.04	20.01.05	03.03.06	12.03.07	19.03.08	02.07.08	03.07.08	18.12.08	26.03.09	02.07.09	
	30.12.01	31.07.02	11.12.02	10.03.03	30.06.04	19.01.05	02.03.06	12.03.07	13.03.07	20.03.08	17.12.08	25.03.09	01.07.09		au ...	
I - COEFFICIENTS DES RESERVES OBLIGATOIRES (2)																
- Groupe I : Pays à situation de liquidité abondante* (Guinée Equatoriale)																
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	-	-	-	-	-	-	7.75	10.00	12.50	14.00	14.00	14.00	14.00	14.00	14.00	14.00
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	-	-	-	-	-	-	5.75	7.00	9.50	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50	10.50
- Groupe II : Pays à situation de liquidité satisfaisante (Cameroun, Congo et Gabon)																
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	1.00	2.50	3.50	6.00	7.75	7.75	7.75	7.75	10.25	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75	11.75
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	0.50	1.50	2.50	4.00	5.75	5.75	5.75	5.75	8.25	9.25	9.25	9.25	9.25	9.25	9.25	9.25
- Groupe III : Pays à situation de liquidité fragile (Tchad)																
1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV)	-	-	2.00	3.00	5.00	5.00	5.00	5.00	7.50	9.00	9.00	9.00	9.00	9.00	9.00	9.00
2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT)	-	-	1.00	1.75	3.00	3.00	3.00	3.00	5.50	6.50	6.50	6.50	6.50	6.50	6.50	6.50
II - TAUX DE REMUNERATION DES RESERVES OBLIGATOIRES	1.20	1.10	1.10	0.80	0.70	0.55	0.40	0.30	0.35	0.35	0.50	0.15	0.15	0.10	0.10	0.05

(1) A compter du 03/03/2006, aux fins du calcul des réserves obligatoires, les pays de la CEMAC ont été séparés de deux à trois groupes en fonction de leur situation de liquidité.

Le Gouverneur a décidé, le 22 mai 2003, d'exempter les banques de la RCA de la constitution des réserves obligatoires.

(2) A titre d'information, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'UEMOA a été uniformisé depuis le 16 décembre 2010 et s'établit à 7%.

(3) Les banques du Congo appartiennent désormais au Groupe I depuis le 03 juillet 2008 (Décision N° 02/CPM/2008)

A39. Versements et prélèvements des banques et des comptables publics
(Cumul du 1^{er} janvier au 31 décembre)

		Versements						(En FCFA)	
ETATS	BILLETS			PIECES			TOTAL DES BILLETS ET PIECES	VARIATION	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	en %
CAMEROUN	1,563,444,058,000	1,634,259,248,000	30,020,000	0	1,563,474,078,000	1,634,259,248,000			4.5 %
RCA	53,610,969,000	31,845,328,500	0	375	53,610,969,000	31,845,328,875			- 40.6 %
CONGO	1,004,404,217,000	1,116,331,701,500	0	250	1,004,404,217,000	1,116,331,701,750			11.1 %
GABON	726,892,546,500	774,795,547,000	0	3,000,000	726,892,546,500	774,798,547,000			6.6 %
GUINEE EQUATORIALE	113,139,544,000	163,266,762,500	102,506,845	52,431,781	113,242,050,845	163,319,194,281			44.2 %
TCHAD	630,868,838,500	435,274,363,500	0	0	630,868,838,500	435,274,363,500			- 31.0 %
ZONE EMISSION	4,092,360,173,000	4,155,772,951,000	132,526,845	55,432,406	4,092,492,699,845	4,155,828,383,406			1.5 %
Prélèvements									
ETATS	BILLETS			PIECES			TOTAL DES BILLETS ET PIECES	VARIATION	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	en %
CAMEROUN	1,239,058,494,000	1,296,752,622,500	283,200,000	487,760,000	1,239,341,694,000	1,297,240,382,500			4.7 %
RCA	103,315,750,000	89,362,427,000	81,391,428	84,710,196	103,397,141,428	89,447,137,196			- 13.5 %
CONGO	1,103,052,210,000	1,207,521,331,500	22,609,457	185,603,504	1,103,074,819,457	1,207,706,935,004			9.5 %
GABON	805,401,748,000	883,620,845,500	172,950,500	173,951,800	805,574,698,500	883,794,797,300			9.7 %
GUINEE EQUATORIALE	318,715,089,500	370,869,501,500	32,110,000	124,010,522	318,747,199,500	370,993,512,022			16.4 %
TCHAD	678,765,591,500	705,875,102,500	132,755,000	226,408,187	678,898,346,500	706,101,510,687			4.0 %
ZONE EMISSION	4,248,308,883,000	4,554,001,830,500	725,016,385	1,282,444,209	4,249,033,899,385	4,555,284,274,709			7.2 %

A40. Circulation fiduciaire des Etats de la Zone par mois
(En FCFA)
Exercice 2013

MOIS / ETATS	Cameroon	République Centrafricaine	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	Total ZONE
Janvier	624,908,166,865	108,514,247,667	591,862,589,187	388,938,153,930	260,343,297,807	405,853,136,939	2,380,419,592,395
Février	615,876,273,588	109,124,452,100	591,248,633,473	394,219,505,779	258,452,503,987	408,684,263,638	2,377,605,632,565
Mars	632,211,089,715	115,439,312,961	621,991,006,510	394,977,153,776	262,834,117,626	408,464,484,818	2,435,917,165,406
Avril	627,961,118,004	111,134,136,560	619,207,482,528	393,246,638,794	267,666,412,924	415,568,180,531	2,434,783,969,341
Mai	614,906,186,662	115,240,944,962	623,981,482,986	401,586,472,580	281,919,980,301	417,074,205,308	2,454,709,272,799
Juin	599,896,695,303	115,292,703,274	640,096,990,006	419,117,486,199	292,730,756,938	431,643,164,033	2,498,777,795,753
Juillet	603,728,575,789	114,003,117,882	653,307,007,458	434,433,499,992	271,468,784,819	438,367,920,293	2,515,308,906,233
Août	634,942,689,076	116,142,887,895	655,312,916,676	433,177,621,973	275,257,217,093	439,068,947,197	2,553,902,289,910
Septembre	635,012,615,558	115,429,216,436	637,853,822,327	416,313,962,048	282,170,269,278	423,889,212,871	2,510,669,098,518
Octobre	619,809,400,749	123,625,998,084	636,736,963,450	426,121,077,266	285,929,826,952	447,093,350,081	2,539,316,616,582
Novembre	634,076,467,736	121,706,135,107	617,598,308,527	421,545,229,896	287,323,622,231	452,560,262,397	2,534,810,025,894
Décembre	707,067,446,998	124,191,343,022	682,332,292,003	467,461,906,269	310,149,251,225	480,158,298,422	2,771,360,537,939
Total général	7,550,396,736,043	1,389,844,495,950	7,571,529,495,131	4,991,138,708,502	3,336,246,041,181	5,168,425,426,528	30,007,580,903,335
Circulation moyenne	629,199,728,004	115,820,374,663	630,960,791,261	415,928,225,709	278,020,503,432	430,702,118,877	2,500,631,741,945
Part de chaque Etat	25.16 %	4.63 %	25.23 %	16.63 %	11.12 %	17.22 %	100.00 %

A41. Encaisses des Etats de la CEMAC par mois
(émises et non émises)
Exercice 2013

MOIS / ETATS	Cameroun	République Centrafricaine	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	Total ZONE
Janvier	1,299,895,657,453	262,378,730,816	904,663,198,412	490,955,575,686	517,356,382,377	711,963,266,725	4,187,212,811,469
Février	1,332,729,249,946	257,733,928,145	896,564,997,408	537,569,497,643	509,312,164,793	737,453,770,610	4,271,363,608,545
Mars	1,520,904,053,275	261,247,765,631	1,152,582,718,752	575,742,602,458	509,301,246,062	909,146,950,399	4,928,925,336,578
Avril	1,477,841,609,791	241,068,285,885	1,135,446,564,428	562,883,920,808	490,575,320,941	894,447,767,104	4,802,263,468,957
Mai	1,791,051,691,709	211,431,030,272	1,397,965,380,857	565,381,925,964	477,835,034,464	893,353,025,672	5,337,018,088,937
Juin	2,148,452,115,590	207,322,067,274	1,393,420,961,087	562,695,892,085	482,016,639,181	875,804,368,985	5,669,712,044,201
Juillet	2,331,300,175,545	260,819,748,947	1,002,305,765,268	1,022,237,540,761	466,562,555,685	1,138,079,916,349	6,221,305,702,554
Août	2,239,726,992,340	253,963,635,233	1,385,601,063,555	1,042,108,167,532	483,703,901,522	1,147,640,672,272	6,552,744,432,454
Septembre	2,282,343,465,732	250,632,661,318	1,394,040,713,031	1,041,808,660,876	474,064,597,320	1,076,316,646,570	6,519,206,744,847
Octobre	2,179,756,789,626	247,840,175,030	1,357,709,346,829	1,040,774,873,071	447,719,379,529	1,136,660,341,126	6,410,460,905,212
Novembre	2,143,485,285,798	241,956,940,078	1,291,040,963,852	1,041,490,211,850	413,705,828,831	1,125,149,119,180	6,256,828,349,589
Décembre	2,936,807,902,522	245,110,788,509	1,649,307,293,599	1,510,536,099,119	496,947,321,379	1,602,051,888,545	8,440,761,293,674
Total général	23,684,294,989,329	2,941,505,757,137	14,960,648,967,077	9,994,184,967,852	5,769,100,372,085	12,248,067,733,535	69,597,802,787,015
Circulation moyenne	1,973,691,249,111	245,125,479,761	1,246,720,747,256	832,848,747,321	480,758,364,340	1,020,672,311,128	5,799,816,898,918
Part de chaque Etat	34.03 %	4.23 %	21.50 %	14.36 %	8.29 %	17.60 %	100.00 %

A42. Billets de la zone d'émission exportés hors de leur territoire d'émission
(En millions de FCFA)

Situation des stocks au 31 décembre

ETATS	Cameroun		RCA		Congo		Gabon		Guinée Equat		Tchad		Total billets exportés	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013
	CAMEROUN	0,0	0,0	88,925,0	117,676,0	57,380,5	34,777,5	80,011,5	128,251,0	104,891,0	180,278,0	91,954,0	59,413,0	423,162,0	520,395,5
RCA	12,476,0	16,763,5	0,0	0,0	12,365,0	3,607,5	2,637,5	3,487,5	1,957,0	2,722,5	4,041,0	5,401,5	33,476,5	31,982,5
CONGO	11,949,0	13,948,0	7,929,5	3,735,5	0,0	0,0	28,448,0	6,335,0	4,568,0	5,715,0	2,123,5	2,559,5	55,018,0	32,293,0
GABON	10,451,0	6,971,0	2,358,0	3,496,0	10,095,0	7,879,0	0,0	0,0	6,863,5	5,259,0	1,106,5	1,448,5	30,874,0	25,053,5
GUINEE EQUATORIALE	3,687,5	8,743,5	181,0	416,5	295,0	829,0	3,534,0	8,198,5	0,0	0,0	158,0	383,0	7,865,5	18,570,5
TCHAD	75,163,0	65,858,0	32,723,5	45,117,5	9,660,5	13,200,0	10,224,0	13,234,5	8,636,5	12,303,0	0,0	0,0	136,407,5	149,713,0
Zone émission	113,736,5	112,284,0	132,117,0	170,441,5	89,796,0	60,293,0	124,855,0	159,506,5	126,916,0	206,277,5	99,383,0	69,205,5	686,803,5	778,008,0

A43. Evolution des encaisses et de la circulation fiduciaire moyennes
 Exercice 2007 à Exercice 2013
 (En millions de FCFA)

ETATS	Cameroun		RCA		Congo		Gabon		Guinée Equat		Tchad		Total billets exportés	
	Encaisses	Circulation	Encaisses	Circulation	Encaisses	Circulation	Encaisses	Circulation	Encaisses	Circulation	Encaisses	Circulation	Encaisses	Circulation
CAMEROUN	957,869	389,240	1,475,090	450,519	1,592,780	499,594	1,374,882	545,870	1,628,791	580,795	1,895,304	612,340	1,973,691	629,200
RCA	235,422	80,089	357,590	73,159	414,463	77,768	387,352	91,094	321,831	109,501	244,693	108,874	245,125	115,820
CONGO	556,344	292,076	932,363	354,215	1,044,746	408,959	920,191	427,270	1,009,625	495,279	1,213,177	587,559	1,246,721	630,961
GABON	705,783	262,785	1,036,671	291,220	1,274,441	317,362	1,158,708	318,883	448,025	351,457	789,762	393,592	832,849	415,928
GUINEE EQUATORIALE	245,335	80,065	368,326	90,778	444,172	116,725	434,815	150,610	170,312	209,471	472,942	247,423	480,758	278,021
TCHAD	489,387	242,689	817,677	308,165	1,081,299	317,538	938,687	341,317	706,445	383,026	964,745	400,750	1,020,672	430,702
Zone émission	3,190,141	1,346,944	4,987,717	1,568,056	5,851,902	1,737,945	5,214,635	1,875,044	4,285,029	2,129,529	5,600,623	2,350,538	5,799,817	2,500,632

A44. STOCK DES BILLETS ET PIÈCES DÉTRUITS

En nombre

Cumul depuis le 1er janvier 2013

CENTRES	10000		5000		2000		1000		500		Nombre de Coupures	TOTAL (Valeur AG)	TOTAL 1992	TOTAL 2002	TOTAL GENERAL				
	Anc. Ga.	1992	2002	Anc. Ga.	1992	2002	Anc. Ga.	1992	2002	1992						2002			
Yaoundé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Douala	0	0	11,212,000	0	4,626,000	0	5,827,000	0	1,133,000	0	1,812,000	0	0	147,943,000,000	147,943,000,000	0			
Garoua	0	3,000	6,490,000	0	4,392,000	2,000	2,528,000	0	5,000	4,509,000	0	3,000	4,476,000	60,500,000	98,663,000,000	98,723,500,000			
Nkongsamba	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Limbé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Bafoussam	0	0	4,639,000	0	11,706,000	0	1,954,000	0	2,026,000	0	1,691,000	0	0	111,699,500,000	111,699,500,000	0			
CAMEROUN	0	3,000	22,341,000	0	4,000	20,724,000	2,000	9,809,000	0	5,000	7,668,000	0	3,000	7,979,000	68,538,000	0	60,500,000	358,305,500,000	398,366,000,000
Bangui	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Berbéрати	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
R.C.A.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Brazzaville	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Pointe-Noire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
CONGO	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Libreville	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Franceville	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Port-Gentil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Oyem	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GABON	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Malabo	0	0	935,000	0	2,740,000	0	3,711,000	0	3,074,000	0	0	0	10,460,000	30,474,000,000	30,472,000,000	33,546,000,000	0	3,074,000,000	30,472,000,000
Bata	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
GUINEE EQ.	0	0	935,000	0	2,740,000	0	3,711,000	0	3,074,000	0	0	0	10,460,000	30,474,000,000	30,472,000,000	33,546,000,000	0	3,074,000,000	30,472,000,000
N'Djamena	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moundou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sarh	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TCHAD	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL ZONE	0	3,000	23,276,000	0	4,000	23,464,000	2,000	13,520,000	0	3,079,000	7,668,000	0	3,000	7,979,000	78,998,000	0	3,134,500,000	388,777,500,000	391,912,000,000

STOCKS DE PIECES DETRUITES EN 2013

Cumul depuis le 1er janvier 2012

CENTRES	500		100		50		25		10		5		2		1		
	Nombre	Valeur															
Limbé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL ZONE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

A45. Récapitulatif des destructions de billets usés

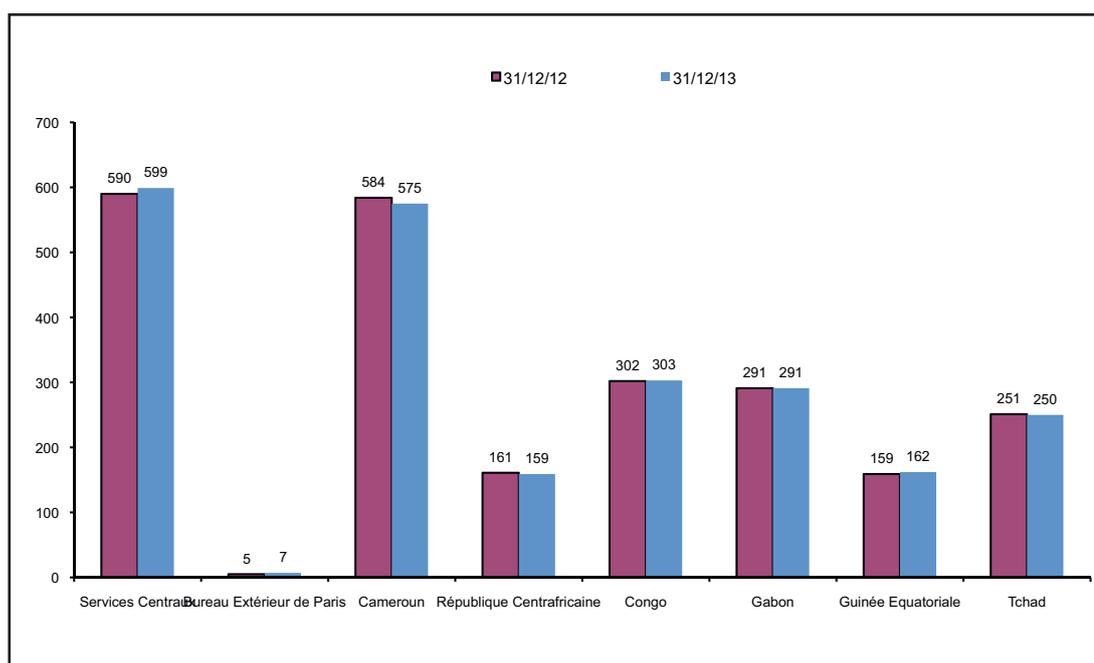
CENTRES	2009			2010			2011			2012			2013		
	Nbre billets	Valeur faciale	Nbre billets	Valeur faciale	Nbre billets	Valeur faciale	Nbre billets	Valeur faciale							
Yaoundé	12,503,811	46,731,583,500	12,659,024	71,012,000,000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Douala	0	43,631,265,000	10,699,000	0	18,745,000	0	24,110,000	0	24,110,000	0	0	0	0	147,943,000,000	
Garoua	0	43,648,000,000	0	4,626,000	0	5,327,000	22,412,000	5,327,000	22,412,000	0	0	0	1,133,000	98,723,500,000	
Nkongsamba	0	18,413,000,000	4,000	4,392,000	2,000	2,528,000	0	2,528,000	0	5,000	0	5,000	4,509,000	0	
Limbé	3,318,000	10,199,000,000	4,412,000	17,544,000,000	4,941,000	11,122,500,000	0	11,122,500,000	0	0	0	0	0	0	
Bafoussam	0	79,024,000,000	0	0	0	0	22,016,000	0	22,016,000	0	0	0	0	111,699,500,000	
CAMEROUN	15,821,811	241,646,848,500	27,774,024	88,565,018,000	23,688,000	11,130,355,000	68,538,000	5,000	68,538,000	5,000	5,000	5,000	5,642,000	358,366,000,000	
Bangui	22,626,000	72,787,000,000	11,059,000	35,250,000,000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Berbéрати	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
R. C. A.	22,626,000	72,787,000,000	11,059,000	35,250,000,000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Brazzaville	33,813,000	138,388,000,000	0	0	11,743,000	105,910,000,000	0	105,910,000,000	0	0	0	0	0	0	
Pointe-Noire	0	0	10,741,000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
CONGO	33,813,000	138,388,000,000	10,741,000	0	11,743,000	105,910,000,000	0	105,910,000,000	0	0	0	0	0	0	
Libreville	9,348,000	35,056,000,000	27,142,481	111,292,455,000	32,332,000	190,446,000,000	0	190,446,000,000	0	0	0	0	0	0	
Franceville	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Port-Gentil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Oyem	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
GABON	9,348,000	35,056,000,000	27,142,481	111,292,455,000	32,332,000	190,446,000,000	0	190,446,000,000	0	0	0	0	0	0	
Malabo	0	0	0	0	1,511,000	15,110,000,000	0	15,110,000,000	0	0	0	0	10,460,000	33,546,000,000	
Bata	935,000	24,458,500,000	0	2,740,000	0	3,711,000	0	3,711,000	0	3,074,000	0	3,074,000	0	0	
GUINEE EQ.	935,000	24,458,500,000	0	2,740,000	1,511,000	15,113,711,000	0	15,113,711,000	0	3,074,000	0	3,074,000	10,460,000	33,546,000,000	
Ndjaména	15,856,000	87,525,000,000	22,328,000	132,411,500,000	3,681,000	3,163,000,000	0	3,163,000,000	0	0	0	0	0	0	
Moundou	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Sarh	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
TCHAD	15,856,000	87,525,000,000	22,328,000	132,411,500,000	3,681,000	3,163,000,000	0	3,163,000,000	0	0	0	0	0	0	
TOTAL	98,399,811	599,861,348,500	99,044,505	367,521,713,000	72,955,000	325,763,065,000	68,538,000	3,079,000	68,538,000	3,079,000	16,102,000	3,079,000	16,102,000	391,912,000,000	

A46. EVOLUTION DES EFFECTIFS DE LA BEAC PAR PAYS OU CENTRE

Pays ou Centre	Effectifs en nombre		Accroissement		Répartition des effectifs au 31/12/2013		
	31/12/2012	31/12/2013	en nombre	en %	en %	Dont cadres supérieurs	
						Effectifs	en %
Services Centraux	590	599	9	1.5	25.5	165	7.0
Bureau Extérieur de Paris	5	7	2	40.0	0.3	2	0.1
Cameroun	584	575	-9	-1.5	24.5	31	1.3
République Centrafricaine	161	159	-2	-1.2	6.8	18	0.8
Congo	302	303	1	0.3	12.9	25	1.1
Gabon	291	291	0	0.0	12.4	28	1.2
Guinée Equatoriale	159	162	3	1.9	6.9	21	0.9
Tchad	251	250	-1	-0.4	10.7	21	0.9
Total	2,343	2,346	3	0.1	100	311	13.3

Source : BEAC

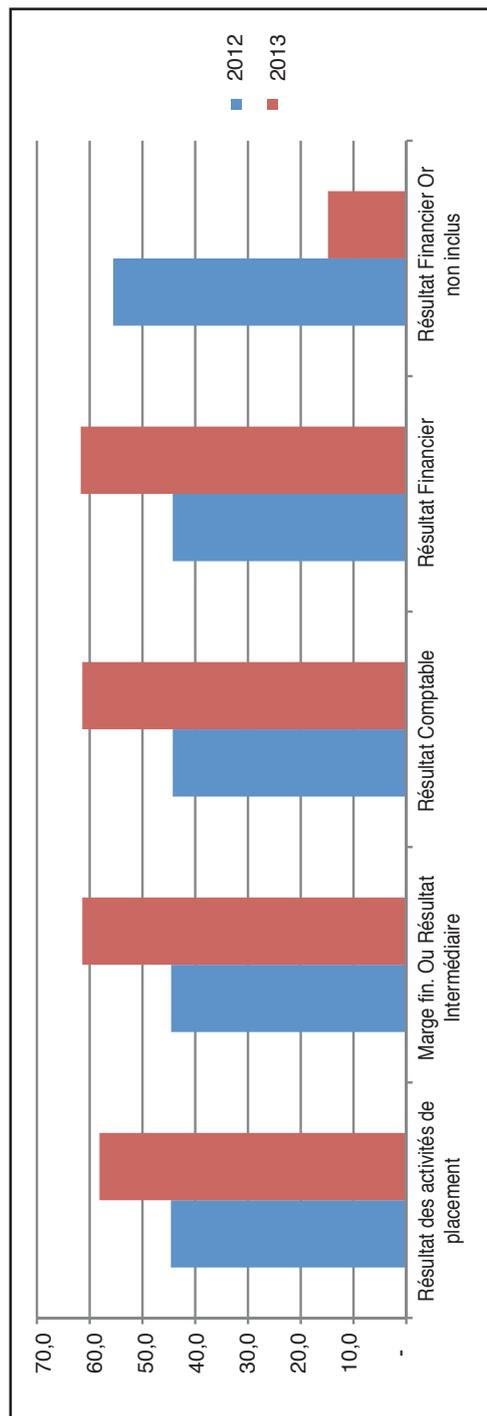
STRUCTURE DES EFFECTIFS DE LA BEAC PAR PAYS OU CENTRE



A47. DÉCOMPOSITION DES RÉSULTATS DE LA SALLE DES MARCHÉS DE LA BEAC

(en milliards de F CFA)

	Résultat des activités de placement	Marge fin. Ou Résultat Inter-médiaire	Résultat comptable	Résultat financier	Résultat financier Or non inclus
2012	44.6	44.6	44.3	44.3	55.6
2013	58.1	61.4	61.4	61.7	14.8



A48. Résultats financiers de la Salle des marchés de la BEAC

Éléments des résultats de placements de devises	Exercice 2012	Exercice 2013
a- Intérêts sur titres (coupons)	50,684,730,275	80,636,633,750
b- Plus-values sur cession de titres	0	0
c- Moins-values sur cession de titres	0	0
d- Primes sur titres	- 16,131,973,973,963	- 23,307,970,109
e- Décotes sur titres	519,353,451	519,353,451
f- Amortissement différence reclassement	- 3419300430	-3,419,300,429
g- Intérêts sur dépôts de devises	122 859 348	10,473,625
h- Résultats sur la gestion externe	1 213 470 020	0
i- Intérêts des placements au CSN[1]	11 817 227 756	3,698,705,927
I - Résultat des activités de placement (a+b+c+d+e+f+g+h+i)	44 611 182 641	58,137,896,215
j- Résultat de change réalisé sur les opérations en devises	45 064 459	- 217,168,639
k- Autres produits et charges	- 95 716 703	3,476,371,552
II - Marge fin. Ou Résultat Intermédiaire [I+ (j+k)]	44 560 530 397	61,397,099,128
l- Pertes de change non réalisées sur devises	- 304 960 637	- 422,080
m- Moins-values non réalisées sur titres	0	0
n- Moins-values non réalisées sur la gestion externe	0	0
III - Résultat comptable [II-(l+m+n)]	44 255 569 760	61,396,677,048
o- Gains non réalisés sur devises	218,430	303,780,999
p- Plus-values non réalisées sur titres	0	0
q- Plus-values non réalisées sur la gestion externe	0	0
IV - Résultat financier [III+ (o+p+q)]	44 255 788 190	61,700,458,047

Rendements

<u>Position de change moyenne annuelle[2] – marge financière</u>	2 886 121 059 302	3,249,950,625,642
Rendement financier intermédiaire	1.54 %	1.89 %
Rendement comptable	1.53 %	1.89 %

[1] Compte Spécial de Nivellement

[2] Y compris les avoirs de la SDM au Compte Spécial de Nivellement

I - Résultat financier des placements de devises	44 255 788 190	61,700,458,047
a- Intérêts sur les dépôts d'or	207 690 387	70,961,597
b- Résultat de change réalisé sur or	0	0
c- Résultat de change non réalisé sur or	11 093 615 103	- 46,927,186,573
II - Résultat financier de la SDM – Or inclus [I+ (a+b+c)]	55 557 093 680	14,844,233,071

A49 a. Situation comptable de la BEAC

	12/31/2012	12/31/2013
ACTIF		
Disponibilités Extérieures	8,518,933,861,576	8,478,790,167,771
<i>Avoirs extérieurs à vue</i>	6,825,544,676,845	4,975,004,505,998
Billets Etrangers	21,612,620,617	9,869,978,500
Correspondants Hors Zone d'Emission	-9,219,721,314	-9,227,189,657
Trésor français	6,813,151,777,542	4,974,361,717,155
<i>Compte d'Opérations</i>	5,446,996,693,212	4,794,930,674,728
<i>Compte Spécial de Nivellement</i>	1,366,155,084,330	179,930,674,728
<i>Autres avoirs extérieurs (SDM)</i>	1,693,389,184,731	3,503,785,661,773
Comptes Courants Chez correspondants étrangers	1,693,389,184,731	3,503,785,661,773
Opérations sur le Marché Financier	0	0
Encaisses-or	149,332,196,679	102,405,010,036
Fonds Monétaire International	286,685,691,968	274,236,520,526
Quote-part en devises	99,998,990,715	95,837,580,203
Avoirs en D.T.S.	186,686,701,253	178,398,940,323
Créances sur les Banques	10,794,000,000	15,880,225,694
<i>Concours du Marché Monétaire</i>	5,280,000,000	7,885,000,000
Guichet A : appels d'offres et pensions	5,280,000,000	7,885,000,000
Guichet B : avances à moyen terme	5,514,000,000	7,995,225,694
Créances sur les Trésors Nationaux	560,919,398,789	561,130,847,237
Avances en comptes courants	475,319,683,587	473,054,582,747
Avances exceptionnelles	5,016,620,602	4,859,483,806
Crédits à économie consolidés sur l'Etat	80,583,094,600	83,216,780,684
Contrepartie des Allocations de DTS versées aux Etats	168,598,155,576	161,582,023,395
Valeurs Immobilisées	239,422,719,148	250,747,029,555
<i>Immobilisations Financières</i>	49,732,319,049	49,732,319,049
Créances sur le Personnel	26,730,279,931	26,730,279,931
Créances sur les autres Banques Centrales	0	0
Participations	20,626,480,673	20,626,480,673
Autres Immobilisations Financières	2,375,558,445	2,375,558,445
Immobilisations Incorporelles	10,665,825,219	10,665,825,219
Immobilisations Corporelles	179,024,574,880	179,024,574,880
Autres Immobilisations	0	0
Autres Actifs	37,584,670,013	42,271,007,534
Débiteurs Divers	23,403,124,527	21,726,593,508
Avances Diverses au Personnel	3,611,510,126	3,611,510,126
Autres Débiteurs Divers	403,119,480	403,119,480
Comptes de Régularisations – Actif	19,388,494,921	19,388,494,921
TOTAL DE L'ACTIF	9,995,673,818,276	9,908,769,425,656

A49 b. Situation comptable de la BEAC (suite)

	12/31/2012	12/31/2013
PASSIF		
Billets et Pièces en circulation	2,570,870,713,383	2,771,358,687,763
Trésors et Comptables Publics Nationaux	2,975,911,057,213	3,364,632,054,461
Compte courants	550,376,590,457	1,265,039,441,241
Compte de Stabilisation des Recettes Budg.	544,438,141,632	372,629,327,800
Fonds de Réserves pour Générations Futures	1,299,942,617,855	1,311,715,781,625
Dépôts spéciaux	581,153,707,269	415,247,503,795
Banques et Institutions financières	3,462,505,037,150	2,792,560,988,425
Banques et institutions étrangères	96,547,006,120	91,684,046,016
Banques et Institutions Financières de la Zone	3,365,958,031,030	2,700,876,942,409
Comptes courants	2,422,017,765,073	1,661,413,520,781
Dépôts et placement sur le Marché Monétaire	55,265,957	55,421,628
Comptes de Réserves obligatoires	943,885,000,000	1,039,408,000,000
Autres comptes courants	79,124,673,228	109,415,987,314
FMI – Allocations DTS	414,453,199,925	397,205,926,816
Emprunts et Dettes à long et moyen terme	10,512,689,265	10,617,181,492
Autres passifs	0	0
Provisions	14,837,514,150	10,982,910,573
Report à nouveau	0	0
Réserves	331,178,185,747	296,700,913,436
Capital, Primes d'Augmentation	91,507,313,350	91,507,313,350
Créditeurs Divers	16,690,382,329	16,690,382,329
Transferts Non Dénoués	55,620,379	55,620,379
Comptes de Régularisations – Passif	10,076,557,574	10,076,557,574
Compte de Résultat	17,950,874,583	17,950,874,583
TOTAL DE L'ACTIF	9,995,673,818,276	9,908,769,425,656

Directeur de la publication : Joachim LEMA OKILI
Directeur Général des Études, Finances
et Relations Internationales de la BEAC

Rédacteur en Chef : Michel DZOMBALA
Directeur Central des Études
de la BEAC

Rédacteur en Chef Adjoint : Aimé Dominique BIDA-KOLIKA
Adjoint au Directeur Central des Études
de la BEAC

Conception et réalisation :
Imprimerie - BEAC